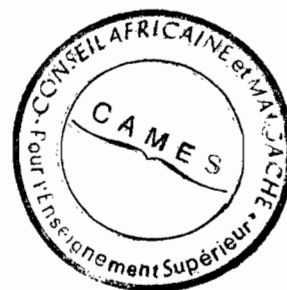


Université de Paris X - Nanterre
Département d'Economie



LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES MECANISMES DE REGULATION
dans le système de planification du modèle soviétique

THESE POUR LE DOCTORAT
ES SCIENCES ECONOMIQUES

Présentée et soutenue par
YOUETTO NAHI RAYMOND



Sous la Direction de :

- M. Roger FRYDMAN, professeur d'Economie à l'Université de Paris X - Nanterre, directeur du Centre de Recherches d'Anthropologie économique et sociale
- M. Vassil VASSILEV, maître de conférences à l'Université de Paris X - Nanterre

VU ET PERMIS D'IMPRIMER : LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

DE PARIS X - NANTERRE

L'université de Paris X - Nanterre n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT - PROPOS

En choisissant délibérément un sujet sur un pays qui est aujourd'hui au centre d'une actualité brûlante, dont tout le monde parle et qui est par conséquent l'objet d'innombrables discours, émissions radiodiffusées et télévisées, qui préoccupent gouvernements et organisations internationales, politiciens et journalistes, économistes et hommes d'affaires, qui bride des intérêts puissants, mais qui sert de thème à une littérature restreinte et spécialisée, notre intention n'est pas d'attiser les querelles partisans ou de déchaîner les passions d'idéologie politiques auxquelles nous ont habitué fort longtemps, les spécialistes ou experts et autres soviétologues.

Notre but est de montrer, à travers l'étude des fluctuations des phénomènes purement économiques tels que prix, taux de change, monnaie, etc., qu'un pays quelque soient les moyens de défense économique dont il est paré, ne peut être à l'abri des perturbations provenant du commerce international, et cela peut paraître davantage plus grave si la notion de flexibilité ou d'adaptabilité (voire de compétitivité) inhérente à toute économie moderne n'est pas prise en compte ou est mise hors circuit.

C'est le cas de l'URSS dont nous avons examiné de manière exhaustive et conformément à une approche par polarisation des échanges Est-Ouest, Est-Est, Est-Sud, les problèmes de régulation, qui jusqu'ici demeuraient parsemés çà et là, dans telle ou telle étude.

De ce point de vue notre travail apparaît comme une contribution à une interprétation générale des problèmes des échanges soviétiques depuis l'existence du système socialiste.

Un tel choix présente cependant des risques :

1 - Le risque de ne pouvoir cerner dans sa totalité, l'intérêt de ce sujet, en raison de la discrétion des statistiques et documents soviétiques, et des difficultés de se rendre sur le terrain ; ce qui par ailleurs peut faire courir un autre risque : celui de mordre facilement dans l'appât des analyses sommaires de la presse à sensation du monde occidental.

En cela des zones d'ombre non explorées subsistent dans ce travail : nous voudrions bien nous en excuser.

2 - Le risque de ne pouvoir théoriquement être à la hauteur, tant il est établi que ce genre de thème ne relève que de la seule compétence des soviétologues et spécialistes. Mais le proverbe dit : "C'est en forgeant que l'on devient forgeron". C'est pourquoi nous nous élevons ici, contre l'usage de certains spécialistes qui, tous enclins à exagérer le mérite de leurs travaux, créent du vide autour d'eux en faisant de certains domaines de la recherche, leur chasse gardée ou n'accordent que peu de crédit à la capacité des "apprentis chercheurs".

En cela nous exprimons notre profonde gratitude au Professeur Roger FREEDMAN (de l'Université de Paris X - Nanterre)

INTRODUCTION

La planification centralisée de type soviétique, destinée à remplacer l'anarchie du marché libre et à créer une économie monolithique n'empêche pas certains phénomènes dûs aux fluctuations internes et externes de se manifester ; en même temps elle ne permet pas qu'ils produisent des effets d'adaptation spontanés et salutaires comme dans l'économie de marché.

Il en résulte une vulnérabilité des dispositifs défensifs et anti-crise destinés à la protection de l'économie.

Cette vulnérabilité est d'autant plus ressentie que l'U.R.S.S. et ses partenaires socialistes sont intégrés au marché capitaliste mondial et que par conséquent, sont affectés à des degrés différents par les perturbations provenant du commerce extérieur.

Telle est la controverse de l'économie planifiée de type soviétique, actuellement où s'accroissent les importations Est européennes de biens d'équipement et de technologies occidentaux, où le système socialiste mondial a besoin de se renforcer par le développement du commerce extérieur et où enfin le rapprochement soviétique avec les pays du Tiers-Monde s'affirme de plus en plus.

La plupart des économistes occidentaux qui ont effectué

des recherches sur les problèmes de la planification de l'économie et du commerce extérieur soviétique, admettent presque tous, que le système soviétique n'a pas été conçu pour affronter les perturbations ou les turbulences provenant du commerce extérieur.

La raison évoquée est que ce système engendre deux orientations à l'égard du commerce extérieur : - d'une part, il éprouve une réticence à l'égard du commerce extérieur et d'autre part, il subit une attraction pour ce même commerce, attitude non moins contradictoire qui est certainement à l'origine du système de fonctionnement économique interne tel que : - la gestion centralisée du commerce extérieur, l'absence de mécanismes autorégulateurs internes et externes dont les caractéristiques sont, l'inconvertibilité de la monnaie soviétique, le désajustement des prix intérieurs et des prix extérieurs, le tout conduisant à la séparation du marché intérieur des marchés extérieurs.

Ce système de fonctionnement économique avait été attribué, sous le régime de Staline, à la nécessité de l'austérité économique qui devrait obligatoirement conduire à l'industrialisation lourde et rapide de l'économie, à l'indépendance politique vis-à-vis de l'extérieur et enfin à la victoire du socialisme soviétique seul, dans l'entourage hostile du système capitaliste.

Mais depuis, les choses ont changé : - plusieurs pays de l'Europe de l'Est auparavant capitalistes ont rejoint l'U.R.S.S. dans le camp socialiste - le système socialiste mondial s'est formé avec son marché - le besoin des relations de ce marché avec le marché capitaliste est devenu une nécessité de plus en plus pressante.

Et pourtant l'organisation économique soviétique ne s'est pas adaptée à cette nouvelle constellation. Même les réformes économiques entreprises entre 1965 et 1970 (1) n'ont pu fondamentalement modifier le système de planification et de contrôle. Ce qui pose aujourd'hui des problèmes d'adaptation du système d'économie à planification centralisée, dont les conséquences pèsent - sur l'équilibre du commerce extérieur soviétique - sur l'évolution économique interne et - sur les rapports de l'U.R.S.S. avec le reste du monde conformément à une approche par polarisation des échanges Est/Est, Est/Ouest, et Est/Sud.

Dès lors trois pôles de réflexion s'imposent à notre analyse :

1 - Les échanges intracaem peuvent-ils favoriser le développement de l'U.R.S.S. et de ses partenaires socialistes, lorsque leurs règlements s'effectuent en des monnaies non convertibles, qui prennent souvent forme de compensation dans un système

(1) Cf. Marczewski (Jean) : "Crise de la planification socialiste PUF, 1973, p. 79 à 81.

de quotas à l'exportation et à l'importation défini par des accords interétatiques, élaborés sur la base d'une coordination internationale des plans déterminant à la fois le volume des échanges, leur composition et leurs prix.

Dans ces conditions l'U.R.S.S. par ses apparences de leader, tire-t-elle profit de cette situation en imposant sa loi aux autres, ou au contraire en subit-elle le contre-coup. Quel est l'impact de l'absence d'une zone monétaire incluant de véritables moyens de régulation des échanges intracaem ?

2 - Le recours aux technologies occidentales, considéré par les observateurs comme une fuite en avant ne constitue-t-il pas aujourd'hui, un appel au secours à une technologie essouffée et impassible aux exigences de la demande intérieure. L'endettement qui en est la résultante n'affecte-t-il pas les balances de paiement de l'U.R.S.S. et de la zone Est, surtout lorsqu'il est à noter que le système de gestion et de contrôle, du commerce par rapport à l'Ouest est déficient. Doit-on en conclure une véritable dépendance de l'U.R.S.S. et des pays frères vis-à-vis de l'Ouest ou au contraire y a-t-il une alternative à cette question, et laquelle ?

3 - Alors que dans l'évolution de leur commerce avec l'Ouest se dégage une structure des échanges presque semblable.

à celle du Nord-Sud (exportateurs de matières premières, importateurs de biens d'équipement et de technologies occidentaux, recours à l'endettement, absence de devises étrangères) l'U.R.S.S. et ses partenaires, en dépit de tout éprouvent le besoin d'être présent au Sud : ont-ils les moyens et la capacité des pays occidentaux à faire face non seulement à l'aide technique et financière dont ont besoin les pays en voie de développement, mais également à faire face aux conflits d'intérêts économiques Est-Ouest qui se jouent au Sud. - en quoi ces échanges se singularisent-ils, quels en sont les difficultés et quelles perspectives doit-on en attendre ?

Tel est en effet le contour de l'ensemble des questions que nous nous donnons pour objectif de traiter dans cette thèse, et qui constituent aujourd'hui encore, la problématique des Etats commerçants (tels que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est) dans les échanges internationaux.

Sans doute, notre étude ne porte-t-elle pas d'une manière détaillée, sur l'ensemble des pays socialistes ; elle s'en tient à l'Union Soviétique. Cependant compte tenu des similitudes que leur confère le système d'organisation politique et économique, une analyse faite sur l'U.R.S.S. fournit la clef d'une connaissance plus profonde des systèmes analogues. Aussi, avons-nous pu établir à partir des particularités des problèmes

du commerce extérieur soviétique, des uniformités portant sur l'ensemble du système socialiste et à déceler des tendances dont l'essentiel peut s'interpréter ainsi conformément à notre hypothèse principale selon laquelle "les économies de type soviétique ne possèdent pas de mécanismes de régulation, leur permettant de réagir spontanément à la fois aux variations des variables endogènes et exogènes à leurs économies.

Cela est valable pour tous les pays socialistes. Cependant, une étude véritablement scientifique doit examiner des faits portant sur une assez longue période, ce qui n'est guère possible que pour l'Union Soviétique et c'est ce qui en a fait notre choix.

C'est sur cette base que nous avons structuré ce présent travail en trois parties : - la première partie tendant à montrer, depuis la naissance du système, les lacunes des concepts théoriques du commerce, officiellement répandus, qui ont conduit à la restriction du rôle des échanges extérieurs, - tout comme elles ont conduit à la rupture entre les marchés intérieurs et les marchés extérieurs (deuxième partie) - ce qui a pour corrolaire des déséquilibres permanents à tous les niveaux des activités du commerce extérieur (troisième partie), ressentis aujourd'hui par les autorités politiques comme de véritables problèmes d'inadaptation du système économique socialiste à l'évolution du marché mondial.

PREMIERE PARTIE

LES PROBLEMES DE CONCEPTION ET DE THEORIE DU COMMERCE
EXTERIEUR DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE.

CHAPITRE I - LE ROLE DU COMMERCE EXTERIEUR DANS LE SYSTEME
ECONOMIQUE SOVIETIQUE

§ 1 - LA POSITION DU PROBLEME

"Tous les observateurs ou presque de la politique étrangère de l'Union Soviétique se sont plus d'une fois posés la question de savoir si l'U.R.S.S. désire réellement commercer avec l'étranger (*).

Cette première question qui paraît fort simple et qui vient naturellement à l'esprit lorsqu'on aborde l'étude du commerce extérieur donne lieu à des réponses variées. Il ne suffit pas en effet de constater qu'il existe un commerce extérieur soviétique, mais il importe de déterminer s'il

-
- (*) Cette observation rend en effet compte des études et analyses, faites sur le système socialiste, et selon lesquelles une économie centralement planifiée est autarcique, avec une propension à exporter et à importer moins que, toute chose égale par ailleurs une économie du marché. Référons-nous à :
- 1 - Portes (Richard) : Est-Ouest-Sud - Le rôle des économies centralement planifiées dans l'économie internationale - vol. 10, n° 3, 1979, éd. CNRS.
 - 2 - Denis (H) et Lavigne (M.) : le problème des prix en Union Soviétique éd. Cujas.
 - 3 - Marczewski (J) : crise de la planification socialiste ? cité, pp. 157-217, PUF, 1973.

résulte bien de la volonté de ses dirigeants : autrement dit, si ceux-ci tendent bien à le développer ou à le freiner.

Dans une large mesure, l'évolution du commerce extérieur surtout dans un pays à économie planifiée est fonction de la position qu'adoptent les dirigeants politiques aux solutions de ce problème (4). Ainsi beaucoup d'observateurs affirment que les dirigeants de l'Union Soviétique ne désirent nullement commercer avec l'étranger, mais s'efforcent au contraire de créer une économie d'autarcie (5) dont l'objet principal est l'auto-suffisance.

Certains observateurs confrontant les discours du régime soviétique et ses actes, vont plus loin pour dire que, sa politique est irréversiblement expansionniste et que ses discours lui permettent d'utiliser le "mouvement de l'histoire" comme alibi ; dès lors ils estiment que la politique dite de détente et de coexistence pacifique n'est qu'une des formes

(4) Cf. Jeramec Jacques : "Le monopole du commerce extérieur en Union Soviétique - origines - organisation - conséquences", Paris - Librairie générale de droit et de jurisprudence - 1928.

(5) Cf. Fiche J.G. : "L'Etat commercial fermé" - Traduction française.
Paris 1940.

tactiques de cette marche irrésistible (Cf. Werner Klatt (6), Hélène (Carrère d'E.) (7), Sokoloff (G.) (8), Vassil Vassilev (9)).

Ou bien estimant au contraire que les données permanentes de l'histoire importent plus que les actes et l'idéologie, ils jugent que cet héritage a fait de l'U.R.S.S., une société qui à tort ou à raison, se sent assiégée et menacée. Pour la neutraliser, il faut estiment-ils multiplier à son adresse

(6) Werner Klatt : "Aide et échange : aide économique de l'Ouest et de l'Est", voir : un déficit à l'occident, p. 71-72. Ed. Levrault. 1959. Dans cet article, Werner Klatt constate que le taux de l'intérêt demandé par l'Est aux pays sous développés est très bas (2-2,5%) par rapport à celui demandé par l'Ouest, et il conclut de ce fait, que l'U.R.S.S. ne vise par cette politique qu'à faire adhérer les pays sous développés au camp communiste. Quant au taux de l'intérêt très bas, il est compensé, selon Klatt, par les prix élevés des marchandises soviétiques.

Dans cette même ligné d'idée, on peut citer les auteurs suivants :

(7) Hélène (Carrère d'E) : Ni paix ni guerre - l'U.R.S.S. à l'heure du Tiers-Monde - Ed. Flammarion - 1986.

Dans cet ouvrage récent, l'auteur indique comment les dirigeants soviétiques ont réussi à intégrer des dizaines de millions d'Africains et d'Asiatiques en temps de paix dans le système soviétique, en se constituant dans certains cas des bases pour déployer leurs navires sur les océans.

(8) Sokoloff (G.) : l'économie de détente : l'U.R.S.S. et le capital occidental - Paris Presse de la fondation nationale des sciences politiques 1983.

(9) Vassil Vassilev : la nouvelle stratégie soviétique d'implantation en Amérique Latine - 1977.

des gestes de bienveillance et la sauver ainsi du danger de sa propre peur. Selon eux peut-être même que par cette aide multiforme, il est possible de la greffer sur le monde occidental, bref de la désoviétiser.

Le problème qui se pose est donc de savoir si l'autarcie a été totale dans l'économie soviétique ou si cette économie a eu plus ou moins recours au commerce extérieur.

§ 2 - L'AUTARCIE ET LE RECOURS AUX ECHANGES EXTERIEURS

La question traditionnelle qui revient à l'esprit lorsqu'on introduit l'étude du commerce extérieur soviétique est de savoir si le degré d'ouverture de l'économie de ce pays permet d'envisager l'hypothèse d'une autarcie relative, ou totale vis-à-vis de l'extérieur, et si, dans un cas comme dans l'autre, ces deux approches permettent à l'U.R.S.S. d'atteindre un niveau optimal ou sous optimal dans le commerce extérieur.

Pour répondre à cette question, servons-nous du modèle du commerce international, le modèle statique à deux pays, deux facteurs, deux biens (d'autres voies sont évidemment possibles).

Considérons qu'une économie fait de l'auto-suffisance, son objectif à atteindre à un moment futur du temps. Dans ce cas, pour accélérer sa croissance et améliorer les chances de succès de son objectif, elle peut également décider de fermer ses fron-

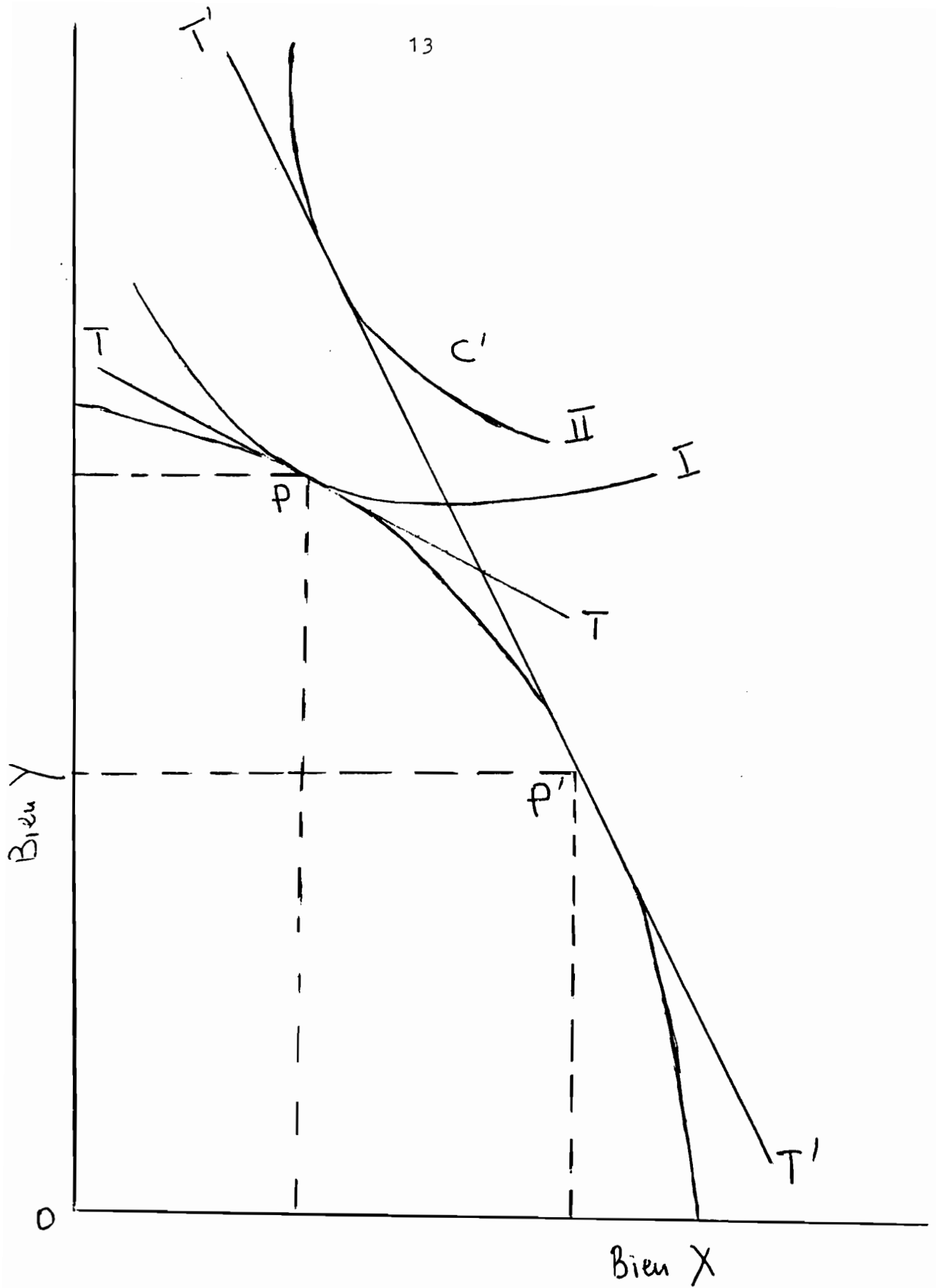
tières économiques immédiatement et de se consacrer exclusivement à sa croissance interne.

Les chances de succès de ces deux politiques sont-elles identiques ? Il nous est facile de constater que non. En effet l'utilisation du modèle le plus simple de la théorie du commerce international, le modèle statique à deux pays, deux facteurs, deux biens, nous permet de constater que l'autarcie immédiate conduit à une consommation sous optimale, tandis que le recours au commerce extérieur maximise la satisfaction actuelle, tout en maintenant les chances de succès de l'objectif lointain d'auto-suffisance.

Cette économie peut produire deux biens : un bien d'investissement Y et un bien de consommation X, avec des quantités données des deux facteurs de production. Les combinaisons possibles des quantités des deux biens qui peuvent être produits sont indiquées par la courbe des possibilités de production (10) que nous supposons concave par rapport à l'origine O.

La production relative de ces deux biens dépendra des préférences du planificateur, exprimées par la courbe d'indifférence I et par la droite des prix TT (voir graphique 1).

(10) Cf. A. Boltho et J. Viner : "Studies in the theory of international trade" - Ed. London and New York 1937.



GRAPHIQUE I : Cf. A. Boltho, cité, 119 et Viner.

En effet, cette dernière est un instrument entre les mains du planificateur. Sa pente sur le graphique I met en évidence la valeur relative élevée attribuée par le planificateur aux biens d'investissement, si nous la comparons avec la pente $T'T'$, qui nous indique les rapports d'échange qui pourraient s'établir avec l'étranger, ou pour simplifier la situation sur le marché mondial.

Dans le cas d'une économie d'ores et déjà autarcique, les quantités des deux biens qui seront produits et consommés nous sont indiquées par le point de tangence entre les courbes de possibilités de production et la droite des prix, soit le point P sur notre graphique.

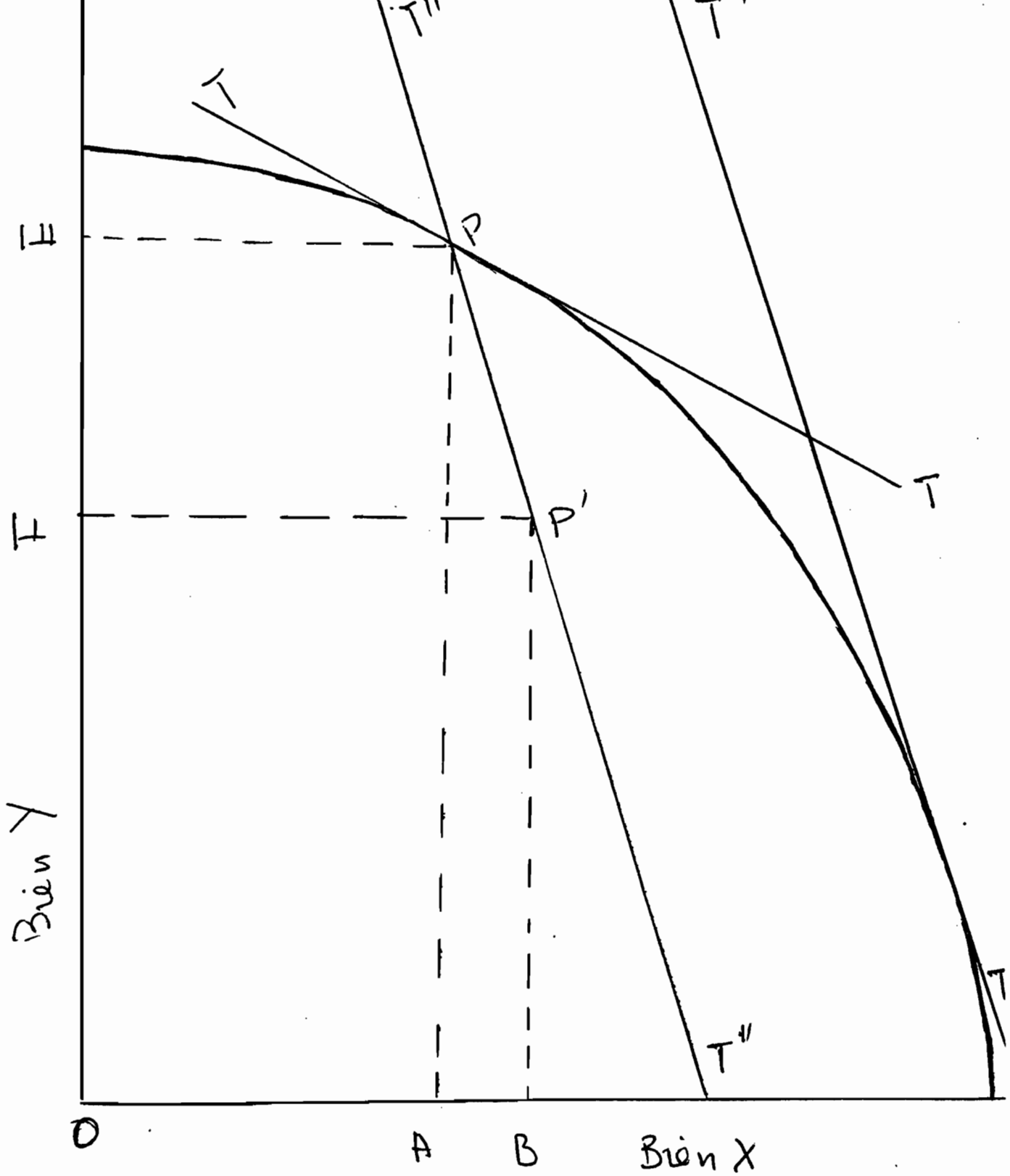
Si repoussant dans le temps, la réalisation de son idéal d'auto-suffisance, l'économie s'engage dans le commerce international, elle pourra importer du bien Y, en échange du bien X, selon un rapport d'échange indiqué par la pente de la droite $T'T'$ représentant les prix mondiaux. Elle est tangente en P' à la courbe des possibilités de production et en C' à une courbe d'indifférence plus élevée. Donc en situation d'échange international, l'économie produirait la quantité C' plus élevée. Le niveau d'investissement serait lui aussi plus élevé.

Nous savons que l'autarcie ne fut jamais totale dans les

économies planifiées, qu'elles ont toujours eu plus ou moins recours au commerce extérieur et à une certaine spécialisation. Cependant, la fonction du commerce extérieur n'était pas pour elles de maximiser la satisfaction du consommateur, mais de promouvoir la croissance. Quelles peuvent être les conséquences d'une telle politique ?

Supposons que le point P représente toujours le niveau de production et de consommation en autarcie. Ce niveau est également compatible avec un certain degré de spécialisation dans les cas d'échanges internationaux pratiqués le long de la droite des termes T''T'', parallèle à T'T', telle qu'elle apparaît sur le graphique II. (voir page suivante)

Au lieu de produire la quantité de biens de consommation X : OA correspondant à la situation d'autarcie, le planificateur peut décider, compte tenu de son avantage comparatif, d'en pousser la production jusqu'au niveau OB. L'excédent AB pourra être échangé à l'extérieur contre le montant EF du bien d'investissement Y, le long de la droite de prix T''T''. Le fait d'avoir recours à cette droite de prix, plutôt qu'à l'autre T'T' qui maximise la consommation, permet au planificateur de maintenir le niveau de consommation du bien X, qu'il avait fixé, et de réaliser son objectif d'investissement.



Graphique II : cf. A. Boltho, cité p. 122

Si le bien d'investissement Y est homogène, et si l'économie planifie le produit dans les mêmes conditions d'efficacité que le reste du monde, le seul résultat apparent du commerce extérieur serait un certain sous-emploi des ressources nationales. En effet, le niveau de production P' se trouve à l'intérieur de la frontière des possibilités de production. Pour de nombreux économistes de l'Europe de l'Est, ce sous-emploi est le bénéfice le plus important que leurs économies peuvent tirer du commerce extérieur. Car il signifie une épargne de ressource. Or les principales limites que leur croissance peut connaître proviennent de l'offre de facteurs de production. Toute épargne de ces facteurs, réalisée grâce au commerce extérieur, sera donc un élément positif dans la mesure où elle permet une réallocation des ressources au profit du secteur produisant des biens d'investissement.

Cette allocation des facteurs de production rend possible une production plus importante de biens d'équipement.

Il semblerait donc de nouveau que le commerce extérieur facilite pour économie qui vise l'autarcie, la réalisation de l'auto-suffisance, en acceptant dans une première

étape l'échange international.

Le commerce extérieur peut fournir deux autres formes d'épargne à une économie qui vise l'autarcie si elle peut se procurer à l'extérieur des produits différents ou de qualité supérieure :

- l'importation de machines de qualités, permettra un niveau de production plus élevé (11).
- un apport plus indirect se trouve au niveau de l'apprentissage qui permet aux planificateurs d'étudier le modèle étranger.

C'est dans cet esprit que l'on peut comprendre les raisons d'existence du commerce extérieur soviétique.

§ 3 - LES RAISONS D'EXISTENCE DU COMMERCE EXTERIEUR SOVIETIQUE

Lorsqu'on analyse l'économie soviétique, on s'aperçoit à première vue d'un tableau contradictoire :

(11) Cf. Sokoloff G. : La politique soviétique d'importation de biens d'équipement : motivations générales et raisons spécifiques de l'appel aux pays occidentaux. Revue d'Etudes Comparatives Est/Ouest. vol. 10 - 1979.

- d'une part, l'U.R.S.S. est la deuxième puissance industrielle mondiale. Avec les performances qu'elle affiche, on ne peut aujourd'hui douter de sa situation économique puissante.

Déjà en 1940, la production industrielle dans le volume total de la production brute agricole et industrielle atteignait 85 %. La population active globale ne représentait en 1937 que 56 % tandis que la population industrielle triplait pendant la même période de 8 à 24 %.

Le capital fixe de ces deux grandes branches de l'activité économique a suivi la même évolution. Le capital fixe de l'industrie a augmenté entre 1928 et 1940 de 82,2 %. Celui de l'agriculture de 36,6 % (sur la base de 100 en 1928) (12).

(12) Cf. Industrie lourde en Union Soviétique - Problèmes économiques pp. 10-17, 6 mars 1969. Documentation française n° 1105.

(Pour ces données on peut également se référer à l'article de : Saltiel J.P : "Commerce extérieur et industrialisation. L'expérience des années 1930-31". Les cahiers de l'ISEA. Série G, n°13 1962)

Alors qu'en 1917, elle ne représentait pratiquement aucune force industrielle, l'U.R.S.S. est aujourd'hui une puissance dominante. En peu de temps la situation économique de peu de pays au monde n'a connu une telle évolution que celle de l'U.R.S.S.

- d'autre part, on ne peut cependant s'empêcher de remarquer, qu'en dépit de cet état de puissance, l'économie soviétique est encore une économie en quête d'elle-même.

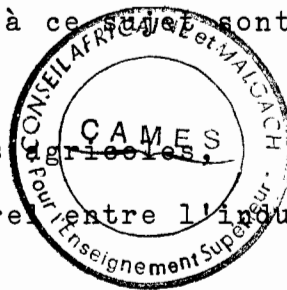
Les raisons évoquées à ce sujet sont assez probantes ; il s'agit :

- . du retard des techniques agricoles.
- . du déséquilibre structurel entre l'industrie légère et l'industrie lourde.

Le tout aboutit à une situation propre à exposer l'économie aux besoins d'importation. Une telle situation devrait donc nécessairement provoquer des modifications dans les raisons mêmes du commerce extérieur de l'U.R.S.S.

Pourtant on retrouve depuis 1917 des constantes, les déterminants qui dans l'essentiel, n'ont pas varié, mais dont la forme seule s'est modifiée.

Des raisons nouvelles sont nées, tandis que d'anciens motifs ont disparu.



Les constantes et les raisons nouvelles méritent notre intérêt ; les constantes car elles représentent une ligne générale constituant le cadre qui permet de comprendre l'évolution générale du commerce extérieur de l'U.R.S.S., et les raisons nouvelles parce qu'elles déterminent le commerce d'aujourd'hui et surtout celui de demain.

a) LES MOBILES POLITIQUES ET LES CONSTANTES DEPUIS 1917

La plupart des dirigeants soviétiques sont convaincus qu'en temps de paix non seulement ils sont à même d'industrialiser l'U.R.S.S. et de développer son économie, mais ils croient que les périodes de paix sont plus favorables à l'U.R.S.S. qu'aux économies des pays capitalistes.

Une période de paix leur rapporte donc une victoire. Mais ils craignent en même temps à chaque instant, l'attaque du monde capitaliste, et toute leur politique extérieure se ressent de la hantise qu'ils éprouvent de l'encerclement capitaliste, prélude à un assaut militaire.

Lénine avait constamment présent à l'esprit ce sentiment, et voici ce qu'il écrit dans le chapitre consacré

au "programme militaire de la révolution prolétarienne" :
 "... le socialisme ne peut triompher simultanément dans tous les pays. Il triomphera dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou prébourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions, et incitera en outre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Dès lors, la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie" (13).

La politique extérieure soviétique vise donc constamment à briser cet encerclement sous quelle que forme qu'il se présente et à créer des conditions politiques permettant un développement rapide de l'économie nationale : le but du premier plan quinquennal sous Staline en était une explication : "Industrialiser l'U.R.S.S. et la rendre libre de ces actes et indépendante des caprices du capitalisme mondial" (14).

(13) V. Lénine : oeuvres choisies p. 759, Ed du Progrès Moscou 1975.

(14) Staline : question du Léninisme p. 389. Bilan du premier plan.

Que cette action se présente sous des formes agressives ou défensives, la pensée dominante des dirigeants soviétiques reste invariée. Or dans cette politique, le commerce joue un rôle non négligeable. D'une part, on peut, par des relations commerciales, diminuer ou même briser provisoirement, l'hostilité politique tandis que d'autre part des échanges commerciaux suivis améliorent les relations politiques. Celles-ci à leur tour influenceront favorablement les relations commerciales dont le développement intensif contribue au renforcement de l'économie même de l'U.R.S.S. et donc de sa force diplomatique.

Les relations commerciales permettent parfois de dresser les puissances capitalistes les unes contre les autres, accentuant ainsi des contradictions latentes. L'art d'utiliser les contradictions qui opposent les divers Etats capitalistes, constituait dès la création de la République des Soviets, une des armes favorites de sa diplomatie.

L'organisation du commerce extérieur de l'U.R.S.S. permet l'utilisation maxima des effets du commerce extérieur sur la politique extérieure.

Des promesses de commandes importantes faites par un gouvernement, qui déterminant le monopole du commerce extérieur, a la possibilité pratique de réaliser ces achats, est d'un poids certain en matière de politique internationale, dans des périodes de récession ou de difficultés économiques.

Il serait cependant dangereux de surestimer les conséquences de cette utilisation extérieure. D'aucun n'ont pas hésité à affirmer que l'U.R.S.S. s'efforçait de provoquer des crises sur les marchés capitalistes à l'aide de son commerce extérieur économiquement inconsidéré (Cf. Laird Robbin 15), Lambert. (16), Coates W.P. (17). Ces informations devraient être étayées de manière plus conséquente. L'U.R.S.S. est trop consciente de la fragilité de son économie pour

-
- (15) Laird Robbin : Soviet arms trade with the non communist third world. Edited by Erik P. Hoffmann - New-York 1984.
- (16) Lambert L. : Un péril mortel. Le dumping russe et le plan quinquennal. Ce que les travailleurs doivent savoir - Ed. Sociétés Nouvelles des Imprimeries Parisiennes Rennies, 1931.
- (17) Coastes W.P. : Is Soviet trade a menace ? Issued by anglo-russian parliamentary committee - September, 1931.

risquer des opérations aussi hasardeuses.

Ses besoins en devises et en marchandises destinées au développement de son économie sont tels qu'elle ne peut se permettre des actes économiques non rentables. De plus, son développement économique est insuffisant pour opérer des changements véritablement importants sur le marché mondial. Depuis 1956, elle est la 6ème puissance commerciale du monde (mais en 1938, elle n'était que la 16ème) et 80 % de son commerce s'effectuent avec les pays amis. Certes elle peut influencer des achats, les orienter dans tel ou tel pays, mais elle ne modifie pas sa politique. Des achats de biens de consommation auraient pu amener en 1952-53 des changements d'orientation de la politique commerciale de certains pays européens, pourtant ces achats n'ont pas eu lieu en dehors du cadre normal prévu par les planificateurs soviétiques en vue de la satisfaction des besoins internes.

On a également prétendu qu'elle jettait son or sur le marché mondial pour le perturber (*). Cela est certainement

(*) Cette réflexion fait allusion à la vente massive et au marché noir de l'or dont l'U.R.S.S. est accusée par les occidentaux. Plusieurs articles confèrent à cette critique, on peut en citer deux : (18) L'or soviétique et le financement des importations - Problèmes économiques - n° 1420 pp. 7-8 - 1975. (19) Cf. Anitat Tiraspolsky : "l'or soviétique : production et ventes" - Le courrier des pays de l'Est - n° 247 - 1981 - p.49-5.

vrai, en ce qui concerne sa politique de devise étrangère. Mais en réalité l'U.R.S.S. tient, plus que quiconque à ce que l'or et la platine gardent toute leur valeur sur le marché mondial. Car cette valeur conditionne dans une certaine mesure la capacité d'achat soviétique dans les pays capitalistes.

Les autres avantages que l'U.R.S.S. retire du commerce extérieur sont liés à des motifs géopolitiques :

Alors qu'en 1917, elle était le seul pays socialiste dans un entourage capitaliste hostile, l'U.R.S.S. a pu, grâce à sa nouvelle intention d'ouverture, à sa politique d'aide, conquérir une bonne partie du monde capitaliste, après la deuxième guerre mondiale. La position de l'U.R.S.S. dans le monde économique changea dans son essence par rapport à ce qu'elle était avant celle-ci. Un groupe de pays de l'Europe orientale (la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Roumanie), ainsi que la Chine, sans parler d'autres pays asiatiques et de Cuba, vinrent rejoindre l'U.R.S.S. au banc socialiste. L'U.R.S.S. n'est plus le seul pays socialiste face à "l'encadrement capitaliste".

Par ailleurs les changements qui se sont produits dans le monde, pour des raisons multiples et spécialement, à la suite des vastes mouvements de décolonisation, ont mis en évidence l'importance des problèmes des pays dits sous développés, dont un certain nombre a choisi la voie socialiste de développement.

Cette nouvelle situation, est largement à l'avantage de l'U.R.S.S. sur le camp occidental, car elle a permis d'une part, la création du système socialiste mondial dont l'U.R.S.S est le leader, et d'autre part, le rééquilibrage des rapports de forces entre l'Est et l'Ouest : c'est la plus grande victoire que l'on peut attribuer à Lenine (20) à titre posthume, en cette fin du vingtième siècle.

Ces circonstances, on le comprend bien, exercent aujourd'hui une influence considérable en fait et doctrine sur la politique économique extérieure de l'Union Soviétique.

(20) Lénine "Oeuvres choisies", p. 759 - Ed. du Progrès, Moscou, 1975, Cité.

A côté de ces mobiles politiques on note les mobiles économiques.

b) LES MOBILES ECONOMIQUES

1) Tout comme par le passé, l'U.R.S.S. a besoin d'importer les matières premières qui lui manquent. Elle peut, avoir un besoin urgent de marchandises que sa production nationale n'est pas à même de fournir dans les délais nécessaires. Il en était ainsi au moment où le gouvernement désirait augmenter les biens de consommation disponibles. Comme l'industrie soviétique était essentiellement orientée vers la production de moyens de production, il a fallu importer des produits alimentaires, après la guerre.

L'importation remplit, dans ce cas, un rôle de soupape de secours quasiment indispensable.

2) La division internationale du travail permet dans certains cas, un développement accéléré de l'industrialisation de l'U.R.S.S. Elle évite à l'U.R.S.S. la construction d'un secteur industriel donné, non pas de manière définitive, mais temporaire et permet une économie d'investissement en temps qu'une réduction des frais de production.

L'importance que les importations représentent pour l'U.R.S.S. était-elle que Rubinstein a pu écrire : "en Union Soviétique, les exportations sont fonction des importations, le pays des Soviets n'exporte que pour couvrir ses importations et accumuler les réserves en vue des importations" (21).

Il est à noter que dans le cas où il s'agirait d'importations déterminées par une pénurie intérieure, les exportations serviraient effectivement à payer les achats et seront vendues même si à l'intérieur du pays il existe une pénurie dans ce secteur. La seule notion qui interviendra sera l'urgence des besoins en fonction des directives du plan. Ainsi, actuellement, l'U.R.S.S. continue à vendre du bois alors qu'à l'intérieur elle souffre d'une pénurie dans ce secteur. Comme d'autre part le commerce extérieur se fait dans le cadre d'une politique économique d'ensemble et non pas dans des buts de gains privés, les prix obtenus

(21) Rubinstein : "Le commerce de l'U.R.S.S.", Revue Economique Internationale - Juillet 1937
p. 129

et payés auront une toute autre importance. Une marchandise sera vendue à l'étranger au prix mondial, qui peut être inférieur au prix national si cette vente permet un achat nécessaire.

3) Le commerce extérieur soviétique lui permet de réaliser des économies. Ainsi un produit "A" vendu à l'étranger pour un montant de 100 dollars permettra l'achat d'un produit "B", de même valeur. Or, supposons que le produit "A" se vende sur le marché soviétique 120 dollars. L'opération isolée, se solde par une perte de 20 dollars. Mais le produit "B" par contre coûte en U.R.S.S. 130 dollars. Son achat représente donc une économie de 30 dollars. Par conséquent, ces 10 dollars pourront être investis ailleurs et contribueront à une plus grande accélération du rythme de développement de l'ensemble de l'économie.

Les opérations commerciales de l'U.R.S.S. doivent donc toujours être considérées globalement et non sous l'angle d'une importation et d'une exportation. Le grand principe du commerce soviétique étant celui d'une balance commerciale équilibrée. Cet équilibre, lui-même, ne doit pas toujours être considéré en fonction

de l'ensemble du commerce extérieur. Autant que possible, pourtant, les soviétiques s'efforcent de constituer des accords commerciaux équilibrés.

Les économistes soviétiques partant de la notion marxiste de la valeur (22), estiment par ailleurs que le commerce extérieur peut constituer une source d'accumulation. Des échanges internationaux procurant à l'U.R.S.S. les moyens de la production d'un type donné, permettent ainsi à l'U.R.S.S. de ne pas devoir créer une branche spéciale et de consacrer des forces productives à l'intensification d'un autre secteur.

Globalement, on peut dire que le nouveau contexte international, incluant cette fois, non pas un seul pays socialiste, tel que l'U.R.S.S., mais plusieurs autres pays socialistes de l'après seconde guerre mondiale, a été favorable à l'U.R.S.S. et au développement de son économie ; ce qui a suscité chez elle des motifs au développement du commerce extérieur, après début bien difficile. Quelle fut l'évolution de ce commerce ?

(22) Boukharine N. Preobrajensky E., Trotsky L. : "Le débat soviétique sur la loi de la valeur", Coll. critiques de l'économie politique, F. Maspero, Paris, 1972, 257 p.

C) LE DEBUT DU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE
EXTERIEUR SOVIETIQUE

1) PREMIERE CONSTATATION

En examinant la période de 1928-1941, celle des plans quinquennaux d'avant-guerre, on constate que la politique commerciale soviétique était inspirée par une préoccupation majeure : celle d'assurer le succès de l'industrialisation, instrument de l'édification socialiste, toutes deux symbolisées par les plans quinquennaux. Ce but devait être poursuivi, face à un "entourage capitaliste". Le recours aux échanges commerciaux et leur évolution était donc lié essentiellement aux besoins de l'économie soviétique et, d'autre part, aux possibilités de traiter avec des pays étrangers industriellement avancés. Ces transformations dépendaient, à leur tour, des possibilités pour l'U.R.S.S. de fournir des marchandises, en échange de celles qu'on devait acheter à l'étranger ou encore en couverture des crédits qu'on s'efforçait d'obtenir.

Voyons qu'elles furent, en fait les caractéristiques

principales du commerce extérieur soviétique à cette époque. Le tableau de la page suivante indique son développement général. L'examen de ce tableau appelle quelques remarques. La première c'est que pendant la période soviétique de la Russie dès 1918, le volume du commerce extérieur russe, tel qu'il se manifestait, avant 1914, n'a pas été atteint jusqu'en 1938.

D'autre part, après la période creuse du communisme militant et de la N.E.P, le commerce extérieur avait repris pendant la période dite de reconstruction, et tout au début de celle des plans quinquennaux ; il a été en régression depuis lors.

Ces constatations, surtout la dernière, sont importantes en particulier pour apprécier l'influence d'une politique d'industrialisation forcée sur les relations commerciales extérieures. Ce développement a eu, par ailleurs, à l'époque une répercussion sur la part réduite de l'U.R.S.S. dans le commerce mondial. Les changements profonds que subissait l'économie soviétique dès le commencement des plans quinquennaux, grâce à une politique d'industrialisation, allant de pair

TABLEAU I : Commerce extérieur russe et soviétique de 1900
(en millions de rouble-or ; jusqu'en 1924 les
valeurs ont été calculées sur la base des prix
de 1913).

ANNEE	EXPORTATION	IMPORTATION	TOTAL	BALANCE
1900	688,5	572,5	1. 261,0	116,0
1913	1. 506,0	1. 375,0	2. 881,0	131,0
1925	608,3	826,7	1. 435,0	- 218,4
1930	1. 036,4	1. 058,8	2. 095,2	- 22,0
1931	811,2	1. 105,0	1. 916,2	- 293,8
1932	574,9	704,0	1. 278,9	- 129,1
1933	495,6	348,2	843,8	+ 147,4
1934	418,3	232,4	605,7	+ 185,9
1935	367,4	241,4	608,8	+ 126,0
1936	310,0	309,0	619,0	+ 1,0
1937	395,0	306,0	710,0	87,0
1938	303,0	324,8	627,8	- 21,8

TABLEAU I : source : Courrier des Pays de l'Est, n° 221, P.21

avec la collectivisation de l'agriculture se reflètent
naturellement dans les structures matérielles des expor-
tations et des importations.

Prenons l'exemple du tableau suivant (tableau II) :

TABLEAU II : Structure des exportations en %

	1913	1928	1938
Machines et équipements	0,3	0,1	5,0
Combustibles et matières premières	42,8	63,1	57,7
Céréales	33,3	3,3	21,3
Biens de consommation	23,6	35,5	16,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0

TABLEAU II : source : Courrier des pays de l'Est n° 211, p.23

A la constatation du tableau II, on peut dire que la Russie devenait ainsi une Union Soviétique industrielle. Dès lors si les céréales représentaient toujours un pourcentage appréciable de l'exportation (l'année 1928 constituait une exception), sans parler de certains aliments secondaires classés dans les biens de consommation, ce sont nettement des matières industrielles, qu'il s'agisse d'articles finis ou de matières premières, qui prirent le dessus.

La transformation apportée dans la composition matérielle du commerce soviétique par des changements fondamentaux

dans la structure interne s'est fait aussi sentir dans la composition géographique du commerce extérieur.

Ici, également, ce sont les impératifs des plans qui commandent déjà les choix à faire tant dans l'exportation que dans l'importation, cette dernière devant être payée par les ventes à l'étranger. Ce comportement se constate également dans les relations commerciales entre l'U.R.S.S. et certains grands pays. Alors qu'à l'aube des plans quinquennaux, en 1930, l'Allemagne fournissait près de 24 % de l'importation totale, sa part était tombée en 1938 à 5 % ; pour la France, c'était la stagnation. Au contraire, il y eut une reprise momentanée pour la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis (23).

L'examen de ces chiffres qui ne font pas ici l'objet d'une analyse en détail, montre du reste que les résultats des échanges sont très variables, d'une année à l'autre.

(23) Cf. Kamenov (E.G.) : Some problems in economics relations between socialist countries.

"Economics development for Eastern Europ". Ed. by Mr. Kaser, London, McMillans, 1968.

La nécessité de chercher à tout prix des machines et appareils spécialisés a poussé l'U.R.S.S. à recourir en plus de ses grands fournisseurs habituels, aux pays scandinaves, à la Tchécoslovaquie, à la Suisse, etc. Dès lors, si l'on établissait des tableaux statistiques, on constaterait que les courbes à tracer, tant pour les exportations que pour les importations suivent des lignes zigzagantes. Cette évocation d'un état passé du commerce extérieur soviétique est utile pour en relever certaines caractéristiques sur une longue période. Elle fait ressortir notamment l'inconstance du client soviétique, ce qui n'est pas dû à la bonne ou mauvaise volonté des soviétiques, mais précisément à la structure même de leur système.

2) DEUXIEME CONSTATATION

Comme nous l'avons déjà dit, avant 1941, les dirigeants soviétiques se contentaient d'appliquer les principes résultant du monopole du commerce et des paiements extérieurs pour satisfaire des besoins immédiats et exploiter les possibilités pratiques de l'application des plans quinquennaux.

C'est-à-dire qu'ils se contentaient d'adopter les importations (ou le marché extérieur) à l'évolution économique interne et non le contraire comme cela se passe dans les pays capitalistes. Ce qui donne une prépondérance aux importations par rapport aux exportations. Cette prépondérance des importations par rapport aux exportations a pour conséquence, la limitation de la part de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est, dans le commerce mondial. Cette politique ayant été perçue comme une erreur pratique, les dirigeants soviétiques cherchent aujourd'hui à formuler, par le biais des réformes (24), des idées plus vastes, plus ou moins conformes à la fois aux intentions des gouvernants, respectivement du parti communiste, et à la nouvelle constellation internationale. Ils essaient de mettre ces idées en harmonie avec les principes de base du marxisme-Léninisme (25) comme dans tous les domaines de l'économie nationale.

(24) Cf. Karagedov R.G. et Kazakevic M. : Réforme économique et théorie en U.R.S.S.

Problèmes économiques n° 1750, 1981.

(25) Cf. Chambre H. : "Le marxisme en Union Soviétique ; idéologie et institution, leur évolution de 1917 à nos jours. Ed. du seuil, 1955.

On constate ainsi, après 1941, un accroissement rapide du volume des échanges. La part de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est dans le commerce mondial a constamment augmenté jusqu'en 1965. Le tableau III, illustre cette tendance.

TABLEAU III : La part de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est dans le commerce mondial

ANNEE	POURCENTAGE
1950	6,3
1955	7,8
1960	10,1
1965	10,5
1970	9,8
1975	9,5

TABLEAU III : source : Unctad, Handbouk of international trade and delopment, 1976, New York, UN, 1976.

Il faut cependant noter qu'en dépit de cette évolution relative, le comportement des dirigeants soviétiques et leur philosophie vis-à-vis du commerce exté-

térieur restent invariablement les mêmes : les importations continuent d'être prioritaires, dans le but de répondre aux objectifs du plan. Ainsi, il appartient toujours à l'organe central de planification de préciser les marchandises qu'il convient d'importer et celles qui doivent être exportées pour payer ces achats. Ce qui du reste ne suscite pas du tout une politique de production et d'exportation orientée vers la compétitivité et la concurrence sur le marché mondial.

Comme on le voit donc, l'évolution du commerce soviétique de 1918 à nos jours, résulte d'un ensemble très complexe de tendances souvent contradictoires : les forces qui poussent vers une "libéralisation" substantielle et vers un développement du commerce extérieur se heurtent à de nombreux obstacles dont le plus difficile à surmonter est le principe de l'autorité absolue de l'Etat et de l'idéologie politique qui n'ont pas été favorables à la mise en place d'une théorie du commerce extérieur propre au socialisme, et à laquelle l'U.R.S.S. aurait recours dans les échanges avec l'Occident, ou avec les Etats socialistes Est-européens.

Si donc, au fil du temps le rôle du commerce extérieur a été perçu comme une nécessité pressante au développement économique, les changements (tant bien pratiques que théoriques) nécessaires au système économique et qu'il aurait fallu au développement du commerce extérieur n'ont pu être opérés. Question : - En quoi donc la conception du commerce extérieur soviétique se singularise-t-elle par rapport à celle de l'économie de marché ? - Et quel en est le contenu théorique ou plus exactement, existe-t-il une théorie socialiste ou marxiste du commerce extérieur qui serait à l'origine des obstacles au développement du commerce extérieur.

CHAPITRE II - LA SPECIFICITE DU COMMERCE EXTERIEUR SOVIETIQUE PAR RAPPORT A L'ECONOMIE DE MARCHE

§ 4 - QUELQUES APPROCHES THEORIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE

A) LA POSITION THEORIQUE

Comme nous l'avons fait remarquer dans le dernier para-

graphe du chapitre précédent, deux phases principales ont dominé l'évolution du commerce extérieur soviétique :

- la première est celle où les dirigeants soviétiques considéraient le principe du monopole du commerce extérieur comme base de l'édification de l'économie socialiste, à une période où l'U.R.S.S. se trouvait seule dans l'entourage "hostile" des pays capitalistes.
- la deuxième est celle qui a permis à l'U.R.S.S., avec l'avènement des pays de l'Est-européens, devenus socialistes, et celui de l'indépendance de la plupart des pays sous développés, à entamer une nouvelle étape en tenant compte non seulement de son développement économique interne, mais également de l'importance du rôle qui lui revient à jouer sur le plan international, où il lui est désormais possible de compter sur des pays frères et amis.

Si donc la première phase peut être considérée comme celle des années du communisme militant, dont l'objectif avant tout la création d'un Etat socialiste révolutionnaire et économiquement puissant, avec une forte coloration autarcique, dans la deuxième phase au contraire on revient à des proportions plus raisonnables :

l'impératif de politique économique consiste à passer à l'action sur le plan international (diplomatie oblige).

Dans ce nouveau contexte international, il revient à l'U.R.S.S. de jouer le rôle de leadership du camp socialiste, par analogie au rôle des Etats-Unis dans le camp capitaliste. L'enjeu principal étant la compétition économique et politique entre ces deux pays, dès lors commence une bataille de théorie économique entre l'Est et l'Ouest en conséquence de la guerre froide.

A l'Est on est convaincu sur ce plan et conformément au mouvement irréversible de l'histoire que la victoire finale doit appartenir aux socialistes marxistes, puisque doctrinairement parlant, le capitalisme doit disparaître, allant inéluctablement vers sa propre perte, par ses propres contradictions internes. Sans doute que depuis quelques années, il semble qu'on ait mis une sourdine à la proclamation de ce dogme, en formulant les principes de la cohabitation pacifique et en recherchant le développement des relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, à travers les formules de la division internationale du travail.

Mais parallèlement vis-à-vis de l'extérieur, on formule en matière du commerce extérieur des théories qui doivent démontrer les insuffisances et les erreurs capitalistes. On passe ainsi au crible toutes les théories économiques capitalistes depuis les classiques jusqu'aux néokeynesiens.

De ce point de vue, le phénomène apologétique dans la littérature économique soviétique s'est très accentué au cours de ces trente dernières années. Il s'exerce à tous les niveaux, et n'exclut aucun domaine en matière de théorie économique, avec pour meilleures références les auteurs tels que Marx, Engels et Lénine dont les pensées sont placées au-dessus de toute critique.

Dans l'ensemble de cette bataille théorique, l'attaque la plus prononcée, est dirigée contre la théorie des coûts comparatifs qui est en quelque sorte la souche du libéralisme qu'on identifie avec le capitalisme. Ainsi fait-on savoir du côté soviétique qu'un pays pauvre peut obtenir des avantages comparatifs dans l'échange avec un pays riche et néanmoins être exploité par celui-ci,

du fait qu'il doit dépenser plus de temps de travail social par unité de produit que le pays développé ; de ce fait, il y a transfert de valeur vers les pays riches car il n'y a pas égalisation de l'unité d'intensité différente entre les pays. Le principe des échanges mutuellement avantageux qui est la base de la théorie des coûts comparatifs n'auraient donc que des apparences flatteuses.

Dans ce domaine, on peut citer de nombreuses sources soviétiques : référons-nous à quelques auteurs, qui mettent en cause la théorie libérale du commerce extérieur dans le système capitaliste (Cf. A. Froumkine (26), G. Roginsky (27) et A. Froumkine).

Il est donc clair pour les économistes soviétiques que la théorie libérale du commerce extérieur selon laquelle un pays peut avoir intérêt à importer en renonçant au protec-

-
- (26) Cf. A. Froumkine : "L'inconstance de la théorie bourgeoise du commerce extérieur", Voprossi Ekonomiki n° 12, 1959.
 Cf. A. Froumkine : "La théorie bourgeoise du commerce extérieur et les problèmes des pays sous développés", Vniechnaya Torgovlia n° 4, 1959.
- (27) Cf. G. Roginsky et A. Froumkine : "Y a-t-il un fond réel dans la théorie bourgeoise du commerce extérieur", Vniechnaya Torgovlia, n° 11 1961.

tionnisme, ne peut être que l'expression d'une tendance à l'exploitation de pays sous développés. On fait volontairement abstraction du fait qu'une théorie capitaliste ou libérale absolue, n'existe plus sous cette forme et qu'elle n'a jamais pu être mise en pratique dans les faits. Ceux-ci se sont chargés, entre les deux guerres d'abord et ensuite après la seconde guerre mondiale, de créer une atmosphère de l'économie internationale complètement changée par rapport à ce qu'elle était au XIXème siècle.

A la place des théories capitalistes on émet donc des affirmations qui peuvent se résumer comme suit :

- un Etat socialiste, comme l'Union Soviétique, établit ses rapports économiques avec n'importe quel pays et notamment les sous développés, sur la base de l'équité et de l'intérêt réciproque, en tenant compte des besoins de développement de ses partenaires. Cette attitude est naturelle puisqu'elle résulte d'idées de base d'un Etat socialiste.

Dans cette bataille théorique, l'opposition est ainsi faite entre la théorie libérale considérée comme

exploitatrice (par conséquent néfaste et une théorie socialiste jugée plus juste (par conséquent plus avantageuse)).

Citons à titre d'exemple quelques réflexions se rapportant à des conceptions de la division internationale du travail, notion essentielle d'une théorie du commerce extérieur. Voici pour la conception dite "capitaliste" : - "deux tendances contradictoires sont inhérentes au développement de l'économie capitaliste mondiale. Il s'accompagne d'une part de la suppression de l'isolement national grâce à la création du marché mondial entraînant un nombre toujours croissant de pays dans la circulation mondiale. C'est là une tendance progressiste vers le rapprochement économique des peuples. D'autre part, les rapports mutuels, l'unification économique des différents pays ne constituent pas une coopération volontaire mais la subordination de certains pays à d'autres, l'oppression et l'exploitation des pays les moins avancés par les plus développés, la coalition des capitaux financiers nationaux aux fins d'exploitation des peuples. Le pillage colonial et les méthodes d'exploitation capitalistes néfastes

pour l'économie des pays dominés, la lutte des puissances impérialistes entre elles pour la domination mondiale exercent une influence négative sur le développement des forces productrices et freinent l'essor de la production" (28).

Ceci veut dire en clair que dans le monde capitaliste, la division internationale du travail est mise au service des monopoles et constitue pour eux un moyen de conquérir une position dominante sur les marchés et d'obtenir des bénéfices au service de ces marchés.

Quant à la notion socialiste dans le même domaine, voici ce qu'on en dit : "le système socialiste mondial est affranchi des contradictions propres au capitalisme entre les processus d'unification économique des peuples et le mode impérialiste de cette unification. Au fur et à mesure du développement des pays de la communauté socialiste, les liens économiques se ressèrent

(28) Economie politique : Le socialisme - Ed. du Progrès
Moscou - 1977, p. 646.

entre eux sur la base du libre consentement et de la souveraineté. On assiste à l'internalisation de la vie économique. Les forces productrices de chaque pays socialiste trouvent un vaste champ de développement dans l'intérêt de tous les pays du socialisme mondial" (29).

On comprend donc qu'une tout autre image est donnée à la division socialiste internationale du travail dans son caractère et ses buts, comme étant le résultat d'un accord avec la loi d'un développement correspondant à une planification harmonieuse qui exclut l'anarchie, la crise, la concurrence, l'exploitation, etc.

Après ces constatations faites à titre introductif, examinons maintenant, l'application de cette théorie dans une approche par polarisation géographique des concepts du commerce extérieur soviétique.

(29) Economie politique : Le socialisme - Ed. du Progrès
Moscou - 1977 - p. 647, cité.

a) LA POLARISATION GEOGRAPHIQUE DES CONCEPTS DU COMMERCE SOVIETIQUE

Compte tenu de ce que nous venons de dire précédemment, les relations commerciales de l'U.R.S.S. avec l'extérieur peut se concevoir avec des appréciations théoriques (et même pratiques) plus ou moins variables selon les trois groupes de pays à systèmes économiques différents, à savoir les pays socialistes, les pays capitalistes, et les pays sous développés.

1) LE CONCEPT DU COMMERCE DE L'U.R.S.S. AVEC LES PAYS SOCIALISTES

Les principes de base théorique des relations de l'U.R.S.S. avec les pays socialistes, peuvent être ramenés à quelques notions essentielles. Il est tout d'abord admis qu'il s'agit de relation dites fraternelles et harmonieuses. L'énonciation des principes existant à cet égard constitue toute une littérature.

En voici quelques exemples : "dans le système de la division internationale socialiste du travail, l'application des principes de l'égalité complète, du respect mutuel, de l'indépendance et de la souveraineté, de l'entraide fraternelle et des avantages mutuels dans l'intérêt de l'essor général et du développement des forces productrices de chaque pays, présente une importance décisive. Ces principes excluent toute orientation unilatérale vers la production de matières premières, du développement économique de tel ou tel pays (30).

On peut également citer l'article de Froumkine, qui se ramène presque à la même définition : "ce n'est que dans le système mondial du socialisme que le commerce extérieur et d'autres formes de relations économiques internationales, contribuent réellement à un rapprochement et à une égalisation des conditions économiques de tous les pays" (31).

(30) Economie politique : Le socialisme, p. 663 - Ed. du Progrès - Moscou. 1977, cité.

(31) A. Froumkine : "Voprossi Ekonomiki, n° 12, 1959, p.125, cité.

C'est à partir de ces données que résulte une application du principe d'une division internationale socialiste du travail.

Les liens entre l'Union Soviétique et ses partenaires socialistes, sur le plan juridique se présente sous deux aspects. Il y a d'une part les pays européens de démocratie populaire, faisant partie du Comecon et d'autre part, les pays asiatiques socialistes qui n'en sont pas. L'U.R.S.S. a avec tous ces pays des traités du commerce et de compensation, mais pour les pays du Comecon, il y a en plus, des liens quasi institutionnels résultant du traité d'association initial.

Les bases de ces traités peuvent être résumées de la façon suivante : "avantages mutuels ; aides réciproques ; égalité de droits ; principes de la nation la plus favorisée ; reconnaissance juridique par les Etats contractants certains actes juridiques accomplis sur le territoire de l'autre contractant ; dans les rapports mutuels entre Etats socialistes, l'institution des re-

présentations commerciales acquiert un caractère libéral (32), ect.

Du côté soviétique on met l'accent surtout sur la fait que la coordination des plans assure le développement harmonieux des économies nationales des pays socialistes , que la division internationale du travail au sein du camp socialiste est basée sur les principes de l'international socialiste, sur la tendance vers une coordination du développement fructueux du sysystème mondial de l'économie socialiste comme ensemble et dans l'intérêt de chaque pays.

Dans ces conditions le souci de l'harmonisation des intérêts interétatiques, le rôle de l'Etat et de la planification restent plus que jamais affirmés. Ce qui implique à l'intérieur de cette zone, que les prix soient négociés entre les Etats concernés et non fondés sur la loi de l'offre et de la demande, que les

(32) Alexandrov N. Les principes de la théorie de l'Etat
Ed. d'Etat de la littérature juridique,
Moscou, 1960, p. 114.

monnaies soient inconvertibles et que leur taux d'échange soit inflexible, ce qui aurait pour effet, dit-on du côté soviétique d'éviter des fluctuations incompatibles à l'harmonie des intérêts de chaque Etat.

Deux questions se posent donc :

- Premièrement, reste d'abord à savoir si tous ces concepts merveilleusement définis comme d'autres principes de l'économie planifiée soviétique, peuvent être appliqués d'une façon aussi harmonieuse et complète qu'on le prétend sans que l'intérêt du partenaire le plus puissant l'emporte, ou que celui des plus petits soit menacé.

- Deuxièmement, se pose également la question de savoir si la politique des prix et des monnaies telle qu'elle est pratiquée dans ces pays peut permettre une régulation efficace du commerce et par conséquent un développement harmonieux des échanges entre ces pays. Car en fait c'est la monnaie soviétique dont la valeur interne et externe a subi plusieurs adaptations, qui intervient depuis 1950 dans l'établissement des prix et le

règlement des comptes dans les relations entre pays socialistes.

Or , il se trouve que l'inconvertibilité du rouble, mais aussi des monnaies des autres pays du CAEM soit un handicap sérieux au développement harmonieux des échanges commerciaux entre les pays socialistes.

Il y a donc là, la notation que le problème du commerce à l'intérieur de chaque Etat socialiste, et entre les Etats socialistes soit dû à une question de régulation économique.

2) LE CONCEPT DU COMMERCE DE L'U.R.S.S. AVEC LES PAYS CAPITALISTES

Traditionnellement, la notion accordée par les dirigeants soviétiques au terme "pays capitalistes", englobe tant des pays industrialisés, notamment ceux de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, que

des pays appelés communément sous développés, mais continuant à vivre sous un régime économique qualifié de capitaliste par opposition au socialiste.

Il est cependant nécessaire, pour mieux saisir la nature des structures des relations internationales de l'U.R.S.S. de distinguer nettement entre les deux catégories de pays.

Etudions d'abord les pays capitalistes industrialisés.

Les relations commerciales entre l'U.R.S.S. et ces pays peuvent se ramener à deux positions théoriques :
- la première est celle de la théorie de la "coexistence pacifique" entre les pays à systèmes économiques différents (Cf. Sokoloff G. (33), Hélène C. (34), ect.).
Sous sa forme la mieux définie, cette théorie part du postulat léninien suivant lequel les pays capitalistes diffèrent les uns des autres par leur niveau de développement

(33) Sokoloff G. : "L'économie de détente : l'U.R.S.S. et le capital occidental" - Paris - Presse de la fondation nationale des Sciences Politiques 1983.

(34) Hélène C.E. : Ni paix ni guerre. l'U.R.S.S. à l'heure du Tiers-Monde. Ed. Flammarion, 1986. *cité.*

économique et sont donc inégalement mûrs pour l'instauration de rapports de production socialiste. Il faut par conséquent s'attendre à un étalement historique de la fin des Etats impérialistes et à la nécessité, pour les peuples devenant socialistes de coexister avec ces Etats jusqu'au dernier d'entre eux. Or pour en arriver là, il suffit pratiquement de laisser l'histoire faire son oeuvre dans un climat international paisible. Les pays socialistes peuvent ainsi limiter leur action conquérante à imposer ce climat de paix, notamment en nouant avec l'impérialisme des relations commerciales, dans le but d'une compétition économique paisible dont la victoire revient nécessairement au socialisme.

Lénine lui-même disait à ce sujet : " Nous réussirons à rejoindre les autres pays avec une rapidité qu'ils ne soupçonnent même pas... nous croyons à une telle rapidité si le mouvement est dirigé par un parti effectivement révolutionnaire et c'est ce que nous réaliserons, coûte que coûte" (35).

(35) V. Lénine : "Oeuvres t 33, p. 402

Certains économistes soviétiques vont même plus loin pour dire que : "Pour remporter la victoire décisive dans la compétition avec le capitalisme, il est d'abord nécessaire de rattraper et de dépasser les pays avancés du monde capitaliste quant aux niveaux de développement des forces productives et de la productivité du travail, quant à la production et la consommation par tête d'habitant" (36)

La démarche de cette théorie présente cependant une faiblesse : - car d'un côté alors que la coexistence est présentée comme quelque chose qui peut être considéré comme un état de faits durables, de l'autre on insinue le fait que le système socialiste devant nécessairement vaincre le système capitaliste, la coexistence n'est qu'une étape historique passagère. Devant un tel raisonnement, les occidentaux qui ne voient dans cette théorie de la coexistence pacifique qu'un appât momentané susceptible d'engager les pays capitalistes industriels à contribuer au développement de l'économie soviétique ne peuvent rester sans réaction.

(36) Economie politique : Le socialisme, Ed. du Progrès-- Moscou, 1977, p. 700, cité

Cette réaction se manifeste à travers la politique de l'embargo occidental sur certains produits d'exportation à destination de l'U.R.S.S.

La thèse des partisans de l'embargo peut être exprimée de la façon suivante : - l'U.R.S.S. importerait en fait pour renforcer son potentiel militaire et réaliser ainsi ses visées expansionnistes **mondiales**.

Cette thèse a successivement présenté l'importation comme une dotation à l'armée soviétique - cas d'une usine de camions clé-en-main en fait destinée au secteur militaire -, ou comme un soutien indirect -, cas d'équipement (manifestement civils), mais dont la livraison libre en U.R.S.S. des facteurs de productions dès lors affectables au secteur militaire -, ou encore comme un soutien global au développement au complexe militaire industriel soviétique - multiples exemples de machines destinées aux secteurs miniers, énergétiques, métallurgiques, mécaniques etc, ou enfin comme une assistance plus spécifiquement technologique, cas des ordinateurs.

Cette thèse dans son ensemble, admet le principe suivant

selon lequel les dirigeants soviétiques poursuivent par des voies détournées des objectifs stratégiques. Et comme beaucoup d'autres critiques du système soviétique, elle suppose que son autoritarisme interne la prédispose plus généralement à la violence y compris vis-à-vis de l'extérieur.

La crainte de cette violence dont l'ombre pèse constamment sur les relations Est-Ouest est l'une des raisons qui étouffent le développement du commerce entre ces deux blocs.

Autre aspect de la théorie du commerce extérieur soviétique avec les pays capitalistes développés c'est la théorie de la division internationale du travail.

Nous avons déjà indiqué quelle était la substance de la doctrine soviétique à ce sujet. Il semble résulter de cette dernière qu'une division internationale du travail digne de ce nom, ne peut exister qu'entre pays socialistes. Car elle résulte de la similitude des systèmes internes intercommuniquant en théorie et en pratique.

Or on sait que cette similitude des systèmes n'existe pas (au niveau de la politique des prix, de la politique monétaire et de la politique de taux de change) entre les pays socialistes et les pays capitalistes. C'est pourquoi la plupart des pays socialistes dans leur commerce avec l'Ouest préfèrent recourir à des formules de coopération et de règles de compensation comme moyen de garantie et de règlement, en l'absence d'une véritable politique monétaire et de politique de prix servant de régulation au commerce.

Deux questions se posent également ici : - premièrement, il reste à savoir si la division internationale socialiste du travail définie sous cette forme n'exclut pas un développement à la longue d'échange entre pays socialistes et pays capitalistes d'une part, et d'autre part, si à l'intérieur du camp socialiste, elle n'est pas soumise à des tensions idéologiques en raison non seulement de la diversité des tailles, mais également des intérêts propres à chaque pays ; - deuxièmement, du fait que les relations commerciales intracamp ne suivent pas les règles du marché international, étant donné les poli-

tiques de prix et de monnaie totalement opposées, est-ce que le mode de régulation d'un tel commerce n'aboutit pas à des résultats défavorables à l'U.R.S.S. et aux pays de l'Est.

Il ya donc là aussi, la constatation de la problématique du commerce entre des Etats où les leviers de commande de l'économie sont directs (le cas de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est) d'une part et d'autre part, entre ceux-ci et les Etats où les leviers de commande de l'économie sont indirects c'est-à-dire soumis à des tensions entre l'offre et la demande (le cas des pays capitalistes).

3) LE CONCEPT DU COMMERCE DE L'U.R.S.S. AVEC LES PAYS SOUS DEVELOPPES

Le principe de base qui domine la théorie soviétique du commerce extérieur avec les pays sous développés est d'aider et de contribuer à la lutte de ces pays pour leur indépendance politique et économique, contrairement à ce

que font les pays capitalistes qui n'y voient que leurs intérêts égoïstes, moyennant l'exploitation et l'appauvrissement de ces pays.

On peut ainsi noter : "la tâche définie dans les grandes options de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1976-1980, consiste à élargir et à consolider les rapports économiques scientifiques et techniques à long terme entre l'U.R.S.S. et les pays en voie de développement sur une base stable et mutuellement avantageuse, en contribuant au développement de l'économie nationale et au renforcement de l'indépendance économique de ces pays, ainsi qu'à la croissance de leur potentiel scientifico-technique" (37).

Pour manifester leurs bonnes intentions, les dirigeants soviétiques vont jusqu'à formuler des idées sur la division internationale du travail, très proche de la théorie des coûts comparatifs. Ainsi s'exclament-ils : pourquoi alors développerions-nous en U.R.S.S. des productions que d'autres pays peuvent assurer plus avantageusement. Il s'agit bien entendu de productions primaires.

(37) Economie politique : Le socialisme, p. 696, Ed. du Progrès - Moscou 1977, cité.

L'U.R.S.S. dans ce domaine prétend appliquer un principe juste, celui d'acheter des produits primaires à des prix avantageux aux pays producteurs. Alors qu'en échange de ces produits, elle livre essentiellement des équipements dont le prix peut ainsi compenser l'avantage qu'elle accorde en achetant des produits de base à des prix plus forts.

Cette question des termes d'échange se pose d'une façon analogue dans les relations entre l'U.R.S.S. et les pays sous développés lorsqu'il s'agit de crédits ou de prêts. N'oublions pas en effet que la plupart du temps, le remboursement de ces crédits a lieu au moyen de fournitures de marchandises. Dès lors une appréciation complète et objective des conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges commerciaux et financiers entre l'Union Soviétique et les pays sous développés ne peut-elle se faire que si l'on prend en considération le but essentiellement politique visé dans ce domaine. La plupart des observateurs de la politique étrangère soviétique estiment que ce but visé **par** l'U.R.S.S. n'est pas inintéressé . Le degré d'interprétation de cette affirmation est très variable, ce qui

rend cette hypothèse très fragile quelle que soit la démonstration qui en est faite.

Ce qui est cependant certain, c'est que l'aide soviétique quelle qu'elle soit a tendance à forcer le degré du dirigisme en poussant celui-ci à l'étatisation de l'économie. Cette tendance est renforcée par la dépendance dans laquelle les achats soviétiques de produits mettent les pays en voie de développement.

On peut donc se demander si la participation forcée de l'U.R.S.S. au développement des pays sous développés et à la lutte pour leur indépendance économique et politique, correspond bien, non seulement à la force réelle de son économie, mais aussi aux besoins réels des pays sous développés eux-mêmes.

b) QUELQUES OBSERVATIONS

L'examen ci-dessus de "la théorie du commerce extérieur" de l'U.R.S.S. appelle deux remarques : -premièrement, bien que critiquant la théorie libérale du commerce extérieur,

c'est-à-dire la théorie des coûts comparatifs, c'est justement à cette théorie que les dirigeants soviétiques recourent dans leur commerce avec les pays en voie de développement. Ainsi par exemple, les soviétiques n'achètent pas les produits primaires aux pays en voie de développement à des prix qui tiennent réellement compte du coût de revient de ces produits primaires, car ils savent qu'ils seront perdants comparativement aux autres clients des pays sous développés pour les mêmes produits. Ils achètent au contraire ces produits conformément aux normes établies par les règles du marché mondial. Or on sait que dans le contexte du marché mondial les prix des matières premières baissent alors que ceux des produits industriels montent. On peut pratiquement dire dans ces conditions que le comportement de l'U.R.S.S. vis-à-vis des pays du Tiers-Monde n'est pas totalement différent de celui des pays occidentaux. C'est là l'un des problèmes du commerce Est/Sud. La confrontation Est/Sud dans le commerce est donc due à des faits préexistants au problème du pétrole, à une structuration du commerce international qui n'a pas été fondamentalement changée par l'explosion du prix du pétrole, sauf pour les pays de l'O.P.E.P.

Ce problème se pose également au commerce Est/Est, où l'U.R.S.S. et certains pays du CAEM préfèrent vendre certains types de produits (le pétrole et les matières précieuses : l'or et le diamant par exemple) aux occidentaux qu'à leurs partenaires socialistes, à des prix de marché mondial plus rémunérateurs qu'à des prix plus bas fixés par l'administration socialiste.

La question posée est donc de savoir pourquoi clame-t-on plus haut les mérites d'une théorie socialiste du commerce extérieur que l'on a du mal à mettre en pratique, alors qu'en sourdine et dans les faits pratiques, on préfère recourir aux principes d'une théorie que l'on critique chaque jour.

La réponse à cette question appelle nécessairement la deuxième remarque - Cette remarque peut se situer à plusieurs niveaux. En ce qui nous concerne et dans l'hypothèse de ce travail, nous la situons dans les difficultés qu'éprouve l'Union Soviétique dans la conception générale d'une théorie du commerce extérieur propre à son système. En fait, il n'y aurait pas de théorie du commerce extérieur

propre aux pays socialistes. Le recours à la théorie des coûts comparatifs dans le commerce international en fournit la preuve. De ce fait, les critiques adressées contre les théories capitalistes du commerce, et l'interprétation par polarisation des concepts du commerce extérieur, ne constituent pas une théorie, mais expriment plutôt une position d'idéologie et de slogans politiques.

Or dans le premier chapitre, nous avons évoqué le fait que l'Union Soviétique de nos jours éprouve le besoin de voir s'accroître ses échanges, notamment avec les pays capitalistes développés. Il faut donc dire que les possibilités d'un tel développement dépendront davantage de facteurs qui tiennent à la conception d'une théorie socialiste du commerce international qu'à la volonté de ses partenaires du monde occidental.

Car s'il n'est pas du tout exclu qu'il y ait des rapports économiques suivis pouvant subir une intensification à certaines époques, entre pays à systèmes économiques différents, tout ce qu'on sait par simples observations montre cependant qu'il y a là une cause permanente de difficultés.

La question qui se pose donc est de savoir s'il existe une théorie socialiste du commerce extérieur.

B) EXISTE-T-IL UNE THEORIE SOCIALISTE OU MARXISTE
DU COMMERCE EXTERIEUR ?

C) LA POSITION DU PROBLEME

Les observations faites sur l'étude précédente, ont montré que les économies planifiées n'avaient pas disposé véritablement d'une théorie du commerce extérieur qui leur soit propre, mais en même temps celle des économies occidentales ne leur paraissait pas applicable.

Quant aux travaux de Marx, ils visaient essentiellement la critique de la société capitaliste de son époque.

Son principal apport n'a donc pas été une théorie, ni même des conseils portant sur la gestion d'une économie socialiste. Voici ce que Marx disait : "Je n'ai jamais établi de système socialiste" (38). Par contre, Marx se préoccupait essentiellement des problèmes liés au libre-échange et au protectionnisme de son temps. Il croyait que différentes politiques pouvaient être recommandées pour résoudre un problème. Selon lui, le commerce extérieur et des politiques commerciales particulières, pouvaient être utilisées à différentes étapes du développement économique. "Si le protectionnisme pouvait paraître plus approprié lors des **premières étapes**, c'est le libre-échange qui était préférable lors des suivantes (39).

Ses successeurs immédiats se préoccupèrent également du libre-échange et du protectionnisme de leur époque, dans le système capitaliste.

(38) K.Marx : "Notes critiques sur le traité d'économie politique d'Adolph Wagner : 1880, p.1532, dans K. Marx "Oeuvres Economie" Tome 2. Ed, Gallimard 1968.

(39) Gottfried Haberler : "Theoretical reflexions on the trade of socialist economies", p. 29, dans Brown & Neuberger. "International Trade and Central Planning", cité

Kautsky, par exemple était un partisan du libre-échange. Il s'opposait aux tendances protectionnistes qui existaient dans la branche "Trade-Union" du parti social démocrate.

Si ce n'est le débat théorique des années 1920, en U.R.S.S. et qui précéda le choix du modèle autarcique, il nous faut constater une absence presque totale de théorie du commerce extérieur, dans les pays de l'Europe de l'Est (40). De Lénine à Brejnev en passant par Staline, ce vide théorique n'a pu être comblé. La même constatation a été également faite par Marie Lavigne (41) dans son récent ouvrage.

Il existe par contre des critiques de la théorie des coûts comparatifs, tel que nous l'avons montré (dans le chap. II, § 4).

Cependant le caractère irrationnel que le commerce extérieur de ces économies a souvent présenté a fini par

(40) A. Boltho : "Foreign trade criteria in socialist countries", cité, p. 63.

(41) Cf. M. Lavigne : "Economie internationale des pays socialistes", p. 11 à 13, Ed. A. Colin, Paris 1985

provoquer la redécouverte de la théorie de Ricardo. Le calcul de l'apport du commerce extérieur, et son orientation rationnelle ne peuvent être déterminés que par une comparaison des valeurs internationales et des valeurs nationales.

Le véritable problème auquel les économies de type soviétique étaient confrontés était bien de mesurer les différents coûts, afin de déterminer dans lesquels ils pouvaient disposer d'un avantage comparatif. Cependant, la signification qu'auraient pu revêtir de tels calculs est limitée. Les deux éléments sur lesquels repose l'évaluation des coûts comparatifs étaient démunis de valeur économique : - le prix de biens ne reflétait les coûts d'opportunité. Les coûts de production n'y étaient qu'imparfaitement incorporés. La demande n'avait pratiquement pas d'influence sur les décisions de productions (nous y reviendrons).

Les taux de change étaient généralement surévalués. Leur rôle n'était pas d'égaliser l'offre et la demande de devises étrangères. Il ne visait pas non plus, à équilibrer la balance des paiements. Ces taux de change n'étaient pas reliés à une estimation de la parité des pouvoirs d'achat.

De plus dans chaque économie, il existait plusieurs taux. La théorie occidentale ne pouvait donc, avoir que des applications très limitées dans ces économies à planification centralisée. Malgré l'intérêt croissant qui lui a été porté depuis 1950 (42), la théorie des coûts comparatifs était irréconciliable avec les mécanismes institutionnels et de la planification, avec l'absence de concurrence, le caractère du système des prix internes, et le déséquilibre des taux d'échange.

Pour que le planificateur puisse effectuer un calcul rationnel, il est indispensable qu'il utilise un système de valeur, ou prix, reflétant la valeur relative des biens dans l'économie. cependant, les économistes des pays socialistes n'étaient pas dépourvus de toute analyse théorique qu'ils auraient pu transporter dans le domaine du commerce extérieur. Ils disposaient de la théorie de la valeur travail de l'analyse marxiste. Elle bénéficiait d'un soutien idéologique. Des tentatives avaient été faites pour l'appliquer dans la planification de l'économie. Ils auraient également pu utiliser la transposition de l'analyse de l'école du bien être due aux travaux de Lange et de Lerner. Elle aurait permis de prendre en considération l'inter-

42) Alan Brown : "Towards a theory of centrally planning foreign trade", p. 83, cité.

action entre l'offre et la demande, qu'elle soit mise en évidence par un marché réel, ou par une simulation, lors de l'élaboration des plans nationaux. Cette méthode aurait donc, combiné tous les avantages de l'économie du marché avec ceux de la planification. Une fois le prix déterminé par l'une de ces deux méthodes, le flux du commerce extérieur aurait pu s'ajuster, qu'il soit planifié ou spontané, aux structures de prix internationales.

Nous allons examiner successivement ces deux analyses, afin de voir l'apport qu'elles auraient pu fournir aux planificateurs, mais également les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été retenues.

b) L'APPROCHE MARXISTE DU COMMERCE EXTERIEUR : LE RECOURS A LA THEORIE DE LA VALEUR TRAVAIL

Dans cette théorie, deux concepts concernent directement notre problème : la valeur d'une marchandise et son prix.

1) "LA VALEUR" D'UNE MARCHANDISE

L'économie moderne repose sur l'échange des marchan-

dises. Les agents désirent se procurer ces marchandises parce qu'elles ont, pour eux, une valeur d'usage. Celle-ci dépend des besoins particuliers qui peuvent, ainsi être satisfaits. Le besoin social, c'est-à-dire la valeur d'usage à l'échelle sociale est un "facteur déterminant pour la quantité de temps de travail social en usage dans les différentes sphères particulières de la production" (43). Cette valeur d'usage sert, en général, de support à la valeur d'échange, sans en être la cause (44).

Pour Marx, valeur d'usage et valeur d'échange ne constituent pas des antithèses dans lesquelles l'abstraction "valeur" se scinderait (45). Mais "il faut que les marchandises soient comme valeurs d'échange (46). La valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de temps de travail que coûte sa production (47). Plus précisément, c'est le travail-temps socialement

(43) K. Marx : "Le capital", livre 3, Ed. de la Pléiade, p.130.

(44) K. Marx : "Le capital", livre 3, p. 1315.

(45) K. Marx : "Notes critiques", p. 1543.

(46) K. Marx : "Le capital", livre 2, p. 505.

(47) K. Marx : "Notes critiques", p. 1533.

nécessaire à la production, dans les conditions en vigueur du moment. Il peut être déterminé, en ramenant toutes les catégories de travaux, à du "travail abstrait". L'intensité du travail fourni est prise en considération, ainsi que la qualification nécessaire pour produire un bien. Dans la valeur d'échange des produits, seul le travail "productif" est pris en compte, c'est-à-dire que l'activité purement commerciale n'est pas retenue.

2) LE PRIX D'UNE MARCHANDISE

Le prix de production d'une marchandise lui est égal à son coût de production auquel on ajoute un profit moyen (48). Comme la plus value peut être supérieure au profit, le prix d'un produit peut différer de sa valeur (49). Cependant, les écarts entre les valeurs et les prix se compensent sur l'ensemble de la production. Pourtant, comme le prix de produc-

(48) K. Marx : "Le capital, livre 3", p. 949, cité.

(49) K. Marx : "Le capital, livre 3", p. 953.

tion qui contient le prix de production d'une autre marchandise peut lui aussi s'écarter de la partie de sa valeur globale qui provient de la valeur des moyens de production consommés (50). Mais, le coût de production d'une marchandise sera toujours inférieur à sa valeur.

Dans le long terme, les prix vont se conformer à la valeur même si des fluctuations à court terme peuvent les en faire dévier de façon temporaire. Pour Marx (51), dire que les marchandises ont une valeur d'usage signifie qu'elle satisfait un besoin social. Celui-ci est fonction des rapports entre les différentes classes sociales, et de leur position respective dans l'économie. Les vendeurs ou la marchandise déterminent la valeur d'usage, tandis que les acheteurs, ou l'argent, représentent la valeur d'échange. Ce sont les disparités entre l'offre et la demande qui entraînent les déviations entre les prix du marché, et les valeurs marchandes. En d'autres termes, l'offre et la demande ont la fonction bien définie d'expliquer les fluctuations de prix autour du prix d'équi-

(50) K. Marx : "Le capital, livre 3", p. 957.

(51) K. Marx : "Le capital, livre 3", p. 976.

libre, mais pas d'expliquer ce prix d'équilibre.

Cette représentation met en évidence plusieurs éléments qui, sous des vocables différents, concernent directement le commerce international. Cependant, avant d'aborder ce problème, il convient de présenter les principales critiques adressées à cette théorie.

3) LES CRITIQUES ADRESSEES A LA THEORIE

Elles sont nombreuses (52). Ainsi, il lui est reproché d'ignorer l'existence de facteurs rares, autres que le travail. D'autre part, il existe des biens que l'on trouve à l'état naturel et qui, donc, n'ont pas exigé de travail. Celui-ci ne constitue pas une unité qualitativement homogène. En fonction du progrès technique, la quantité de travail nécessaire pour produire un objet n'est pas une donnée stable. De plus, les procédés de production, grâce auxquels des économies

(52) Charles Bettelheim : "Problèmes théoriques et pratiques de la planification".
F. Maspero, Paris, 1970, 304, p. 63.

de travail importantes peuvent être réalisées, ont bien souvent nécessité des investissements importants. Les dépenses de travail occasionnées par leur création peuvent donc avoir été importantes.

Cette théorie ignore, également, l'influence de la demande sur l'échelle de production, et, de ce fait, sur les prix. En effet, si une entreprise détermine son niveau de production le long de sa courbe de coûts moyens, ses prix vont varier. A moins qu'elle ne se situe dans une zone de coûts constants, l'évolution de ces derniers ira dans un sens inverse de celui des rendements.

Aujourd'hui encore, pour des économies soviétiques ou non, il est impossible de calculer le travail temps socialement nécessaire. Mais pour d'autres, tels que Brody(53), la solution optimale de tableaux d'inputs-outputs permettrait de mesurer tous les inputs de travail qu'ils soient directs ou indirects, exprimés en homme années, par unité de production, en terme physique, ou en valeur. De ce fait, un système de prix basé sur la valeur-travail est devenu réalisable.

(53) Andreas Brody : "Propositions prices and planning"-
Budapest, 1970, 194 p. Et North-Holland,
Amsterdam.

4) LES PROBLEMES PRATIQUES

Un système dans lequel les échanges entre pays reposeraient sur la valeur-travail, n'exclurait pas la nécessité de définir une base commune pour déterminer les valeurs internationales. L'analyse de Marx nous en fournit une. Selon lui, la valeur internationale d'un bien n'est pas déterminée par une moyenne des valeurs nationales, mais par le travail-temps socialement nécessaire, et les conditions sociales de production dans les pays qui offrent l'ensemble de la production sur le marché mondial.

L'utilisation d'un tel système soulève un problème important. C'est celui de l'exploitation (54). Selon Marx, un échange entre deux produits est équivalent, s'ils contiennent le même montant de travail-temps. Il est donc fortement probable que, sur le marché mondial, l'échange soit non-équivalent. En effet, une économie, dont les conditions de travail sont plus dévelop-

(54) Samir Amin : "L'échange inégal et la loi de la valeur".
Ed. Anthrop - Idep. 145 p., Paris 1973.

pées que celles de ses partenaires, sera capable de produire une valeur donnée avec un travail-temps moins important. Il pourra, donc vendre sa production au-dessous de sa valeur, et moins cher que les économies concurrentes. Dans ce cas, l'échange sera inégal à son avantage, puisqu'il recevra plus de travail, c'est-à-dire de productivité, qui existe entre les pays, font qu'à l'échelle internationale le concept d'échange équivalent de Marx est incorrect, car postulé en économie fermée. Il engendrerait une spécialisation basée sur un avantage comparatif, par rapport à un avantage absolu.

Pour qu'un échange équivalent s'établisse, il faudrait que la division internationale du travail, soit telle que, chaque économie, tout en échangeant différentes quantités de travail-temps dans le commerce international, réalise la même épargne en travail-temps.

Théoriquement, il est impossible de définir un tel système de prix, qui reflètent les unités de travail-temps sans conduire à un échange inégal. Il semble que ce soit le système vers lequel le CAEM a tendu à un moment donné si

l'on se réfère au désir souvent exprimé d'abandonner les prix mondiaux, au profit d'un système de prix indépendants. Mais, jusqu'à ce niveau de raisonnement, le système de prix de la théorie de la valeur-travail est statique. Si elle n'est pas accompagnée d'une planification internationale consciente, elle sera incapable de mettre en évidence ce que pourrait être le modèle de spécialisation à long terme, le plus avantageux pour chaque pays. En outre, si le calcul du travail-temps socialement nécessaire est possible dans chaque pays, opérer ce même calcul de niveau international serait beaucoup difficile.

5) LES DIFFICULTES D'UNE EVALUATION COMMUNE

On sait que la Bulgarie est la seule, parmi ces économies à avoir sérieusement proposé l'adoption du travail-temps comme base pour un système de prix au niveau de CAEM. La productivité de son travail était la plus faible dans l'ensemble des pays membres. De ce fait, c'est elle qui aurait le plus bénéficié de cette méthode de calcul des prix.

En effet, elle lui aurait procuré des termes de l'échange plus favorables que n'importe quelle autre méthode. Elle lui aurait permis d'exporter des produits incorporant une plus grande quantité de travail, en échange d'importations de produits incorporant une plus grande quantité de capital, facteur rare.

Cependant le résultat net que l'on pourrait attendre d'une telle méthode d'évaluation dépend du type de spécialisation qui en découlera. En effet, les résultats en seront différents, selon que les pays adopteront une spécialisation absolue, ou une spécialisation partielle. Si l'économie la moins productive n'est pas la seule à produire un bien donné, la méthode sera moins avantageuse pour elle qu'elle ne le prévoyait. Dans ce cas, si pour ne pas lui rendre tout échange impossible, les prix au niveau du CAEM sont basés sur sa propre productivité, les autres pays produisant le même bien gagneront un surplus du producteur dans l'échange international. On peut en attendre une réduction de ce commerce international.

C'est l'une des raisons pour lesquelles cette proposition a été rejetée par la Tchécoslovaquie et la R.D.A.

Ces deux économies qui disposaient des niveaux de productivité les plus élevés du CAEM étaient plus favorables à un système de prix unique, qu'il soit d'origine capitaliste ou socialiste. Des tentatives furent faites pour trouver des indicateurs physiques, permettant de guider la connaissance des avantages comparatifs. Mais elles restèrent limitées à quelques types de productions, relativement homogènes. Dans la recherche d'une méthode d'évaluation commune, des économistes de la R.D.A proposèrent de lier les prix du commerce extérieur à l'intérieur du bloc à ceux pratiqués à l'intérieur de l'UR.S.S. Mais, comme il leur fut opposé, il est difficile d'adopter la valeur nationale d'un pays comme base d'évaluation pour les échanges internationaux.

En définitive, face aux difficultés pour trouver une évaluation commune propre, les prix pratiqués sur les marchés mondiaux constituent la seule référence qui leur soit disponible. Mais cette pratique ne résolvait pas tous les problèmes. C'est le cas par exemple, de la parfaite connaissance de ces prix.

Les distortions des prix du marché mondial par rapport aux valeurs définies selon la théorie marxiste, furent jus-

tifiées par l'existence de monopoles et de cycles. De même, on estimait que l'inflation était jugée comme provenant de certaines pressions, notamment militaires. Tous ces facteurs étaient considérés comme l'aboutissement d'un processus historique. Les prix du marché mondial semblaient donc refléter la valeur internationale des biens.

Les fluctuations de ces prix peuvent créer de nouvelles difficultés pour les économies planifiées. Les pays du CAEM ont cru les lever en stabilisant les prix dans leurs relations, pour des périodes des plus ou moins longues. Théoriquement, ce choix soulève de nouveaux problèmes. En effet si les prix pratiqués dans le réseau socialiste sont maintenus durablement à un niveau supérieur aux prix du réseau capitaliste, il pourrait en résulter un détournement d'échanges, les pays de l'Europe de l'Est étant incités à chercher leurs importations hors du réseau socialiste. A l'inverse, si les prix socialistes étaient maintenus à un niveau inférieur aux prix capitalistes, c'est vers ce réseau qu'ils seraient incités à exporter. Cependant pour qu'un tel détournement d'échanges puisse véritablement se produire,

il faudrait que certaines caractéristiques du commerce extérieur des pays socialistes soient modifiés, en particulier que les monnaies soient convertibles.

Ce n'est que faute de mieux, que les prix mondiaux pouvaient apparaître comme le système le plus rationnel pour la CAEM. Mais, ils ne pouvaient pas être considérés comme reflétant les coûts d'opportunité. En effet, cela aurait supposé que les échanges entre le bloc et le reste du monde soient parfaitement fluides, et la spécialisation optimale. Comme ce n'était pas le cas, dans une zone vivant une auto-suffisance globale, un système de prix plus autonome aurait pu paraître mieux adapté. Il aurait pu rendre compte des relations de rareté réelles de la zone, et non pas de celles existant sur le marché mondial. Ainsi, si nous considérons les variations des prix sur le marché mondial au cours de la période 1960-1964, elles ont entraîné un déplacement des termes de l'échange à l'intérieur du CAEM, au détriment des produits primaires. La surproduction de biens d'équipement et la rareté des matières brutes en a été aggravé; rendant nécessaire la mise

au point d'un système de crédit mutuel.

La théorie marxiste de la valeur-travail ne joue donc pas un rôle essentiel dans l'explication des politiques de commerce extérieur des économies à planification centralisée. Mais les planificateurs pouvaient disposer d'une autre théorie, plus récente spécialement élaborée pour ce type d'économies "le modèle théorique Lange-Lerner".

C) LE MODELE THEORIQUE LANG-LERNER

Oskar Lange a construit son modèle (55) pour répondre aux critiques adressées au système socialiste par les économistes des pays occidentaux (56). Pour ces derniers, un calcul économique rationnel est impossible dans les économies pratiquant un régime de propriété collecti-

(55) O. Lange : "On the economic theory of socialism ", reproduit pp. 92-110 dans Alec Novek D.M. Nuti : "Socialist Economic" Selected readings, Penguin Education, England, 2 éd. 1974, 526 p.

(56) W. Brus : "Problèmes généraux du fonctionnement d'une économie socialiste", Paris Maspero, 1968.

ve des moyens de production. Bien que l'objectif visé par Lange ne soit pas orienté vers les problèmes du commerce extérieur, une représentation de ce modèle nous permettra d'envisager son application et de déterminer s'il apporte un éclairage à la politique des économies planifiées, en particulier à celle de l'U.R.S.S.

1) L'HYPOTHESE DU MODELE

Lange, dans son modèle a cherché à adapter les apports de l'équilibre concurrentiel, considérés typiques d'une économie de marché, aux besoins d'une économie planifiée. De ce fait, sa théorie a été l'objet de nombreuses critiques (nous y reviendrons).

Pour intégrer le système de marché dans la planification, il faut qu'une échelle de préférence soit établie (57) au niveau de l'économie, et qu'un systè-

(57) B. Boucon, J. Bourles, J.M Lorenzi et B. Rosier : "Modèle de planification décentralisée, typologie critique et voies de recherches". P.U. de Grenoble. 1973, 230 p., page 37.

me d'indicateurs permette de procéder à des choix.

L'échelle des préférences orientant l'allocation des ressources, et la production, est fournie par les préférences des consommateurs. Elles s'expriment par la relation de leur demande aux prix. Le principe de la souveraineté des préférences individuelles est donc reconnu. Cela implique l'existence d'un marché réel, et que les décisions du bureau de plan soient déterminées par ces préférences.

Le bureau central du plan fournit des règles de comportement aux différents agents économiques. Elles correspondent aux conditions d'optimalité d'un équilibre concurrentiel. De ce fait, si toutes les entreprises sont propriétés collectives, leurs directeurs ne s'en conduisent pas moins comme des entrepreneurs en situation de concurrence parfaite. Ils cherchent à minimiser leur coût unitaire moyen pour chaque produit, afin de déterminer la combinaison optimale des facteurs de production. Pour déterminer son échelle de production chaque entreprise cherche à examiner son profit. Pour cela, comme l'indique l'analyse de l'équilibre con-

currentiel, elle s'efforce d'égaliser les prix de ventes et le coût marginal pour chaque produit. L'ensemble des entreprises doit égaliser les productivités marginales de chaque facteur de production, afin de réaliser une allocation optimale.

Les indicateurs de choix, ou prix, sont déterminés selon un processus différent selon que le produit en cause soit un bien de consommation ou un bien de production.

En ce qui concerne les biens de consommation et la force de travail, les prix sont établis par la rencontre sur le marché de l'offre et de la demande. selon Lange, cette procédure est un révélateur de l'urgence des besoins à satisfaire.

Les prix des moyens de production sont fixés par une procédure de tâtonnement, analogue à celle définie par Walras (58). Elle constitue une véritable

(58) Walras Brus : "Problèmes généraux du fonctionnement d'une économie socialiste, cité, Paris Maspero, 196

simulation du marché, et assure que le prix, ainsi déterminé, sera un prix d'équilibre. Le bureau du plan adresse un plan aux différentes unités de production qui leur servira de référence pour leur calcul économique. Ces derniers adressent au bureau les résultats de leurs calculs. Cela permet à celui-ci de comparer l'offre et la demande pour chaque produit. Si un équilibre n'apparaît pas à ce stade, les prix initiaux sont corrigés, et retournent vers les entreprises. Ce mouvement de va-et-vient sera poursuivi, jusqu'à ce que pour chaque bien, l'équilibre soit réalisé entre l'offre et la demande.

Une procédure identique lie le bureau du plan et la banque centrale chargée de la collecte et de l'épargne auprès des différents agents économiques. Elle permettra de déterminer le taux d'intérêt assurant l'équilibre entre l'offre et la demande de capitaux. C'est le bureau du plan qui assure la répartition du capital entre les différentes branches. Il est donc responsable du choix du taux d'accumulation. Il en est de même des principes généraux de la répartition des revenus.

Le rôle rempli par les directeurs d'entreprises et

la fonction attribuée aux prix permettent donc, la substitution d'un bureau de planification au marché concurrentiel. Elle peut conduire à une allocation optimale des ressources. Selon Lange, elle peut, même, apparaître désirable. En effet, les imperfections que l'on trouve sur le marché capitaliste, telles que la concurrence monopolistique, ou l'existence d'oligopoles, font que l'allocation optimale des ressources est un idéal hors d'atteinte. L'action centralisée pourrait éviter ces déviations. La théorie du bien-être, élaborée dans le cadre de la théorie de la concurrence pure et parfaite ne serait, donc pas incompatible avec les institutions socialistes et la propriété collective des moyens de production. Au contraire, ce serait, peut-être, le meilleur moyen d'atteindre l'idéal de la théorie créée par les partisans du libéralisme.

Voyons à présent comment pourrait être appliquée une telle théorie au commerce extérieur d'une économie à planification centralisée de type soviétique.

2) L'APPLICATION DU MODELE AU COMMERCE EXTERIEUR SOVIETIQUE

Notons que les préoccupations de Lange et de Lerner ne se portaient pas sur les problèmes du commerce extérieur d'une économie socialiste. L'application de ce modèle ne pose, pourtant, que peu de difficultés en théorie. La question que nous devons nous poser, est de savoir si une économie planifiée verrait sa position améliorée par l'introduction d'un tel modèle, et si les raisons qui l'ont empêchée sont liées à ses caractéristiques propres, ou au contexte politique de l'époque.

Pour répondre à cette question, supposons que s'il n'existe aucune discrimination entre les biens produits et les biens étrangers, le prix de ces produits pourra remplir une fonction identiques à celle des prix fixés par le bureau de planification. Les directeurs d'entreprises considèreront ces prix comme des données, tout comme les autres prix internes. Ils achèteront les facteurs de production, et les produits, qu'ils pourront obtenir dans les meilleures conditions, soit à

l'étranger, soit dans l'économie nationale. Dans ces conditions, la présence ou l'absence d'agences d'Etat spécialisées ne modifie pas le problème.

Dans l'hypothèse qui correspond aux situations concrètes, du maintien d'entreprises chargées du commerce extérieur, nous pouvons supposer avec Lerner(59) que les directeurs des entreprises spécialisées dans les importations achèteront à l'étranger, jusqu'à ce que la valeur en devises d'une unité monétaire interne leur permettent d'acquérir à l'étranger un montant de biens qu'ils pourront revendre sur le marché national, contre une unité monétaire interne. Le processus inverse serait appliqué aux entreprises chargées des exportations.

Dans cette perspective, le taux de change pourrait être considéré comme un autre prix de compte, dont le niveau serait établi pour équilibrer l'offre et la demande de devises. En d'autres termes, abstraction faite des coûts de transports, des différentes formes de restrictions et du type de spécialisation adopté, le commerce

(59) A.P. Lerner : "Economics of Control", New-York, Mac Millan, page 346.

serait mené jusqu'au niveau où le prix relatif s'égalise à l'intérieur et à l'extérieur. Les critères qui permettent au pays de choisir entre importations et exportations sont, alors, relativement simples. Comme dans le cas des économies de marché du monde capitaliste, la considération des coûts comparatifs peut apporter une solution. Les critères éclairant la prise de décisions sont donc les mêmes, que le choix sur le volume des importations et des exportations soit le fait d'agence d'Etat de commerce extérieur, ou de dirigeants individuels d'entreprises.

Le commerce extérieur d'une telle économie socialiste "concurrentielle" peut donc être analysé à l'aide des outils de la théorie du Bien-Etre. Le commerce extérieur sera poursuivi jusqu'à ce que les prix relatifs soient égaux dans le monde entier. Un optimum au sens de Pareto sera alors atteint. La transposition du modèle Lange-Lerner dans le domaine du commerce extérieur des économies socialistes ne pose donc pas de difficultés sur le plan théorique. Cependant nous devons nous interroger sur les avantages que pourrait présenter une telle méthode.

3) L'APPORT DU MODELE

Compte tenu de ce qui a été précédemment dit, nous sommes en présence d'une adaptation directe des critères de décision relatifs à la structure des exportations et des importations dans le système capitaliste. Il n'existe aucune différence conceptuelle. Seule, l'organisation en est modifiée. Dickson a adressé une liste des quelques exceptions au principe de l'avantage comparatif que l'on pouvait y trouver (60). Ainsi des motivations politiques peuvent inciter l'économie à ne pas être trop dépendante d'un quelconque pays étranger. Des motivations sociales la pousseront à développer certaines branches, au-delà du niveau qui aurait été dicté par la simple considération de l'avantage comparatif. Mais ces exceptions ne caractérisent pas de nouveaux critères économiques, qui remplaceraient la théorie des coûts comparatifs.

Le modèle Lange-Lerner apporte, par contre un éclairage utile, si nous portons notre attention sur des pro-

(60) Dickson : "Economics of socialism". Oxford, 1939.

blèmes particuliers auxquels peuvent être confrontées des économies se fixant un objectif d'industrialisation comme les économies socialistes, au cours de cette étape. C'est le cas de la protection des industries. Ce concept a été élaboré dans le cadre des économies de marché. L'argument essentiel invoqué en sa faveur, se repose sur la possibilité de divergences, entre les coûts privés qu'impliquent certaines productions, et les coûts sociaux qui doivent être encourrus. En prenant en considération les seuls coûts privés dans la recherche de son avantage comparatif, une économie pourrait être conduite à adopter une mauvaise spécialisation internationale.

Or une économie de type Lange-Lerner paraît plus apte à prendre en compte de telles divergences entre les coûts privés et les coûts sociaux. "Une économie socialiste serait apte à intégrer toutes les éventualités dans ses comptes. Elle évaluerait tous les services rendus pour la production, et intégrerait dans les coûts toutes éventualités sacrifiées" (61) Plus particulièrement, un cas très important de coûts et de bénéfices

(61) Lange, cité par A. Boltho, page 29.

que le producteur privé peut considérer surgir avec les économies externes ou les déséconomies d'échelle.

Dans le cadre d'une telle protection, la théorie du tarif optimum est applicable à l'économie de Lange, comme à toute économie non socialiste. Boltho (62) remarque que ses objectifs pourront être atteints par des modifications directes du dividende social. C'est l'une des catégories de rémunération qui est directement entre les mains de l'Etat de Lange. Cette méthode est préférable aux tarifs apposés sur certains biens étrangers, car, ils présentent le danger de représailles de la part des économies étrangères frappées.

Ce modèle n'en a pas moins connu un certain nombre de critiques.

4) LES CRITIQUES ADRESSEES AU MODELE

Le modèle Lange-Lerner a été soumis à un certain nombre de critiques.

Pour P.C. Roberts (63), le modèle de Lange n'a rien à

(62) A.Boltho : "Foreign Trade Criteria in socialist economies" page 30.

(63) Paul Craig Roberts : "Oskar Lange's theory of socialist planning" pp. 562-577, J.P.E. n° 5-6, 1971

voir avec le socialisme. La croyance selon laquelle le marché pourrait être remplacé par une autre procédure repose sur une erreur : la séparation de variables que l'on ne peut distinguer que formellement. Ce modèle ne reflète donc pas la réalité. Pour Roberts, il y a, même une "incohérence évidente" entre la terminologie centralisatrice, et le mécanisme décentralisé. C'est vrai, même si pour Lange, le bureau du plan n'a pas besoin de formuler ses préférences de façon explicite. Il fixe les prix par "simple jugement", et attend les réactions du marché. L'analyse de Petersen (64) par contre montre comment Lange commence par décrire une procédure hiérarchisée à partir d'un plan ex-ante. De là, il passe à une procédure décentralisée par laquelle le plan est un résultat ex-post. Selon Roberts, Lange aurait réalisé que la planification centralisée était une procédure incompatible avec le marché. Ne pouvant pas trouver une autre méthode, permettant à un bureau central de planification de faire apparaître une fonction de préférence ex-ante, qui répondrait à un nombre important de fonc-

(64) Jorn Henrik Petersen : "Somme further comments on Drownowski's theory on socialism".
J.P.E. n° 2, 1970, p.395-403.

tion de production, et de productions finales possibles, il a décrit le marché dans un langage hiérarchisant.

Cependant, les critiques adressées au modèle ne sont pas toutes aussi "globales". Pour certains, cependant(65), le modèle de Lange implique, non pas la mise en oeuvre d'une économie planifiée, mais elle découle de rapports de productions déterminés. Ils n'existent pas dans l'organisation socialiste de la production.

Le modèle de Lange laisse néanmoins subsister les mécanismes d'ajustement à postériori de l'économie de concurrence. La prévision incombe aux nombreux chefs d'entreprises. Leurs décisions reposent sur les conditions de fonctionnement de leur propre unité de production, et non sur l'économie en général. De ce fait, les solutions résultant de cette procédure de tâtonnement peuvent ne pas éliminer les gaspillages en énergie, travail et investissements.

(65) Charles Bettelheim : "Problèmes théoriques et pratiques de la planification, cité, p. 45

Les décisions prises risquent d'être irrationnelles. Ainsi, les prix fixés pour les matières premières et les biens d'équipement ne reposent pas sur une évaluation des coûts de production réels. Ils sont déterminés à un niveau qui, assure l'équilibre entre l'offre et la demande. Ces prix peuvent, donc connaître des fluctuations . De même le système ne peut pas s'assigner comme objectif, l'évaluation du bien-être de la population, et de son niveau de consommation. En effet, ces deux augmentations dépendent des produits de la technique. Les ambitions de ce système ne peuvent pas dépasser la réalisation d'un niveau élevé d'emploi.

Le taux d'intérêt lui-même, qui joue un rôle dans la détermination du niveau des investissements, apparaît comme une variable particulièrement instable. Dans ce système, les fluctuations économiques ont un caractère cumulatif. Comme le remarque Maurice Dobb (66), "la demande de fonds à investir croît avec le taux d'investissement".

(66) Maurice Dobb : "A note on saving and investissement in a socialist economy", p. 113-129 dans Nove L. Nuti : "Socialist economics", cité.

De ce fait, il ne paraît guère possible d'utiliser les variations du taux d'intérêt pour manipuler le volume d'investissement. Si, pour stimuler des investissements insuffisants, le bureau du plan abaisse le taux d'intérêt, il en résultera une augmentation de la demande, entraînant la croissance des investissements au-delà du niveau désiré. Pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande, l'autorité centrale devra élever le taux d'intérêt. Le processus cumulatif fonctionne également dans le sens inverse. Dans ce domaine l'équilibre est instable.

Si le modèle Lange n'a pas été appliqué, les critiques qui lui ont été adressées n'ont pas empêché qu'il soit à l'origine des réformes de la planification des économies de l'Europe de l'Est. Le problème de son application au commerce extérieur, secteur dans lequel plusieurs régimes d'initiative et de contrôle peuvent être en contact, revêt donc une grande importance.

CONCLUSION

Le modèle de Lange-Lerner ne fait donc apparaître que très peu de caractéristiques proprement socia-

listes. En outre, l'analyse reste statique. Le rôle du centre paraît réduit, puisque le modèle ne met en évidence aucun élément indiquant qu'il soit capable et ait la volonté de réaliser l'objectif commun à toutes les économies planifiées à ce stade de leur évolution : orienter la production et les échanges afin de maximiser la croissance. Le bureau central du plan, par exemple, ne fixe que le montant total à investir pendant une période donnée. La répartition de ces investissements et leur utilisation sont du ressort des dirigeants d'entreprises. C'est cette constatation qui fait que pour Sweezy (67) : "le bureau de Lange n'est pas du tout une agence de planification, mais plutôt une agence de fixation de prix.

Dans ce domaine du commerce extérieur, la seule considération porte sur les économies extérieures. Néanmoins, le modèle est, théoriquement, applicable. Il conduit même à une allocation optimale de ressources, mais toujours dans un cadre statique. Son application concrète aux problèmes de développement des économies socialistes supposerait certaines modifications.

(67) Sweezy : "socialism". New-York 1949. Cité par Boltho p. 31

Elles devraient permettre d'intégrer des éléments dynamiques tenant compte des problèmes liés à la croissance et aux dotations de facteurs, à travers, notamment, le commerce extérieur. En définitive, le modèle de Lange a apporté un ensemble cohérent d'hypothèses théoriques et de considérations pratiques. Son application pratique n'aurait pas soulevé de trop lourdes difficultés. Mais pour des raisons essentiellement politiques, il lui aurait été difficile d'être appliqué.

Le modèle théorique applicable au commerce extérieur qui était à la disposition des économistes du monde socialiste ne peut donc nous aider à mettre en évidence l'objectif qui a été assigné au commerce extérieur, ni d'en apprécier la cohérence avec les objectifs de la planification interne. Ainsi il n'y a jamais eu d'application de la théorie de la valeur-travail dans le domaine du commerce international, ni même dans les relations entre pays socialistes. De même les conditions économiques et politiques ont empêché le modèle de Lange-Lerner de servir de base aux décisions des planificateurs de l'Europe de l'Est, tant

sur le plan interne, que celui du commerce extérieur.

Du fait donc de l'absence d'une théorie du commerce extérieur, et devant le refus de l'adoption des théories même reformistes de l'économie capitaliste, les pays de l'Est, malgré de nombreuses réformes économiques, n'ont pu vraiment s'adapter aux structures préexistantes du marché capitaliste mondial : leurs économies restent encore caractérisées par des problèmes de 1) déséquilibre de leurs marchés intérieurs et des problèmes de 2) désajustement entre leurs marchés et le marché capitaliste mondial.

Ce sont ces deux questions que nous voudrions maintenant examiner, comme résultant de la rigidité du système économique, et de l'absence de mécanismes autorégulateurs internes et externes.

DEUXIEME PARTIE

LA RIGIDITE DU SYSTEME ECONOMIQUE ET L'ABSENCE DE MECANISMES
AUTOREGULATEURS INTERNES ET EXTERNES.

CHAPITRE III - L'ABSENCE DE MECANISMES AUTOREGULATEURS INTERNES

§ 5 - LA GESTION CENTRALISEE DU COMMERCE ET LES FREINS DE DE L'ECONOMIE

a) LE ROLE DE L'ETAT MONOPOLE DANS L'ACTIVITE COMMERCIALE

Dans les études précédentes, nous avons souligné quelle était la volonté de l'U.R.S.S. de participer aux échanges commerciaux avec le reste du monde, comme moyen de promouvoir son développement économique. Cette volonté se manifeste surtout à travers l'énonciation des formules telles que la "coexistence pacifique" entre les pays à différents systèmes économiques, les avantages de la "division internationale du travail" et l'aide à la lutte des pays en voie de développement pour leur "indépendance politique et économique".

Mais ces formules, biens familières au vocabulaire

des relations économiques internationales, ne font pas l'objet comme nous l'avons noté (au § 4,4) de théorie du commerce, à part les incitations politiques (qui ne sont en fait que des slogans) et les appels au développement du commerce dont elles relèvent. Ainsi, ne devrait-on pas se demander, si l'absence d'une théorie socialiste du commerce à laquelle fait place des slogans politiques, soutenus par le monopole d'Etat, n'est-elle pas de nature à nuire à cette volonté du développement du commerce extérieur, étant entendu que les règles en vigueur dans le commerce international sont totalement différentes de celles prévalant sur le marché soviétique.

Dans le cas précis, il semble bien que la particularité de l'Etat soviétique qui est un Etat commerçant impose bien des limites et difficultés à cette volonté de commercer. Ces limites et ces difficultés sont conséquentes d'une gestion centralisée de toutes les activités économiques y compris celle du commerce extérieur, ce qui rend difficile le fonctionnement des mécanismes de régulations des échanges tant sur le plan interne qu'externe.

En cela la conception soviétique du commerce, qui est sujette à la planification et à l'étatisation est bien différente de celle des pays occidentaux, sujette au contraire au libéralisme et à la concurrence.

1) L'INFLUENCE POLITIQUE DE L'ETAT

Le développement du commerce extérieur influe inévitablement sur la structure d'un pays, notamment sur le caractère et le taux de croissance économique- sur les processus d'accumulation, régularise le fonctionnement du système financier et monétaire, mais aussi les relations politiques entre différents Etats.

De ce fait, le commerce extérieur dans chaque pays est lié à deux secteurs : - d'une part il touche directement le secteur économique proprement dit et d'autre part le secteur de la politique extérieure.

Dans chaque pays capitaliste cette dualité est très

visible et y provoque des contradictions tant sur le plan national qu'international. Ce qui veut dire que dans les pays capitalistes les conflits politiques entre Etats n'entraînent pas de façon unanime et automatique, des pénalités économiques, en raison de la diversité des intérêts particuliers, sans que cela suscite de la part de ceux-ci des manifestations publiques dont l'Etat est souvent obligé de tenir compte.

Ainsi, l'histoire de l'embargo américain sur les exportations de céréales vers l'U.R.S.S. constitue une édifiante illustration de cet état de chose. Car tandis qu'une partie du secteur économique désirait, pour des motifs purement économiques, commercer avec l'U.R.S.S., ce commerce était interdit pour des motifs essentiellement politiques. Mais chaque fois, la pression exercée par les fermiers et les particuliers américains sur le gouvernement, a toujours fini par modifier la position de celui-ci. Cela est très significatif de la liberté des agents économiques par rapport aux décisions politiques de l'Etat.

La situation est-elle tout autre en U.R.S.S. ? Pour les soviétiques, officiellement cette dualité ne pourrait exister : la politique et l'économie sont en principe inséparables, étant donné l'homogénéité des intérêts économiques due à la socialisation de tous les moyens de production. Ainsi l'U.R.S.S. pouvait en de nombreuses occasions effectuer des opérations économiques rentables, que le secteur politique estimait inopportunes. Nous faisons allusion aux relations commerciales avec l'Allemagne Fédérale durant une certaine période ou aux rapports avec l'Israël. Il en est également de même quand en 1955, l'U.R.S.S. n'obtenait pas de bateaux du Danemark, elle cessa d'y acheter et d'y vendre. Or, il est probable qu'à ce moment-là, plusieurs secteurs économiques soviétiques auraient préféré continuer à commercer avec le Danemark.

De par la structure même du régime soviétique, ces contradictions existantes portent cette caractéristique qu'elles ne peuvent se manifester à l'extérieur, plus exactement elles ne peuvent dégénérer en un conflit apparent qui opposerait dans les faits les deux secteurs.

Au contraire, le système soviétique se caractérise précisément par cette aide que les deux secteurs se donnent par la manière dont ils se complètent. En fonction des conditions d'ordre intérieur et international, le gouvernement soviétique définit à chaque étape de développement du pays les tâches concrètes qui se posent en matière d'organisation économique, en fixe l'orientation générale et les rythmes de développement.

L'ensemble de toutes les activités économiques est coordonné par le "plan". Ce dernier ne constitue nullement un programme que l'on se propose ou une estimation des résultats qui seront atteints, mais il devient une loi obligatoire pour tous, il devient le plan, directive que les entreprises de production sont tenues d'exécuter et qui détermine l'orientation du développement de tout le pays (67). Or selon la théorie marxiste, la politique n'est que la superstructure d'une infrastructure donnée. La politique intérieure de l'U.R.S.S. ne sera donc que fonction du "plan".

(67) Manuel d'Economie Politique - Moscou 1956, p. 463.

Le commerce extérieur s'inscrit ainsi naturellement dans le cadre des divers plans votés. La résolution du IXème congrès proclamait déjà "le commerce extérieur doit aussi être entièrement subordonné aux besoins du plan économique" (68).

L'influence politique de l'Etat est donc incontestable dans le commerce soviétique.

Là réside la grande différence avec le commerce extérieur des pays occidentaux qui peut être considéré comme une fin en soi. En Europe occidentale, de nombreux secteurs ne travaillent que pour l'exportation et les industries ou commerçants exportent ou importent sans se préoccuper des conséquences que ces opérations auront pour l'ensemble de l'économie.

De ce fait, l'intervention des gouvernements dans ces économies libérales se borne à un rôle limitatif : s'efforcer d'éviter des accidents trop graves ou favoriser par des encouragements ou des appels à la raison de nouveaux courants commerciaux.

(68) Lénine, œuvres complètes. Ed. sociales, Paris T XXV. p, 619

Cette conception du commerce extérieur, basée sur les théories néoclassiques de la croissance économique voit dans le commerce extérieur un ensemble de flux de marchandises provenant d'une foule d'agents économiques dont chacun essaie de maximiser sa fonction de satisfaction. Dans ces modèles, le marché national est présenté comme un mécanisme que l'on ne peut pas régulariser et qui se trouve dans une dépendance complète des relations commerciales entre l'économie nationale et le marché mondial, lequel englobe un certain nombre de pays : les partenaires commerciaux. Dans ces modèles, les principes méthodologiques de prévisions du commerce extérieur sont basés sur une hypothèse de concurrence parfaite, c'est-à-dire d'une situation économique telle que les décisions économiques tiennent exclusivement aux intérêts individuels propres des agents, sans que ces décisions soient corrigées, de façon centralisée en fonction des intérêts économiques de la nation. Ce modèle ignore donc l'impact de l'Etat sur le processus de développement du commerce extérieur.

Tout autre est la situation en U.R.S.S. Le commerce extérieur constituant uniquement un moyen parmi beaucoup d'autres, fait l'objet de la planification. Quelles en sont les grandes lignes ?

2) LA PLANIFICATION CENTRALISEE DU COMMERCE EXTERIEUR

Contrairement aux pays capitalistes, dans le système soviétique, ce sont les besoins du plan qui déterminent la nécessité et l'orientation du commerce extérieur.

De ce fait, le commerce extérieur avec les pays étrangers et l'ensemble des relations économiques extérieures font partie intégrante du plan de l'économie nationale par l'intermédiaire de la comptabilité économique et plus particulièrement par ses trois principales composantes :

- Tableau économique d'ensemble, appelé tableau global de l'économie nationale.

- Tableau des balances matières (balance de production, de consommation et d'accumulation du produit social brut).

- Balances financières.

De ces trois tableaux, le plus important pour la planification du commerce est le tableau des Balances Matières, où sont comptabilisés, dans le système soviétique, plus de 10. 000 produits. A l'aide de ces comptes on évalue les besoins d'importation et les possibilités d'exportation. Certains produits ont une nomenclature très détaillée, comme c'est le cas de l'équipement qui constitue une comptabilité à part (tableau des balances des fonds fixes, le tableau des Métaux, des Matières premières, de l'Energie et d'autres). Tous ces comptes faisant partie du tableau global de l'économie nationale.

Le plan du commerce extérieur est élaboré en fonction des objectifs du plan global de l'économie nationale, en tenant compte des accords commerciaux, des accords de paiement conclus avec les pays étrangers, de la réglementation nationale des importations et des exportations et des impératifs de la stabilité monétaire, ainsi que, de l'ensemble de la politique de coordination des plans économiques à l'intérieur de l'orbite soviétique.

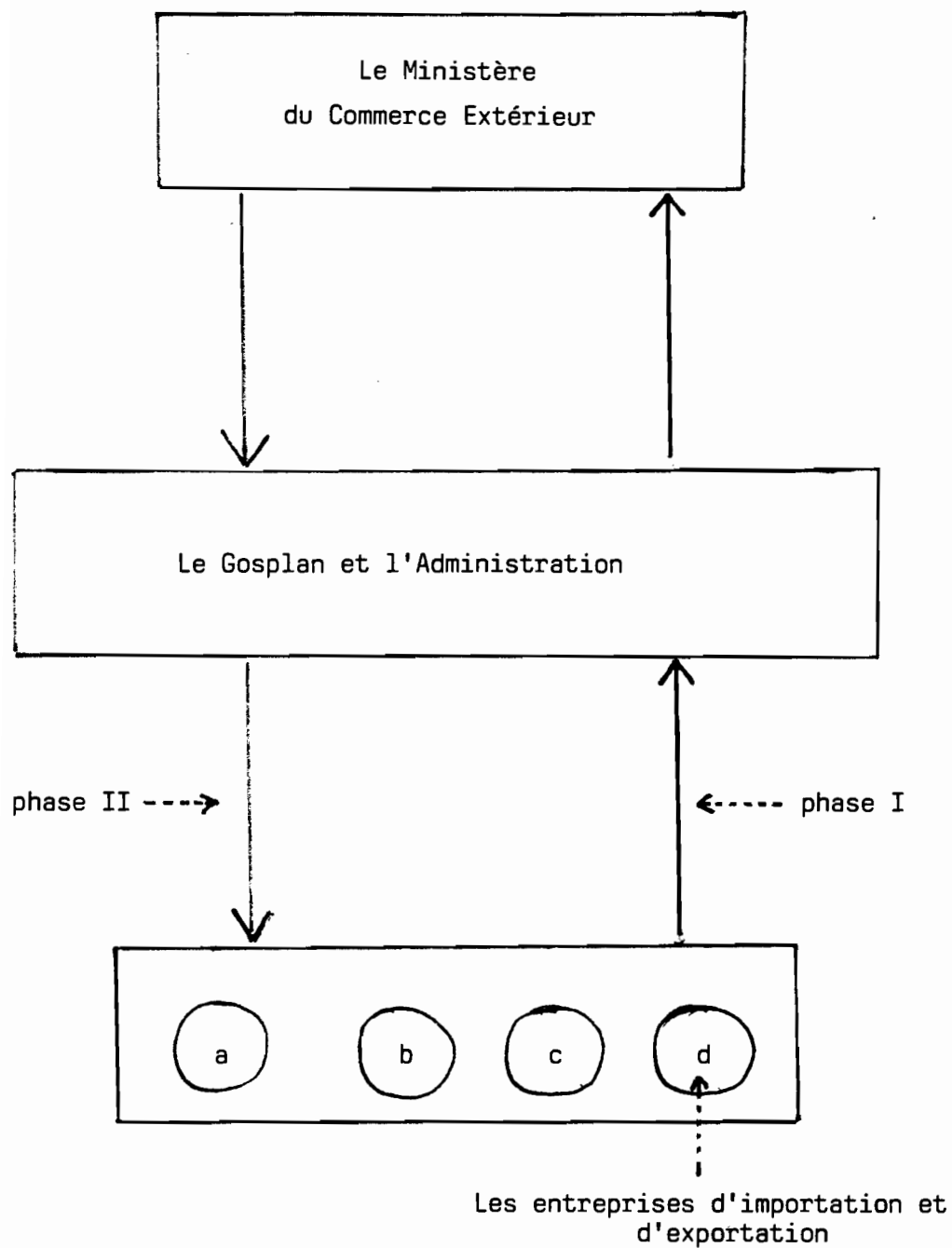
La procédure d'élaboration de ce plan comprend deux phases : les organes de conception (Ministère du commerce extérieur, comité d'Etat des relations économiques exté-

rieures, l'Union des coopératives) demandent aux entreprises d'importation et d'exportations dont ils sont les gestionnaires, de leur présenter la première variante de leur plan. Cette première variante est élaborée à partir des résultats du plan en cours d'exécution et des perspectives, telles que les entreprises les conçoivent. L'envoi par l'entreprise de la première variante du plan à l'administration centrale correspondante termine la première phase.

L'administration à son tour, après des ajustements avec les comptes nationaux, les arbitrages du Gosplan, et des discussions avec les entreprises d'importation et d'exportation donne la forme définitive du plan conçu par l'entreprise.

Il en résulte le schéma suivant, indiquant bien les mouvements des deux phases (de bas en haut pour les entreprises et de haut en bas pour le Gosplan), très significatifs de la centralisation des décisions du commerce extérieur.

A la vue de ce schéma on constate déjà les limites imposées aux entreprises du libre choix par elles-mêmes, des décisions du commerce extérieur.



GRAPHIQUE III : phases indiquant la centralisation des décisions du commerce extérieur.

La question est donc de savoir quelles sont ces limites et quelle est la place de l'entreprise dans l'économie nationale.

3) LA PLACE ET LES LIMITES DE L'ENTREPRISE DANS L'ECONOMIE
NATIONALE

Dans l'économie occidentale, la place de l'entreprise peut se définir en termes de liaison horizontales et de liaisons véritables. Les liaisons horizontales désignent les relations de l'entreprise avec ses clients et avec ses fournisseurs (ce qui correspondait dans les pays socialistes, aux autres entreprises industrielles et commerciales d'Etat). Les liaisons verticales correspondent aux entreprises par le relais d'un organe de tutelle (direction de branches par exemple).

Dans le système centralisé de type soviétique, c'est au dernier type de liaison (liaisons verticales) que revient toute la primauté de la planification. Prenons un exemple :

on suppose qu'une entreprise locale ou régionale reçoive l'ordre de produire 3 sortes de marchandises :

- marchandise A
- marchandise B
- marchandise C

L'entreprise dispose déjà de matière telles que :

- 20 tonnes de métal
- 30 tonnes de matières plastiques

dont la composition entre dans la production de ces marchandises.

Les normes prévues pour la production de ces 3 marchandises, sont :

	<u>Métal</u>	<u>Plastiques</u>	<u>Revenu</u>
A	2	3	11 roubles
B	2	1	8 roubles
C	0	2	6 roubles

Selon l'ordre reçu, l'entreprise doit déterminer un programme de production de marchandises qui rapporte le plus de revenu.

En admettant que :

X 1 représente la quantité de marchandise A

X 2 représente la quantité de marchandise B

X 3 représente la quantité de marchandise C

On obtient la matrice (p. 122) et la tableau IV

Exemple : a) $X_2 = 10$; $X_3 = 12$; ce qui implique que la marchandise B et C correspondantes seront produites ; leur revenu sera :

1 rouble X $(8 \times 10) + (6 \times 12) = 152$ roubles

b) $X_1 = X_4 = X_5 = 0$; ce qui implique que la marchandise A ne sera pas produite par l'entreprise (en fonction du contenu de l'ordre reçu). (voir p. 122 et 123)

Venons-en à présent à l'observation suivante : si ce programme de production concernait le modèle pur de l'économie de marché, les liaisons verticales n'interviendraient pas, car chaque entreprise dépend uniquement des commandes qu'elle reçoit des autres entreprises (ou de la demande finale dans le cas du commerce de détail). De ce fait c'est l'entreprise elle-même qui déciderait de la production des marchandises X_2 et X_3 après avoir jugé bon, tous les critères de production et de marché.

$$2 X_1 + 2 X_2 + 2 X_3 \ll 20 \text{ T. (m\u00e9tal)}$$

$$3 X_1 + X_2 + 2 X_3 \ll 34 \text{ T. (plastique)}$$

$$X_1 \neq 0 ; X_2 \neq 0 ; X_3 \neq 0$$

$$11 X_1 + 8 X_2 + 6 X_3 \longrightarrow \text{maximum}$$

$$2 X_1 + 2 X_2 + 0 X_3 + X_4 = 20 \text{ T.}$$

$$3 X_1 + X_2 + 2 X_3 + X_5 = 34 \text{ T.}$$

$$11 X_1 + 8 X_2 + 6 X_3 + 0 X_5 \longrightarrow \text{max.}$$

$$X_j \gg 0 \quad (j = 1,5)$$

Ce qui donne la matrice suivante :

$$\begin{pmatrix} 2 & 2 & 0 & 1 & 0 \\ 3 & 1 & 2 & 0 & 1 \end{pmatrix}$$

On notera que :

X_4 : quantit\u00e9 de m\u00e9tal restant

X_5 : quantit\u00e9 de plastique restant

La solution par la m\u00e9thode simplexe donnera le tableau suivant :

Variable de base	Coefficient de base	Variable indépendante	x_1	x_2	x_3	x_4	x_5
			11	8	6	0	0
x_1	0	20	2	2	0	1	0
x_5	0	34	3	1	2	0	1
			11	8	6	0	0
x_1	11	10	1	1	0	0,5	0
x_5	0	4	0	-2	2	-1,5	1
		110	0	-3	6	-5,5	0
x_1	11	10	1	1	0	0,5	0
x_3	6	2	0	-1	1	-0,75	0,5
		120	0	3	0	-1	-3
x_2	8	10	1	1	0	0,5	0
x_3	6	12	1	0	1	-0,25	0,5
		152	-3	0	0	-2,5	-3

TABEAU IV : Réalisé à partir de l'exemple donné.

Il n'en est pas de même pour une entreprise en U.R.S.S. Le modèle centralisé, repose sur la prépondérance des liaisons verticales : les liaisons horizontales n'exercent pratiquement pas d'influence sur l'orientation de la production et les échanges inter-entreprises sont englobées dans la planification administrative centralisée, dont le système d'approvisionnement matériel et technique constitue un aspect important.

L'organe administratif de tutelle a la responsabilité de préparer l'élaboration du plan central pour un secteur donné, et veiller à la réalisation des objectifs du plan par l'ensemble des entreprises de son ressort. Il lui incombe de recueillir auprès de chaque entreprise une information théoriquement exhaustive sur ses possibilités de production actuelle et potentielles (en envisageant une série de variantes correspondant à différentes dotations en ressources productives) de contrôler cette information, de la synthétiser et de la transmettre aux autorités centrales. Cette procédure ascendante de collecte de l'information est suivie, après l'adoption du plan économique national, par un mouvement descendant de répartition des tâches planifiées.

L'organe administratif intermédiaire procède à une désagrégation des objectifs entre les entreprises de son secteur, et leur transmet en terme de directives détaillées. Ces directives se présentent sous une forme très variable, mais leur contenu équivaut à prescrire à chaque entreprise un vecteur d'inputs et un vecteur d'outputs.

Ainsi, comme le dit Marie Lavigne, "la socialisation des unités économiques... tend en effet à plcer l'ensemble des activités économiques sous la direction de l'Etat, qui orientera celles-ci en fonction de ses objectifs à long et à court terme(69).

L'entreprise ne doit donc disposer que d'une liberté d'activité très restreinte. Son directeur est nommé par décision administrative et révocable dans les mêmes conditions. L'entreprise ne détient aucun droit de propriété sur les moyens de production qui lui sont confiées,

(69) Marie Lavigne : "Les économies socialistes soviétiques et européennes". Ed. Armand Collin, 1979, p. 43 (3ème éd. - revue et mise à jour).

ni sur les résultats de son activité. L'organe de tutelle peut redistribuer les capacités de production existantes entre ses entreprises s'il juge nécessaire à l'accomplissement du plan. Il peut modifier en cours d'exécution, des objectifs qu'il a lui-même fixés, en particulier pour faire compenser par les entreprises les plus dynamiques les insuffisances apparues dans les entreprises faibles. L'organe de tutelle peut prendre les mesures nécessaires pour rectifier ses propres erreurs de prévision, dont il est responsable envers les entreprises placées sous sa dépendance. Souvent même, il cherchera à se **prémunir en assignant aux entreprises** des objectifs de production dont le total dépasse l'ensemble du secteur, de façon à assurer une marge de sécurité ; ces objectifs auront valeur d'obligation envers les entreprises qui n'ont d'autre rôle que celui d'un centre de décision technique, car chaque entreprise se doit de déterminer la combinaison la plus efficace des facteurs de production qui lui sont alloués, en vue d'une production dont la structure lui est imposé. L'organe de tutelle qui prescrit à l'entreprise ce qu'elle doit produire et avec quels moyens, ne doit pas en principe, se substituer à elle pour prendre les décisions purement tech-

niques. Mais, en fait, l'étude des choix laissés à l'entreprise est très réduite, puisque la technique employée est largement prédéterminée par les investissements.

Il faut enfin souligner que, compte tenu de l'indépendance générale entre toutes les entreprises, le respect des normes concernant les inputs (consommation de matières premières, etc.) doit logiquement leur être imposée de façon tout aussi rigoureuse que le respect des objectifs de production, sous peine de voir apparaître des goulots d'étranglement.

CONCLUSION

Ainsi pour l'entreprise comme au niveau du planificateur central, mais pour les raisons opposées, la distinction entre les objectifs et les moyens tend à s'estomper : l'entreprise est un organe d'exécution, qui ne peut s'élever à une vue d'ensemble des processus économiques et ne doit pas avoir à choisir entre des obligations toutes également contraignantes. C'est l'Etat qui est en position dominante car il contrôle hiérarchiquement les entreprises, et il arbitre les choix de production et de consommation en déterminant les normes. Ce qui fait qu'en U.R.S.S., le rapport entreprise-consommateur n'est jamais directe, contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes, sauf lorsque l'Etat s'avère lui-même consommateur.

On peut donc dire que la présence omnipotente de l'Etat dans l'économie, marquée par une gestion centralisée de toutes les activités économiques et une planification directive limite à la fois le rôle des entreprises et la réaction des consommateurs sur le marché, d'une part, et d'autre part, rend inopérant les mécanismes autorégula-

teurs du commerce dont l'impact se traduit sur le marché intérieur par un déséquilibre permanent des prix, et sur le marché extérieur par une maladaptation du système aux variations des variables exogènes. Ce sont ces deux aspects de problème que nous voulons maintenant examiner : commençons par le premier aspect.

§ 6 - L'IMPACT SUR L'EQUILIBRE DES PRIX

a) LE PROBLEME DE L'AJUSTEMENT DES PRIX

1) RAPPEL DU PRINCIPE D'AJUSTEMENT EN ECONOMIE DU MARCHE

L'ajustement des prix, fait état d'une démarche qui en principe conduit à un équilibre sur le marché.

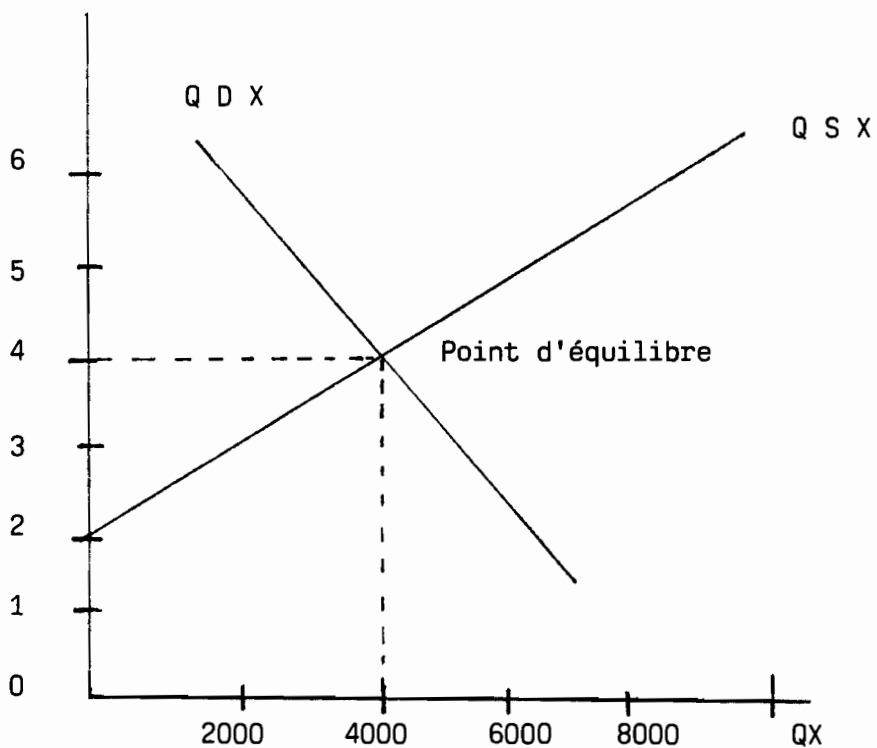
En économie du marché par exemple cet équilibre fait référence à une situation du marché qui une fois atteint

tend à persister. Cette situation apparaît, quand sur le marché, la quantité demandée d'une marchandise par unité de temps est égale à la quantité offerte dans la même période. Graphiquement l'équilibre est atteint à l'intersection des courbes d'offre et de demande de la marchandise sur le marché. Le prix et la quantité à laquelle l'équilibre est atteint est appelée respectivement prix d'équilibre et quantité d'équilibre (voir tableau V et graphique IV ci-après).

TABLEAU V

P(X)	Q D X	Q S X	Pressions sur les prix
6	2000	8000	décroissante
5	3000	6000	décroissante
4	4000	4000	équilibre
3	5000	2000	croissante
2	6000	0	croissante

TABLEAU V : Réalisé à partir du principe de la loi de l'offre et de la demande sur un marché de pays capitaliste.



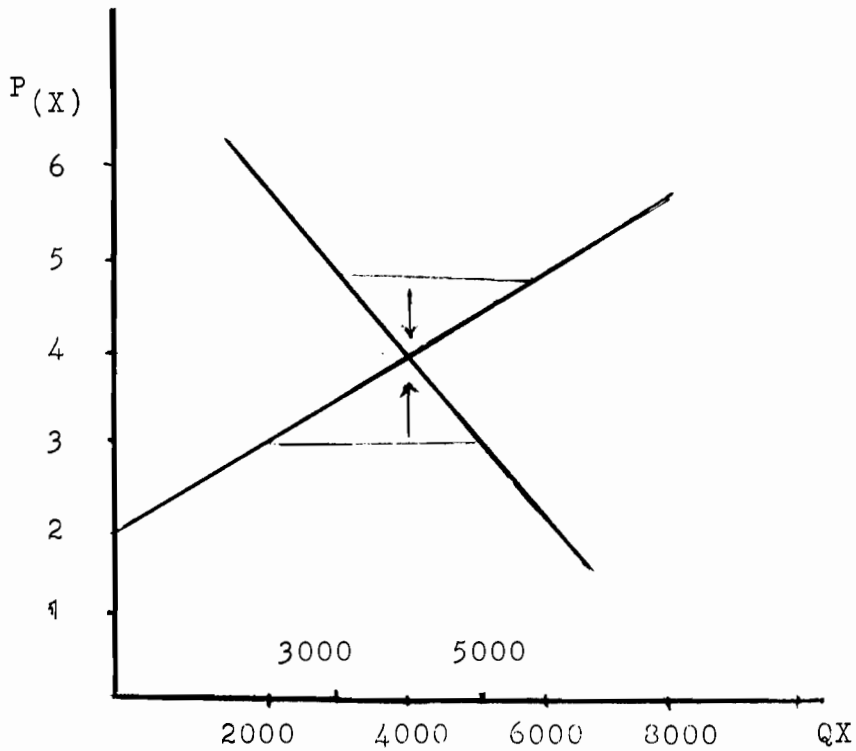
GRAPHIQUE IV : Réalisé à partir de l'exemple numérique du tableau V

En supposant que par ces deux figures, nous sommes en situation d'équilibre stable (*), et en tenant également compte des diverses élasticités (surtout l'élasticité prix de la demande et l'élasticité prix de l'offre) qui entrent en jeu d'équilibre, voilà comment l'équilibre est rétabli (en cas de rupture de celui-ci) par l'ajustement des prix : quand les prix sont supérieurs au prix d'équilibre, 5 \$ par exemple, la quantité offerte (6.000) excède la quantité demandée (3.000). Cet excès de marchandises entraîne une baisse du prix qui tend vers le point d'équilibre. Quand les prix sont inférieurs au niveau d'équilibre, 3 \$ par exemple, la quantité demandée (5.000) excède la quantité offerte (2.000). Une carence de marchandise apparaît et entraîne une hausse du prix qui tend vers le point d'équilibre. C'est ce qu'exprime le graphique V.

(*) L'équilibre stable sur le marché, est défini par une situation quelconque, qui nous éloignant de l'équilibre, met en jeu sur le marché des forces qui nous ramènent vers l'équilibre (par opposition à l'équilibre instable).

Voir graphique V.

GRAPHIQUE V



GRAPHIQUE V : Réalisé à partir du tableau V.

Ce mécanisme d'ajustement non centralisé et automatique repose sur la loi de l'offre et de la demande (70) dont l'action régulatrice constitue le levier de commande d'ajustement économique entre

(70) Cf. Keynes, John Maynard. "La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie; traduit", traduit de l'Anglais par Jean de Largentaye, collection (Bibliothèque Economique), Ed. Payot, Paris, 1949.

l'offre et la demande sur la base de la conjoncture, dans les pays capitalistes.

Il diffère de ce fait du mécanisme d'ajustement qui est appliqué en Union Soviétique et qui est un ajustement centralisé : en quoi cet ajustement consiste -t-il et quels en sont les difficultés ?

2) L'AJUSTEMENT CENTRALISE DES PRIX

Dans l'économie socialiste, les proportions optimales ne se forment pas par l'action spontanée de la loi de la valeur, mais par voie de planification, la prévision par la société socialiste de tout le cours du développement économique.

De ce fait, les perturbations de la correspondance entre l'offre et la demande n'entraînent pas automatiquement la modification des prix (à l'exception des prix du marché Kolkhozien) (71), comme c'est le cas dans les pays capita-

(71) Cf. Abdel Iadil M. : "La planification des prix en économie socialiste", Puf, 1975.

listes. Le résultat en est un déséquilibre permanent entre l'offre et la demande. Ce déséquilibre provoque des à-coups dans l'approvisionnement de diverses entreprises (ou une pléthore). Ce fait exerce à son tour un effet indirect sur les prix (hausse du prix de revient). Si la demande des biens de consommation est de beaucoup supérieur à l'offre et qu'il n'en a pas été tenu suffisamment compte dans les prix, cela entraîne des tendances spéculatives, qui se manifestent par exemple sur le marché Kolkhozien, ce qui se répercute sur le salaire des travailleurs.

Ce cas de déséquilibre est très fréquent en Union Soviétique, car dès que l'équilibre global se réalise approximativement un nouveau type de déséquilibre passe au premier plan caractérisé par la persistance de pénurie, sur certain marché qui s'accompagne d'un gonflement involontaire des stocks de produits sans débouché.

Le peu d'attention accordé aux exigences du marché a pour résultat que l'accroissement de la demande reste fortement en deça de la croissance des capacités de production.

Les invendus sont en réalité la contrepartie des pénuries : il ne s'agit pas le plus souvent d'articles inutiles, mais d'articles qui, compte tenu du prix auquel ils sont offerts, viennent moins haut dans la hiérarchie des priorités du consommateur que tel article déficitaire qu'il ne renonce pas à retrouver plus tard. Un auteur soviétique citait pêle-mêle, en 1969, comme exemples de pénuries persistantes, le ciment, les réfrigérateurs et la viande ; mais plus on descend dans le détail plus la liste s'allonge(72). Pour la branche "habillement" on trouve entre autres articles tricotés et les tissus infroissables. D'autre part, certains articles passent en quelques mois, de la catégorie de biens excédentaires à celle de biens déficitaires (73).

-
- (72) S. Field : "L'interaction entre production et les besoins sociaux, dans le développement économique planifié. Vop. EK. 1969, n° 12, trad. in. prol. of EC. Juillet 1970.
- (73) Au début de 1950, il y avait en U.R.S.S. pléthore de fers à repasser et de bouilloires électriques de sorte qu'entre 1955 et 1958, la production est réduite de 60 % et de 85 % respectivement... il en résulte une pénurie (A. Nov. L'Economie Soviétique p.266). Le même phénomène se reproduit dix ans plus tard pour les machines à coudre : début 1966, le gonflement des stocks est tel qu'on décide de reconvertir d'un seul coup cinq ou six usines : quelques temps plus tard, un déficit réapparaît.

C'est là le problème crucial des économies de type soviétique : de la solution de ce problème dépend l'avenir de leur marché.

Les désajustement en tous sens ont pour cause immédiate, la prétention du centre à déterminer par lui-même, à la fois, la quantité offerte et le prix de tous les biens de consommation (74).

On peut alors poser trois questions :

- les dirigeants soviétiques sont-ils conscients des limites qui leur sont imposées par le principe du libre choix des consommateurs ? Rappelons que le résultat combiné de leurs décisions sur les prix et la structure de la production doit assurer l'équilibre sur chaque marché : une fois adopté le plan de production, le centre ne peut pas faire intervenir une seconde fois ses préférences au stade de la fixation des

(74) Cf. Bredov et A. Lénin , Préviation de la demande de la population. Vop. EK. 1958, n° 7, trd. "Prob. of EC" Janvier 1968.

prix ; l'ajustement centralisé doit tendre uniquement à établir le système de prix d'équilibre qui correspond à la structure de l'offre et aux préférences des consommateurs.

- Si tel est bien leur objectif, ont-ils les moyens d'y parvenir ?

- Si la réponse est négative à l'une ou l'autre des deux premières questions, la pratique a-t-elle fait surgir des palliatifs par exemple en fixant les prix officiels par des formes discrètes d'ajustement décentralisé ?

Une réponse négative à la première question dégagerait implicitement la responsabilité du modèle centralisé (manié différemment, il permettrait d'éviter les désajustements). Une réponse négative à la deuxième question seulement serait au contraire un argument de poids pour déclarer indispensable le passage au modèle décentralisé.

Jusque vers 1960, la planification soviétique paraît s'être complètement désintéressés, non pas certes des besoins des consommateurs, mais de leurs réactions sur les marchés. la notion de courbe de demande lui demeurait étrangère (75) : le planificateur décide de prendre en considération un certain quantum de besoin et fixe, modifie ou maintient les prix sans chercher à connaître l'élasticité de la demande par rapport aux prix et aux revenus. Il y a eu incontestablement une répugnance durable d'ordre doctrinal, à approfondir ces questions. En effet, si l'on admet que les prix de détail s'écartent de la valeur, mais qu'ils ont tout de même une base rationnelle, cela semble impliquer que les prix peuvent être fondés sur autre chose que la valeur travail (76).

(75) H. Denis et Marie Lavigne : Le problème des prix en Union Soviétique, p. 114, Ed. Cujas.

(76) Bredov et Lenin A. : "Prévision de la demande de la population". Vop EK, 1958, n° 7, trad. Prob of Ec, Janvier 1968.

Mais dans la réalité, le planificateur soviétique des années 30 ou 40 n'avait aucun moyen de mesurer les dépenses de travail socialement nécessaire. Les théories niant la persistance de la loi de la valeur en économie socialiste, étaient donc particulièrement bienvenues. La valeur de travail ne constituant plus qu'une référence lointaine, et la notion des prix d'équilibre étant totalement rejetée, il était admis que la fixation du prix devait constituer comme le choix des investissements - un instrument de politique économique entre les mains des dirigeants.

Si les exigences du modèle concernant les prix relatifs ont tant tardé à se faire sentir, c'est en raison de l'inflation et du déficit généralisé que l'offre sur tous les marchés : qu'un produit fut relativement sur-évalué ou sous-évalué avait seulement pour effet de diminuer ou d'accroître l'intensité de la demande insatisfaite (77) : les désajustements partiels étaient recouverts par le déséquilibre global.

Il n'en fut pas demême au début des années 50.

(77) Cf. A. Kronzod : La loi du coût et le problème de la formation des prix en U.R.S.S. Vop EK. n° 2, 1957.

Estimant que la réforme des prix de 1949 a définitivement rétabli l'équilibre, le gouvernement soviétique mena jusqu'en 1953 une politique de baisses annuelles des prix, très remarquées et surtout uniformes à l'intérieur de groupes de produits largement définis, sans tenir compte du rapport entre l'offre et la demande. Par exemple les prix officiels des légumes et des pommes de terre est réduit spectaculairement de 50 % sans augmentation correspondante des arrivages : du coup l' "effet de revenu" l'emporte sur l' "effet de substitution", les prix recommencent à augmenter sur le marché libre (alors que déjà on avait été surpris et déçu de constater que la réduction des prix officiels ne suffisait pas à les entraîner à la baisse). En 1954 une baisse uniforme des prix officiels de la viande entraîna sur le marché libre, entre mars et avril, des hausses qui s'étagent entre 7 et 18 % selon les qualités. A partir d'août 1954, le gouvernement soviétique en tire la leçon en commençant à réviser vers le haut de manière plus sélective les prix alimentaires officiels.

3) L'EVOLUTION DE LA NOTION DE PRIX D'EQUILIBRE

La notion de prix d'équilibre est pour ainsi dire redécouverte. On se rend désormais compte, par exemple, que des prix trop élevés pour les articles alimentaires et de consommation courante entraînent toujours une demande insuffisante de ces marchandises, de même que des prix insuffisants conduisent toujours à une pénurie de ces biens.

Dans son ouvrage de 1959 sur la formation planifiée de prix en U.R.S.S., Tureski se réfère précisément aux résultats malencontreux des baisses uniformes du début des années 50 pour montrer la nécessité de connaître l'influence qu'exerce sur la demande une réduction du prix de chaque bien particulier et souligne : "Bien que la somme des revenus monétaires puisse être directement influencée par l'Etat, la structure de la demande des consommateurs pour les biens individuels ne peut pas faire directement l'objet d'une planification d'Etat" (78). Le rapport V. Diatchenko à la conférence de novembre 1962 sur les prix étudie sous ses divers aspects la notion d'élasticité de la demande, en insistant sur les élasticités croisées : "Il faut envisager non seulement les relations de substituabilité

(78) S. Tureski, Ocherki planovotsennbrazavaniya V SSSP, 1959, p. 411, Ed. Moscou.

entre produits, mais la possibilité de voir le pouvoir d'achat libéré par la baisse des prix d'un produit dont la consommation est rigide, se rapporter sur la demande d'un autre bien quel qu'il soit, ce qui provoque de nouvelles pénuries" (79).

Quant à Karagedov voici ce qu'il écrit : "Les initiatives micro-économiques et les réactions aux niveaux inférieurs ont obligatoirement quelque effet sur le plan central. Les tentatives d'assurer par des ordres centraux une cohérence micro-économique et la conformité aux demandes des utilisateurs ne peuvent réussir étant donné l'énormité de cette tâche. Il est essentiel d'utiliser des moyens indirects, financiers, économiques, pour stimuler l'initiative de l'esprit d'entreprise" (80).

Enfin Kazakevic, faisant allusion au prix de vente de l'équipement, dit : "Si on le vend bon marché pour "encourager l'utilisateur", la production peut être alors désavantageuse, tandis que le nombre d'utilisateurs excédera celui des machines rendant l'al-

(79) Cf. H. Denis et M. Lavigne, cité. p, 101.

(80) Karagedov: réforme econ. et théorie en URSS: l'appart de Petrakov, Karagedov et de Kazakevic
Probl. Econ. n° 1750 Dec. 1981 p. 15.

location administrative nécessaire avec ses inévitables erreurs" (81).

Pourtant si l'évolution de ces idées font l'objet d'études, en revanche, ce n'est sans peine qu'on a réussi à les insérer dans une vue d'ensemble - formulée en termes d'analyse marxiste - des relations de prix et de valeur. Car ou bien la plupart de ces auteurs identifie la nécessité de prix d'équilibre à l'action de la loi de la valeur dans la sphère de la circulation ce qui prête à confusion, ou après avoir admis l'influence de l'offre et de la demande sur les prix, use d'une formulation tout aussi malencontreuse en affirmant que les prix des biens particuliers ne correspondent à leurs valeurs que si l'offre et la demande sont égales, et en ajoutant que la valeur travail coïncide alors avec la valeur d'usage. Cela revient bien entendu à oublier l'existence d'un système de double prix, élément essentiel de la réalité des économies de type soviétique aussi bien que la théorie du modèle centralisé permet de maintenir durablement une divergence entre les proportions des prix d'équi-

(81)D.M. Kazakevic : "Réforme économique et théorie en U.R.S.S.", p. 15 - Problème écono. n° 1750 - 1981.

et celles des coûts de production.

Il n'en est que plus significatif de constater qu'aujourd'hui, on trouve couramment exposées de manière claire et correcte, ce que nous pouvons appeler les implications fondamentales du modèle centralisé. Par exemple dans la société socialiste, les prix doivent être fondés sur les dépenses de travail socialement nécessaire. En même temps dans la pratique de la formation des prix, il est possible et parfois même nécessaires que pour certains biens, les prix s'écartent du niveau des dépenses socialement nécessaire en partie pour des raisons socio-politiques (nous opposons ici le cas d'un article subventionné, comme les vêtements d'enfants, à celui d'un produit délibérément surtaxé comme la vodka, de certains produits importés fruits, légumes, parfum, etc.), mais surtout en fonction du rapport entre l'offre et la demande. Dans la mesure où ils ne sont pas imposés par une évolution imprévue, ou mal prévue de la demande, les écarts nécessaires entre prix et valeur doivent être consciemment planifiés : ainsi, pour éviter une pénurie, on relève temporairement les prix des articles nouveaux très demandés,

et dont la production vient juste de commencer.

Cette prise de conscience n'implique aucune concession en ce qui concerne la souveraineté du centre. S'il est admis que les prix ne peuvent être arbitraires, si l'on renonce à les utiliser à la fois pour ajuster l'offre et la demande et pour corriger la répartition des revenus réels, ils ne cessent pas pour autant d'être un instrument pour l'organe central de planification : ce dernier peut s'en servir pour accroître la demande des produits disponibles en abondance ou présentant un intérêt socio-économique particulier et diminuer la demande de produits déficitaires ou nocifs. Il ne s'agit donc pas en dernier ressort que de mieux assurer la primauté du plan : de même que les prescriptions directes sont l'instrument normal de réalisation du plan de production, l'ajustement des prix est, avec les interventions destinées à modeler les goûts de consommateurs, l'instrument normal de réalisation du plan de consommation qui lui est associé.

4) PERSISTANCE DES PROBLEMES DE DESEQUILIBRE

Que la nécessité des prix d'équilibre soit désormais reconnu par les théoriciens ne signifie pas qu'une solution ait été trouvée dans la pratique.

Sans doute les hausses de prix, notamment agricoles sont-elles devenues en U.R.S.S. plus sélectives à partir de 1956. Davantage de souplesse a été introduite dans la fixation des prix saisonniers - mais c'est seulement depuis 1967 que la compétence en ce domaine a été transférée aux autorités républicaines. Seuls sont établis de manière décentralisées les prix de quelques articles ou produits localement fabriqués.

Une autre forme d'ajustement décentralisée s'introduit par le biais des soldes : au début des années 60, les autorités républicaines soviétiques peuvent subventionner à concurrence de 0,4 % du chiffre d'affaires le fonds de soldes des magasins. Dans toutes les économies de type soviétique, enfin, des règles particulières sont appliquées par la force des choses à la fixation du prix des produits nouveaux : mais il y a là, non pas un facteur de souplesse, mais une source supplémentaire de difficultés très graves pour

le planificateur, qui doit veiller à éviter toute incohérence avec les prix des produits existants.

Au total, contrairement à ce qu'on pouvait attendre, la pratique n'a apporté ici que des assouplissements mineurs, car les prix fixés centralement demeurent extrêmement rigides.

Des révisions générales des prix de gros ont eu lieu à de larges intervalles (1949 et 1967 en U.R.S.S.) mais on s'efforce de minimiser leurs répercussions sur les prix de détail. De peur de déclencher des réactions en chaîne, comme on est loin d'admettre les élasticités croisées (même pour les biens alimentaires, relativement homogènes), on s'en tient pour les prix de détail à des ajustements limités, là où il est urgent d'intervenir.

b) L'AJUSTEMENT CENTRALISE DES QUANTITES

L'ajustement des quantités produites peut-il se substituer à l'ajustement par les prix ? - Parfois même la première solution est seule envisageable : si par exemple la vente des articles ou marchandises indus-

triels tels que appareils photos, électrophones, radios, réfrigérateurs, etc. (produits à chaque veille de fête ou à chaque fin de mois (*) comportent des défauts techniques comme c'est souvent le cas en U.R.S.S.) suscite très peu de demande, il serait absurde de chercher à y remédier par des manipulations de prix ; il s'impose de donner au plus vite des ordres directs pour y remédier. Du reste la distribution entre courte période (où ne peuvent intervenir que des ajustements de prix) et moyenne période (où le volume et l'orientation de la production peuvent varier sans investissement) s'applique mal à l'économie de type soviétique : la révision des prix centralement exige en général beaucoup de temps que la modification par les entreprises de leur programme sur ordre de leur ministère de tutelle.

Bien entendu, l'adaptation de la production à la demande prévisible est infiniment plus favorable aux

(*) Dans ces périodes considérées, il arrive souvent que les ouvriers des usines ou des ateliers sont pressés d'en finir avec le travail et y prêtent très peu d'attention, d'où les défauts techniques observables sur les articles produits : il s'en suit que très peu d'acheteurs s'y intéressent en ces périodes indiquées.

consommateurs que la conception "directive" d'un plan de consommation à réaliser coûte que coûte.

1) LES DIFFICULTES DE MISE EN OEUVRE DE L'AJUSTEMENT

Les explications possibles aux nombreuses difficultés des désajustements persistantes peuvent être examinées de la façon suivante :

- Premièrement : le centre connaît l'orientation de la demande, mais il refuse délibérément d'en tenir compte. Tel ministère impose aux fabricants de vêtements des modèles invendables et de médiocres qualité, sous prétexte que la mode change trop vite, et que la technologie ne peut sans gaspiller s'essouffler à la suivre (82).

Ou encore l'Etat tire profit de sa situation de monopole pour produire durablement en petite quantité tel pro-

(82) Il s'agit du Ministère des industries légères de la R.S.F.S.R., mise en cause par la Komosomolskai Pravda - 1er déc. 1967.

duit nouveau, très demandé, dont il tire des profits exceptionnels qui confondus dans la masse du fonds d'accumulation national - pourront être utilisées à financer des investissements dans un tout autre secteur : "un petit investissement dans la production d'orlon ou de térylène produit des textiles qui se vendent à un prix très élevé et permettent une grande accumulation (*).

Du moins, y a-t-il alors une justification logique, si discutable soit-elle, et à condition que les prix et les quantités produites soient fixés de manière cohérente, il n'en peut résulter aucun déséquilibre du **marché** ? En tout cas, cet aspect n'est certainement pas le principal, pour la simple raison que l'Etat, dans l'immense majorité des cas, ne saurait avoir aucune préférence micro-économique. Ses responsabilités se situent à un autre niveau : en réservant à

(*) La justification qui en est souvent faite est que le prix des textiles est élevé, par le fait que la production repose sur une matière première importée et par la nécessité de financer l'investissement dans les autres secteurs où le taux d'accumulation est faible.

à l'industrie lourde une part prépondérante et régulièrement croissante des investissements il restreint le volume global des disponibilités en biens de consommation ; en assurant le logement presque gratuit sans accorder à la construction une priorité suffisamment élevée, il rend inévitable la persistance du rationnement (allocation directe) ; l'ensemble de sa politique agricole peut expliquer que la production de viande ne progresse pas assez vite. Mais il ne peut être question d'attribuer en excédent temporaire de bouilloires ou une pénurie de fers à repasser à quelque dessein politique que ce soit.

- Deuxième hypothèse : le mauvais fonctionnement du commerce dans les conditions du modèle centralisé - porte visiblement une part de responsabilité. Tout autant que le déficit de certains articles, la mauvaise organisation de la vente peut provoquer des "queues", notamment par manque de personnel dans certains départements (83).

(83) Cf. *Komssomolskai Pravda*, 14 fév. 1968, analyse dans *Soviet Studies Inf. Supp.* avril 1968, p, 29

Le défaut de concurrence n'incite pas à l'effort (lorsqu'il existe un réseau coopératif, son comportement s'aligne sur celui des magasins d'Etat, ni non plus la persistance de l'influence contenue qui, pour la majorité des articles crée un "marché de revendeurs". Les gérants de magasins n'ont qu'une très faible liberté d'action : achats, ventes, emploi, salaires, prix, marges et profits, équipements et constructions (financés sur le budget de l'Etat), tout leur est prescrit par leur organisation de tutelle.

La stimulation est souvent insuffisante (notamment pour le commerce de gros, dont les prix ne dépendent pas de l'écoulement ultérieur des marchandises au stade de détail), mais elle risque davantage encore de jouer à contre sens : que l'intéressement soit fondé sur le chiffre d'affaires ou sur le profit, certains articles apparaîtront plus "rentables" que d'autres, sur la base en vigueur, et le meilleur vendeur sera toujours celui qui réussit à "placer" auprès de la clientèle les articles les moins demandés. L'intéressement ne joue un rôle bénéfique dans la mesure où il incite les organisations commerciales

à exiger une production proportionnée à la demande et conforme aux goûts des consommateurs, mais en ont-elles les moyens ?

- Troisième hypothèse : car les contacts entre le commerce et les producteurs n'ont lieu qu'au niveau les plus élevés. Jusque vers le milieu des années 60, l'extension des biens directs entre magasins de détail et entreprises productrices demeure en U.R.S.S. très limitée, conformément à la logique du modèle centralisé.

Malgré l'élimination de tel excès, dix ans plus tard, ni les entreprises du commerce détail - sauf pour certains produits alimentaires périssables - ni celles du commerce de gros, en général organisées sur une base territoriale, ne pouvaient conclure directement de contrats avec les entreprises productrices ou les organismes d'import-export, sans intervention du Ministère du commerce de l'intérieur.

A fortiori, dès qu'il ne s'agit plus d'ajustements mineurs, si par exemple la demande tend à se déplacer plus vite que prévu, des vêtements aux biens d'équipe-

ment ménager, un arbitrage au sommet devient nécessaire : seuls les responsables de la planification peuvent donner des ordres aux Ministères de l'industrie et revoir en conséquence l'ensemble du plan de production. Le simple respect des exigences du calendrier très strict de la planification oblige d'ailleurs souvent à concentrer un grand nombre de décisions à un échelon plus élevé que celui qui serait compétent, en court-circuitant les va-et-vient nécessaires. La centralisation aboutit donc à multiplier les intermédiaires entre les consommateurs et les producteurs ; les relations de marché n'interviennent qu'à une extrémité ; les producteurs situés à l'autre extrémité ne disposent que d'une information floue sur la demande, et ne subissent qu'un contrôle très direct.

- Quatrième hypothèse : car il ne s'agit pas seulement d'un problème d'information, mais aussi d'intérêt : même si elle connaît avec précision les besoins du commerce, l'entreprise peut refuser délibérément de la satisfaire, car elle est encouragée systématiquement à dépasser ses objectifs de production, sans avoir à se soucier de connaître s'il existe une demande correspon-

dante. Mais la complexité du système de stimulation introduit des distorsions encore plus graves : certains articles très demandés, mais dont les prix à la production est sous évalués, ou qui exigent une très forte dépense de main d'oeuvre par unité de valeur sont pour l'entreprise "non rentables" en termes de primes, et elle fait tout son possible pour s'écarter de son plan d'assortiment.

C'est aux organes de tutelle (direction de branche) qu'il appartient de faire respecter l'assortiment, mais ils sont eux-même jugés d'après la performance globale de leur entreprise évaluée selon des critères voisins, et fréquemment ils prendront leur défense contre les représentants du Ministère du commerce, porte-parole timide des consommateurs. Lorsque l'inflation contenue atteint un excédent global de la demande, le point de vue des producteurs bénéficie d'un avantage décisif.

Ces derniers facteurs (2 et surtout 4) nous paraissent jouer un rôle décisif dans les désajustements entre l'offre et la demande : le système ne ré-

pond pas à la demande non par suite d'un conflit entre l'assortiment désiré par le planificateur et celui que désirent les consommateurs, mais par suite de ses déficiences en tant que système.

2) L'INSUFFISANCE FONDAMENTALE

Mais la règle qui consiste à satisfaire toute demande exprimée sur la base de prix pratiquement rigides sur une longue période, ne constitue en elle-même qu'un pis-aller. C'est ce que confirme le désordre des taux de la taxe sur le chiffre d'affaires.

En U.R.S.S., on a renoncé d'abord dans le texte puis dans un nombre croissant d'industries légères et alimentaires à fixer un taux uniforme par groupes de produits. Soulignant le contraste entre les postes de télévision ou même les automobiles, vendus relativement bon marché, et les produits de grande consommation qui supportent tout le poids de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Mais peut-on réellement parler d'une politique de l'impôt ?

Au cours des années qui ont précédé les réformes économiques, l'entreprise, tout en jouissant d'un statut d'autonomie financière est un sujet purement passif, récepteur d'ordre excessivement détaillés. L'unique initiative permise et presque obligée pour le directeur d'entreprise est l'astuce pour obtenir du centre des plans faciles à accomplir, et pour agir face aux contradictions et courts-circuits. Dans son ensemble, le système n'a besoin d'aucun "levier" indirect qui oriente l'action des entreprises en harmonie avec les intérêts généraux dont le dépositaire est le centre parce que ce centre définit en même temps les intérêts individuels ; par conséquent tous les leviers sont absolument directs.

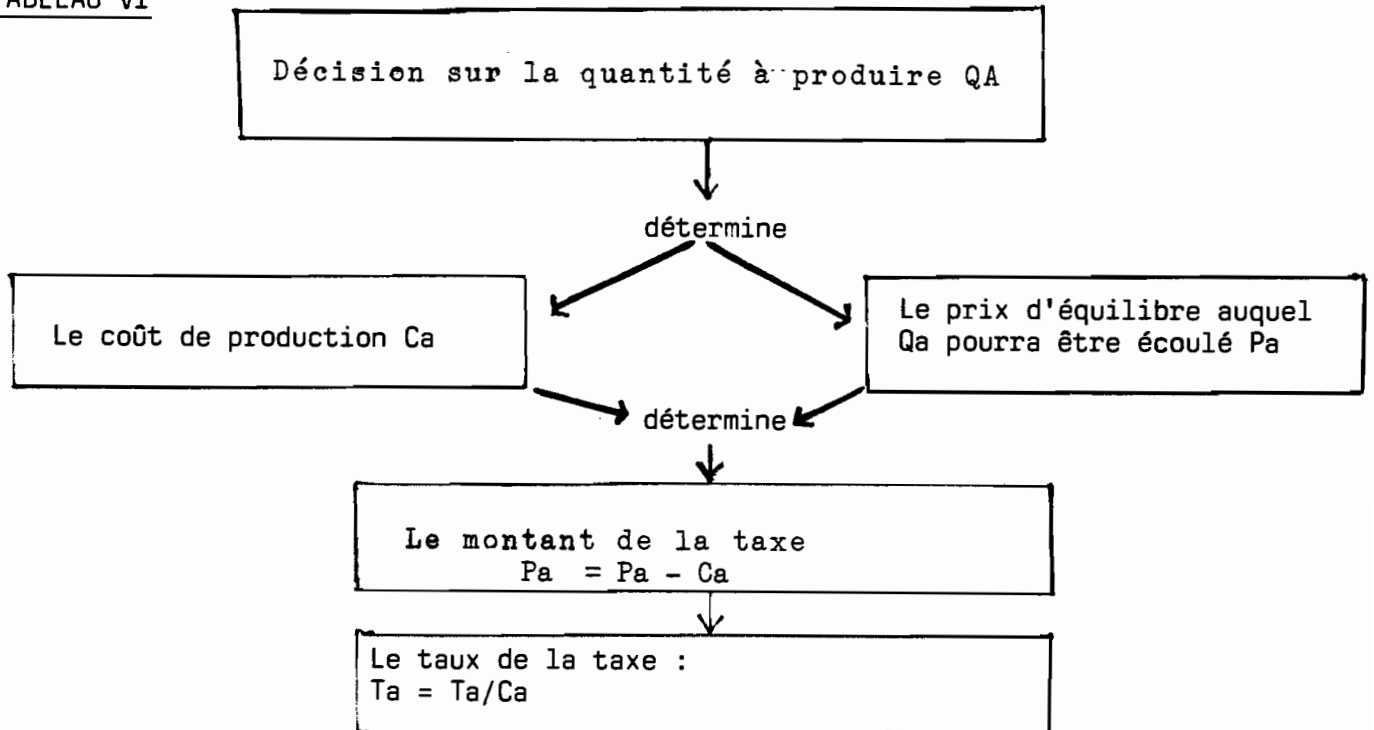
Il est donc logique dans ce sens que les instruments d'imposition aient comme finalité la perception et la centralisation de tout revenu net produit (en fonction du système des prix) qu'on les utilise de façon arbitraire (c'est-à-dire les astreindre à des normes stables) et qu'ils soient dépourvus d'effets stimulants ou flexibles par rapport au plan.

Les impôts tout comme les prix dont ils sont des facteurs de formation, ne peuvent orienter l'activité des entreprises : non parce qu'ils ont une base incorrecte mais fondamentalement parce que les entreprises savent qu'elles ne seront nullement affectées par les impôts pour l'accomplissement des ordres : le centre les modifierait ou accorderait des subventions ; la logique des instruments directs dominant, il n'y a pas de place pour le marché et, de ce fait, les prix et les impôts ne sont pas modifiés pour suivre l'état de l'offre et de la demande, mais pour affronter d'autres obstacles à la réalisation des plans. De ce fait, en U.R.S.S. ce n'est pas la taxe sur le chiffre d'affaires qui détermine le niveau du prix de détail, la taxe ne constituant pas un instrument de politique économique mais la résultante de décision préalable. Sur le plan micro-économique, le taux moyen de la taxe dépend des poids relatifs de l'investissement et de la consommation d'autres ressources de l'Etat.

Au niveau de chaque produit particulier la taxe sur le chiffre d'affaires apparaît également comme une véritable dépendante que l'on peut représenter par les tableaux VI et VII. (Voir page suivante)

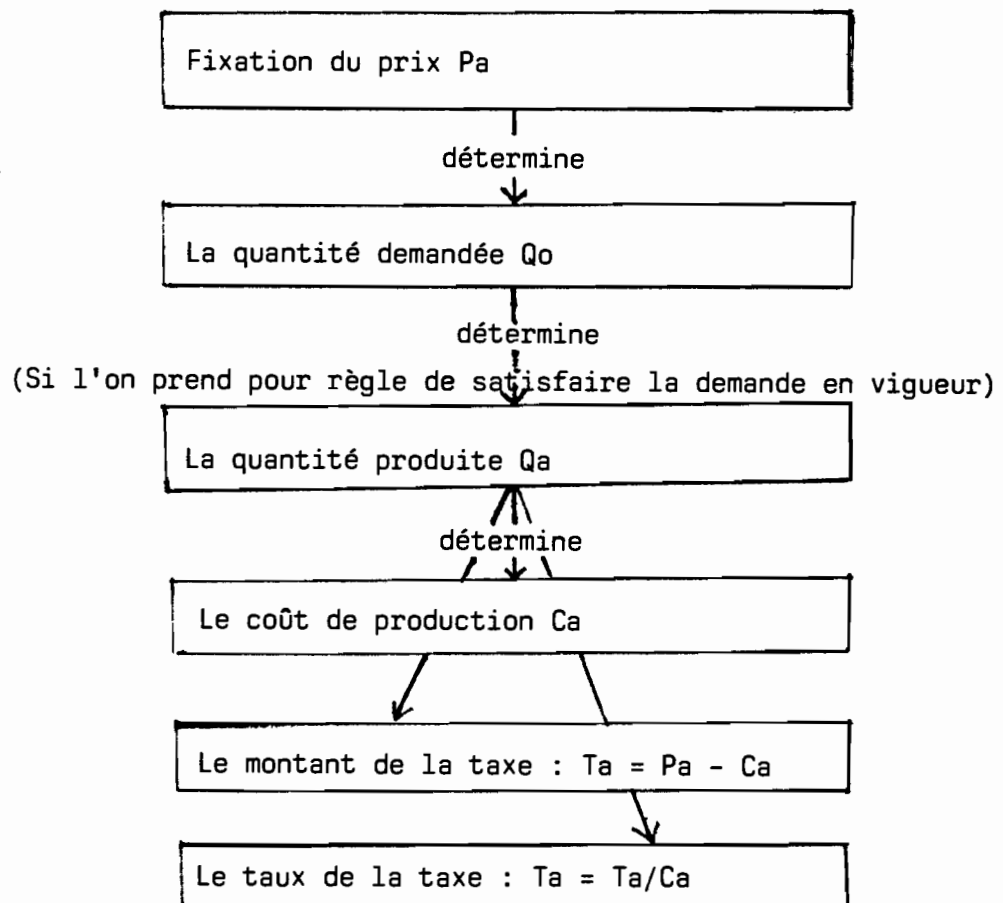
TABLEAUX VI et VII : Processus de fixation centralisée et directive du taux de la taxe sur le chiffre d'affaires.

TABLEAU VI



ou plus souvent, dans la réalité par le tableau VII :

TABLEAU VII



On retiendra de ce qui vient d'être dit précédemment que dans les conditions concrètes des économies de type soviétique, la signification du taux de la taxe en tant qu'indicateur susceptible de guider la planification est presque obscurcie :

- Par la répartition variable du produit net ($P_a - C_a$) entre la taxe sur le chiffre d'affaires et les profits, (dont nous avons fait jusqu'à maintenant abstraction) : ce ne sont ni les marges commerciales ni les profits planifiés des entreprises qui introduisent une perturbation, mais les divergences entre profits planifiés et profits réels ; les prix de la production demeurent fréquemment inchangés pendant des années, malgré l'évolution permanente des coûts de production.

- Par l'incertitude qui pèse à bien des égards sur le calcul des coûts de production : le concept de coût moyen de branche - jusqu'à une date récente du coût du capital, l'existence pour certaines matières premières, de pénuries qui ne se reflètent pas dans leur prix, la sous évaluation des biens de production ne permettent pas au planificateur de s'en remettre uniquement aux évaluations comptables dont il dispose.

Plus encore que le désajustement visible de l'offre

et de la demande, ce sont les variations aberrantes du taux de la taxe sur le chiffre d'affaires et l'incertitude planant sur le principe même du calcul qui incitent à soutenir que la structure micro-économique de la production résulte de conflits ou de contradictions à l'intérieur du système.

Ainsi le marché des biens de consommation est donc très loin, dans les économies de type soviétique, de satisfaire aux conditions d'équilibre précédemment dégagées. Les désajustements qui en résultent ont jusqu'ici contribué tout autant que les sacrifices délibérément acceptés ou non de la politique d'industrialisation lourde et accélérée, à ralentir les progrès du niveau de vie en Union Soviétique.

Il faut cependant se garder de généraliser à partir des cas extrêmes, et de sous estimer les progrès intervenus depuis la période de mise en place du système.

Les erreurs initiales s'expliquent en grande partie non par la méconnaissance, mais par le refus de

tout ce qu'implique logiquement le principe de répartition par le marché. A partir de 1949 en U.R.S.S. et de 1953 dans la plupart des démocraties populaires, l'importance de l'équilibre global est reconnu, et la pression inflationniste non pas résolue, mais ramenée dans les limites où elle peut réellement être contenue. Le lien de cause à effet entre l'existence d'un équilibre global approximatif et la multiplication des déséquilibres partiels (notamment sous formes de stocks excédentaires) est encore difficilement accepté vers le milieu des années 50, mais progressivement la leçon des premières expériences fâcheuses porte ses fruits.

La fixation centralisée des prix demeure pourtant rigide et très éloignée des principes du marché : le planificateur à supposer qu'il en ait l'intention, est-il capable de fixer les prix à l'instar du marché ? Son objectif se limite en fait à éviter les déséquilibres les plus flagrants. Les résultats demeurent très imparfaits sur le marché des biens de consommation. Peut-on alors imaginer l'hypothèse de ce que serait l'application d'une régulation spontanée à l'économie soviétique ?

Pour les soviétiques, même si l'existence de la loi de la valeur est reconnue dans l'économie, et qu'il y a une nécessité d'adapter l'offre de production à la demande, la loi de la valeur ne saurait être le régulateur principal de l'économie, car les proportions dans l'économie nationale seraient déterminées par le libre cours des prix, c'est-à-dire par la régulation spontanée, ce qui provoquerait des fluctuations constantes de la production socialiste, la différenciation des revenus, l'inégalité du développement. La solution de toutes ces questions s'effectuerait par voie détournée ou indirecte (réduisant à la fois le rôle de l'Etat et de la planification) par la régulation spontanée des investissements, ce qui aboutirait à des pertes considérables par suite de l'adaptation spontanée de la production aux besoins. Et tout ceci irait finalement à l'encontre des intérêts nationaux et des objectifs sociaux. D'où la nécessité de la régulation de l'économie aux moyens de leviers directs que sont l'Etat et la planification.

Cette régulation directe signifie aux yeux des soviétiques, qu'au contraire, l'activité économique cesse d'être dominée par les lois économiques. En bref,

cela suppose que la liberté humaine se substitue à la nécessité économique. Aussi bien, le progrès de la planification doit-il entraîner le dépérissement de la conjoncture. Alors que cette dernière (c'est-à-dire la conjoncture) suppose que les hommes agissent selon des lois économiques, qu'ils sont soumis à des lois économiques, la planification suppose au contraire que ce sont les hommes qui commandent à l'économie.

C'est donc par cette volonté consciente et non spontanée ou imprévisible, que l'on peut vaincre les obstacles structurelles à la croissance et satisfaire aux besoins sociaux : c'est la philosophie dominante de l'idéologie politique dans le système soviétique (*).

(*) Le sens de cette philosophie renvoie à plusieurs ouvrages dont les plus importants peuvent être cités ici :

(84) "Les bases du marxisme-léninisme", Ed. Gosspolitizdat, Moscou, 1960.

(85) "Les bases des connaissances politiques", Ed. Gosspolitizdat - Moscou, 1960.

(86) "Les bases de la philosophie marxiste", Ed. Gosspolitizdat - Moscou, 1960.

C'est pourquoi le mécanisme des prix dans l'économie soviétique ne peut déterminer par lui-même, ni les cadences du développement ni l'évolution des variations du marché. C'est également pourquoi, en dépit des réformes entreprises en faveur d'une certaine "décentralisation du système", les mécanismes traditionnels d'ajustement apparaissent difficilement applicables à l'économie soviétique.

C'est ce que fait remarquer Holzman en écrivant : "aucun des mécanismes traditionnels d'ajustement (néo classiques ou keynesiens) ne se vérifie dans le cas des économies socialistes, notamment parce qu'ils impliquent des réactions automatiques du système à partir de déséquilibres exogènes (théorie classique) ou d'intervention étatiques correctrices (théorie keynesienne). Or les pays socialistes à économie centralement planifiée ont des mécanismes internes précisément destinés à empêcher toute réaction automatique du système qui leur confère une sorte d'autarcie fonctionnelle" (87).

(87) Holzman (Franklyn) : *Foreign Trade Central Planning*, Cambridge - Mass Harvard University Press, 1974, 436 p.

Dans le même ordre d'idée, voilà ce que confirme un groupe de chercheurs : "... Dans son ensemble, le système n'a besoin d'aucun levier indirect qui oriente l'action des entreprises en harmonie avec les intérêts généraux dont le dépositaire est le centre parce que ce centre définit en même temps les intérêts individuels par conséquent tous les leviers sont absolument directs. Il est logique que dans ce sens les instruments d'imposition aient comme unique finalité la réception et la centralisation de tout revenu net produit ..."(88).

C'est ce qui explique le déséquilibre permanent du marché intérieur d'une part, et d'autre part, le déséquilibre entre le marché intérieur et le marché extérieur.

(88) Benjamin Bastide ~~Camilio~~ Tejera et M. Tera V. : Sur la théorie de la régulation financière et les prix, Revue d'études comparatives Est/Ouest, 1981, p. 201, n° 2.

CHAPITRE IV - L'ABSENCE DE MECANISMES AUTOREGULATEURS
EXTERNES

§ 7 LE DESEQUILIBRE ENTRE LE MARCHE INTERIEUR ET LE
MARCHE EXTERIEUR

a) L'ASPECT POLITIQUE DE LA QUESTION

Le commerce extérieur est en général considéré, un peu comme le prolongement du commerce intérieur.

Cependant si à l'intérieur de chaque Etat, la régulation du commerce intérieur peut être soumise à quelques réglementations particulières favorables aux conditions économiques nationales, ces réglementations ne peuvent dans le domaine du commerce extérieur se substituer totalement aux exigences du marché mondial que sont la loi de l'offre et de la demande, la compétitivité ou la concurrence internationale qui régissent le commerce extérieur.

Pour les soviétiques au contraire, il ne pourrait être question, sous prétexte de développer leur commerce avec l'extérieur, d'abandonner leur économie nationale à des mécanismes automatiques de régulation qui échapperaient totalement au contrôle de l'Etat et qui mettraient leur pays dans une dépendance complète des relations commerciales entre l'économie nationale et le marché mondial (89).

S'il y a là une volonté de refus des caprices de l'économie capitaliste que sont la crise, l'inflation et les fluctuations monétaires que ne pourrait supporter le plan, il y a là aussi, la ferme volonté de l'affirmation de l'indépendance politique et économique du pays vis-à-vis de l'extérieur, quel qu'en soit le prix à payer : c'est la grande particularité du commerce extérieur soviétique.

Ainsi en décrétant le monopole du commerce extérieur le 22 avril 1918, l'objectif du gouvernement soviétique était de se débarrasser du capital étranger"

(89) Cf. "L'économie du commerce soviétique", Manuel, Ed. Gosspolitizdat, Moscou, 1959, p. 121.

et de faire en sorte que "aucune opération d'achat ne s'effectue en dehors de l'appareil du régulation d'Etat" (90).

Le rôle de ce monopole se justifie donc par la nécessité de l'utilisation des exportations plus économiquement pour les besoins de l'économie nationale et par la nécessité économique d'exporter des produits de base et des matières premières afin d'obtenir en échange des matériaux et des produits dont le pays à "réellement besoin".

Cette attitude passive vis-à-vis de l'exportation est inopérante en ce qui concerne la politique des devises étrangères.

L'économie soviétique cependant éprouve un grand besoin de devises étrangères. Or dans la doctrine

(90) Jeramec J. "Le monopole du commerce extérieur en Russie Soviétique - Origines - Organisation - Conséquences" - Paris - Librairie générale de droit et de jurisprudence - 1928, p. 10 à 12

politique et économique de l'U.R.S.S. est exclue l'idée de la conquête des marchés étrangers, soit par des monopoles, soit par des entreprises dont le but serait d'exploiter, de faire des profits et de les transférer dans le pays d'origine. Cette idée est de Lénine, qui condamnant l'exportation des capitaux par les pays capitalistes disait "tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent des capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour le capitalisme, mais à augmenter ces profits par l'exportation des capitaux à l'étranger dans les pays sous développés" (91).

En d'autres termes l'exportation des capitaux, source de devise étrangère, n'est pas dans l'usage de l'économie de type soviétique, contrairement à ce qui se passe dans les économies de marché.

On constate donc, qu'entre le souci du maintien

(91) V. Lénine : "L'impérialisme, Stade suprême du capitalisme (Essai de vulgarisation)". Oeuvres choisies. Ed. du Progrès - Moscou 1975, p.703.

de l'indépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, qui se manifeste par le refus de la contamination de l'économie nationale par les aléas extérieurs, et le souci du maintien de la morale socialiste vis-à-vis de l'extérieur qui se manifeste par le refus de l'invasion des marchés extérieurs par des méthodes impérialistes, les autorités soviétiques ont choisi une solution de désajustement entre le marché national et le marché extérieur, dont les deux caractéristiques parmi tant d'autres sont la non convertibilité du rouble et la rupture entre les prix internes et les prix externes qui aux yeux des soviétiques représentent des créneaux de transmission de crise ou d'inflation.

b) L'ASPECT ECONOMIQUE DE LA QUESTION

1) LES PROBLEMES DE L'INCONVERTIBILITE DU ROUBLE

La monnaie soviétique, le rouble, n'a pas d'usage hors des frontières de l'U.R.S.S. Son transfert est totalement interdit.

Cela répond sans doute à des mesures de sécurité économique, mais surtout de méfiance à l'égard de l'extérieur.

Selon Mescheriakoff Hélène "cette coupure entre monde intérieur et extérieur est volontaire de façon à préserver le processus de développement interne de toute contamination et de toute influence non prévisible" (92).

Ce qui fait que le rouble, mais aussi les monnaies des autres pays socialistes ne remplissent pas le rôle de monnaie pouvant servir dans les échanges multilatéraux.

En effet pour qu'une monnaie puisse remplir son rôle dans les échanges multilatéraux, il faut que celui qui la reçoit en échange d'une prestation soit en mesure de s'en servir à son tour, au moment librement choisi, pour un achat de valeur équivalent.

(92) Mescheriakoff Hélène : "Inflation et politique monétaire dans les économies socialistes", p. 184. Thèse d'Etat. Paris I, 1979.

En d'autres termes, il faut que la monnaie soit convertible en marchandise et que les pays disposent de réserves suffisantes de cette monnaie pour pouvoir financer leurs déficits temporaires.

La convertibilité de la monnaie suppose que soit respecté un certain nombre de conditions parmi lesquelles - l'existence d'un large choix de marchandises non affectées - l'existence d'un système de prix reflétant au moins les raretés relatives des facteurs par rapport à la demande intérieure et internationale - la libre circulation de la monnaie à travers la frontière nationale - et enfin l'existence d'un taux de change égalisant à moyen terme les échanges commerciaux.

Dans le système économique du CAEM aucune des conditions n'est à l'heure actuelle satisfaite, ce qui pose des problèmes au niveau des échanges multilatéraux.

Le problème de l'inconvertibilité du rouble se trouve aggravé par celui d' l'inadaptation des prix et du taux de change au marché extérieur.

2) L'INADAPTATION DES PRIX ET DU TAUX DE CHANGE
AU MARCHE EXTERIEUR

Dans une économie de marché comme nous l'avons montré, les prix subissent des mouvements plus ou moins prononcés suivant les époques. Ces mouvements dénotent des adaptations successives de l'offre à la demande, enregistrent des influences monétaires ou expriment la recherche d'un équilibre dans les rapports entre prix pratiqués dans diverses branches économiques.

Dans une économie du genre soviétique au contraire, où tout est soumis aux impératifs du plan, les prix de tous les produits sont fixes pour un laps de temps, par exemple pour une année sur la base de "frais de production" qui expriment théoriquement la quantité de travail socialement nécessaire pour la création de ces produits. La valeur de la production brute des entreprises particulières et des branches économiques dans leur ensemble du produit social et du revenu national des échanges et des investissements s'expriment par des prix. Le prix joue donc un rôle déterminant dans le circuit économique.

Dans ces conditions, les variations qui se produisent et les adaptations qui sont rendues néces-

saires dans le domaine des prix, constituent des phénomènes affectant l'économie dans son ensemble.

Il se trouve par contre que depuis qu'elle est entrée dans la phase de la planification, l'U.R.S.S. ne veut laisser la solution de ce problème au libre jeu des forces anarchiques.

L'utilisation de la balance matérielle (introduite au cours du 1er plan quinquennal) a fait que les autorités soviétiques ont minimisé le rôle interne du taux de change. Des slogans tels "le budget suit le plan" ou "les ressources financières sont là pour servir le plan" résument bien la place secondaire des prix et de la monnaie dans l'économie. Compte tenu du rôle très faible du commerce extérieur pendant l'entre deux guerres (0,5 %) du P.N.B. à la veille de la seconde guerre mondiale), l'U.R.S.S. a dû se plier aux prix du marché mondial au lieu d'influer sur leur formation et accepter passivement par conséquent, les termes d'échange imposés par ce marché. La relation entre prix mondiaux et la demande extérieure, sur lesquelles elle n'exerçait aucun contrôle, et les prix et la demande intérieure, qu'elle

contrôlait alors totalement, a été formulée en terme de "passerelles financières" par J. Fekete dans un article intitulé "la politique du taux de change dans une économie planifiée" : "la détaxation dans le cas des exportations et les droits de douane dans celui des importations sont les deux principales "passerelles financières" qui sont utilisées par la plupart des pays ayant un commerce extérieur et un système financier avancés pour permettre à leur système de taux de change de fonctionner efficacement" (93).

Une difficulté supplémentaire caractérisait l'U.R.S.S. des années trente : on laissait les prix intérieurs augmenter assez rapidement tout en maintenant la parité-or extérieure formelle du rouble soviétique (cependant défini en 1936 par rapport au dollar américain). Le taux de change a été de plus en plus surévalué et un taux multiple à deux niveaux appliqué : le taux standart pour transactions commerciales et un taux de prime (c'est-à-dire dévalué par rapport au standart) pour les paiements non commerciaux (essentiellement le tourisme et les envois per -

(93) J. Fekete : New Hungarian Quarterly, n° 63 automne 1976, pp. 57-58.

sonnels de fonds). Ce système a deux niveaux relevait de la même conception que celui des prix à deux niveaux en vigueur sur le marché intérieur, les prix à la production et les prix à la consommation rendus distincts par un impôt sur le chiffre d'affaires ; les rapports entre les deux niveaux des prix internes et les deux taux de change n'étaient pas harmonisés.

"La passerelle financière" adoptée dans la pratique soviétique est "le preisagleich" (pour emprunter le terme appliqué au système utilisé en R.D.A., à partir des années cinquante) dans le cadre duquel les centrales du commerce extérieur achètent aux productions des biens d'exportation et vendent des produits importés aux utilisateurs internes aux prix de gros internes (ou quelque équivalent) indépendamment des prix externes qu'elles perçoivent pour leurs exportations ou doivent payer pour leurs importations. Ce qui veut qu'officiellement, elles comptabilisent les transactions avec l'extérieur en monnaies étrangères et convertissent le produit des exportations et le coût des importations en roubles au taux de change officiel, mais

les taux de conversion ainsi établis n'ont aucune signification opérationnelle. Evidemment, il existe autant de taux de change du rouble qu'il y a de produits inclus dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S.

Cette pratique n'a pas été grandement modifiée par l'expansion du commerce soviétique même après la seconde guerre mondiale.

Même quand les pays Est-Européens eurent achevé leurs réformes monétaires (en 1952), leurs taux de change sont restés partiquement inchangés alors que leurs prix et les prix mondiaux divergeaient. Les "prix-stop" de 1949-50 utilisés dans le CAEM jusqu'en 1956 ajoutaient un élément supplémentaire de rigidité au commerce intra-CAEM : non seulement les taux restaient constants mais les prix des biens échangés également.

Quand les prix à l'intérieur du CAEM ont été ajustés aux rapports entre les prix mondiaux, les taux de change n'ont pas été modifiés. Les prix du CAEM ne sont pas restés particulièrement proches des

rapports mondiaux parce qu'ils sont plus lents à évoluer.

Ce n'est pas par hasard si de deux à quatre ans après fut créée la BICE en janvier 1964. Son but :
- l'instauration d'une devise collective, le "rouble transférable" dont le rôle était de stimuler la multiréalisation des paiements inter-membres (94).

La caractéristique déterminante de la structure du taux de change de la BICE est une différenciation par zones (dite taux directionnels) issue de la non concordance des rapports de prix en vigueur parmi les pays membres et ceux en vigueur avec les partenaires à devises convertibles ; un troisième système non harmonisé de rapport de prix apparaît lors des échanges avec des non membres dont les monnaies sont inconvertibles suite aux accords de compensation et aux prix spéciaux liés à l'aide économique et à son remboursement.

(94) Cf. Fedorowicz Z. : "Les problèmes actuels du rouble",
in Unités et Monnaie de compte,
Economique", Paris, 1978

Il apparaît ainsi une multiplicité des taux de change, censée égaliser à la marge la valeur réelle en devise de la monnaie nationale consacrée aux exportations et parfois même de la monnaie nationale dépensée pour les importations.

Deux problèmes se posent en liaison avec l'utilisateur des taux par zone dans les pays membres de la BICE : - Le premier est la non-concordance des prix du commerce extérieur entre eux et le second, la non-concordance entre les prix pratiqués dans les différentes zones et les taux implicites qui résulteraient des rapports existant entre ces monnaies sur le marché mondial.

Il apparaît de ce fait que le système des prix intérieurs des pays du CAEM est plus totalement différent et indépendant des prix mondiaux. Il n'exprime donc ni les valeurs relatives intra-caem, ni les valeurs relatives mondiales.

En revanche, les prix pratiqués dans les échanges intra-caem sont des prix mondiaux corrigés d'une période de référence passée.

C'est ainsi que l'U.R.S.S. a tenté à plusieurs reprises de faire admettre par ses partenaires socialistes un système de prix spécifiquement régional qui aurait une hausse des prix de matières premières et une baisse ou tout au moins une stabilisation des prix des produits manufacturés.

En effet, la moitié des exportations de l'U.R.S.S. vers les pays socialistes est constituée par des matières premières et ses importations en provenance de ces pays sont essentiellement des machines. Or dans le contexte mondial, les prix des matières premières baissent alors que ceux des produits industriels montent.

Depuis 1965 sur les insistances répétées des démocraties populaires les prix des matières premières échangées à l'intérieur du CAEM ont été rapprochés des cours mondiaux.

Or l'U.R.S.S. fournit 99 % du pétrole, 99 % du minerai, 100 % du coton fibre, 46 % du charbon achetés par les pays du CAEM. L'U.R.S.S. en échange reçoit des machines et équipements qui ne sont pas

du même niveau technique que ceux des pays occidentaux. Elle voudrait donc les payer à des prix inférieurs. De plus, les conditions d'exploitation des gisements se détériorent de plus en plus et les nouvelles régions de productions s'éloignent toujours davantage des ports et des frontières occidentales, ce qui renchérit les prix des produits.

L'U.R.S.S. estime donc que ses partenaires devraient l'aider à soutenir ces coûts croissants. Mais ceux-ci refusent et réclament l'application des cours mondiaux. Actuellement, la politique soviétique consiste à demander aux pays du CAEM de participer aux investissements nécessaires à la mise en valeur des ressources dont ils ont besoin. Plusieurs projets d'entreprises communes à construire en U.R.S.S. sont en cours. Quelques-uns de ces projets bénéficient de crédits occidentaux obtenus dans quelques cas par l'intermédiaire de la Banque d'Investissement du CAEM.

Les disparités entre les coûts intérieurs et les prix pratiqués par le CAEM est encore accrue par la pratique des balances matières internationales pour

les principaux produits dans le cadre de la coordination des plans. Ces balances sont exprimées et équilibrées en unités sans tenir compte des prix intérieurs et de l'équilibre financier global des pays intéressés. Un pays peut être ainsi obligé, en vertu de la coordination des plans et non en vertu de la loi de l'offre et de la demande, à vendre à des prix moins intéressants que ceux qu'il pourrait obtenir ailleurs. Les gains en sont ainsi réduits.

Nous constatons donc que, les contradictions des rapports commerciaux à travers l'étude des prix sont bien une réalité des économies des pays du CAEM. Ces contradictions sont bien évidentes d'abord dans le commerce entre les Etats du CAEM, et ensuite, entre ceux-ci et les pays occidentaux. Et comme l'atteste l'étude qui va suivre, ces absurdes rapports de prix rendent quelquefois très ambigus, les résultats du commerce extérieur des pays du CAEM.

Il suffira de prendre l'exemple de l'étude des écarts des prix du commerce "U.R.S.S. - Tchécoslovaquie - Pays occidentaux" pour s'en apercevoir.

3) L'EXEMPLE DES ECARTS DES PRIX DU COMMERCE"U.R.S.S. - Tchécoslovaquie - Pays occidentaux"

Quelques indications préalables :

Pour l'étude de ces écarts de prix, nous avons présenté dans le tableau VIII quelques types d'articles avec les prix à l'exportation pratiqués par l'U.R.S.S. à un moment donné envers la Tchécoslovaquie d'une part, et envers les pays occidentaux d'autre part. Les articles énumérés dans cette liste représentent les exportations soviétiques.

Pour ces articles les prix que doit payer la Tchécoslovaquie sont presque invariablement plus élevés. Si l'on considère la nomenclature complète du commerce extérieur, on ne trouve d'exception à cette règle pour quelques catégories de moindre importance. Inversement la moyenne pondérée des prix des exportations tchécosloques vers l'U.R.S.S. se situe à 35 % au-dessus de la moyenne des prix des mêmes articles exportés vers l'U.R.S.S. par les pays occidentaux. Du fait de la discrétion des statistiques

TABLEAU VIII - U.R.S.S : Prix à l'exportation - 1966 (en DM)

E X P O R T A T I O N				
1) Vers la Tchécoslovaquie	2) Vers les pays occidentaux	3) Ecart de prix	4) Ecart de prix en pourcentage	
Houille (tonne)	50,2	32,0	18,2	36,4
Huile lourde (tonne)	68,4	40	27,5	40
Essence (t)	123	65,6	57,4	46,6
Pétrole(t)	130	122	8	0,6
Mazout(t)	122	70,6	51	42
Courant élct kwh	0,12	0,016	0,104	86
Minerai de fer (t)	398	222	176	44
" de manganèse (t)	844	950	- 106	- 12
" de chrome (t)	1305	999	306	23
Perite (t)	380	128	252	66
Fer brut (t)	2060	1540	520	25
Alu de 1ère fusion (t)	1920	1883	37	1,9
Concent. d'opatite (t)	749	630	119	16
Ciment (t)	1954	324	1630	83
Bois dés sciage (m3)	179	136	43	24
" contreplaqué (m3)	315	426	111	35
Fibre de coton (t)	3100	2380	820	26

Tableau VIII - Source (colonne 1-2) Vnechniaia Torgovlia SSSR za, 1966 god.
(colonne 3-4) réalisées par nous.

soviétiques, il n'a pas été possible d'utiliser les cinq catégories d'imputation soviétiques en provenance de la Tchécoslovaquie (Tableau IX) ou de connaître les prix intérieurs des produits exportés soit vers la Tchécoslovaquie soit vers les pays occidentaux.

TABLEAU IX : U.R.S.S. : Prix à l'importation 1966 (en DM).

I M P O R T A T I O N	
En provenance de la Tchécoslovaquie	En provenance de l'Ouest
Transformation de réseau kwa 1,19	4,68
Carbonate de calcium (t) 72,5	77,5
Velui (t) 438	375
Tissu de velours côtelé (m) 5,95	4,90
Tissu de laine (mètre) 18,50	31,20

TABLEAU IX : Source : Problème économique n° 1100, 30 janvier 1969, p. 12.

La différence des prix (pondérés de la même manière) montre que la Tchécoslovaquie achète ses marchandises 113 % plus cher environ aux soviétiques qu'aux occidentaux. Cela n'empêche pas que l'U.R.S.S. soit endettée à l'égard de la Tchécoslovaquie.

4) ENDETTEMENT DE L'U.R.S.S. A L'EGARD
DE LA TCHECOSLOVAQUIE

Malgré la distorsion des "termes de l'échange", c'est-à-dire malgré la surévaluation moyenne des prix à l'importation et l'abaissement moyen des prix à l'exportation dans le commerce avec l'U.R.S.S., les échanges de la Tchécoslovaquie avec l'U.R.S.S., continuent à se solder par des excédents plus ou moins considérables (voir tableau X, page suivante).

TABLEAU X : Commerce extérieur de la Tchécoslovaquie avec l'U.R.S.S. en million de DM.

Exportation de la Tchécoslovaquie	Importation de la Tchécoslovaquie	Solde Actif
1960 2603	2523	+ 80
1961 2788	2608	+ 180
1962 3296	3080	+ 216
1964 3800	3391	+ 509
1965 4140	3700	+ 440
1966 3683	3675	+ 8

TABLEAU X : Source : Vnechniaia Torgovlia SSSR, 1962, 1964, 1966.
Moskva (Moscou) p. 17.

L'évolution des échanges relève que les soldes des années 1960 ont toujours été positifs, ce qui revient à dire que le commerce extérieur Tchécoslovaque avec l'U.R.S.S. a conduit à une augmentation régulière de la dette commerciale soviétique envers la Tchécoslovaquie ; les excédents

se sont accrus presque sans interruption jusqu'en 1965. L'année 1966 a vu une modification soudaine de cette tendance en même temps qu'une baisse sensible de la valeur globale des exportations comme les importations. Le fait qu' au cours de sept années (de cette décennie) pour lesquelles les statistiques sont disponibles, la petite Tchécoslovaquie ait livré à l'U.R.S.S. pour environ 1700 millions de DM de plus qu'elle n'en a reçu, constitue un indice supplémentaire du commerce extérieur du commerce soviéto-tchécoslovaque.

La surévaluation des prix des importations en provenance de l'U.R.S.S. et la forte compression des prix des exportations à destination de l'U.R.S.S., ainsi que l'endettement de l'U.R.S.S. envers la Tchécoslovaquie sont manifestement le reflet d'une politique commerciale bien arrêtée : les prix sont "négociés" et non pas fondés sur le niveau des prix mondiaux(95).

(95) Cf. Denis M et Lavigne. "Le problème des prix en Union Soviétique", Ed. Cujas.

Le tableau XI montre jusqu'à quel point le commerce soviéto-tchécoslovaque est faussé par ces absurdes rapports de prix.

TABLEAU XI : Distorsion du commerce soviéto-tchécoslovaque (1966 en millions de DM).

Exportation de la Tchécoslovaquie	Importation de la Tchécoslovaquie	Solde
Au prix de l'année (1966) 3680	3675	+ 5
Sans discrimination de prix 7838	2227	+ 5511
Avantages commerciaux de l'U.R.S.S. du fait de la distorsion des termes de l'échange 4155	1448	+ 2707

TABLEAU XI : Source : Problème économique n° 1100 - 30 janvier 1969, p. 14. Documentation française.

C) QUELQUES OBSERVATIONS

Cette distorsion n'est pas seulement valable pour l'année 1966. Années après années, grâce à la distorsion des prix du commerce extérieur, l'U.R.S.S. a écrémé une part de plus en plus importantes de produit national tchécoslovaque.

Il convient d'indiquer expressement que cet effet d'écrémage ne se limite pas seulement à la Tchécoslovaquie. Ce système existe à l'égard de tous les Etats du bloc oriental ; la Hongrie et plus anciennement l'Albanie ont été longtemps maintenues et d'une manière beaucoup plus rigoureuse dans la chaîne de la politique commerciale soviétique.

La politique de distorsion des prix touche donc à tous les Etats du CAEM et apparaît comme les problèmes d'ajustement des économies de ces Etats.

Ces problèmes d'ajustement peuvent être attribués

à deux types d'obstacles :

- Premièrement, du fait que les échanges au sein du CAEM sont élaborés sur la base d'une coordination internationale des plans avec un système de quotas à l'exportation et à l'importation déterminant à la fois le volume des échanges, leur composition et leurs prix, sans la moindre intervention des forces de la loi du marché, les pays du CAEM se trouvent confrontés à des problèmes de leur commerce.

Ces problèmes sont avant tout et surtout dûs à l'absence des variations des prix à court terme. Par exemple si de nos jours, les prix changent substantiellement, le CAEM révisé ses prix contractuels tous les ans. Ces révisions peuvent du moins temporairement créer des différences considérables des prix, comme ce fut le cas du commerce soviéto-tchécoslovaque. Mais cela s'est également produit par exemple en 1974 et les années suivantes pour les prix du pétrole et de ses dérivés, l'O.P.E.P ayant multiplié le prix du marché mondial à la fin de 1973.

L'élimination des variations des prix à court

terme s'accompagne dans certains cas de l'élimination des prix saisonniers. En U.R.S.S. par exemple, les fruits et légumes n'ont pas de prix de saison dans les magasins de détail appartenant à l'Etat et, conformément à cette pratique, l'Union Soviétique paie le même prix pour les importations tout au long de l'année. Etant donné la progression des coûts et d'autres facteurs, les prix saisonniers sont objectivement justifiés du point de vue de coût de production, il en résulte que le commerce des fruits et légumes soit dans le CAEM, au creux de la vague et en fin de saison, au moment précisément où ces produits sont beaucoup plus chers sur le marché mondial.

Une situation particulière apparaît en ce qui concerne les biens capitaux : machines et équipements. Etant donné les délais rapides de livraison et la continuité de l'offre ainsi que l'uniformité de la qualité, les utilisateurs socialistes préfèrent acheter sur le marché mondial capitaliste même si les prix y sont supérieurs aux prix contractuels des Etats du CAEM. Les conditions de toute manière plus favorables offertes par le marché mondial sont encore plus attra-

yantes pour les biens capitaux de par l'approvisionnement rapide en pièces détachées et l'excellence de service après vente.

- Deuxièmement, du fait que leur système de contrôle économique et de gestion soient déficients, les pays du CAEM se trouvent confrontés à une deuxième série de problèmes relatifs au désajustement des prix :

- c'est le cas quand le partenaire occidental n'est pas disposé à payer le prix "normal" d'un produit fabriqué par un pays socialiste, parce que le fournisseur ne peut garantir une livraison régulière aux dates prévues et une qualité uniforme, et en ce qui concerne les biens d'investissement, quand il ne peut garantir le service après-vente et un approvisionnement continu en pièces détachées.

Les discriminations appliquées aux importations socialistes dans les pays capitalistes causent également le désajustement de prix. Les partenaires occidentaux, en relation avec les pays socialistes se réfèrent souvent aux risques impliqués par les contrats avec ces pays. C'est pourquoi la part du prix payé le consommateur qui prélevée par les intermédiaires,

est nettement plus importante que d'habitude dans le commerce interne de l'occident.

L'écart des prix, tel que certains l'interprètent, suscite l'attention des pays socialistes, car ils importent et exportent parfois les mêmes produits. Des mouvements de marchandises à double sens peuvent s'expliquer par diverses considérations (par exemple, le désir de garder les marchés après y avoir accédé). En général, les prix sur le marché mondial sont de 20 à 30 % supérieurs à ceux qui sont accessibles aux pays socialistes.

L'écart des prix est aggravé par les méthodes de dumping utilisées par les pays socialistes pour réaliser leur commerce : la plupart de ces pays se trouvant dans le besoin "d'exporter pour être capable d'importer" ne tiennent pas toujours compte des rapports de prix à l'exportation et à l'importation qui leur sont souvent défavorables. C'est par exemple le cas des ventes par l'U.R.S.S. de minerais rares tels que le diamant, l'or, mais aussi de produits énergétiques tels que le pétrole, le gaz naturel, à des prix d'exportation plus bas en échange de technologies plus coûteuses, devant servir à la production de biens

susceptibles d'être ensuite exportés vers les pays capitalistes.

Cette méthode a été également expérimentée en Pologne, mais sans grand succès, car une technologie importée est souvent difficilement maîtrisable par l'utilisateur, et si ce n'est le cas, elle nécessite sans cesse être renouvelée. Or la plupart des pays socialistes, surtout l'U.R.S.S., répugnent à des renouvellements sans cesse répétées de leurs équipements, sous prétexte que cela constitue des caprices tendant à éloigner l'attention des dirigeants politiques, des objectifs sociaux, tracés par le plan.

Il y a donc comme une sorte d'infaillibilité dont s'investissent les dirigeants au nom de la planification et qui consiste à ne pas reconnaître ouvertement (ou officiellement) les erreurs et les corriger au moment où elles surviennent; on préfère plutôt recourir à des solutions de détour, ce qui nécessite du temps et aggrave davantage les problèmes de déséquilibre.

Comment dans une telle mesure, le commerce peut s'adapter à l'évolution du marché mondial où les ten-

sions entre l'offre et la demande constituent les règles dominantes des échanges.

Les autorités soviétiques sont pourtant conscientes de ce problème comme étant un handicap au développement de leur commerce intérieur et extérieur. L'orientation de l'économie vers l'autarcie et la centralisation ayant aboutit à des tensions, les planificateurs vont à travers de multiples recherches (sur les calculs économiques), tenter de trouver des moyens tendant à améliorer les résultats de leur commerce extérieur, mais sans pour autant changer au système quoique ce soit.

Parmi ces recherches on peut noter les calculs d'efficacité des indices du commerce extérieur (*).

(*) Plusieurs ouvrages soviétiques servent de références à ces calculs d'efficacité :

(96) V.Nemtchinov : "Les modèles de la planification de l'économie nationale" Vop. EK.1707, 1964.

(97) Z. Atlas : "Le calcul économique et rentabilité". Vop. EK, n° 8, 1961.

(98) N. Spiridonova : "Le calcul économique dans les conditions de la construction du communisme", Vop. EK. 1706, 1961, p. 16-17.

Qu'en est-il et suffisent-ils à parer aux difficultés existantes ?

CHAPITRE V - LES PROBLEMES D'OPTIMISATION DES ECHANGES
EXTERIEURES

La recherche par le calcul économique de l'efficacité du commerce extérieur s'est heurté à de nombreuses difficultés dans les économies à planification centralisée. L'activité économique interne était totalement isolé des influences des marchés extérieurs : aucune initiative n'était laissée aux entreprises de production. Même pour les organisations spécialisées, les recours à la méthode administrative pour fixer les prix internes, rendait difficile toute comparaison. Comme le remarque le Professeur Trzeciakowski (99), dans une économie à planification centralisée de type soviétique, les taux de change sont plus établis dans un but comptable, que pour des raisons strictement éco-

(99) Witold Trzeciakowski : "Systeme of indirect management planned economy effectiveness models and their application in Poland", 173 p. Lodz 1973.

nomiques. Cependant, la nécessité de ce calcul économique est apparue rapidement. Son instauration a suivi deux étapes. Les planificateurs se sont tout d'abord efforcés de palier aux distorsions apportées par les taux de change officiels, dans la comparaison directe des prix du marché mondial, et des prix internes. Leur objectif était la mise au point de critères permettant d'apprécier l'efficacité des exportations, sous l'angle du gain en devises étrangères. Cependant, la plupart de ces critères n'incluait pas les importations. Les solutions apportées n'étaient que partielles, pas toujours cohérentes entre elles. Il est devenu évident, que leurs fondements théoriques étaient insuffisantes et qu'une approche des problèmes d'optimisation du commerce extérieur était nécessaire. Aussi, dans une seconde étape, des modèles d'optimisation du commerce extérieur, plus complexes, ont-ils été élaborés. Cependant, entre le problème de la cohérence de ces différentes techniques, entre elles, celui de leurs relations avec les techniques et les objectifs de la planification interne doit être posé.

Quelles sont les possibilités de techniques de plus en plus élaborées, dans un contexte interne éloigné

d'une véritable rationalité économique ?

& 8 - LES CRITERES D'EFFICACITE DU COMMERCE EXTERIEUR

Le contexte économique dont avaient hérité les planificateurs ne laissait qu'une possibilité pour atteindre l'efficacité du commerce extérieur : la comparaison directe des coûts internes avec ceux rencontrés sur les marchés internationaux. C'est ce vers quoi tendaient les différents critères du commerce extérieur. Mais, leur était-il véritablement possible d'éviter les problèmes posés par le caractère non économique des prix internes, et des taux de change ? La nature partielle de leurs objectifs pouvait-elle permettre d'atteindre une véritable cohérence ?

a) CARACTERISTIQUES GENERALES DES CRITERES

Les premières suggestions sont venues de la Hongrie, en 1954.

Les économistes hongrois Liska et Marias (100) ont montré qu'il était plus économique de produire les biens qui pouvaient procurer à l'économie nationale les rendements en devises étrangères les plus élevées, pour un coût en salaires d'une unité de monnaie nationale. A l'inverse, il apparaissait plus économique d'importer que de produire les biens pour lesquels ce rapport était le plus bas. Leurs propositions furent développées en Tchécoslovaquie, avec les "indices d'efficacité des exportations" qui visaient à mesurer les gains pouvant être obtenus en exportant certains biens. Ces méthodes furent ensuite adoptées par pratiquement tous les pays de l'Europe de l'Est, l'U.R.S.S. y compris.

Tous ces indices ont un objectif en commun : ils visent à mesurer le gain net en devises, que l'on peut obtenir par unité de coût interne. Les indices les plus fréquemment utilisés sont l'indice global, et l'indice partiel.

(100) Liska et Marias : " Optimal returns and international division of labour", traduit dans *United Nations Economic for Europe : Economic survey of Europe, in 1954, pp.131-135, Genève 1955.*

1) L'indice global :

Sa forme est la suivante : $E_n = \frac{C_i - M_i}{P_e - M_e}$ dans laquelle

E_n = indice d'efficacité d'un bien :

C_i = le coût interne de production d'une unité de ce bien M ;

M_i = le coût interne de toutes les matières brutes, et de tous les produits semi-finis, qu'il a fallu importer, pour produire une unité de ce bien M ;

P_e = le coût de ce bien sur le marché mondial, exprimé en terme de devises ;

M_e = le coût, exprimé en devises, de toutes les importations qui ont été nécessaires pour la fabrication de l'unité de ce bien.

Plus la valeur de cet indice est faible, plus les conditions de production internes sont favorables par rapport aux conditions à l'étranger. Il est donc plus intéressant d'exporter le bien n concerné. Nous pouvons constater que cet indice global repose sur la moyenne des coûts internes encourus pour gagner la valeur d'une unité de devise étrangère, en exportant des biens, pris individuellement. Mais si certaines exportations des

machines par exemple, devenaient inefficaces, à cause du coût élevé de certains facteurs produits dans le pays, l'indice global ne permettrait que de constater que ces exportations devraient être réduites. Il ne permet pas de déterminer si l'importation de ces facteurs de production, moins coûteux à l'étranger, permettrait de maintenir les exportations de machines à un niveau rentable.

2) L'indice partiel :

Il porte sur les seules étapes de production. Il prend la forme générale :

$$E_n = \frac{C_i - P_i}{P_i - R_e} \quad , \quad \text{dans laquelle:}$$

C_i = le coût interne de production d'une unité de ce bien n :

R_i = le coût en monnaie nationale de toute les matières brutes, et de tous les produits semi-finis dans toutes les étapes de la production, sauf la dernière ;

P_e = le coût de ce bien sur le marché extérieur, exprimé en termes de devises ;

R_e = le prix à l'étranger, exprimé en devises, de toutes les matières brutes, et de tous les produits

semi-finis utilisés dans toutes les étapes de production, sauf la dernière.

Comme dans l'indice global, plus la valeur obtenue est faible, plus il est intéressant d'exporter le bien concerné. L'indice partiel fournit une information supplémentaire, puisqu'il permet également de mesurer l'avantage que l'on peut retirer de chaque étape de production. Il indique, donc, s'il est préférable d'exporter un bien particulier, à un stade plus ou moins avancé de son élaboration. Cependant, si une innovation technique est introduite dans le pays en cause, le coût de fabrication d'un produit donné pourra être relativement faible, au niveau du dernier stade. Mais, si ce bien est produit à partir de matières brutes internes, dont le coût est élevé, ou d'importations onéreuses, il peut ne pas être rentable, d'un point de vue plus global, de poursuivre l'accroissement de sa production, à des fins d'exportations.

Ces deux types d'indices ne peuvent donc fournir qu'une première approximation à la solution du problème de l'optimisation du commerce extérieur et non une réponse tranchée. Ils présentent également les inconvé-

nients, liés aux contextes dans lequel ils ont été appliqués, ou à leurs caractéristiques propres. Mais est-il apparu indispensable de leur substituer d'autres indices plus élaborés.

a) LES DIFFICULTES LIEES AUX CONDITIONS D'APPLICATION

Ces critères d'efficacité du commerce extérieur se sont heurtés à des difficultés au niveau de l'évaluation de certaines catégories de l'économie nationale. Elles provenaient de l'absence de charge spécifique portant sur le capital, et les ressources rares en général et du problème de la fixation des prix pour les matières brutes et les produits semi-finis importés, entrant dans l'élaboration de biens destinés à l'exportation.

1) LE PROBLEME DE L'EVALUATION DU CAPITAL

L'absence de charge portant sur le capital conduit

à calculer un coût moyen en devises, par unité de travail dépensé. Cette pratique qui peut mener à une mauvaise spécialisation a soulevé le problème de l'existence d'un "paradoxe de Léontief" dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S.

Ce problème découle d'une interprétation de la théorie de Marx, selon laquelle, dans une économie socialiste, le taux d'intérêt n'a pas de signification. Le capital y est donc considéré comme un bien libre. Ce comportement s'est maintenu pendant la plus grande partie de l'évolution économique de l'U.R.S.S. Le capital n'y a supporté qu'une charge de dépréciation dont l'importance s'est pourtant accrue avec le temps. Il en a résulté que le coût total ne comprenait que les salaires, le coût de tous les inputs matériels, eux-mêmes représentant des coûts en travail et une charge d'amortissement très faible.

Mais l'absence de taux d'intérêt n'a pas été la seule en cause. De même aucun élément de rente n'évaluait les ressources rares. C'est pour ces raisons, en pratique, que les indices du commerce extérieur se sont efforcés de faire apparaître le coût moyen, en devises

étrangères, par unité de travail dépensé. Cependant, au niveau du commerce extérieur, cette procédure d'évaluation peut conduire à des décisions erronées. Le choix d'un processus d'établissement des prix sur la base des coûts moyens au lieu de considérer les coûts marginaux, peut donc engendrer un modèle de spécialisation inadaptée. Il pourra conduire à exporter des biens pour lesquels l'économie ne dispose pas d'un véritable avantage comparatif.

Cette constatation devient évidente si nous considérons le cas d'une économie produisant deux biens, a et b. Supposons tout d'abord que ces deux biens soient dans des conditions de coûts croissants, bien que, dans l'industrie A, produisant le bien a, les coûts croissent plus rapidement que dans l'industrie B produisant le bien b. Supposons (*) que la politique de maximisation de la production ne conduise pas, quels que soient les coûts, à un niveau de production situé au point techniquement le plus efficace. Ce point se trouve à l'intersection de la courbe du coût moyen et de la courbe du coût marginal. Si, sur le graphique VI, la production se situe à la droite de ce niveau le plus efficace, au point Q,

(*) Voir graphique VI et VII suivants.

pour l'industrie A et au point Q' pour l'industrie B sur le graphique VII, alors le processus d'établissement des prix sur la base des coûts moyens va s'éloigner de celui de l'établissement des prix sur la base des coûts marginaux, si nous supposons que les taux de profit dépassant les profits normaux, sont calculés selon le même taux dans les deux industries. Avec la fixation des prix en fonction du coût marginal (101), nous aurions :

$$\frac{P_a}{P_b} > 1$$

Mais les prix étant fixés en fonction des coûts moyens, l'inégalité est inversée et,

$$\frac{P_a}{P_b} < 1$$

Si nous supposons maintenant que l'étranger adopte une procédure de fixation des prix en fonction du coût marginal, et que ces prix étrangers soient tels que :

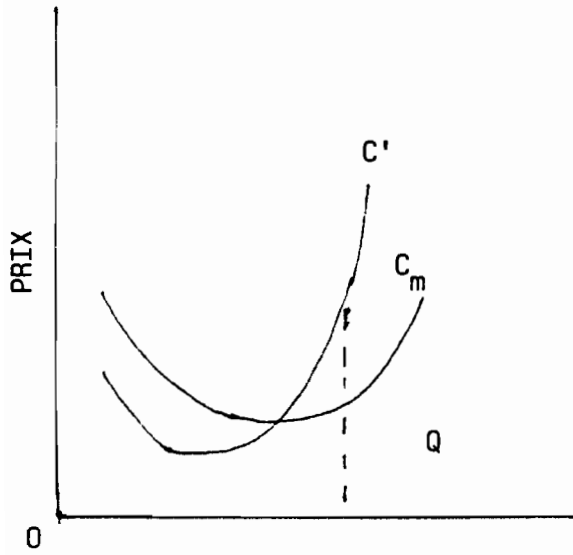
$$\frac{P_a}{P_b} > \frac{Q_a}{Q_b} > \frac{P'_a}{P'_b} ,$$

alors le fait de fixer les prix des biens en fonction de leur coût moyen, conduira notre économie à se spécialiser

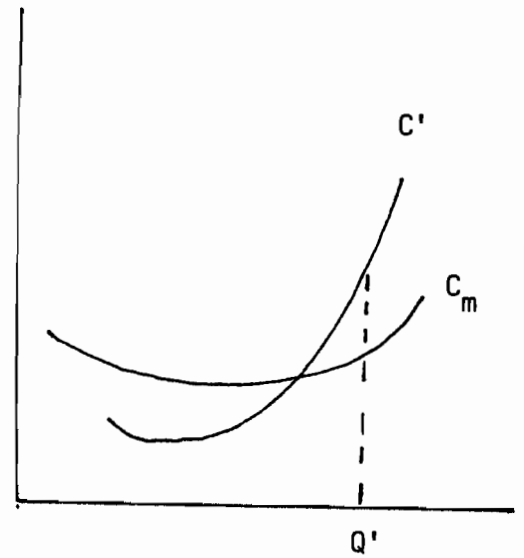
(101) Cf. Andrea Boltho : "Foreign Trade Criteria in socialist Economies", cité p. 74.

Production de deux biens sous conditions de coûts croissants

C' : coût marginal
 C_m : coût moyen

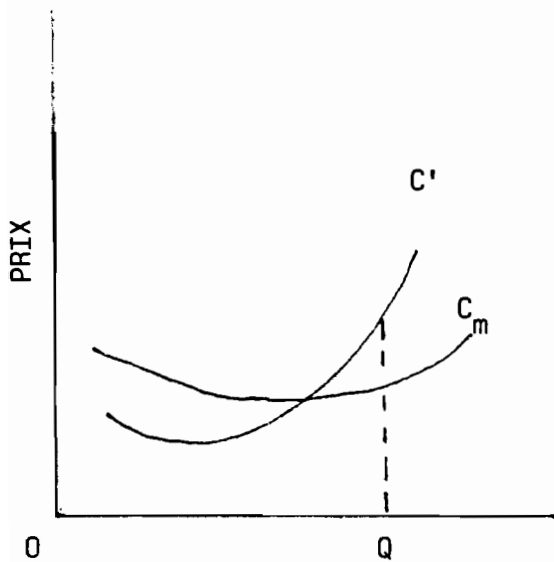


GRAPHIQUE VI : Industrie A

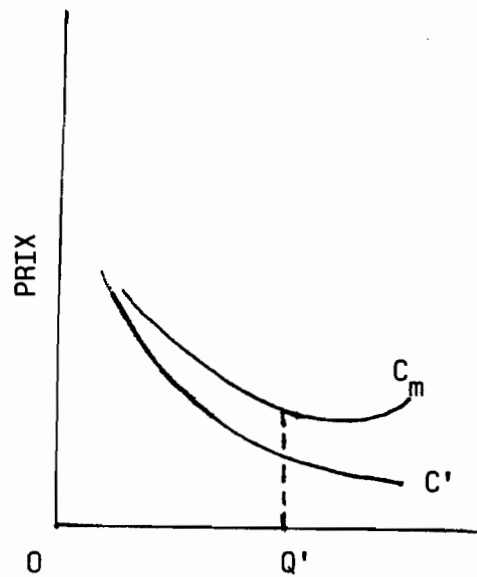


Graphique VII : Industrie B

Production de deux biens, un bien A sous conditions de coûts croissants, et un bien B sous conditions de coûts décroissants.



GRAPHIQUE VIII : Industrie A



GRAPHIQUE IX : Industrie B

dans la fabrication du bien a, dont les rendements sont décroissants. Si les planificateurs avaient suivi une politique de fixation des prix sur la base des coûts marginaux, l'avantage comparatif de l'économie se serait situé dans la fabrication et l'exportation du bien b.

Des conclusions similaires s'imposeraient, si au lieu de considérer deux industries fonctionnant dans des conditions de coûts croissants, nous supposions que l'une d'elles, l'industrie B par exemple, fonctionnait dans des conditions de coûts décroissants. Les relations de prix seraient alors (*) :

$$\frac{P_a}{P_b} > \frac{P'_a}{P_b}, \text{ le premier rapport représentant}$$

les prix fixes en fonction des coûts marginaux le second rapport, les prix en fonction des coûts moyens. Si les prix relatifs à l'étranger aboutissent à ce que :

$$\frac{Q_a}{Q_b} > \frac{P'_a}{P_b} \quad \text{mais, que :} \quad \frac{P_a}{P_b} > \frac{Q_a}{Q_b} \quad \text{dans ce}$$

cas si notre économie fixe ses prix en fonction des

(*) Voir les graphiques VIII & IX.

coûts moyens, elle se spécialisera dans la production et l'exportation du bien a, et non dans celle du bien b, alors qu'elle bénéficie de rendements croissants pour ce dernier.

Cette solution serait concevable, si le capital n'était pas rare, ou s'il était parfaitement immobile, et ne pouvait donc passer d'un emploi à un autre : c'est-à-dire, si son coût d'opportunité marginal était nul. Mais comme le remarque A. Boltho (102) si la première hypothèse n'est pas réalisée en l'état actuel de développement de toute économie, la seconde, elle, serait valide que dans le court-terme, et que si le capital n'était absolument pas adaptable.

Dans le long terme, l'absence de charge pesant sur le capital engendre des difficultés. Si l'indice d'efficacité des exploitations est plus faible pour le bien a, que pour le bien b, c'est comme nous l'avons constaté, le bien a, qui devrait être exporté, pourvu que son rapport marginal capital-travail soit également plus petit.

(102) Dans *Foreign trade criteria*, cité, p. 75.

Mais, si ce rapport marginal capital-travail est plus faible pour b que pour a, alors, la décision relative au bien à exporter sera ambiguë sur ces seules considérations. En adaptant les règles que nous venons de présenter, c'est le bien a, qui devrait être exporté. L'indice aurait, donc tendance, à favoriser l'exportation de produits ayant un contenu en capital relativement élevé. Il conduit à importer des biens incorporant une proportion de travail relativement élevée. Dans ce cas, les règles de l'avantage comparatif devraient être rejetées, même si le but visé par les indices d'efficacité du commerce extérieur est de les appliquer. C'est cette considération que suggère l'hypothèse de l'existence "d'un paradoxe de Léontif".

2) LE PARADOXE DE LEONTIEF

Une étude soviétique (103) a montré que l'intensité en capital des exportations industrielles de l'U.R.S.S. était une fois et demi supérieure à l'intensité en capi-

(103) Cité par Boltho, p. 76 dans " Foreign trade criteria in socialist economies", cité.

tal de ses importations industrielles. Cela a permis d'émettre l'hypothèse selon laquelle un paradoxe de Léontief inversé pourrait rendre compte de la structure du commerce extérieur d'économies adoptant le type de critères d'efficacité que nous venons de considérer, l'U.R.S.S., notamment.

A l'aide de la technique des relations inter-industrielles, Léontief(104) a montré que les Etats-Unis d'Amérique exportaient des biens qui consommaient en moyenne dans leur production plus de travail et moins de capital qu'il n'aurait été nécessaire d'utiliser, pour produire aux Etats-Unis des biens que l'on trouvait, comparativement plus avantageux d'importer. Paradoxalement, les U.S.A paraissent donc, mieux dotés en travail qu'en capital.

(104) Wassily Léontief: "Domestic production and Foreign Trade : The American capital position re-examined

Reproduit dans *Economia Internazionale*.
Février 1954. "Factor Propositions and the structure of American Trade: Further theoretical and empirical analysis"
Review of economics and statistics,
Nov. 1956, pp. 386-407.

La très forte productivité de travail en est la cause. Celle-ci, à son tour, provient, non pas de l'abondance de capital, mais du degré élevé de qualification des travailleurs, de la fonction d'entrepreneur mieux exercée aux U.S.A qu'à l'étranger, d'une meilleure organisation des entreprises, d'un environnement et d'un climat de production meilleurs. Le commerce extérieur permettait aux U.S.A. d'épargner le facteur relativement rare, le capital et d'exporter le facteur relativement abondant, le travail.

Cette hypothèse a suscité de nombreuses critiques. La méthode de Léontief a été contestée (105): il comparait le rapport capital-travail dans les exportations américaines, avec le rapport capital-travail de la production américaine de biens de substitution aux importations, alors que c'est la comparaison avec ce même rapport capital-travail, mais pour les biens produits à l'étranger, et importés par les U.S.A. qui serait significative.

(105) Raymond Barre : "Economie Politique" Tome II, 1965

P.U.F. 884 pages, p. 607.

D'autre part, si les U.S.A. utilisent plus de capital pour produire les biens se substituant aux importations, c'est parce que c'est bien le travail qui est le facteur rare. Le niveau élevé des salaires que les entreprises américaines doivent consentir les placerait dans une position désavantageuse, par rapport à leurs concurrents extérieurs, si le marché américain n'était pas protégé. Enfin, en considérant que le capital est bien le facteur relativement abondant aux U.S.A. , si ce pays exporte une quantité inférieure à celle qui serait nécessaire pour concurrencer les importations, c'est parce que le véritable facteur rare, les ressources naturelles, implique l'utilisation d'une quantité importante de capital.

Si pour Léontief , les U.S.A. paraissent être relativement mieux dotés en travail qu'en capital, il semblerait que l'U.R.S.S. soit relativement mieux dotée en capital qu'en travail. Mais, l'exemple de l'U.R.S.S., semble moins paradoxal que celui des U.S.A. En effet, les calculs effectués ne s'appliquaient qu'aux produits industriels. Or, l'U.R.S.S. exporte un volume important de matières brutes. La prise en considération de cette autre catégorie d'exportations pourrait faire

apparaître l'U.R.S.S. comme exportant des produits dont la teneur en travail est relativement élevée.

Nous avons constaté que les indices utilisés pour mesurer l'efficacité du commerce extérieur encourageaient les exportations de produits incorporant beaucoup de capital, puisque celui-ci ne devait supporter, pratiquement aucune charge. Si la structure du commerce extérieur soviétique avait reposé sur des relations de prix reflétant les raretés relatives, elle aurait été, vraisemblablement différente.

Les planificateurs ont conscience de cette déviation. Au cours de cette étape, des deux taux d'intérêt, de fait, ont été définis. Parfois leur but était simplement comptable ; mais parfois, il prenait la forme de véritables charges supportées par unités de production, pour les capitaux qu'elles recevaient. Mais, il faudra attendre entre 1964 et 1968, pour que la majorité des pays adopte une forme de coût pesant sur le capital, au niveau des prix de gros, la Roumanie n'y procédant qu'en 1973. De ce fait, les coûts estimés apparaissent plus représentatifs des véritables coûts encourus. L'efficacité des indices dans les décisions relatives

au commerce extérieur, en est améliorée. D'autres indices, plus élaborés, ont été proposés, qui comparait le prix, en devises, avec un coût global de production, prenant en considération les coûts directs et indirects du travail et du capital. L'utilisation des méthodes input-output a été recommandée, pour aider la détermination de tels coûts de production. Cependant, les taux sont toujours déterminés, sans que l'on s'efforce de les établir à des niveaux équivalant l'offre et la demande de capitaux.

3) LE PRIX DES MATIERES BRUTES IMPORTEES

Le calcul de l'efficacité du commerce extérieur a porté essentiellement sur les exportations. Cependant, il ne pouvait ignorer le problème du prix des matières brutes et des produits semi-finis importés, et entrant dans la fabrication des produits à exporter. En matières d'importations, la politique de fixation des prix a oscillé entre l'adoption de prix élevés, afin de décourager l'utilisation de ces biens, au profit de biens de substitution interne, et le recours à des prix de faible

niveau, apparaissant inévitables, compte tenu des taux d'échange sur-évalués. Une méthode rationnelle pour connaître le coût de ces importations entrant dans les exportations, aurait été de procéder à une estimation du coût des biens qu'il a fallu exporter pour les acquérir. Mais, ce type de calcul de coût d'opportunité ne semble pas avoir été effectué, malgré les références qui s'y ont été faites. Le mode de détermination des importations en est une cause.

L'opportunité des importations est pré-déterminée par les besoins de l'économie nationale. Au niveau macro-économique, le volume des importations est décidé par le plan d'importations selon des critères essentiellement quantitatifs. De ce fait, les décisions sur les quantités importées et leurs allocations dans l'économie ignorent, en général, le problème des prix, et les méthodes de calcul plus élaborées.

Sur le plan micro-économique, l'utilisation des indices d'efficacité est probablement inexistante, malgré son besoin fréquemment avoué. Cette méthode aurait pourtant aidé les décisions à la marge, et le choix entre différents biens d'utilisation similaire. Mais, la

particularité du système de prix interne limitait les possibilités d'une telle application. Une telle méthode suppose la comparaison des prix payé sur le marché mondial avec le coût de production interne d'un bien similaire. Encore faut-il que celui-ci ne soit pas déterminé de façon arbitraire. Sinon, il serait préférable d'utiliser le rapport entre les dépenses en devises, nécessaires pour payer l'importation, et le gain provenant de la vente dans le pays du bien importé.

Dans le premier cas, la décision dépendrait entièrement de la politique arbitraire de fixation des prix adoptés dans l'économie. Dans le second cas, elle dépendrait à la fois des prix internes et du taux de change également arbitraires. Cependant, si des biens similaires à ceux importés sont produits dans l'économie, les coûts de production internes peuvent être comparés à ceux payés sur le marché mondial. Un tel critère serait comparable à ceux qui sont utilisés pour les exportations. Mais, il serait aussi peu précis, compte tenu des approximations inévitables à effectuer à chaque fois que le bien interne ne serait qu'un substitut imparfait au bien étranger. Comme le but d'un tel critère d'importation est d'opérer sur des décisions

à la marge, nécessairement précise, les indices rudimentaires ne seraient d'une aide très limitée. Mais, les objections qui peuvent être adressées à ces indices ne tiennent pas uniquement aux conditions d'application. D'autres tiennent à la nature même, de la méthode.

§ LES INSUFFISANCES DES CRITERES D'EFFICACITE

La méthode des indices d'efficacité utilisée par par les économies planifiées comporte trois faiblesses limitant les résultats qui peuvent en être attendus. Elle présente un caractère statique, ne la rendant praticable que dans des décisions à court-terme. Sa nature partielle ne permet pas une véritable optimisation du plan du commerce extérieur. Enfin, l'utilisation des prix mondiaux fausse sa signification. Il faut ajouter que ces indices ont été essentiellement calculés pour les exportations. Les difficultés liées à l'introduction des importations qui viennent d'être considérées ont fait qu'une partie importante du secteur du commerce extérieur n'a pas été comprise dans les calculs d'efficacité, malgré l'importance des variations de prix des pro-

duits importés, sur les différents marchés.

1) LE CARACTERE STATIQUE DES INDICES

La plupart des indices utilisés, ne tiennent pas compte des changements prévus dans les prix mondiaux. De ce fait, ils ne sont praticables que dans le court-terme. Les limitations de la capacité interne et la demande de facteurs à l'extérieur sont ignorées. En pratique, cela revient à supposer une offre et une demande externes parfaitement élastiques. De ce fait, un produit dont l'indice est apparu très favorable a pu être exporté, même si son offre interne était très limitée, et que l'on ait été obligé de procéder à des importations brutales, au cours de la période de planification. D'autre part sur le plan opérationnel, le calcul des indices a souvent reposé sur des informations dépassées. Cela peut conduire à des décisions opposées à la rationalité. En outre, ces calculs ne sont liés, d'aucune manière aux plans et aux systèmes d'incitation des entreprises. Les entreprises du commerce extérieur, elles-mêmes, ne sont intéressées que de façon marginale, au coût des entreprises de production.

2) LE CARACTERE PARTIEL DE LA METHODE

Ce système, comportant l'utilisation de différents coefficients, a fourni des solutions partielles, et non pas générales. Selon l'indicateur utilisé, des orders de priorité et souvent contradictoires sont apparus. Les indices ont donc permis aux planificateurs de l'Europe de l'Est de procéder à des choix rationnels, entre des biens d'exportations similaires, mais, pas d'optimiser le plan du commerce extérieur.

Cette optimisation aurait, pourtant, été possible. Dans le cas le plus simple, où tous les produits susceptibles d'être importés connaissent des produits de substitution internes, nous pouvons supposer que des indices d'efficacité sont calculés pour tous les biens pouvant être produits dans l'économie. Ils peuvent être classés selon une échelle de rendement. Le bien dont l'indice est le plus élevé apparaît comme le premier à importer. Celui dont l'indice est le plus bas, est le premier à exporter. Avec l'augmentation de la quantité qui en est exportée, son indice va s'élever. En effet,

les deux membres du rapport vont se modifier. Au numérateur les coûts de production vont vraisemblablement s'élever par rapport au prix. Au dénominateur, le prix mondial peut, lui-même diminuer du fait de l'augmentation de la quantité offerte. L'indice du premier bien importé va, lui, décliner, parce que les sources de production étrangères approchent de leurs limites de capacité, parce que les prix de production étrangers vont s'élever du fait des coûts de production croissants, ou enfin, parce que la demande interne sera satisfaite à un prix donné.

Lorsque l'indice du premier bien importé atteint celui qui le suit immédiatement, le nouveau produit concerné sera exporté à son tour. Le processus se déroule de façon inverse pour les importations. Si nous notons par E_a l'indice du bien a, croissant en fonction de la quantité exportée, ou $E_a = f(Q_a)$ nous aurons :

$$\frac{dE_a}{dQ_a} = \frac{dE_a}{dQ_n} = \dots = \frac{dE_n}{dQ_n} . \text{ L'équilibre du commerce}$$

extérieur sera atteint, lorsque les indices d'efficacité des exportations se seront élevées jusqu'au niveau des

indices d'efficacité des importations. Les rapports marginaux des coûts internes et des prix étrangers seront les mêmes. Ce résultat correspond aux coûts d'opportunité de la théorie des coûts comparatifs. La valeur commune, jusqu'à laquelle les indices d'exportation s'élèvent, et les indices d'importation décroissent peut être considérée comme le taux change d'équilibre. La planification du commerce extérieur pourrait donc, consister en un processus d'arbitrage entre les deux extrémités de l'échelle, conduisant vers l'équilibre. En ne considérant que les importations sans produits concurrents internes, ce processus est complémentaire de la méthode des balances matières. En effet, celle-ci essaie, théoriquement, de fixer un plan d'importation, uniquement pour les biens non produits dans l'économie nationale.

Certaines difficultés d'ordre pratique sont négligées par cette méthode. Il se peut que les indices ne puissent converger. C'est le cas par exemple, si la production interne de certains biens destinés à l'exportation se situe dans une zone de rendement croissants, ou même constants. Le pays pourrait, alors n'exporter un

seul bien, jusqu'à ce qu'il soit devenu le seul offreur mondial, jusqu'à ce que ses coûts commencent à croître. Si les indices ne convergent pas, les déplacements le long de l'échelle des rendements n'apporteront pas d'indications suffisantes en ce qui concerne le volume à accorder au commerce extérieur. Les importations devraient alors être limitées à la consommation, à un prix fixé arbitrairement, la valeur de l'indice n'étant utilisé que pour déterminer si le bien doit être importé, ou non. Les prix peuvent, également être flexibles, et varier en fonction de la quantité d'importations offertes, ou de la quantité des exportations sortant du marché nationale. Des difficultés proviennent de l'existence d'importation n'ayant pas de concurrents dans l'économie interne, et d'exportation pour lesquelles le pays se trouve en situation de monopole. Elles peuvent être surmontées, en plaçant les biens concernés à une extrémité, ou à une autre de l'échelle. Dans ce cas, les importations et les exportations seront menées jusqu'à ce que les demandes internes et étrangères soient satisfaites au prix d'équilibre. L'élaboration de ces indices, pour tous les biens, et à tous les stades de production poserait des difficultés pratiques

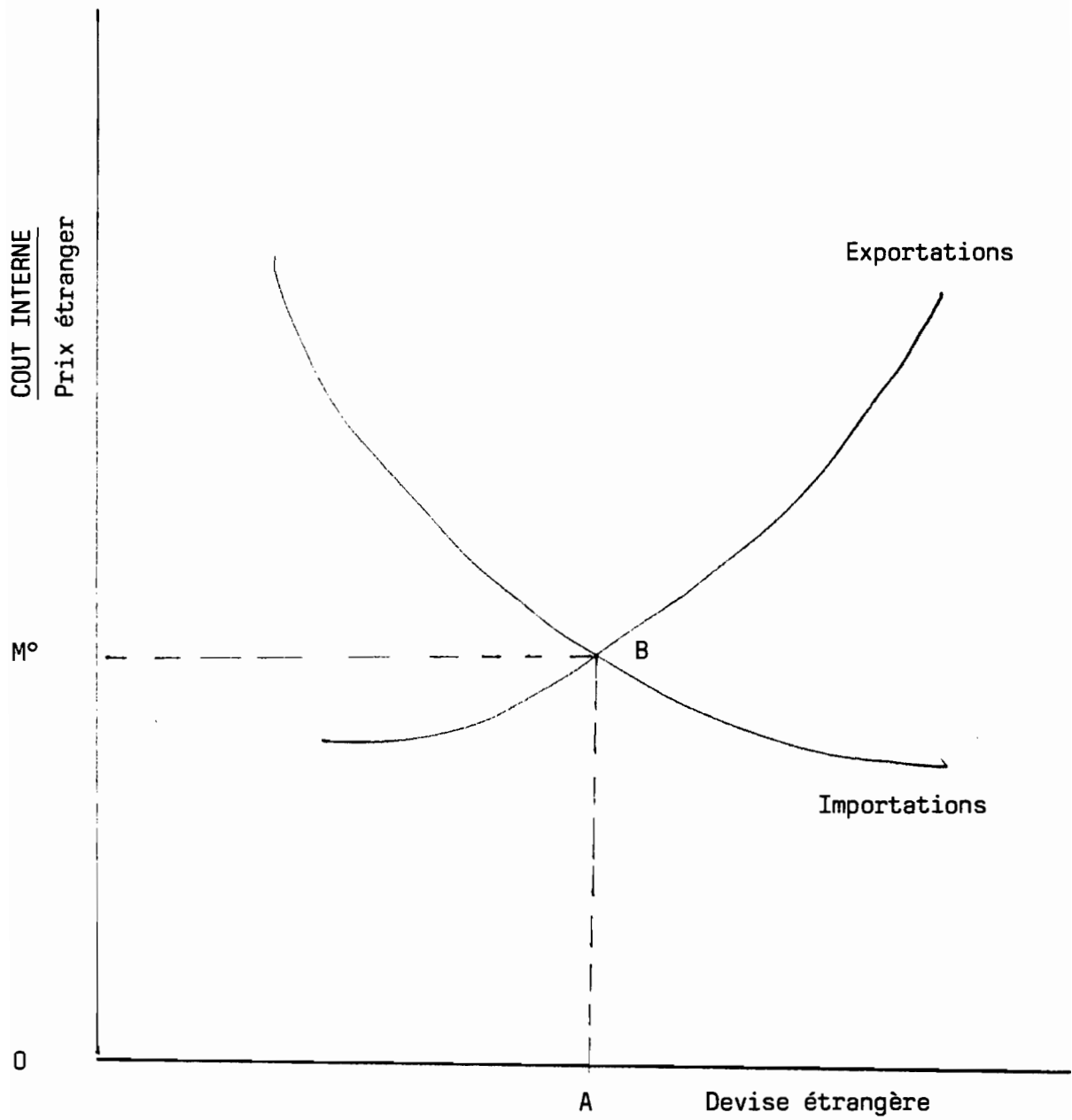
telles que des calculs réels seraient impraticables. Cependant, l'un des concepts fondamentaux de ce modèle, le taux de change d'équilibre, a influencé la pratique des économies planifiées. C'est l'un des éléments qui entrent dans les améliorations de la technique.

§ 10 LES AMELIORATIONS DE LA TECHNIQUE

Ces améliorations ont porté sur la définition et l'application de ce taux de change d'équilibre, mais également sur les recours à des indices d'efficacité plus élaborés.

1) LE TAUX DE CHANGE D'EQUILIBRE

Ce taux exprime la dépense maximale pouvant être mise en oeuvre pour gagner une unité de devise étrangère. Sur le graphique (X) le taux de change d'équilibre est déterminé par l'intersection des courbes d'exportations et d'importation, qui se situe au point B. Sa valeur en devises est égale au montant OA. Au dessus de ce taux,



GRAPHIQUE X : Détermination du taux de change d'équilibre.

une augmentation des coûts internes dépasserait tous les avantages provenant d'un accroissement des importations, malgré l'augmentation du montant des devises gagnées. En dessous de ce taux, une augmentation du volume du commerce extérieur ne permettrait de recueillir aucun avantage nouveau.

Ce concept marginal appelé en Pologne "taux de change limite" à la suite des travaux du Professeur Trzeciakowski (106), a été appliqué pour la première fois dans la planification du commerce extérieur, au milieu des années 1960. Il constituait la seule méthode rationnelle pour convertir les prix étrangers en prix internes. Dans une économie de marché, le taux de change remplit une fonction plus vaste. Il doit exprimer la valeur marginale d'une unité de devise, à condition que cette unité puisse être utilisée dans les transactions courantes, visibles et invisibles. Dans les économies planifiées, par contre, comme le commerce extérieur constitue l'ensemble des transactions internationales, la décision

(106) Witold Trzeciakowski : "Systems of indirect management in a planned economy". Lodz. 1973, page 60-64, et p.121-133.

de limiter la signification économique du taux de change à la valeur des importations réalisées est considérée comme relativement rationnelle. En effet, au cours de ce stade, la valeur des services entrant dans la balance des paiements des économies planifiées est faible. Si l'aide extérieure, vraisemblablement peu influencée, par des considérations de taux de change est mise à part, les mouvements de capitaux sont pratiquement inexistantes.

Ce taux apporte une mesure, absolue de l'avantage procuré par le commerce extérieur.

En effet, une exportation, sera rentable, lorsque ses gains en devises (D) convertis en monnaie nationale au taux de change marginal, (M^o), seront supérieurs aux coûts internes de production, (C) soit :

$$M^o D > C.$$

D'une manière similaire, ce taux fournit une indication pour choisir entre différents biens. Il permet de les classer : $M^o D_1 - C_1 > M^o D_2 - C_2 > \dots > M^o D_n - C_n$
Un choix sera donc possible chaque fois que deux biens

vendus auront le même indice quotient, à condition que les taux de change marginaux diffèrent entre les devises.

L'utilisation de ce concept de taux de change limite a été fréquente dans les modèles de programmation linéaire qui ont été élaborés par la suite. Mais il a été également intégré dans les calculs d'efficacité du commerce extérieur utilisant des indices. Il a rendu possible une meilleure précision, grâce à la comparaison directe des coûts internes et externes et des prix. Il a également permis de dissocier des taux de change marginaux différents. Il a été incorporé dans des indices plus récents.

2) LES INDICES D'EFFICACITE PLUS ELABORES

Ces indices ont eu pour tâche de répondre au besoin du centre, d'un instrument lui permettant de déterminer lesquels parmi les biens proposés par les niveaux périphériques, lors des phases préliminaires du plan, devaient être éliminés. Ce niveau central avait besoin d'indices lui permettant de classer ces différents biens et devant donc permettre des calculs pour tous les biens.

En général ces indices ont la forme suivante :

$$E_n^r = \frac{C_k}{K^r D_k^r} \quad \text{dans laquelle :}$$

C_k = le coût total unitaire du bien K, exprimé en monnaie nationale, comprenant le coût du travail et des autres facteurs de production, y compris un certain intérêt.

D_k^r = le prix moyen du bien K, sur le marché extérieur r.

K^r = le taux de change du marché r. Il exprime le rapport entre le taux marginal de ce marché M^r , et le taux marginal de la devise opérant sur le marché M^o . Si le commerce extérieur était libre avec tous pays, un tel rapport K^r serait inutile. Les biens seraient automatiquement vendus sur les marchés les plus rentables, à un taux uniforme. De ce fait dans l'indice, plus K^r est élevé, plus le rapport entre M^r et M^o sera grand, et plus il sera rentable d'exporter vers ce marché M^r , même si cela entraîne une sortie importante des ressources internes.

Si la balance avec le marché donné est excédentaire, le planificateur élimine les biens les moins rentables, afin de faire baisser l'indice. Si au contraire il est en présence d'un déficit, de nouvelles exportations seront ajoutées afin de relever l'indice. S'il lui est impossible

d'équilibrer les importations par des variations des exportations, ce sont celles-là qui seront modifiées. Mais, du fait des fortes pressions internes pour maintenir le niveau des importations, il ne sera modifié que si aucune autre solution ne peut être trouvée.

L'avantage de ce type d'indice pour le planificateur, vient de ce qu'il peut être calculé sur la base de paramètres planifiés, aussi bien que de paramètres statistiques. Il constitue un compromis jugé acceptable entre les exigences théoriques, et les possibilités pratiques de calcul. Il représente, sans doute, le plus élaboré de tous les indices qui ont été utilisés à ce stade, dans la planification du commerce extérieur. Il permet une classification des produits commercialisables, selon leur rendement en devises comme les indices précédents. Mais il permet également une différenciation dans la répartition géographique des marchés. Il fournit une mesure du gain absolu, exprimé en monnaie nationale, réalisé dans les échanges avec chaque pays, ou chaque groupe de pays. Par rapport aux indices précédents, il incorpore une charge pour les investissements réalisés dans les secteurs exportateurs.

CONCLUSION

Les critères d'efficacité du commerce extérieur, qui viennent d'être décrits doivent répondre à deux exigences. Ils doivent, tout d'abord fournir au planificateur central les instruments opérationnels d'une planification à court-terme. Ils doivent également mettre à la disposition des institutions chargées de l'exécution du plan, les critères d'optimisation.

Pour y répondre et pour que leur domaine d'application puisse s'étendre, il est nécessaire que ces critères prennent en considération l'ensemble des conditions économiques sous-jacentes au commerce extérieur. Cela implique que soient intégrées toutes les composantes déterminant ce commerce extérieur, lui-même : non seulement les prix, mais également les caractéristiques de l'offre et de la demande extérieures. Il en est de même pour les conditions et les possibilités de l'appareil de production internes. Les coûts internes ne doivent pas être les seuls à entrer dans les calculs. Il est nécessaire de tenir compte de la capaci-

té de production et des ressources des matières brutes.

Il faut cependant constater, que compte tenu des conditions pratiques du commerce extérieur des économies à planification centralisée, caractérisées par des flux bilatéraux des échanges entre Etats, une planification à long-terme, la volonté d'équilibrer les différentes balances des paiements et l'existence des barrières théoriques et pratiques pour les exportations à destination de l'Ouest, ne constituent pas un terrain favorable à l'efficacité des indices, aussi améliorés soient-ils.

Comme nous venons de la voir, l'économie socialiste soviétique dans son ensemble, recèle un certain nombre de particularités très complexes. La constatation et l'étude de ces particularités faites à travers la politique économique suivie, nous mènent à présent à l'analyse des impacts de cette politique - sur le niveau d'équilibre du commerce extérieur soviétique comparativement à une économie de marché (chap.VI) - sur la répartition géographique du commerce Est/Ouest, Est/Est, et Est/Sud (chap.VII) - sur le niveau économi-

que interne de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est
(chap.VIII).

Ces trois chapitres seront étudiés dans la dernière
et partie suivante du présent travail./.

TROISIEME PARTIE

LES IMPACTS DE LA GESTION CENTRALISEE ET DIRECTIVE
SUR LE NIVEAU GLOBAL DU COMMERCE EXTERIEUR SOVIETIQUE

La planification de type soviétique est un instrument incomparable de transformation structurelle. Elle est capable de modifier en un minimum de temps la structure économique et sociale d'un pays. Et l'histoire économique soviétique confirme justement que ce pays qui était le plus arriéré de tous les pays d'Europe est devenu en quelques décennies l'une des premières puissances du monde. La planification soviétique doit ce pouvoir de transformation structurelle à la séparation étanche qu'elle introduit entre la production et la demande des consommateurs. Car dans la mesure où l'on admet que le consommateur doit se contenter de ce que l'on veut lui vendre ou que les objectifs à long terme du plan importent plus que les fluctuations conjoncturelles du marché, on peut effectivement consacrer tout le reste des ressources à l'édification des structures nouvelles. L'industrialisation de l'U.R.S.S. a été accomplie grâce à cette philosophie.

Mais le problème qui se pose justement c'est qu'une fois les structures nouvelles sont mises en place

et qu'il s'agit d'assurer le fonctionnement normal de l'économie, c'est-à-dire de faire face aux contraintes imprévisibles entre la production et le marché ou entre l'offre et la demande, plusieurs séries de problèmes apparaissent comme étant les conséquences de la gestion centralisée et directive de l'économie.

Dans le cas des économies occidentales industrialisées, l'influence du commerce extérieur s'est manifestée essentiellement par les exportations. Dans une situation de sous emploi de type Keynésien (106), c'est la demande d'exportation qui par le jeu du multiplicateur du commerce extérieur, pallie l'insuffisance de la demande intérieure. De même, en situation de plein emploi, la croissance peut être poussée par les exportations. En accroissant la production, elles stimulent les investissements qui, à leur tour, provoquent les exportations. Les problèmes de balance de paiements peuvent, alors, être con-

(106) Keynes, John Heynard : "La théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie".
Ed. Payot, Paris, 1949.

sidérés comme secondaire et des plans d'investissements ambitieux poursuivis. De ce fait, l'économie peut être maintenue dans un état de confiance à long terme, générateur d'une croissance plus rapide.

Dans le cas des pays en voie de développement au contraire, ce sont les importations qui constituent le facteur de croissance. Elles procurent les techniques et les biens d'équipement nécessaires, que l'économie nationale n'est pas en mesure de fournir. Un multiplicateur d'importation relie la croissance aux importations de biens d'équipement nécessaire.

Les économies à planification centralisée de type soviétique occupent à ce stade de leur évolution une position intermédiaire. Elles peuvent être définies comme "semi-développées". Leur structure économique et leur croissance ressemble à celles des économies en voie de développement (107). Cependant, la plupart a déjà atteint avant la seconde guerre mondiale, un niveau de

(107) W. Brus : "Problèmes généraux au fonctionnement d'une économie socialiste, Paris, Maspero, 1968.

développement plus élevé que de nombreux pays en voie de développement actuels. Leurs problèmes principaux est moins d'acquérir une gamme complète de biens ne pouvant être produits par l'économie, que d'obtenir la plus grande production de biens d'équipement. Pour ces économies planifiées, il était plus facile à l'époque, de limiter le rôle du commerce extérieur à celui d'accessoire à un processus de développement établi dans un cadre centralisé et automatique, où les dirigeants politiques et les chefs d'entreprises, plutôt que de chercher les solutions d'une gestion efficace donnant un accès sur la maximisation des bénéfices, essaient au contraire de maximiser les "préférences centrales" ; ce qui nécessairement entraîne des déséquilibres débouchant sur des pertes, des gaspillages et l'accumulation des réserves, le tout dû au non-respect de l'offre et de la demande.

Camilo Tejera écrit à ce sujet : "les solutions des problèmes des pays de l'Est ne passent pas nécessairement par une intégration majeure au marché mondial, mais par la correction des déficiences bien con-

nues de leur système de planification et de régulation (108).

De ce fait, la question de l'efficacité d'une telle politique reste posée. Ainsi, importe-t-il de déterminer le coût qu'elle a impliqué pour l'U.R.S.S. en termes de ressources réelles par rapport à une politique de libre-échange ; la part de ce coût qui était nécessaire au modèle d'industrialisation et de développement adopté ; la part qui résulte de l'incohérence et de l'inefficacité du système de planification centralisée. Il conviendrait également de déterminer la mesure dans laquelle ce gaspillage, apparent selon les normes économiques occidentales, peut-être justifié par un gain en termes d'apprentissage, d'externalité et autres arguments invoqués par la théorie occidentale du protectionnisme.

Pour tenter de répondre à ces questions, examinons d'abord si la politique suivie en U.R.S.S. aboutit à un optimum ?

(108) Camilo Tejera : "Stagflation mondiale et planification socialiste : - le cas de la Hongrie". Revue d'études comparatives Est/Ouest 1981, n° 2, page 180.

CHAPITRE VI - Les conséquences sur le niveau d'équilibre
du commerce extérieur soviétique.

§ 11 - UNE TELLE POLITIQUE CONDUIT-ELLE A UN OPTIMUM ?

L'introduction de modèles mathématiques d'optimisation, dans la planification soviétique aurait sans doute permis de déterminer l'optimum du commerce extérieur.

Malheureusement comme le système des prix et de la politique monétaire, des obstacles pratiques et idéologiques l'ont empêché. Pour cette raison, le système des balances matières était probablement la seule solution possible. Appliqué au commerce extérieur, dans le cadre d'une politique tendant vers l'autarcie, le système n'en constitue pas moins, comme nous allons le constater, une approche de second ordre.

La simple considération du processus de son élaboration met déjà en évidence cette caractéristique. Pourtant, la demande de facteurs, par exemple n'entre en jeu qu'après l'établissement de certains objectifs de production et de consommation internes. Dans ces balances, les raretés relatives sont indiquées par l'excès de la demande interne par rapport à l'offre, un avantage comparatif peut apparaître comme un surplus de ressources dans la balance. Mais ces considérations ne peuvent justifier que partiellement un processus qui, globalement, ne peut conduire à un programme de commerce extérieur. La cohérence entre les besoins d'importations et les possibilités d'exportations peut être réalisée. Mais cela n'implique pas, que le pays considéré se spécialise dans les productions pour lesquelles il dispose d'un avantage comparatif. Tant que la planification du commerce extérieur repose sur une base uniquement physique, "sans référence aux méthodes d'ajustement par le prix, et sans référence directe aux prix étrangers, la position optimale ne pourra jamais être atteinte pour ce pays.

Pour apporter une réponse précise à la question

posée, il convient d'analyser plus en détail les implications du système sur le commerce extérieur, en nous servant du modèle théorique élaboré par Alan Brown(109) qui a tenté d'expliquer les contradictions et les paradoxes du commerce extérieur de type soviétique.

Pour appliquer ce modèle à notre objectif nous pouvons poser deux questions :

- Le système modifie-t-il le niveau de l'équilibre du commerce extérieur par rapport à celui d'une économie de marché se situant à un niveau de développement similaire ?

- Le système permet-il d'atteindre un équilibre dans le niveau, la composition et la direction géographique du commerce extérieur ?

(109) Alan Brown: "Towards a theory of centrally foreign Trad. pp. 57 à 103 dans Brown et Nemberger International trade and Central planning".

§ 12 - LE SYSTEME MODIFIE-T-IL LE NIVEAU D'EQUILIBRE
DU COMMERCE PAR RAPPORT A UNE ECONOMIE DE MARCHÉ ?

La réponse à cette question repose sur la constatation que le système engendre deux orientations contradictoires : - d'une part, il conduit à une réticence à l'égard du commerce extérieur, et d'autre part, il subit une attraction pour ce même commerce

A) LA RETICENCE A L'EGARD DU COMMERCE EXTERIEUR

Indépendamment de la politique d'autarcie qui était suivie, le système en lui-même a engendré une réticence à l'égard du commerce extérieur. Ces deux attitudes ne peuvent être confondues, car ni les motifs qui sont à leur origine, ni leurs conséquences ne sont nécessairement les mêmes, nous avons constaté, dans le premier chapitre, qu'elle ne conduisait pas nécessairement à une

restriction du commerce. De ce fait, certaines restrictions aux échanges pourraient très bien résulter de cette réticence tout comme une restriction portant sur les importations non essentielles pourrait conduire à une réduction de l'autosuffisance de l'économie. Dans une économie centralisée et directive, la réticence à l'égard du commerce extérieur peut se manifester à deux niveaux : - d'une part en accroissant les coûts implicites du commerce extérieur, d'autre part, en réduisant ses bénéfices explicites.

a) L'AUGMENTATION DES COÛTS IMPLICITES

En situant les raisons du désajustements entre le marché intérieur et le marché extérieur (ch. IV, § 7), nous avons montré que c'est parce que les planificateurs de l'économie de type soviétique craignent les effets adverses (ou imprévisibles) du commerce extérieur.

Nous pouvons comparer cette attitude avec celle décri-

te dans le principe de Kalecky du risque croissant. Selon ce principe "la peur du pire accroît chez les entrepreneurs privés l'aversion subjective pour le risque" (110). D'une manière identique, les planificateurs soviétiques hésitent avant de s'engager dans des activités qui pourraient miner leur position de façon irréversible. Ce comportement se manifeste à un niveau non économique, et à un autre plan directement lié à des problèmes de planification et de contrôle.

1) LES CONSIDERATIONS NON ECONOMIQUES

Ces considérations apparaissent dans la crainte des dangers que présente le commerce international, pour l'indépendance nationale, la sécurité et son conflit avec l'idéologie marxiste.

Au stade historique de développement que nous con-

(110) M. Kalecky : "The principal of increasing risk"
 Economica, n° 4, November 1937,
 pp. 440 à 447.

sidérons, la centralisation a constitué l'un des objectifs fondamentaux de l'U.R.S.S. "Elle peut néanmoins, être considérées comme un moyen, la fin ultime étant de sauvegarder la souveraineté nationale et l'orientation" (111).

Pour les planificateurs d'inspiration marxiste-léniniste, le commerce extérieur représente un coût implicite élevé sur le plan idéologique. En effet, il a suscité chez eux deux inquiétudes :

1) Ils considèrent le commerce extérieur comme un "instrument de l'impérialisme, permettant au système capitaliste de se débarrasser de ses trois surplus : - capitaux, produits et mains d'oeuvre" (112).

2) ils craignent l'anarchie du marché. Staline par exemple pensait que "le commerce extérieur pouvait rendre impossible la limitation infinie de l'opération de la loi de la valeur" (113), c'est-à-dire, du marché,

(111) Jacob Viner : "International relations between state controlled national economies". A.E.R. supplement march 1944, pp.315 à 329.

(112) Cf. V. Lénine : "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", cité p. 702 à 759.

(113) Joseph Staline: "Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.". Ed. Sociales - 1952, p.13.

si une économie centralisée dépendait de façon importante de ce commerce extérieur.

2) LES PROBLEMES LIES A LA PLANIFICATION ET AU CONTROLE

La réticence des planificateurs soviétiques à l'égard du commerce extérieur est également motivée par deux de ses conséquences plus directes : - il transmet à l'économie nationale les fluctuations du marché international il accroît les difficultés de la planification.

- il transmet les fluctuations internationales.

La crainte pour les planificateurs soviétiques, que leur participation au commerce international n'expose leur économie à l'influence de la loi de la valeur, aux mécanismes du marché, n'est pas uniquement une question d'orthodoxie idéologique. Les fluctuations des prix, du marché international peuvent met-

tre en danger la stabilité du plan économique national (114). En effet celles-ci modifient le prix comparatif des importations et des exportations socialistes sur le marché international, remettant en cause l'équilibre du plan du commerce extérieur. Elles provoquent donc de nouveaux ajustements en nature, et, de ce fait, conduisent à une révision du plan économique. Pour y remédier les planificateurs ont cherché à baisser les coefficients et les réserves de facteurs de production, et à accroître les normes de production. Sur le plan extérieur, cette attitude a conduit à surestimer les prix à l'exportation, à sous estimer les prix à l'importation, et les réserves de change nécessaires pour atténuer les fluctuations à court terme. Les plans du commerce extérieur ont donc été établis sur la base de prévision trop optimistes. De ce fait, ils apparaissent encore plus irréalistes que les plans internes.

- Il rend la planification et le contrôle central plus difficile.

(114) Brown Alan et Nenberger E. : "International trade and Central planning, an analysis of economic Interactions" - University of California Press - Beverly and Los Angeles, 1968 - p. 3 à 25.

Comparativement comme le montre M. Dobb "la complexité réelle de la situation est bien réduite sur le plan interne. En effet, les coefficients techniques de production y sont souvent fixés par une technologie donnée" (115). Pour Paul Bran "la tâche des planificateurs est facilitée dans ce strict cadre interne. A la place d'ajustement à de petites variations, les planificateurs ont le choix entre quelques rares technologies possibles, impliquant de larges indivisibilités et des coefficients techniques fixes. L'introduction du commerce extérieur réduit ces indivisibilités et les discontinuités de la fonction de production" (116).

Grâce à ce commerce extérieur il y a de nombreuses façons de produire un bien donné. Pour une économie de marché, un degré élevé de substitution est généralement considéré comme l'un des avantages principaux du commerce international. Mais pour une écono-

(114) Maurice Dobb : "Economic Theory and socialism". New-York, 1985.

(115) Paul Bran : "National economic planning". Irwin, p.355 à 403 (dans Bernard F. Haley), ed. "Assurvey of contemporay economic Hommewood" 111, 1952.

mie centralisée, il signifie également un accroissement du nombre des variables du plan. C'est donc une augmentation du coût implicite de ce commerce. De ce fait il tend à rendre plus difficile l'élaboration du plan central. Mais la réticence des planificateurs pour le commerce extérieur ne prend pas seulement en compte l'augmentation des coûts implicites de ce commerce ; il faut également envisager la réduction de ses bénéfices explicites.

b) LA REDUCTION DES BENEFICES DU COMMERCE EXTERIEUR

Certaines caractéristiques du système tendent à réduire les bénéfices qui pourraient être retirés du commerce extérieur. Elles peuvent être subjectives ou objectives. C'est le cas par exemple de la base de la fixation des prix internes et de l'ajustement de l'offre et de la demande par les prix (cf. § 6,a,b). Il en est de même des taux de change de déséquilibre qui ne reflètent pas de façon suffisante, le vérita-

ble coût d'obtention d'une devise étrangère (116).
 Mais en limitant notre attention au système de planification, nous trouvons deux autres sources importantes de limitation des bénéfices du commerce extérieur. Elles sont liées à la centralisation excessive et directive de l'administration et du plan, ainsi qu'à un système d'incitations matérielles des entreprises, mal adapté.

1) LA CENTRALISATION EXCESSIVE ET DIRECTIVE DE
L'ADMINISTRATION ET DU PLAN

Certaines de ses caractéristiques conduisent à accroître son inefficacité au niveau micro-économique.
 Ainsi :

(116) Michael Kasev : "La politique du taux de change dans les pays membres de la Banque Internationale de coopération économique".
 R.E.C. Est/Ouest, page 159 à 176.
 Vol. 10 - 1979, n° 4.

- la coordination et le contrôle ont lieu verticalement (cf. chap. III, § 5). Il n'existe pas de connexion horizontale entre le secteur du commerce et le reste de l'économie, c'est-à-dire entre les entreprises du commerce extérieur et les entreprises de production. Ces connections n'existent pas non plus entre les différentes organisations du commerce extérieur. Il en est de même à l'intérieur de ces organisations, entre les différents départements des entreprises du commerce extérieur, et avec le Ministère du commerce extérieur. Cette séparation entraîne une augmentation du retard dans les opérations, des difficultés pour évaluer leur efficacité. La possibilité de répondre à des variations de leur environnement devient moins élastique.

- la méthode des balances matières, conduit à une élaboration par séquences des différents plans. Dans la planification du commerce extérieur, c'est le plan d'importations qui est établi en premier lieu. Les autres plans viennent ensuite : plan d'exportation, de financement, de répartition géographique des échanges. En ce qui concerne les importations, le schéma initial part de déficits internes prévus. Le plan d'exporta-

tion, lui, tend à utiliser les excédents disponibles. Cette méthode pourrait conduire à un plan optimal, si les plans de production à l'intérieur de l'économie étaient ajustés, afin de tenir compte des opportunités offertes par le commerce. Dans la réalité, on a pu constater que les planificateurs soviétiques tendaient à ignorer les variations inhabituelles, afin d'éviter des réajustements importants.

- la planification directive affecte le niveau des bénéfices, comme la sensibilité aux coûts - les plans ne sont pas élaborés en fonction des événements. Ils reposent sur les prévisions trop optimistes. La mauvaise adaptation des réserves de change et le niveau peu élevé de la qualité des produits vendables, interviennent dans le même sens que la faible flexibilité des politiques commerciales. Ces caractéristiques n'offrent que peu de possibilités pour tirer avantage des fluctuations survenant sur le marché mondial.

Si le planificateur se trouve en présence de goulots imprévus, il lui sera difficile de résoudre cette difficulté en ayant recours au commerce extérieur. En effet dans un tel contexte de planification directive, les devises supplémentaires nécessaires à l'acquisi-

tion de nouveaux produits ne peuvent provenir que d'accroissements correspondants, et immédiats, des exportations. Les termes de l'échange en seront affectés.

- la planification discontinue est caractérisée par des plans opérationnels annuels. Ils font face à des conditions très fluctuantes du marché mondial. Les prévisions établies sur la base de ces informations, datant d'une année, sont encore moins utilisables pour le commerce extérieur, que pour la production interne. Pour le protéger contre les incertitudes qui en découlent, l'approbation finale d'un plan est retardée. Les entreprises du commerce extérieur ont tendance, de fait, à repousser le plus tard possible dans l'année, autant de leurs activités qu'elles le pourront. Il ne peut découler que des pertes de cette pratique.

- un manque relatif de cadres du commerce extérieur compétents résulte de la pression de la demande et des limitations de l'offre.

En général, la centralisation aboutit à réunir le personnel le plus compétent dans le centre. Mais, le personnel compétent est seulement utile pour les

activités de prise de décisions, mais également pour superviser et contrôler. C'est en particulier vrai dans le domaine du commerce extérieur. Les sources d'information y sont plus diverses, et les conditions du marché plus fluctuantes. Le fait que les cadres qui y sont employés doivent être idéologiquement sûrs, en limite encore le nombre. Mais le degré de centralisation n'est pas le seul facteur limitant les bénéfices qu'une économie planifiée de ce type peut attendre du commerce extérieur. Le système des incitations matérielles utilisées pour assurer le succès du plan n'est pas neutre, non plus.

2) DES INCITATIONS MATERIELLES INADAPTEES

Elles se manifestent pour les importations et pour les exportations.

Au niveau des importations, les incitations matérielles devant favoriser l'exécution du plan, peuvent être caractérisées par leur discontinuité. Elles

impliquent que les quotas soient remplis à 100 %. Si le dépassement d'un quotas d'importation est interdit, ne pas l'atteindre est répréhensible. Son indicateur n'enregistre que le succès ou l'échec. Pour pallier à cette rigueur, les planificateurs ont donné plus de poids à d'autres indicateurs de succès. Par exemple, une entreprise de commerce extérieur pourra être récompensée, si son profit réalisé dépasse le profit planifié. Mais du fait du caractère ambigu des prix internes, et l'existence du taux de change de déséquilibre, les entreprises importatrices peuvent faire apparaître, à la fin d'un exercice, des résultats plus favorables en substituant dans leurs comptes des biens importés aux prix internes surévalués.

Au niveau des exportations, les quotas sont mesurés en gains nets en devises. Pour améliorer les résultats, les exorations auront tendance, tant que la demande étrangère reste élastique à abaisser le prix de vente extérieur de leurs gains nets en devises. Ce critère ne fait donc pas coïncider l'intérêt de l'entreprise et celui de la collectivité.

Ce système d'incitations matérielles engendre d'autres inconvénients sous la forme d'une tendance à la passivité. La cause en est que le niveau des stimulants, au lieu de dépendre de l'activité propre de l'entreprise est à la merci des fluctuations non prévisibles du marché mondial. Comme le succès ou l'échec de l'entreprise sont surtout déterminés par des variations fortuites du niveau des prix, les entreprises du commerce extérieur peuvent très bien considérer que leur attitude la plus rationnelle est de rester en position d'attente dans l'espoir d'une évolution qui leur sera favorable. Mais la réticence pour le commerce n'est pas la seule attitude engendrée par le système que nous étudions. Il suscite également le comportement inverse, sous la forme d'une attraction pour ce même commerce extérieur.

B) L'ATTRACTION POUR LE COMMERCE EXTERIEUR

L'économie à planification centralisée est incitée, à avoir un niveau du commerce extérieur supérieur

ou égal à celui d'une économie de marché de taille et niveau de développement similaire. Cette tendance est essentiellement motivée par la priorité accordée à la croissance industrielle rapide, et par la flexibilité que peut apporter le commerce extérieur, face à la rigidité du système, source possible de déséquilibre.

a) LA PRIORITE ACCORDEE A LA CROISSANCE INDUSTRIELLE
RAPIDE

Le succès de cet objectif peut être facilité dans le court terme par l'exploitation de la technologie étrangère plus avancée en important des biens d'équipement. Dans le long terme, il en est de même puisque la priorité accordée au développement de l'industrie lourde reste l'objectif commun à toutes les économies socialistes. Certaines de ces économies, cependant, faiblement dotées peuvent devenir très dépendantes des importations de matières brutes industrielles. Ce seul

argument contrarie l'objectif d'autarcie pour telles économies. En définitive , les effets à long terme de cette politique dépendent de la relation entre la dotation de ressources désirées pour la mener à bien et celle dont dispose l'économie.

b) LE COMMERCE EXTERIEUR, SOURCE DE FLEXIBILITE

Le commerce extérieur peut être utilisé pour prévenir des déséquilibres à court terme dans le système d'offre interne ou pour atténuer les conséquences. Ces déséquilibres proviennent d'erreur de planifications pendant la période de mise en oeuvre du plan. Certaines causes de ces déséquilibres ont déjà été considérées. Il en est pas moins nécessaire d'en examiner les plus importantes :

- les prévisions sur lesquelles reposent les plans comportent toujours un certain degré d'incertitude, notamment du fait de perturbations aléatoires. Elles peuvent mettre en difficulté le succès du plan.
- la méthode de planification directive crée des insuf-

fisances systématiques dans le système d'offre (117). En effet les objectifs de production, comme les coefficients techniques utilisés, tendent à être trop optimistes. Face aux risques d'insuffisances que cela engendre, les réserves sont maintenues à un niveau trop faible, pour absorber de façon efficace les déséquilibres.

- des déviations non coordonnées peuvent apparaître par rapport au plan. En effet, le degré selon lequel celui-ci sera rempli varie avec les différents secteurs. Des goulots d'étranglement peuvent en découler.

- la composition de la production, pour les différentes catégories de biens, a souvent différé de celle dont l'économie avait besoin.

- des problèmes d'ajustement peuvent survenir dans le temps. Les offreurs ont tendance à régulariser le rythme de leurs livraisons. Il est vraisemblable que ce comportement ne correspondra pas aux besoins des acheteurs.

La flexibilité apportée par le commerce extérieur peut donc être d'un grand secours pour les éco-

(117) Cf. Marczewski Jean : "crise de la planification socialiste", PUF, 1973

nomies à planification centralisée. A ceci s'ajoute la tendance des entreprises à gonfler leurs plans d'importations. Cela leur permet de diversifier leurs sources d'approvisionnement et de réduire leur dépendance par rapport à des offreurs moins adaptés à leurs besoins. Bien qu'officiellement condamnée, cette pratique n'en a pas moins été tolérée dans la mesure où elle réduisait la rigidité du système. Ce comportement a été accentué par le caractère vertical de la coordination et des leviers de contrôles. Il rend difficile l'évaluation de l'efficacité des transactions extérieures.

Pour déterminer si le système de planification en U.R.S.S. conduit à modifier le niveau d'équilibre du marché extérieur par rapport à une économie de marché de taille et de niveau de développement similaire, il faudrait pouvoir établir la résultante de l'action conjuguée de la réticence et de l'attraction pour le commerce. Il ne pourrait pas sur cette question possible d'établir une caractéristique pour l'ensemble des économies à planification centralisée. S'il est compréhensible que la réticence à l'égard du

commerce extérieur l'emporte dans le cas de l'U.R.S.S.,
 celuides autres économies de l'Europe de l'Est con-
 duit à plus de nuances. Cependant la question de
 savoir si le système soviétique peut conduire à un
 équilibre du commerce extérieur, reste posée.

§ 13- LE SYSTEME PERMET-IL D'ATTEINDRE UN EQUILIBRE DANS
LE NIVEAU ET LA COMPOSITION DU COMMERCE EXTERIEUR

Une analyse strictement statique pourra faire ap-
 paraître une réticence positive nette pour le commerce
 extérieur. De ce fait, un équilibre serait déterminé.
 Cependant, en adoptant une perspective plus dynamique,
 une tendance à l'accroissement graduel des relations
 commerciales peut apparaître. Il faut, en effet, pren-
 dre en considération la détérioration des termes de
 l'échange pour les produits comme pour les facteurs de
 production, la détérioration de la balance des paie-
 ments et l'augmentation de l'importance des goulots
 dans l'offre interne. Bien que ces problèmes soient in-
 terdépendants, il est possible de les faire apparaître

isolément à travers trois séries de choix auxquels sont confrontés les planificateurs soviétiques, portant sur la priorité qu'il convient d'accorder au commerce extérieur sur sa flexibilité ou sa rigidité et enfin (dans un chapitre suivant) sur son orientation géographique vers les économies de marché, vers les économies planifiées et vers les économies en voie de développement.

A) LE DEGRE DE PRIORITE ACCORDE AU COMMERCE EXTERIEUR

Pour remédier aux déséquilibres qui surgissent dans l'économie, qu'ils soient causés ou non par le système de planification, certains ajustements dynamiques vont être nécessaires dans la composition en produits et le niveau du commerce extérieur. Pour les réaliser, le planificateur va être confronté à un choix. Il pourra décider de conférer une priorité relativement élevée au commerce extérieur, même en conservant son objectif à long terme d'autarcie, ou, au contraire, de ne lui concéder dès le départ, qu'une priorité relativement fai-

ble. Pour mettre en évidence les conséquences de ce choix, il faut dissocier l'aspect importation du commerce extérieur de son aspect exportation.

a) L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS

Les importations constituent le point de départ du processus qui conduit à la première alternative. Ce processus se déroule en deux phases : les importations fortement prioritaires s'accroissent tout d'abord puis les importations faiblement prioritaires déclinent :

1) L'ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS FORTEMENT PRIORITAIRES

Dans le long terme la demande d'importations tend à accroître, consécutivement à l'objectif principal de

croissance rapide et d'industrialisation. Elle tend également à s'élever à court terme pour répondre aux déséquilibres. Dans les deux cas, les importations portent sur les biens à haute priorité, car ils résultent de la demande contenue de biens d'équipements, les importations nécessaires pour éviter les goulots dans l'économie.

2) LA DIMINUTION DES IMPORTATIONS NON ESSENTIELLES

Elle découle de l'augmentation des importations prioritaires. Comme le système de planification tend à utiliser des prévisions de prix pour les importations comme pour les exportations plus optimistes que les estimations les plus vraisemblables, et que le contexte de planification impérative implique que les réserves soient maintenues à un niveau relativement bas, il en résultera des pressions sur les balances des paiements(118).

(118) Courrier des pays de l'Est n°259 : La balance des paiements courant à l'horizon - 1985 - 1982. -

S'il faut résoudre les déséquilibres de cette balance, et que le recours à des emprunts extérieurs n'est pas possible, la solution consistera soit à augmenter les exportations, soit à réduire les importations les moins nécessaires. Les réductions temporaires d'importations non essentielles tendent à être reconduites dans les plans suivants, du fait de l'hostilité des planificateurs à rétablir des importations pouvant être éliminées, sans trop de dommages pour la croissance.

Le résultat final de ces deux évolutions, sera une croissance du niveau moyen de priorité des importations.

b) L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS

Comme le niveau moyen de priorité des importations croît, il deviendra de plus en plus difficile de renoncer à des importations pour résoudre les difficultés de la balance des paiements. C'est aux exportations qu'incombera cette tâche.

Mais cela entraînera une ambiguïté du système de priorité et sous l'influence du multiplicateur du commerce extérieur, une modification de sa place dans l'économie.

Pour répondre à cette fonction des exportations, les planificateurs soviétiques ont tendance à utiliser des biens internes faiblement prioritaires. Mais, ce n'est qu'une solution à court terme. Elle crée une ambiguïté dans le système. Un produit peut être faiblement prioritaire sur le plan interne, et fortement prioritaire pour les exportations.

Des pressions vont s'exercer de ce fait sur la planification à caractère prioritaire. En effet, cet accroissement de la demande (de ce produit faiblement prioritaire) va créer des tensions dans les industries jusque-là faiblement prioritaires. De ce fait l'un des mécanismes d'ajustement, la planification centralisée va se trouver affaiblie. Il va également en résulter une détérioration des termes de l'échange, au niveau des produits comme à celui des facteurs de production.

2) LA DETERIORATION DES TERMES DE L'ECHANGE

Tant que les quotas sont remplis, les autres instructions peuvent être ignorées, sans trop de pénalisation. La qualité des exportations risque fort d'en souffrir. L'effort pour accroître les exportations de biens faiblement prioritaires sur le plan interne va donc conduire à une baisse de leur prix de vente. En d'autres termes, il va en résulter une détérioration des termes de l'échange par facteur.

3) LA DETERIORATION DES TERMES DE L'ECHANGE PAR FACTEUR

Le manque de soutien aux secteurs faiblement prioritaires retarde leur progrès technique. D'où parallèlement à la détérioration des termes qui vient d'être invoquée, vouloir augmenter l'exportation de ces produits entraînera un déclin comparatif des termes de l'échange par facteur utilisé. Cela obligera l'économie planifiée à abandonner pour chaque unité de produit importé, une quantité plus grande de facteurs. La valeur totale des exportations va donc croître, en terme de rareté, par rapport à la valeur en devises étrangères,

4) L'INFLUENCE DU MULTIPLICATEUR DU COMMERCE EXTERIEUR

L'accroissement des industries fortement prioritaires facilite l'exportation de produits, eux-mêmes prioritaires sur le plan interne. De ce fait, le niveau moyen de priorité des exportations croît. Il en résulte une demande induite d'importation puisque les produits à forte priorité tendent à absorber une proportion élevée d'importations. Ces importations engendrées par un accroissement initial des exportations à coefficient d'importation élevé, entraîne à leur tour une augmentation cumulative du commerce extérieur. Ce mouvement se poursuit jusqu'à nouvel équilibre. Alan Brown le définit "comme étant égal au produit de l'ancien équilibre par ce multiplicateur" (119). Ce dernier est égal à la différence entre l'ancienne intensité d'importations et la nouvelle. Face à son importance croissante une nouvelle question se trouve donc posée pour le multiplicateur.

(119) Alan Brown , cité - p. 47.

B) FLEXIBILITE OU RIGIDITE DU COMMERCE EXTERIEUR

Les planificateurs ont le choix entre des politiques en matières de commerce extérieur, rigides ou flexibles. En d'autres termes, les plans du commerce extérieur, indiquant les quantités à importer, à exporter, ainsi que les prix, seront-ils formulés en termes précis, avec obligation de demander des autorisations spéciales pour toute modifications ou ressembleront-ils plutôt à des plans de contingentement ? Ces derniers accordent un pouvoir discrétionnaire aux unités opérationnelles pour procéder à des modifications, à l'intérieur de certaines limites. Pour reprendre l'analyse du paragraphe précédent, la flexibilité conduirait à une sensibilité par rapport aux coûts, tandis que la rigidité serait à l'origine d'une limitation des bénéfices. Les planificateurs peuvent éviter ces deux écueils, en réduisant la flexibilité jusqu'à ce que les conséquences de ces deux coûts s'égalisent. Mais cette situation qui peut être considérée comme optimale, sur le plan statique est très difficile à atteindre. Les caractéristiques des économies à planification centralisée stimulent des mécanismes de

rétro-action, qui conduisent à des fluctuations, dans la politique commerciale. La non flexibilité officielle conduit périodiquement à une flexibilité de fait excessive. Celle-ci est incapable d'engendrer un équilibre stable, tant que le système d'incitation n'est pas mieux adapté. Un degré de flexibilité ne peut fournir une solution satisfaisante dans un tel système.

L'autre possibilité consiste à accroître le recours à des échanges commerciaux. Elle implique une rigidité maximale du commerce, aux dépens de la centralisation interne. Cette technique tend à paralyser l'un des principaux mécanismes d'ajustement, c'est-à-dire l'utilisation du commerce extérieur comme soupape de sécurité pour la planification interne. En elle-même elle contient le germe de crises, et elle suscite de nouvelles difficultés.

a) ELLE A TENDANCE A CREER DES CRISES

Les conséquences du système de planification centralisée sur le commerce extérieur, en particulier, le

désir d'isoler la planification interne des effets imprévisibles des fluctuations du marché mondial, conduisent les planificateurs à formuler et faire exécuter leurs plans du commerce extérieur avec un degré élevé d'inflexibilité supérieur à celui des plans internes. Pourtant, des goulots se présentent de façon périodique dans les secteurs fortement prioritaires ainsi que des déviations par rapport aux plans approuvés. Les entreprises du commerce extérieur reprennent à tirer avantage des crises de l'offre. Elles sont même incitées à les provoquer, puisque leur propre intérêt est mieux servi par une inflexibilité de fait. Ces entreprises reçoivent des instructions pour importer et exporter certains produits à des prix fixés se produisant dans un sens favorable, le volume des importations et des exportations ne varie pas. En effet, la demande d'importation et l'offre d'exportation sont inélastiques à court terme. Par contre ; si les variations des prix sont favorables pour les importations, les autorités centrales seront dans l'obligation d'allouer une dotation supplémentaire de devises. Une telle révision est d'autant plus facile à réaliser que le besoin d'importation sera plus grand. Les entreprises sont donc incitées à retarder leurs négociations avec l'étranger, jusqu'à ce que les besoins

internes créent une situation qui leur soit favorable.

Bien que ces délais réduisent les gains en devises des exportations et augmentent les besoins en devises des importations, ils facilitent la possibilité pour les entreprises, d'obtenir des devises supplémentaires et de voir leurs quotas révisés. Cette pratique conduit à des crises périodiques dans les sources de l'offre interne et à une détérioration des termes de l'échange.

La politique initiale de rigidité conduit donc à des goulots dans l'offre. Ces dernières entraînent une flexibilité de fait. Une fois le problème résolu, une politique rigide est réinstallée. Une nouvelle phase du cycle peut redémarrer, suscitant de nouvelles difficultés.

b) ELLE SUSCITE DE NOUVELLES DIFFICULTES

Les accords commerciaux constituent une tentative pour se débarrasser de ces crises. Mais tout en rédui-

sant les incertitudes de l'approvisionnement, ils créent de nouveaux problèmes. Ceux-ci à leur tour, imposent un cadre de commerce extérieur prédéterminé. La structure du commerce extérieur sera plus flexible que :

- la production destinée au commerce, ouverte par des accords spécifiques, portant sur les produits échangés, et les paiements, sera plus importante.
- les négociations en vue de ces accords auront lieu plus tôt.

En général, les accords commerciaux tendent à réduire à la fois la gain du commerce et l'élasticité de substitutions.

- certains problèmes sont implicites dans les accords à court terme et à long terme. Les accords à long terme accroissent les retards dûs aux négociations, puisque le démarrage des échanges portant sur un bien particulier, dépend de l'approbation de l'accord tout entier. Les accords à long terme négociés suffisamment à l'avance, peuvent utiliser des informations dépassées.
- non seulement les accords peuvent être basé sur des

informations dépassées, mais, elles sont souvent irréalistes. Les manipulations conscientes des agents des entreprises du commerce extérieur en sont la cause. Ces agents réalisent que les données soumises aux autorités centrales affectent leur propre dotation, dans la période de planification suivante.

- les accords commerciaux rendent difficiles, soit de tirer avantage des nouvelles possibilités de marché extérieur, soit d'ajuster la composition en bien des échanges aux variations des conditions internes.

Enfin, le recours aux accords commerciaux encourage le bilatérisme. Celui-ci, à son tour, réduit les possibilités de sélectionner les meilleures sources d'approvisionnement et les marchés d'exportation les plus avantageux.

Comme on le voit, les problèmes des déséquilibres du commerce soviétique sont surtout liés à la détermination du centre à vouloir décider de tout, tant au niveau des prix internes que du taux de change, mais aussi au niveau de l'offre et de la demande. Le fait de substituer tous les leviers indirects par les leviers directs, apparaît certes comme un souci de pré-

server l'activité économique interne des fluctuations imprévisibles du marché mondial. Mais dans la mesure où ces fluctuations sont inévitables en raison des relations Est/Ouest, il apparaît moins réaliste que le mode de régulation qui confère à leur solution soient des leviers directs. Et c'est là le problème fondamental du commerce extérieur soviétique.

Marie Lavigne n'a pas manqué de souligner : "la centralisation des mécanismes de gestion et l'arrêt des projets réformistes constituent une tendance générale des pays de l'Est, attribuable à la stagflation mondiale" (120).

Nous voudrions maintenant dans les chapitres suivants étudier comment ces problèmes se manifestent de façon géographique et pratique.

(120) Cf. Marie Lavigne : "Les relations économiques Est/Ouest". P.U.F. - Paris 1979, pp. 271-274.

CHAPITRE VII - L'IMPACT SUR LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE
DU COMMERCE EXTERIEUR

L'une des questions qui se posent aux planificateurs, étant donné les difficultés théoriques et pratiques que connaît leur commerce extérieur, est un choix entre la dépendance des économies de marché d'une part, et d'autre part, le développement et la réorientation graduelle d'une proportion croissante des échanges vers les autres économies planifiées.

Les problèmes de l'orientation du commerce extérieur par une économie à planification centralisée paraissent ainsi, à première vue, simples à résoudre : le planificateur peut viser un nouvel équilibre dans la répartition géographique de ses échanges. Compte tenu des orientations idéologiques, cet équilibre sera atteint, lorsque le gain total du commerce extérieur sera maximisé. Mais de même que pour les autres facteurs qui viennent d'être considérées, il semble que cet équilibre soit difficile à atteindre en dynamique.

En effet, les conséquences de la diversion originelle du commerce ne deviennent évidentes qu'avec un certain délai. Que la réorientation conduise ou non à l'équilibre désiré, dépend de la fréquence des déséquilibres internes et de la mesure dans laquelle les planificateurs sont disposés à procéder à des réajustements géographiques importants. Il se peut même que la répartition du commerce d'une économie planifiée exige plus d'efforts et du temps que dans le cas d'une économie de marché.

Le problème se pose donc à trois niveaux géographiques :

- les importations en provenance des économies de marché.
- la réorientation graduelle d'une proportion croissante des échanges vers les autres économies planifiées.
- les relations commerciales de l'UR.S.S. avec les pays, pour la plupart encore sous le régime capitaliste, mais qui sont dans la catégorie des pays en voie de développement, et pour lesquels, les problèmes ne sont pas les mêmes que pour les pays capi-

talistes industrialisés.

§ 14 - LES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE L'OUEST

L'état de santé de l'économie de chaque pays peut se mesurer par le degré de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur (c'est-à-dire par le rapport importation/exportation dont l'expression matérielle est le déficit ou la dette). D'autres critères peuvent également conduire au même raisonnement.

De ce fait, la question qui se pose est de savoir quelle politique économique ou plus exactement quels mécanismes d'ajustement utilisent l'U.R.S.S. et les pays de l'Est pour un meilleur équilibre du solde de leurs échanges extérieurs.

Toute économie et de ce fait l'économie planifiée, va tout d'abord tenter de réduire sa dépendance par rapport aux économies de marché.

Cela se manifeste par une réduction des importations non essentielles. Cependant, les importations fortement prioritaires provenant des économies de marché peuvent très augmenter:

- les importations nécessaires pour atténuer les difficultés temporaires sur le marché interne, peuvent plus facilement être trouvées dans les économies de marché. En effet, la similitude des priorités que l'on trouve dans les économies à planification centralisée fait qu'il est peu vraisemblable que leurs déficits et leurs excédents soient complémentaires.
- le planificateur se dirige vers les économies de marché pour en trouver au moins une partie. Cela tient, outre la plus grande flexibilité de ces économies à des raisons d'avance technologique, de meilleure qualité de produits vendus, et à des raisons de délais de livraisons plus souples. De ce fait, l'importance du commerce avec les économies de marché augmente. Ce qui se traduit par une augmentation de déficit commercial de l'U.R.S.S. (et en général des pays socialistes à l'égard de l'Ouest).

a) IMPORTATION ET DEFICIT DU COMMERCE DE L'U.R.S.S. ET
DES PAYS DE L'EST A L'EGARD DES ECONOMIES DE MARCHE

Lorsqu'on analyse l'évolution de la dette de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est en devises convertibles, ce qu'on retient généralement comme élément décisif de son amplification au cours de ces vingt-cinq dernières années, c'est le dynamisme sans précédent de la demande de l'U.R.S.S. et des pays Est-européens, de produits occidentaux. On a voulu signaler ici que l'expression de cette demande supposait comme condition permissive de la mise à disposition de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est, des moyens de financement considérables et qu'à cet égard la crise économique occidentale avait joué un rôle favorable. C'est la conjonction d'un fort besoin d'importation à l'Est et d'une offre massive de crédits à l'Ouest qui explique en effet l'ampleur prise par la dette extérieure de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est au milieu des années 70. Cet endettement, après avoir été la condition de l'essor des échanges Est/Ouest, lui a imposé cependant des limites. (la période que nous retenons porte sur 1960 à 1976, correspondant à la tendance très marquante du problème, cf. tableau XII, XIII et XIV pages suivantes).

1) L'ORIGINE DU DEFICIT

Régulièrement déficitaires au cours des années 60, les échanges des pays de l'Est avec les pays occidentaux ont connu dans la première moitié des années 70 des déséquilibres sans précédents.

Les objectifs de croissance économique de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est, fondés sur des progrès rapides impliquaient en effet une modernisation des appareils productifs que devait faciliter l'acquisition de technologies occidentales. En outre, la satisfaction des besoins de la population, s'est davantage imposée comme une contrainte, qui a pesé au moins directement sur les équilibres extérieurs.

On a relevé certaines caractéristiques de la progression des importations de l'U.R.S.S. et de l'Est européen, qui permettent de mieux circonscrire les explications possibles de ces déséquilibres.

2) LES EXPLICATIONS POSSIBLES DES DESEQUILIBRES

Au cours des années 60, les échanges Est/Ouest avaient progressé sans que l'on observe de tendance marquée à l'aggravation systématique du déséquilibre des soldes. Les oscillations de ceux-ci paraissaient résulter essentiellement de facteurs conjoncturels et, au niveau de la région, les déficits se compensaient plus ou moins, surtout entre l'U.R.S.S. et l'Europe Centrale Orientale (tableau XII).

La situation change à partir de 1970 où s'installe un déséquilibre croissant. Le déficit de la région dans son commerce avec l'Ouest double 1969 à 1970 ; il est multiplié par 2,5 entre 1971 et 1972 ; il double une fois en 1975, et ne se stabilise qu'à partir de 1976. Comme le montre le tableau XIII, le comportement des différents pays et leurs rôles dans cette évolution sont essentiellement différents :

- l'U.R.S.S. se singularise par l'extrême irrégularité

des résultats de ses échanges ; fortement déficitaires en 1970, 1972, 1973, 1975, ils sont presque équilibrés en 1971 et 1974.

- le déséquilibre des échanges de l'Europe Centrale Orientale avec l'Ouest paraît se caractériser par une évolution rapide et relativement régulière. L'observation des différentes situations nationales montre cependant que c'est seulement à partir de 1974 que les déséquilibres se généralisent, ce qui suggère l'existence d'une liaison entre la crise économique occidentale et l'aggravation de l'endettement global de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est. On observe en effet deux types d'évolution :

- le déficit commercial de la Pologne, de la R.D.A., de la Tchécoslovaquie, s'amplifie progressivement au cours de cette période et paraît donc s'insérer dans une stratégie économique et commerciale. Pour ce qui est de la Pologne notamment on sait qu'il s'agit là d'une politique délibérée d'importation en provenance de l'Ouest au prix d'un déficit accepté par avance. Quant aux déficits de la R.D.A. et surtout de la Tchécoslovaquie ils restent relativement modestes et "contrôlés", ils représentent toujours environ la moitié du montant des ventes

à l'Ouest de ces pays (voir tableau XIII).

Ce qui caractérise la situation des échanges Est-Ouest des autres pays (Bulgarie, Hongrie, Roumanie) est leur brutale dégradation à partir de 1974. Le déficit de ces trois pays, modeste en 1972 et 1973, est multiplié par 6 en 1974. En 1973, il ne représentait que moins de 10 % du déficit de la région **centre-orientale**, il y participe pour 30 % en 1974 et pour 25 % en 1975 (cf. tableaux, pages suivantes).

Face donc à l'inquiétude qu'a suscitée cette montée de la dette, des réactions ont eu lieu aussi bien dans le camp occidental qu'oriental.

Dans le camp occidental des craintes furent sérieusement exprimées sur la solvabilité des pays de l'Est quant au niveau supportable ou tolérable des dettes. On eut de ce fait recours à des critères fixant le niveau supportable de la dette dans les rapports suivants : "rapport de la dette au revenu national, rapport de la dette aux exportations envers les pays à monnaies convertibles, rapport du service de la dette" (121).

(121) Zaleski (Eugène) : "Transferts de technologie, endettement et perspectives du commerce Est-Ouest". R.E.C. Est-Ouest V. 10 - 1979, p. 64.

TABLEAU XII : Soldes des échanges entre le CAEM et les pays capitalistes développés (en million \$)

1	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1 CAEM	- 90	- 53	- 48	- 444	- 168	- 165	- 95
2 dont l'U.R.S.S.	+ 17	- 45	+ 100	- 430	- 211	- 167	- 161
3 dont l'Europe Centre Orientale	- 107	- 98	- 148	- 14	- 144	+ 2	+ 256
2	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1 CAEM	- 311	- 349	- 249	- 111	- 33	- 550	- 1074
2 dont l'U.R.S.S.	- 447	- 136	- 22	+ 118	- 94	- 26	- 468
3 dont l'Europe Centre Orientale	+ 136	- 213	- 227	- 229	+ 61	- 524	- 606
3 *	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1 CAEM	- 918	-2436	- 3700	-5174	- 11592	-10511	- 7081
2 dont l'U.R.S.S.	- 130	-1206	- 1139	- 145	- 4938	- 3974	- 1525
3 dont l'Europe Centre Orientale	- 788	-1230	- 2561	-5029	- 6654	- 6657	- 5556

Source : Tableau XII : jusqu'en 1960 : L.Z. Zevin *Novye tendencii V ekonomiceskom sostrudnicestvé socialist-ceskikh, rasvivajusikhsja stran* - Moscou 1970.

. Annuaire du commerce extér. de l'U.R.S.S. / A partir de 1970, annuaires du CAEM

- 1977 : East West Mavkef 26 juin 1978.

3* Conversion en dollars à l'aide des taux de conversion publiés dans les bulletins mensuels de statistiques - O.N.U.

TABLEAU XIII : Les échanges de l'U.R.S.S. et des pays est-européens avec les économies de marché industrialisées (millions de dollars U.S., prix courants).

PAYS	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<u>BULGARIE</u>									
Exportation	264	285	301	344	442	501	458	558	603
Importation	296	350	357	385	511	923	1156	1004	946
Solde	- 32	- 65	- 56	- 41	- 69	- 422	- 698	- 446	- 343
<u>TCHECOSLOVAQUIE</u>									
Exportation	694	771	846	963	1289	1834	1943	2012	2223
Importation	714	904	993	1085	1520	1941	2106	2297	2267
Solde	- 20	- 133	- 147	- 122	- 231	- 107	- 163	- 285	- 44
<u>R.D.A.</u>									
Exportation	902	1002	1069	1297	1722	2392	2617	2833	3156
Importation	976	1295	1373	1819	2553	2557	2905	3194	3283
Solde	- 74	- 293	- 304	- 522	- 829	- 165	- 288	- 361	- 127
<u>HONGRIE</u>									
Exportation	534	649	629	812	1150	1469	1360	1566	1904
Importation	526	708	860	862	1125	1889	1916	1904	2415
Solde	+ 8	- 59	- 231	- 50	+ 25	- 420	- 556	- 338	- 511
<u>POLOGNE</u>									
Exportation	824	1008	1155	1498	2200	3008	3380	3821	4152
Importation	892	930	1102	1815	3492	4689	5604	5643	5169
Solde	- 68	+ 78	+ 53	- 317	- 1292	- 1681	- 2224	- 1822	- 1017
<u>ROUMANIE</u>									
Exportation	520	590	716	890	1446	1767	1789	2191	2115
Importation	758	773	831	1070	1565	2175	2103	2104	2402
Solde	- 238	183	- 115	- 180	119	- 408	- 314	+ 87	- 287
<u>U.R.S.S.</u>									
Exportation	6079	6698	7474	9529	14023	20151	21207	24760	27636
Importation	6654	7782	8406	11151	16731	22170	28980	30754	30906
Solde	- 575	- 1084	- 932	- 1622	- 2708	- 2019	- 7773	- 5814	- 4866
<u>U.R.S.S. et</u>									
<u>EUROPE DE L'EST</u>									
Exportation	6079	6698	7474	9529	14023	20151	21207	24760	27636
Importation	6654	7782	8406	11151	16731	22170	28980	30754	30906
Solde	- 224	- 1084	- 932	- 1622	- 2708	- 2019	- 7773	- 5814	- 4866

TABLEAU XIII : Source : Revue d'étude Eco. EST/OUEST - vol. 10, 1979 p. 102.

Il s'est avéré dans un tableau de William F. Kolarikzv (122), cité par le Professeur Zaleski, que seule l'U.R.S.S. satisfaisait à la condition de solvabilité parce que plus proche du rapport 25 %, considéré comme tolérable.

Il faut cependant dire que conformément au principe de la "théorie du parapluie" (qui est en fait une manifestation de la solidarité entre les pays de l'Est) au maintien de leur crédibilité, face à l'occident, il s'avère que, même si la situation économique de l'U.R.S.S. apparaît meilleure, elle devra de toute façon faire face au problème de la dette, au nom de ce principe. En cela les problèmes de dette n'ont épargné un seul pays à l'Est.

Quant aux réactions exprimées par les pays de l'Est, au maintien de l'équilibre de leur commerce extérieur, elles portèrent sur des formules de compensation : la première est fondée sur des accords de

(122) Cf. William F. Kolarikzv. cité par Zaleski : "dans transfert de technologie, endettement et perspectives du commerce Est-Ouest, p. 64, cité.

coopération destinés à l'équilibre du solde des échanges extérieurs - la deuxième, sur des ajustements budgétaires, destinés à l'équilibre des termes de l'échange. Commençons par la première formule.

b) COMPENSATION ET EQUILIBRE DU SOLDE DES ECHANGES
EXTERIEURS

1) LA NATURE DE LA COMPENSIION

Au regard des pressions qui ont pesé sur le solde de leurs échanges extérieurs, les pays de l'Est eurent recours aux formules de compensation dans le but de faire accéder leurs produits sur les marchés occidentaux (123).

(123) Economie des pays industrialisés - n° 6 : " De la compensation Est-Ouest au retour du bilatéralisme d'Etat", 1981.

Ces accords sont construits sur le modèle suivant : une entreprise occidentale s'engage à concevoir, financer et souvent à équiper un important complexe d'extraction ou de traitement de minerais, ou une usine. Par un contrat parallèle, l'entreprise occidentale ou un autre partenaire désigné par elle reçoit une partie de la production de l'usine ou du complexe minier, en paiement de son prêt. Ces accords sont en général à long terme - comme normal - de telle sorte que les soviétiques peuvent utiliser une grande partie de la production pour leurs propres besoins tout en remboursant leur crédit.

A ce titre la compensation apparaît non seulement comme un moyen de règlement mais également comme un mécanisme d'ajustement du solde des échanges extérieurs.

On sait par ailleurs que dans le cadre des accords de compensation les pays de l'Est et surtout, l'U.R.S.S., veulent aboutir à une coordination de leurs importations et de leurs exportations aux moyens d'accords inter-étatiques, substituant ainsi, la loi du marché, à des mécanismes directs d'interven-

tion, de façon à pouvoir éviter l'imprévisible et la distorsion.

A ce titre la compensation apparaît comme un moyen "déguisé" de planification.

Un haut responsable du Gosplan, N. Inozemtsev qui était chargé de la planification des rapports de l'économie soviétique avec l'extérieur n'avait-il pas déclaré : "cette compensation signifie la coordination des plans, la solution des problèmes spécifiques de coopération industrielle et la répartition des projets industriels. C'est ainsi ajoute-t-il que nous avons signé récemment un accord avec la Grande-Bretagne engageant du côté soviétique, le Ministère du commerce extérieur, le Comité National pour la Science et la Technologie et le Gosplan" (124).

Ainsi donc, pouvoir régler, ajuster et planifier le solde de leurs échanges extérieurs, telle est la

(124) N. Inozemtsev : "Citée dans l'article : L'impact de la récession occidentale sur l'économie soviétique" - Problèmes économiques - 25, juin 1975 - p.4, n° 1428.

nature de la formule de compensation (à laquelle eurent recours la plupart des pays de l'Est en 1975), dont les variantes sont : "compensation par rachat et compensation contre-achat" (125).

2) LES INSUFFISANCES DE LA FORMULE DE COMPENSATION

Considérés par les grands organismes du commerce extérieur comme un facteur de complication considérable des relations commerciales, les accords de compensation encouragent l'étatisme et le dirigisme, au mépris de la loi du marché. L'esprit du bilatéralisme et du troc qu'ils impliquent, ne peut que réduire le commerce et nuire au progrès de compétitivité et de concurrence.

(125) Cf. Lavigne (Marie) : "Economie Internationale des pays socialistes"- p. 75 et 76 collection U.A. Collin 1985.

Car du côté occidental, si la compensation garantit le règlement des biens d'équipement vendus à l'Est, du côté oriental, elle assure l'écoulement des produits à l'Ouest, même si ceux-ci sont de mauvaise qualité pour les consommateurs et les marchés occidentaux. Et comme les pénalités prévues en cas de non acceptation des marchandises offertes à titre de compensation sont beaucoup plus fortes qu'auparavant, à savoir de 10 à 25 %, contre 5 % à 15 % précédemment, les firmes occidentales se voient souvent contraintes d'écouler ces produits au-dessous de leur prix. Et cela est d'autant plus important que la volonté de coopérer ou la capacité de le faire devient un facteur compétitif, déterminant aux côtés de la qualité, du prix et du délai de livraison.

Les vendeurs se trouvent de ce fait dans des conditions de concurrence inégale et les conditions usuelles réglant le commerce international subissent de profondes distorsions.

Il résulte de tout ceci ~~est que~~ les accords de compensation ne représentent nullement un moyen de développement des échanges extérieurs.

De ce fait, il apparaît aujourd'hui très peu réaliste d'obéir aux conceptions quasiment utopiques selon lesquelles les grands projets concernant la mise en valeur de la Sibérie peuvent être réalisés sur la base de la compensation. Ne serait-ce que parce que les conditions géographiques et de transport s'y opposent, il est aussi peu plausible de payer avec du bois, du minerai ou du combustible de Sibérie, que pour la Chine par exemple, de vouloir compenser les gigantesques projets de plusieurs milliards, sur lesquels un accord de base est intervenu avec la République Fédérale, avec du charbon ou du pétrole, des boyaux, des plumes ou des graines de soja. D'ailleurs le chemin de fer de Bagdad n'a pas non plus été payé avec des raisins de Corinthe.

Ce qui apparaît par contre nécessaire de faire, c'est de mettre en avant un tout autre point de vue : à cause justement de leur niveau actuel de développement, il est essentiel pour les économies socialistes d'introduire leurs produits sur les marchés occidentaux, d'y acquérir de solides positions et de les conserver. Mais pour cela, il faut que les dirigeants de ces pays ne se fassent pas d'illusion de croire

qu'un marché libéral, tel qu'il est à l'Ouest, peut être planifié, dirigé et manipulé, car dans son cas, c'est le libre jeu de l'offre et de la demande qui est décisif. La vente indirecte, par la biais de la compensation des produits venant à l'Est, qui sont encore loin de correspondre aux exigences générales des pays industrialisés, n'est pas faite pour améliorer leur qualité, les rendre plus facilement négociables et plus compétitifs. Pourtant, un bon nombre de ces produits auraient pu acquérir au cours de ces dernières années sur les marchés occidentaux une position bien plus solide, s'ils avaient été mieux vendus, c'est-à-dire commercialisés correctement. Mais au contraire les pays de l'Est, abandonnent à des firmes occidentales la vente de leurs produits et renoncent ainsi à la possibilité d'acquérir une connaissance plus vaste et plus approfondie des marchés occidentaux, de leurs données et particularités, des modifications constantes et des exigences nouvelles à l'égard desquelles, il est nécessaire de s'adapter avec souplesse, des stratégies modernes de commercialisation, des méthodes de vente améliorées, etc., toutes choses indispensables si l'on veut acquérir sur un marché des positions durables et réelles.

Mais faut-il encore savoir si cette démarche là, fait partie de la stratégie politique et commerciale de l'U.R.S.S. et des pays frères ?

C) COMPENSATION ET EQUILIBRE DES TERMES DE L'ECHANGE

1) LE PROBLEME DES TERMES DE L'ECHANGE

Les moyens de paiement utilisés dans le commerce Est/Ouest sont presque toujours comme nous l'avons dit, des devises occidentales et, parmi elles, c'est le dollar qui est généralement adopté. De même, les prix retenus sont en principe ceux des marchés occidentaux ; ces prix ayant donc fortement augmenté depuis le début de l'année 1973, les pays du CAEM, s'efforcent d'adapter les prix de leurs marchandises exportées au niveau en hausse du marché mondial. Mais il est manifeste que même lorsque cette opération est menée à bien, elle

ne peut l'être qu'avec un certain décalage et le plus souvent d'une façon partielle. Différentes raisons expliquent vraisemblablement ce phénomène. On citera avant tout la faible position commerciale des pays du CAEM. Ajoutons à cela que les relations économiques de ces pays avec l'extérieur - y compris avec leurs partenaires commerciaux de l'occident sont organisées selon le mode libéral. Dans ces conditions la rigidité de leur commerce extérieur est encore plus accentuée que ne l'imposent de toute façon la structure traditionnelle de leurs échanges et les considérations politiques.

De ce fait, les effets dont souffrent leurs économies sont de deux sortes :

- la stagnation des économies occidentales, qui affecte leurs marchés d'exportation, et l'inflation qui fait monter leurs prix d'exportation et d'importation (126). On peut dire que le premier effet est le plus grave, puisque les problèmes traditionnels de la basse qualité de leurs produits d'exportation sont amplifiés par la ~~contraction de la demande internationale~~, jusqu'au point

(126) Cf. Courrier des pays de l'Est, n° 218 : "Les termes de l'échange à l'Est de 1970 à 1977".

de les forcer souvent à une urgente et difficile substitution des marchés. Quant à l'effet prix, son intensité et sa direction géographique dépendront pour chaque pays de la structure de produits de ses importations et de la destination géographique de celles-ci étant donné que les prix appliqués au sein du CAEM ne sont pas des prix mondiaux courants, mais la moyenne des cinq dernières années.

C'est pourquoi, les économies du CAEM n'ont que peu de possibilité pour contrecarrer par un développement de leurs courants commerciaux, la détérioration des termes de l'échange, résultant de taux élevés et variables de l'inflation ou de fluctuations constantes de parités monétaires (127).

A l'exception de l' U.R.S.S. qui par sa situation économique avantageuse a pu vers la fin de l'année 1979, réduire sa dépendance du commerce extérieur (mesurée par la relation exportation/produit national)

(127) Cf. Camilo Tejera : "Stagflation mondiale et planification socialiste", le cas de la Hongrie. R.E.C. EST-OUEST, n° 2 1981, p. 173 à 174.

à 8 %, en Hongrie par exemple cette proportion est de 50 % et avoisine 25 % dans les autres pays.

Mais comme nous l'avons déjà dit, l'U.R.S.S. ne profite pas réellement de cette situation pour deux raisons :

- la première est celle de la solidarité qui au nom du principe de "la théorie du parapluie", l'oblige à aider les pays frères endettés (pour le maintien de la crédibilité de l'ensemble du CAEM face à l'occident).
- la deuxième raison est que l'U.R.S.S. n'en profite pas pour autant qu'elle le pourrait si son pétrole était vendu aux prix occidentaux, mais ce fait veut seulement dire que les relations intra-CAEM ne suivent pas les règles du marché international.

Alors, de quels mécanismes les pays de l'Est usent-ils pour la protection de leurs termes de l'échange et quels en sont les inconvénients ?

2) LES MECANISMES DE PROTECTION (ou d'ajustement)
DES TERMES DE L'ECHANGE

Pendant des années, on a admis dans les pays de l'Est, face au problème des termes de l'échange, que les hausses des prix mondiaux pouvaient être neutralisées par le budget de l'Etat, c'est-à-dire que les différences entre ces prix et la contre-valeur interne des rentrées et des sorties effectives de devises, seraient imputées par l'administration du commerce extérieur, à un compte de "compensation des prix", ou d'égalisation des prix, ouvert au budget de l'Etat. Ce qui implique l'existence de deux balances des paiements, une balance "interne" sur les prix intérieurs et une balance "externe" fondée sur les prix du marché mondial.

Par ce moyen, le compte de compensation des prix permettant d'empêcher les prix à l'importation et à l'exportation de se répercuter directement sur le niveau intérieur des prix, les entreprises et la population ne sentiraient pas la charge des coûts croissants.

Parmi les pays de l'Est, seule l'U.R.S.S. est restée et reste encore fidèle à ce genre de dispositif.

Pourtant, en l'absence d'un lien direct avec le

marché internationale, il n'est pas possible dans le cadre de ce système, d'apprécier la rentabilité des opérations d'importations et d'exportations, pas plus que d'en calculer exactement les avantages et les inconvénients.

Il y a donc là un sérieux obstacle que visent les pays de l'Est y compris l'U.R.S.S., en ces périodes de crise, à savoir passer d'une politique de substitution des importations à celle d'une croissance orientée vers l'exportation. La nécessité mise sur pied d'une industrie exportatrice compétitive est difficilement concevable si elle doit rester sans rapport direct avec le système de prix pratiqué sur les marchés potentiels d'écoulement.

Afin de remédier à cette situation, la Hongrie (depuis 1968) et la Pologne (depuis 1971) ont pris des mesures en vue d'adapter leurs prix intérieurs aux prix extérieurs en même temps qu'elles supprimaient le système de compensation des prix dans sa forme traditionnelle. depuis lors, les prix à l'importation et à l'exportation de ces deux pays sont convertis en monnaie

nationale à l'aide de coefficients de devise (qui ne sont autres que les cours internes de change) ; dans ces conditions, les sorties et rentrées de devises au titre du commerce extérieur se répercutent sur les recettes et les dépenses de même que sur les résultats d'exploitation des productions.

Ce nouveau dispositif comporte cependant des limites : les modifications qu'il a apportées n'étant autres que des réévaluations, se sont avérées très inefficaces pour barrer la route à l'inflation importée, d'une part, la combinaison de ce dispositif (qui n'est en fait que l'usage partiel des mécanismes d'ajustement du marché capitaliste) avec les dispositifs de planification et de gestion directives, n'ont pu que nuire à l'un et à l'autre.

De ce fait, les pays de l'Est n'ont jamais totalement abandonné la formule de compensation budgétaire. Le budget de l'Etat a toujours servi de "pont financier" entre prix extérieurs et les prix intérieurs. Ce dispositif, par son mode de fonctionnement comporte des inconvénients.

3) LES INCONVENIENTS DE LA METHODE

L'impression que donne la formule de compensation "à première vue, c'est qu'on a le sentiment qu'elle réduit le budget d'Etat à une entité séparée des autres unités économiques, comme si ces unités économiques n'étaient pas affectées. Or même si celles-ci apparaissent non affectées directement, elles le seront probablement plus graves que si elles avaient affronté les nouveaux prix directement : par exemple, en admettant premièrement que les prix à l'exportation ne changent pas parce qu'on a procédé à une réévaluation monétaire proportionnelle et que le budget subventionne la hausse du prix des importations, tout en restant en équilibre, il faudrait alors réduire soit d'autres dépenses, soit chercher de nouvelles recettes. Mais nul n'ignore les difficultés pour réduire les dépenses publiques : on ne peut pas diminuer les prestations sociales et il est également difficile de réduire les dépenses d'investissement, qui normalement sont englouties en projets inachevés.

En outre, il serait erroné de réduire les nouveaux investissements au moment où il est nécessaire de restructurer l'économie pour contrecarrer les pertes du commerce extérieur. La seule solution viable est l'augmentation des recettes, c'est-à-dire, accroître la partie centralisée du revenu net, ce qui équivaldrait à diminuer les revenus et les dépenses des entreprises et ou de la population.

Le rééquilibrage de la balance des paiements peut être également accompli par un accroissement des exportations, en maintenant constant le volume des importations. Mais, le coût en travail social de ces importations est quand même augmenté et, si nous supposons constante aussi la production globale, il en reste alors une moindre partie pour la satisfaction des besoins du marché intérieur. Comme l'offre intérieure est réduite, il se produira un excès de la demande qui, soit forcera à augmenter les prix, soit restera insatisfait en exerçant une pression inflationniste. Mais la conséquence la plus grave de cette alternative est, comme Hagemayer le souligne (128), "que les effets de l'infla-

(128) Cf. I. Hagemayer : "Internat. Effects of inflation and of deterioration in the trade", Soviet and East European Trade. Vol XII, n° 4, 1976-77, pp. 19 - 39.

tion extérieure ne se limitent pas alors aux produits qui sont vraiment devenus plus chers, mais se manifestent sous une forme diffuse et incontrôlée à travers toute l'économie. Il est certainement plus rationnel d'augmenter les prix des produits dont les prix mondiaux ont augmenté puisque, en cas contraire, le système d'évaluation est faussé et les entreprises et la population feront des choix erronés, ne pouvant pas apprécier les coûts relatifs réels des différentes marchandises.

Ce n'est pas une solution non plus d'augmenter seulement les prix de gros (ou prix des producteurs) et de laisser inchanger les prix de détail. Dans ce cas, le budget doit supporter les subventions des prix à la consommation ou si le niveau des prix de gros est inférieur à celui de détail, les recettes budgétaires de l'impôt sur le chiffre d'affaires (ou des déductions des profits des entreprises) se voient réduites. Et bien que les entreprises aient dans ce cas une orientation correcte, les consommateurs ne l'auront pas et développeront à long terme une structure de consommation non rationnelle.

4) QUELQUES SOLUTIONS POSSIBLES

Comme nous venons de la voir, toute la politique de compensation et de subvention ne vise que les problèmes d'équilibre entre les différentes unités de production intérieures et le marché extérieur. Or la principale difficulté de l'économie soviétique ou de celle des pays de l'Est en général, réside dans l'écart entre son efficacité et celle du marché mondial, étant donné les problèmes d'adaptation des marchés socialistes aux marchés extérieurs.

Kazimierz Laski écrit à ce sujet : "les causes du manque du dynamisme des pays socialistes sont profondément enracinées dans le système économique en vigueur qui ne laisse pas de place à l'initiative, la responsabilité et la créativité individuelle.

Les changements nécessaires du système sont bloqués par les facteurs politiques et économiques (centralisation du pouvoir et de la planification, choix prioritaire de l'industrie lourde sur l'industrie légère, absence de mécanisme autorégulateurs, etc.) et d'abord en U.R.S.S.

Dans ces conditions une échappatoire aux difficultés existantes est recherchée dans l'accès à la technologie et au know-how occidentaux" (129).

Le critère de choix entre l'exportation, l'importation ou la production intérieure ne peut donc être réglé par une politique de compensation ou de subvention ; car la différence d'efficacité des diverses entreprises ne se limite pas à leur activité liée au commerce extérieur ; elle reflète l'activité économique globale, qui s'est avérée inefficace.

La seule solution réelle à long terme est d'essayer de restructurer l'économie le plus largement possible, dans le sens d'une meilleure adaptation, à l'économie mondiale.

Pour accélérer l'adaptation structurelle et diminuer le déficit potentiel de leur balance de paiement, les pays du CAEM devraient :

(129) Kazimierz Laski : "Les importations de capitaux et d'équipements et la croissance dans les pays socialistes". R. E. C. EST-OUEST, vol. 10, n° 4, Décembre 1979, p. 16 (C.N.R.S.).

- réorganiser leurs services du commerce extérieur de façon à les rendre commercialement plus efficaces et les rapprocher à la fois des producteurs nationaux et des clients étrangers.
- procéder à une décentralisation substantielle de l'économie et de la planification afin de rendre possible des adaptations rapides aux aléas de la conjoncture.

Ces indications toutes aussi globales doivent être accompagnées par une série de mesures propres à chaque pays, compte tenu des différences notables existant entre chaque Etat socialiste.

Pour faciliter l'adaptation des pays socialistes aux conditions du marché mondial, les pays capitalistes, en général, et les pays du marché commun, en particulier devraient de leur côté amoindrir les restrictions discriminatoires à l'importation qui subsistent encore. Il s'agit là de conditions dont la réalisation est difficile et demandera d'autant plus de temps qu'elle exige l'abandon du côté oriental, de nombreux tabous profondément enracinés dans l'esprit des bureaucraties au pouvoir.

Cependant des progrès lents ont été réalisés, notamment dans le domaine de la coopération industrielle Est/Ouest (C.I.E.O.) (130) entre firmes des pays socialistes et firmes étrangères. Les accords conclus entre les pays du CAEM, et certains pays industriels développés ont permis une première extension de diverses formules de coopération industrielle, qui vont de la sous-traitance jusqu'à un véritable partage de la production. Dans les cas les plus simples, la coopération est conçue comme un échange en vertu duquel l'un des partenaires transfère des licences, des brevets, des connaissances et une documentation technique à l'autre qui, en contre partie, lui livre des marchandises fabriqués à l'aide de ces moyens. Il y a aussi des accords qui visent à l'expansion ou à la modernisation des complexes industriels existants ou l'établissement de nouvelles entreprises au moyen de livraisons de matériel par les entreprises de l'un des pays à celles de l'autre, étant entendu qu'une partie de la

(130) Cf. Marie Lavigne : "Les visages de la coopération", dans *Economie Internationale des pays socialistes*, cité, p.65 à 88
Collection .A. Colin, Paris, 1985.

production sera livrée aux fournisseurs de l'équipement. D'autres accords prévoient des livraisons réciproques à long terme de certains éléments aux fins d'une production ou association et de la vente en commun de produits finis, y compris la livraison d'usines industrielles complètes dans l'un ou l'autre des deux pays coopérants ou sur des marchés tiers.

Dans certains cas, enfin, des programmes complémentaires de production sont établis qui comprennent des travaux communs d'une gamme complète de produits. La plupart des accords de coopération sont conclus dans les secteurs des industries mécaniques et du matériel de transport, suivies par les industries chimiques, pharmaceutiques, électriques et électroniques.

La C.I.E.O. apparaissait ainsi à la fois comme un dispositif de garantie et de stabilité de l'offre et de la demande Est/Ouest. Mais les crises qui ont secoué l'économie internationale au milieu des années soixante-dix ont mis prématurément à l'épreuve ces nouveaux types de collaboration Est-Ouest. Elles ont éclaté quand on commençait tout juste à comprendre les possibilités ou-

vertes par la C.I.E.O. et quand le nombre d'accords signés devenait enfin significatif. A plus d'un égard, donc, il serait peu équitable d'en juger dès à présent. Cependant, que peut-on en déduire pour la C.I.E.O et la stabilité des relations Est/Ouest ?

- les capacités excédentaires en Occident ont fortement réduit l'intérêt de faire provenir des éléments et des pièces industriels de l'Est. En outre, cette situation a augmenté l'opposition publique au transfert de la production vers l'Est. La crise économique a contribué au déclin du taux d'accroissement de la C.I.E.O., tant en ce qui concerne la conclusion de nouveaux contrats que l'expansion des accords déjà en vigueur (131).

- la stagnation économique a accru la sensibilité de l'Ouest à la menace d'une concurrence par le flux de biens et services venant de l'Est dans le cadre des accords de C.I.E.O. Les mesures protectionnistes adoptées à la suite de cela par l'Occident pourraient rendre impossible à de nombreux partenaires occidentaux de

(131) Cf. Un Economic Commission for Europe, "A statistical outline of Recent Trends in Industrial Cooperation", 3. Août 1976 (Trade/Ac. 3/R. 8)

remplir leurs obligations d'achat établies lors des accords. Le partenaire Est européen recevrait une compensation financière pour cause de rupture de contrat mais, plus important, il perdrait l'accès au marché qui était l'un des principaux objectifs de la coopération.

- certaines entreprises Est européennes ont eu la surprise désagréable de voir leurs partenaires occidentaux faire faillite. Bien que nous n'ayons connaissance d'aucun chiffre précis, un tel évènement indique que les effets perturbateurs peuvent être sérieux.

- enfin, il faut noter que c'est précisément parce qu'ils créent des liens directs, à long terme, entre les unités de production de l'Est et de l'Ouest que ces accords ouvrent une voie à la propagation des perturbations extérieures dans les économies de l'Est qui est qualitativement différente des liens établis par les relations commerciales traditionnelles. Dans la mesure où les accords de C.I.E.O. circonviennent ou modifient les mécanismes commerciaux traditionnels des économies centralement planifiées, ils diminuent la capacité défensive ou d'isolation de ces mécanismes.

Ces remarques suggèrent que si, dans des conditions normales, la C.I.E.O. est prometteuse d'un accroissement de la stabilité des relations interfirmes, elle n'est cependant guère capable d'offrir des assurances face à l'instabilité générale et pourrait même faciliter la propagation des perturbations à l'Est.

§ 15 - LA REORIENTATION GRADUELLE D'UNE PROPORTION
CROISSANTE DES ECHANGES VERS LES AUTRES ECONOMIES
PLANIFIEES

a) L'ATTITUDE AMBIVALENTE DES DIRIGEANTS VIS-A-VIS
DU COMMERCE EXTERIEUR

Ainsi, pour les dirigeants socialistes, le commerce extérieur constitue à la fois une nécessité, mais aussi des

risques pour l'économie nationale et le plan. De ce fait, lorsque la conjoncture économique sur le marché mondial leur est favorable, ils ont une propension à l'accroissement de leurs importations en provenance des marchés occidentaux.

Dans le cas contraire, ils procèdent par un repli sur eux-mêmes avec une propension à la réduction de leurs importations en provenance de l'Ouest et à l'accroissement des activités commerciales inter-Etats socialistes (cf. tableau XIV, avec les périodes très marquantes entre 1973, 1974 et 1975 - 1976).

Dans le cadre de cette politique où les exportations servent à financer les importations, on constate sur le tableau XIV (période 1973-1974) une hausse des taux de croissance annuels des importations orientales en provenance de l'Ouest, due à l'inflation mondiale qui a contribué à la hausse du prix des combustibles et des matières premières exportés par le CAEM vers l'Ouest.

En revanche, la récession de 1975 et la reprise lente et incertaine qui a suivi ont rendu difficile les condi-

TABLEAU XIV : Taux annuel de croissance des échanges de l'U.R.S.S. et des pays Est-européens avec les économies de marché industrialisées (en %).

PAYS	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
<u>BULGARIE</u>								
Exportation	5,6	14,3	28,5	13,6	- 8,6	21,8	8	3
Importation	2,0	7,8	32,7	80,6	25,2	- 13,1	- 6	10
<u>TCHECOSLOVAQUIE</u>								
Exportation	9,7	13,8	33,9	29,3	5,9	3,6	10	10
Importation	9,8	9,3	40,1	27,7	8,5	9,1	- 1	4
<u>R.D.A.</u>								
Exportation	6,7	21,3	32,8	38,9	9,4	8,3	11	13
Importation	6,0	32,5	40,2	0,2	13,6	9,9	3	20
<u>HONGRIE</u>								
Exportation	3,1	29,1	41,6	27,7	- 7,4	15,1	22	18
Importation	21,5	0,2	30,5	67,9	1,4	- 0,6	27	31
<u>POLOGNE</u>								
Exportation	14,6	29,7	46,9	36,7	12,4	13,0	9	10
Importation	18,5	64,7	92,4	34,3	19,5	0,7	- 8	- 3
<u>ROUMANIE</u>								
Exportation	21,4	24,3	62,5	22,2	1,2	25,5	- 3	16
Importation	7,5	28,8	46,3	39,0	3,3	0,0	14	16
<u>U.R.S.S.</u>								
Exportation	15,2	6,9	55,0	59,0	5,2	21,9	14	14
Importation	2,4	389,8	45,0	34,0	65,0	9,4	0	14

TABLEAU XIV : Source tableau XIII

tions d'exportation du CAEM, il s'en est suivi une baisse des taux de croissance annuelle de leurs importations : c'est ainsi qu'ayant varié (en prix courants à partir de 1973) de 30,5 % pour la Hongrie à 92,4 % pour la Pologne et 34,0 % pour l'U.R.S.S., à 80,6 % pour la Bulgarie à l'exception de la R.D.A. 0,2 % et de la Tchécoslovaquie 27,7 %) ces taux d'importation ont chuté à partir de 1975. Ils sont même devenus négatifs en Bulgarie et en Hongrie et ont varié entre 1,2 % (Roumanie), 12,4 % (Pologne) pour les autres pays. En 1976, ils ont légèrement dépassé 20 % en U.R.S.S., Roumanie et Bulgarie seulement. Dans les autres pays, ils sont allés de 3,6 % (Tchécoslovaquie) à 15,1 % (Hongrie) (cf. tableau XIV).

Cette politique de repli sur soi comporte plusieurs inconvénients :

- les problèmes d'instabilité du commerce.
- l'absence de relations monétaires marchandes.

b) LES INCONVENIENTS D'UNE TELLE POLITIQUE

1) LES PROBLEMES D'INSTABILITE DU COMMERCE EXTERIEUR

Les inconvénients de cette politique sont moins immédiatement évidents. En effet orienter un volume croissant de ses échanges vers des partenaires plus proches idéologiquement tend à réduire la sensibilité aux coûts non économiques. Cependant, les résultats à long terme seront des problèmes croissants de planification et de contrôle, donc une sensibilité aux coûts économiques plus grande, et des gains commerciaux réduits.

En effet, un nouveau risque survient, qui grandit en même temps que l'importance relative de ce commerce. Les importations peuvent être réduites de façon brutale, non seulement du fait de l'échec du plan interne de l'économie considérée, qui empêchera la réalisation des exportations, mais également du fait de l'échec éventuel des plans des autres économies.

Pour réduire ce risque, les économies planifiées

cherchent à formaliser leurs relations, au moyen d'accords bilatéraux, portant sur les biens échangés, et sur leurs paiements. Cette pratique tend donc à lever des incertitudes.

Cependant, le remède présente également des inconvénients. Après ratification des accords, les modifications que l'on pourra y porter seront limitées. La méthode tend donc à déterminer le cadre du commerce, et ses conditions, avec un degré très élevé d'inflexibilité. Les gains que chaque économie tire de ces échanges en seront réduites. En outre, cette politique présente des effets pervers. Ils peuvent donner naissance à des menaces périodiques pour la stabilité de la planification interne. Cela explique l'importance des équilibres bilatéraux qui existent entre ces économies. La stricte discipline implicite est parfois trop lourde, pour les économies, régulièrement confrontées à des pressions de balance de paiement.

Comme l'indique le tableau XIV, la part des importations réduites, en provenance des économies de marché, a été très importante.

De ce fait, le processus de réorientation vers ces mêmes économies peut être freiné par certaines irréversibilités. Elles proviennent du système de planification, mais également des entreprises de production interne. Celles-ci ne sont pas incitées à s'ajuster aux besoins du commerce occidental. Un effet de cliquet peut se reproduire dans la répartition géographique du commerce. Il affecte directement les exportations, et indirectement les importations. Dans une politique d'échanges bilatérales et des paiements qui lui correspondent, la direction géographique des exportations et des importations sont déterminées conjointement. Face à des besoins urgents, une réorientation géographique rapide se traduit, le plus souvent par une détérioration des termes de l'échange avec les économies de marché. Une nouvelle crise de la balance des paiements provoque un retour vers les autres économies planifiées. Cet effet de pendule ne peut entraîner un équilibre à long terme. Il en est de même de la technique des ventes annuelles d'excédents qui a souvent caractérisé le mode de réponse aux besoins d'importation entraîné par des tensions du système interne d'offre.

Elle ne peut conduire à des relations commerciales stables, ni à placer les entreprises de commerce extérieurs dans une position de négociation forte.

Un autre problème de nature institutionnelle apparaît lorsque les principales décisions du commerce extérieur qui, dans ce contexte, doivent en général, être prise avec une certaine rapidité sont coordonnées avec la signature de contrats globaux. Ce système réduit fortement le nombre de marchandises ou de produits non affectés. Ce nombre varie d'un pays à l'autre. Les différents niveaux de planification en sont la cause. Le premier niveau couvre la plupart des importations fortement prioritaires. Mais, une partie importante des exportations ne pourra jamais être prise en compte. Elle sera équilibrée à des niveaux administratifs inférieurs. Ils ne sont pas directement concernés par le commerce extérieur. Il est donc difficile de répondre à la question de savoir comment le commerce extérieur déterminé par cette méthode des balances matières sera réparti entre les différents partenaires, en raison de l'absence de véritables relations monétaires marchandes.

2) L'IMPACT DE L'ABSENCE DE RELATIONS MONÉTAIRES
MARCHANDES

L'absence de véritables relations monétaires marchandes crée au sein du CAEM des barrières défavorables aux échanges multilatéraux entre les Etats membres d'une part, et d'autre part entre ceux-ci et les Etats non membres. Même la création en 1963 de la Banque Internationale de Coopération Economique (B.I.C.E.) (132) dont l'objet était le règlement multilatéral des créances et de dettes entre les pays du CAEM, à l'aide d'une monnaie qui porte le nom de rouble or transférable n'a pu résoudre le problème de multilatéralité : jusqu'en 1950, les paiements extérieurs entre pays socialistes ont été réglés en dollars-clearing. A partir de cette date le rouble soviétique converti désormais, non sur la base du dollar, mais sur la

(132) Michel Kaser : "La politique du taux de change dans les pays membres de la Banque Internationale de Coopération", R.E.C., EST-OUEST, n° 4, 1979, p. 159 à 176.

base de son contenu d'or (0,22168 gr) devient l'instrument de paiement à l'intérieur du CAEM. Le rouble transférable créé en 1964, est relié à l'or de la même façon que le rouble soviétique, dont le contenu d'or est estimé depuis 1961 à 0,987412 grammes. Cette parité supposant que l'on puisse acheter 1.000 roubles en prix de gros en Union Soviétique et dans les autres démocraties populaires, la même quantité environ de produits que l'on obtient sur le marché mondial en contrepartie d'un kilogramme d'or. Le contenu d'or et la couverture en marchandises devraient garantir la solidité du rouble transférable, dont l'appellation provient du fait qu'il devrait être transférable sans limitation entre les banques accréditées des pays membres du CAEM. Mais dans la pratique, le la transférabilité se réduit à des mises en décomptes ou des bonifications bilatérales sur le compte courant des banques accréditées des pays membres, tenu à la Banque Internationale du CAEM.

Le problème qui se pose est donc que la devise collective ne sert qu'à enregistrer et contrôler la réalisation du transfert international planifié des

marchandises et des services. Elles ne remplissent pas les fonctions d'une devise internationale. Sa fonction de mesure de valeur sur les marchés du CAEM est assurée par les devises convertibles, car le CAEM emprunte les prix du marché mondial. Le rouble transférable n'a qu'un rôle d'étalon de prix. Le fait que l'on modifie le rouble transférable par rapport aux devises convertibles (et que par conséquent, le niveau des prix du CAEM baisse ou augmente) ne pallie en rien ce défaut de fonctionnement. De même, le rouble transférable, en tant que moyen d'accumulation, ne satisfait pas sans restriction la fonction attribuée au sens général d'une monnaie internationale.

3) A QUELLE STRATEGIE SERT L'ABSENCE DE RELATIONS
MONETAIRES MARCHANDES ?

L'absence de véritables relations monétaires marchandes est due avant tout au fait que les monnaies du

CAEM sont inconvertibles. Et l'histoire économique soviétique montre qu'une monnaie non convertible s'est révélée très appréciable, au départ par l'U.R.S.S., en ce sens qu'elle lui a permis d'affirmer son indépendance vis-à-vis de l'extérieur mais aussi de contrôler économiquement et politiquement les pays satellites et plus de bénéficier d'avantages considérables en exploitant l'inconvertibilité de sa monnaie dans ses rapports avec les pays développés et certaines économies en pleine expansion tel que l'Iran. Surtout, le rouble inconvertible a permis à l'U.R.S.S. d'isoler le bloc oriental de la pénétration économique occidentale. Il va sans dire que, si les monnaies des pays d'Europe de l'Est avaient été convertibles, compte tenu des liens commerciaux solides qui existaient entre l'Europe de l'Est et l'Europe centrale avant la deuxième guerre mondiale - les courants d'échanges auraient repris la même la forme qu'autrefois. Mais ces échanges commerciaux seraient allés de paire avec une souplesse et des idées politiques que l'U.R.S.S. jugeait indésirables. De plus ; si les économies communistes du bloc oriental avaient eu un système monétaire assurant de lui-même, dans une large mesure, sa régulation et fondé

sur le rouble, les russes auraient eu moins de raisons d'intervenir dans l'économie et la politique intérieures de chaque Etat communiste. En outre, ces économies communistes auraient été entraînées beaucoup plus loin dans le réseau d'inter-dépendance économique et financière établi par l'ensemble des institutions internationales telles que le Fonds monétaire.

Au lieu d'avoir une économie mondiale à triple visages, capitaliste, communiste et sous-développés, on aurait vu naître une économie réellement internationale, intégrée non pas par des blocs économiques tels que la communauté économique européenne mais bien par le jeu des échanges. Cependant, étant donné que les économistes communistes dans leur ensemble doivent travailler dans le cadre officiel d'une théorie économique, en admettant par exemple que l'économie communiste est quelque chose de particulier, le jour semble bien éloigné où un rouble convertible fera son apparition.

Cette situation semble bien favorable à l'U.R.S.S. pour plusieurs raisons :

- premièrement, parce que l'économie soviétique et celle

des pays satellites est isolée dans une mesure moyenne ou très forte selon le cas des problèmes posés par l'inflation dans les pays du secteur occidental. Il ne s'agit pas d'une isolation totale, ainsi qu'il ressort de la déclaration des dirigeants soviétiques d'après laquelle des relèvements des prix du pétrole soviétique seront appliqués aux Etats satellites. Sur ce point, toutefois, il y a un doute, car on ne peut exclure l'hypothèse selon laquelle l'U.R.S.S. mettrait à profit l'inflation occidentale pour servir ses propres intérêts.

deuxièmement, parce que l'économie soviétique peut désormais se féliciter de son commerce de troc, au lieu d'y voir quelque chose d'humiliant. D'avantageuses opérations de troc ont été traitées avec des pays en voie de développement comme l'Iran et même avec des pays développés comme la Grande-Bretagne.

- troisièmement, comme l'Union Soviétique et les autres pays socialistes ne sont pas des clients ordinaires sur le marché mondial des matières premières, ils peuvent très bien mettre cette situation à profit pour obtenir des pays occidentaux des marchandises subventionnées. C'est ce qui s'est déjà produit avec les céréales amé-

ricains lorsque les récoltes des pays socialistes ont été mauvaises ; c'est également ce qui est arrivé avec l'écoulement de la montagne de beurre de la C.E.E. en mars 1973. Cette dernière transaction a permis à l'U.R.S.S. de recevoir 200.000 tonnes de beurre à des conditions qui supposaient une subvention de la C.E.E. d'environ 120 millions de livres sterling.

Ces genres d'affaires explique pourquoi le CAEM pousse la C.E.E. à établir des relations officielles entre les deux institutions.

Il faut donc dire que, l'absence, de relations monétaires marchandes, compte tenu de l'incidence des considérations politiques sur les échanges commerciaux qui caractérise la diplomatie économique internationale soviétique se révèle aussi bien négative que positive. :

- négative parce qu'elle constitue une barrière au développement non seulement des échanges multilatéraux entre les pays membres du CAEM, mais également des politiques d'intégration économiques socialistes. De ce fait ce sont les plus petits pays qui sont défavorisés.
- positive sur le plan stratégique pour l'Union Soviétique-

tique qui en tire des avantages économiques et surtout politiques.

§ 16 - LES RELATIONS DE L'U.R.S.S. AVEC LES PAYS EN VOIE
DE DEVELOPPEMENT

a) L'U.R.S.S. ET LES PROBLEMES DES RELATIONS NORD-SUD

1) LA POSITION DU PROBLEME

Vendeurs de matières premières et acheteurs de biens manufacturés, les pays du Tiers-Monde se trouvent, sur le marché du commerce international, dans une situation défavorable à leur développement économique et social. Cette situation est d'autant plus rendue diffici-

le que les fluctuations des prix mondiaux des produits de base ont conduit ces pays à la catastrophe (133).

Ces fluctuations ne représentent cependant qu'un seul aspect du problème dit du commerce international. D'autres aspects, tout aussi importants, doivent être relevés : les pays occidentaux sont "en partie" responsable de la situation très faible (sur le marché international) de la plupart des pays en voie de développement. Par leur politique inspirée par leurs propres intérêts, les pays occidentaux ont conservé les pays du Tiers-monde - le plus souvent leurs anciennes colonies - comme fournisseur de produits de base et débouchés de leurs biens manufacturés. Bien pire encore, l'expérience des vingt-cinq dernières années montre que certains pays industrialisés entrent parfois en concurrence, sur les marchés extérieurs, avec les pays pauvres. Cette concurrence peut prendre deux aspects : 1) l'encouragement par tous les moyens (les subventions par exemple) de la production de certains biens susceptibles d'être importés à meilleur compte, des pays en voie de développement. 2) l'ex-

(133 Rapport sur le développement dans le monde 1985 - Banque Mondiale - Washington D.D., p. 61 à 64.

portation de produits de base dont les pays du Tiers-Monde sont eux-mêmes producteurs.

Profitant de leur situation quasi monopolistique sur le marché international (surtout avant le développement des relations commerciales entre l'U.R.S.S. et les pays du Tiers-Monde), il arrive souvent que les pays occidentaux très industrialisés imposent des prix bas pour les produits de base et des prix élevés pour les biens manufacturés. Ils construisent ainsi leur prospérité sur les ruines des pays pauvres.

En achetant des produits de base aux pays en voie de développement, les pays occidentaux, contrairement à l'U.R.S.S., leur donnent en contrepartie, le plus souvent, des biens de consommation : voitures, armoires frigorifiques, postes de radio, téléviseurs, etc. Cette politique ne favorise en rien le développement économique de ces pays qui exigent plutôt des biens d'équipement.

Cette situation, on le sait, a suscité en Europe de vives réactions, mêlées à la fois de sentiments de culpabilité et d'inquiétude : au titre de la culpabilité de

l'Occident, voici ce que note Sartre dans sa préface à l'ouvrage de Frantz Fanon "Les damnés de la terre" : "Un homme chez nous ça veut dire un complice, puisque nous avons tous profité de l'exploitation coloniale" (134). Ou cette autre expression qui relève du même sens : "le capital étranger, au lieu de développer l'économie nationale des pays à revenu faible, a contribué à durcir et à renforcer le système dans lequel ces pays se sont spécialisés en produisant des matières premières et des denrées alimentaires pour l'exportation" (135).

Quant aux inquiétudes, elles relèvent des déclarations suivantes : "Si les pays occidentaux persistent dans leur volonté d'imposer à ces peuples des structures économiques et sociales qui ne répondent pas à leurs besoins ceux-ci se trouveront conduits de plus en plus et quelle que soit leur volonté, à prendre appui sur les pays communistes" (136) - ou cette déclaration beaucoup plus explicite : "grâce aux russes, les pays sous-développés peu-

(134) Les damnés de la terre, Maspero, Paris 1961, p. 23.

(135) Alain Berger : "Un milliard d'hommes qui ne veulent plus attendre". Esprit p. 822, mai 1956. Paris.

(136) Nurkse, Ragner : "Problems of capital formation in under developed countries, 7^e éd. Basil Black-Welle, Oxford, 1960, P. 84

vent déclarer aujourd'hui à un négociateur occidental irrité. Fort bien, si vous refusez de nous fournir une aciérie à nos conditions, nous connaissons quelqu'un d'autre qui nous la livrera" (137).

On peut donc dire que, par ces sentiments de culpabilité et d'inquiétude, c'est surtout l'influence ou la pénétration de l'U.R.S.S. dans les pays en voie de développement qui est la plus redoutée par l'occident. Il est de ce fait nécessaire de savoir quelle est la position de l'U.R.S.S. face au sous-développement, sa contribution à l'aide à ces pays, les insuffisances et les perspectives.

2) LA POSITION DE L'U.R.S.S. FACE AU SOUS-DEVELOPPEMENT

L'U.R.S.S. justifie sa position par le fait que ce

(137 S. Berliner : "Soviet economic aid : the New aid and trade policy in under developed countries" p. 138, éd. Frederik - A. Preager in New-York 1958.

n'est pas elle, mais plutôt les anciennes puissances coloniales qui sont responsables du sous-développement ; par conséquent, c'est à elles qu'il appartient de remédier aux conséquences de l'exploitation. De ce fait, pour l'U.R.S.S. il est inacceptable et vicieux d'englober sous un concept unique "Nord", l'Union Soviétique et les pays occidentaux industrialisés.

Ily aurait donc pour l'U.R.S.S. un double concept des relations Nord-Sud :

- 1) Le concept "Ouest-Sud" dont les relations s'effectuent au détriment du Sud.
- 2) Le concept "Est-Sud", qui engagerait l'U.R.S.S. et ses alliés dans une politique d'aide au développement, dont la seule motivation serait la solidarité.

Cette attitude de l'Union Soviétique et des autres pays du CAEM est depuis de nombreuses années familières aux pays en voie de développement. Pourtant, les pays socialistes ont été longtemps considérés comme des alliés, d'abord dans la lutte pour l'indépendance et aujourd'hui

dans le refus d'un ordre économique international ressenti comme injuste.

La principale objection des pays socialistes est que la division internationale du travail s'est forgée durant la période coloniale. De ce fait, soutiennent-ils il existe une complémentarité entre les économies industrialisées des pays occidentaux et les pays en voie de développement, qui fonctionne au détriment des relations économiques entre les pays socialistes et les pays en voie de développement. L'alignement général des pays en voie de développement sur la technologie occidentale rend difficile la vente des produits manufacturés socialistes sur ces marchés. La concurrence Est-Ouest qui se joue au Sud, s'effectuerait de ce fait au détriment de l'Est. Mais les raisons en sont évidentes : la qualité des fournitures occidentales, la qualité du service après vente, à cela s'ajoute les habitudes de consommation des pays sous-développés, des produits occidentaux.

Telles sont les difficultés de pénétration de l'U.R.S.S. dans les pays en voie de développement.

C'est pourquoi de concert avec les pays en voie de

développement, les pays socialistes réclament que les variations de prix des matières premières soient limitées. En effet ces fluctuations ont également un effet pervers sur les économies des pays socialistes car leurs économies planifiées sont incapables de compenser les amplitudes des fluctuations de prix par des processus d'ajustement adéquats.

Le rôle dominant des devises occidentales est également dénoncé comme un instrument qui permet aux pays occidentaux d'exercer une influence économique sur les pays en voie de développement et leurs relations économiques avec les pays socialistes. Les pays socialistes revendiquent donc l'abolition du "monopole" de certaines devises.

S'il existe un large consensus entre les pays socialistes et les pays en voie de développement pour rejeter l'ordre économique international actuel, la nature des changements désirables ne fait pas l'unanimité. L'Europe de l'Est a maintes fois répété qu'il ne fallait pas rechercher les moyens de sortir du sous-développement dans une redistribution des ressources du Nord vers le Sud,

mais avant tout et surtout dans les propres efforts des pays en voie de développement, par ailleurs qu'il est nécessaire de procéder à des réformes socio-économiques profondes pour se diriger vers un modèle d'industrialisation à l'image des pays socialistes. L'aide occidentale au développement n'étant en réalité qu'un simple transfert de la plus-value créée par les travailleurs du Nord, destinée en définitive à soutenir la classe dirigeante du Tiers-Monde, l'U.R.S.S. propose une autre forme d'aide au développement; qu'elle est sa nature ?

3) LA CONTRIBUTION DE L'U.R.S.S. AU DEVELOPPEMENT
DU TIERS-MONDE

En apportant sa contribution aux institutions internationales pour le développement, l'U.R.S.S. suppose que si cette contribution n'était pas liée à des livraisons, l'aide qu'elle accorde serait de ce fait, de nature à sou-

tenir les économies occidentales : car on pourrait s'attendre en effet à ce que les pays bénéficiaires de l'aide dépensent les moyens financiers qui leur seraient octroyés, pour se procurer avant tout des produits manufacturés occidentaux, d'une part, et d'autre part, que les bénéficiaires les utiliseraient à leur propre compte (par transfert dans les banques occidentales) ce qui serait dans les deux cas défavorables aux populations de ces pays, et aux efforts de l'U.R.S.S.

On comprend de ce fait, pourquoi l'intention de l'U.R.S.S. est de resserrer ses liens avec un certain nombre de pays en voie de développement moyennant des accords d'aides bilatéraux, et pourquoi l'aide est concentrée sur un certain nombre de pays bien déterminés.

4) LA CONCENTRATION DE L'AIDE

La concentration de l'aide offre à l'U.R.S.S. les avan-

tages suivants :

- garantir à l'U.R.S.S. la pérennité de ses échanges avec ses partenaires du Sud.
- favoriser des relations d'amitié avec un certain nombre de pays du Sud.
- et si possible obtenir leur adhésion à l'orbite socialiste.

Car diriger l'aide en direction des mêmes pays est très significatif de la régularité et de la confiance d'un comportement qui ne peut que susciter l'approbation d'une politique, que l'on voudrait faire passer à travers un message : la constance des relations basées avant tout sur des accords d'Etat à Etat.

C'est pourquoi, au moins la moitié du commerce extérieur de l'Union Soviétique et de chacun de ses alliés avec le Tiers-Monde est, dans tous les cas limitée à quelques pays en voie de développement (138).

(138) Cf. A. Tiraspolsky: "Les relations économiques entre le pays socialistes européens du CAEM et les pays du Tiers-Monde : un tournant dans la politique d'aide économique ? In". Le courrier des pays de l'Est - 1980, n° 236, p. 9

L'exemple de l'aide au développement souligne encore plus nettement cette concentration sur un nombre restreint de pays. L'Union Soviétique consacre plus de 80 % de son aide à Cuba, à la Corée du Nord et au Vietnam. Le reste est destiné essentiellement au Yémen, à l'Éthiopie, au Kampuchez, à la Turquie et à l'Afghanistan. Les autres pays socialistes consacrent un tiers de leur aide au développement à Cuba et au Vietnam, le reste allant surtout au Bangladesh, au Nigéria et à l'Afghanistan (139).

D'une façon générale, les crédits accordés dans le cadre de l'aide au développement sont liés à des livraisons effectuées par le pays donateur et destinés au secteur public. Ce traitement privilégié du secteur public s'explique avant tout par les méthodes de planification et de contrôle du système économique soviétique. En même temps, un processus d'industrialisation essentiellement soutenu par le secteur public entrave l'apparition d'une classe d'entrepreneurs autochtones qui se ferait normalement le champion du système économique occidental.

(139) Cf. O.C.D.E. : Développement Coopération Paris, 1980, p. 134. Seg.

Les accords de coopérations avec les pays en voie de développement, dans lesquels les pays socialistes voient le principal moyen de sortir du sous-développement, jouent un rôle similaire. Ils envisagent la livraison de matériel industriel pour l'extraction et le raffinage des matières premières en remboursement de laquelle les pays fournisseurs des installations reçoivent une partie de la production ainsi permise. De surcroît, le programme d'investissement peut être coordonné entre les pays concernés de façon à mettre en oeuvre une division du travail durable liée à des perspectives d'exploitations à long terme.

5) LES INSUFFISANCES ET LES CONTROVERSEES DE L'AIDE
SOVIETIQUE AU DEVELOPPEMENT

En dépit des efforts de l'U.R.S.S. de se rapprocher des pays du Tiers-Monde (moyennant l'aide au développement)

et de rejeter communément l'ordre économique international actuel, ces efforts n'ont pu dissimuler longtemps les résultats excessivement médiocres de l'aide au développement. Ces médiocres résultats, expliquent qu'à la quatrième conférence de la C.N.U.C.E.D. qui s'est tenue à Nairobi en 1976, l'Union Soviétique et ses alliés furent placés sur le même banc des accusés que les pays occidentaux. Bien qu'il fût aisément admis que les pays socialistes n'avaient aucune responsabilité dans le sous-développement du Tiers-Monde, on s'attendait néanmoins à ce qu'ils apportassent des contributions plus amples. Cette critique fut réitérée à Manille. De ce fait, la contribution des pays socialistes reste modeste. Pour 1979, leur part dans l'aide totale au développement était de 6,3 % (4,8 % pour l'Union Soviétique) dont plus des deux tiers étaient destinés à trois pays en voie de développement socialistes (la Corée du Nord, Cuba, le Vietnam). Autrement dit, l'aide au développement représente 0,11 % de leur P.N.B. (0,14 % pour l'Union Soviétique) (140). Cette part est nettement inférieure à la contribution des pays occidentaux, laquelle s'élève en moyenne à 0,3 % du P.N.B.

(140) Cf. O.C.D.E. op. cité.

La comparaison du niveau du commerce extérieur et particulièrement de sa structure par produit est également défavorable aux pays socialistes. En pourcentage de l'ensemble des importations des pays socialistes, les importations en pourcentage des pays en voie de développement ne représentent pas même la moitié du pourcentage correspondant du total des importations des pays industrialisés. La volonté des pays en voie de développement de vendre à grande échelle leurs produits manufacturés est également beaucoup moins bien acceptée par les pays socialistes si l'on en juge par la structure de leurs importations (voir tableau XV).

Alors que tous les pays occidentaux achètent globalement 8,3 % de leurs importations en produits manufacturés aux pays en voie de développement, les pays socialistes n'ont effectué que 1,6 % de leurs importations de ce type dans les pays en voie de développement.

Grâce à leur commerce avec le Tiers-Monde, les pays socialistes peuvent accumuler des surplus dans leur balance commerciale pour compenser principalement leur déficit avec les pays occidentaux. De plus, les pays socialistes

TABLEAU XV : Les importations en provenance des P.V.D. en % du total des importations.

	Pays socialistes	Pays occidentaux
Tous produits ...	10,3	24,3
Produits alimentaires	41,8	29,7
Produits agricoles	26,6	23,4
Minerais et métaux	5,4	16,9
Combustible	17,5	72,3
Produits manufacturés	1,6	8,3

TABLEAU XV : Source : Nations Unies : Handbook of international Trade and Développement Statistics, Supplement 1980, New York 1980, p. 86 Seq.

accumulent habituellement les excédents de leur balance commerciale vis-à-vis du Tiers-Monde en devises convertibles. Par contre pour les transactions réglées par des accords de compensation liés à des crédits (crédits techniques presque sans intérêts), ils ont tendance à rester

déficitaires. Ce déficit revêt souvent un caractère stratégique qui permet à l'U.R.S.S. d'asseoir son influence dans ces pays. Vassil Vassilev dans un de ses travaux le souligne bien en écrivant : "... la véritable explication est que ce déficit s'intègre dans une stratégie globale de pénétration soviétique sur le continent américain" (141).

En plus de cet avantage qui relève de stratégie politique s'ajoute celui de l'économie : car à voir les choses de plus près (étant donné la nature controversée des accords de compensation), c'est plutôt le pays déficitaire, c'est-à-dire débiteur qui est réellement bénéficiaire du crédit. Ainsi ce sont plutôt les pays socialistes, U.R.S.S. comprise, qui profitent économiquement des crédits "gratuits" qu'ils accordent aux pays en voie de développement.

Les pays en voie de développement ont bien compris cette ruse ; c'est pourquoi à la conférence de Nairobi,

(141) Vassil Vassilev : "La nouvelle stratégie soviétique d'implantation en Amérique Latine", 1977, p. 402.

ils ont pour la première fois exigé que leurs surplus obtenus au terme des transactions sous la forme d'accords de compensation soient convertis en devises convertibles ou qu'au moins soit introduite une convertibilité régionale grâce à laquelle ils pourraient consacrer ces surplus à des achats dans tout pays socialiste de leur choix. Cette revendication n'a pas encore été satisfaite et il n'y a guère d'espoir qu'elle le soit dans l'avenir prévisible.

La somme des observations précédentes conduisent à considérer que les relations que l'U.R.S.S. a nouées avec les pays en voie de développement entre 1954 et 1965 ont été à la fois mêlées d'espoir et d'amertume :

- l'espoir, par le contenu de l'aide qui relève d'une réelle volonté au développement, même si tous les P.V.D. n'en ont pas profité.
- l'amertume, par le caractère opportuniste et politisé de l'aide ; ce qui a entraîné des déboirs importants de l'U.R.S.S. dans les P.V.D.

Sur ce plan, les ruptures de relations entre l'U.R.S.S.

et certains pays en voie de développement ont été significatives : ce fut le cas avec l'Israël, l'Egypte, la Somalie, etc., sans compter le nombre des pays mécontents.

Les dirigeants soviétiques ayant compris qu'ils étaient sur une mauvaise pente, vont introduire des améliorations dans leur politique, permettant d'assurer dans l'avenir une présence solide et durable dans le Tiers-Monde.

b) L'AVENIR DE LA PRESENCE SOVIETIQUE DANS LES P.V.D.

1) LA FORMATION D'UN RESEAU EFFICACE D'INTERVENTION
COMMUNAUTAIRE

Tel pourrait bien être le changement majeur intervenu au cours des années récentes. Car tout se passe en effet

comme si l'U.R.S.S. et les pays européens du CAEM se partageaient les tâches dans le Tiers-Monde. Ainsi dans le domaine des matières premières, le réseau d'accords bilatéraux Europe de l'Est-Tiers-Monde s'est étendu de façon considérable. Sans doute est-ce la Roumanie qui est la plus engagée dans ce type de coopération, conformément à sa politique traditionnelle d'indépendance à l'égard des approvisionnements en provenance de l'Union Soviétique. De même on connaît l'importance particulière de Cuba pour les pays africains. Peu à peu, en outre d'autres pays du CAEM développent ce type de relations : Pologne, Hongrie, Bulgarie.

L'intérêt de l'Union Soviétique au renforcement de cette orientation est évident : elle se verrait progressivement déchargée de ses responsabilités de fournisseur exclusif du CAEM, ses réserves de matières premières disponibles pour le marché occidental et manayables en devises fortes s'accroîtraient ; ainsi l'U.R.S.S. pourrait poursuivre la concurrence avec les grandes puissances occidentales sans que cela se fasse à son seul détriment.

Cette "division du travail entre l'Union Soviétique et

les pays de l'Est européens dépasse au demeurant le seul secteur des matières premières. En fait c'est la promotion du camp socialiste sous tous ses aspects qui est menée ; l'intervention de la R.D.A. ou de la Bulgarie dans l'organisation des économies de l'Angola ou du Mozambique, tend à montrer qu'au-delà des dépendances matérielles, c'est l'insertion progressive des pays du Tiers-Monde dans l'orbite socialiste, l'élargissement de la sphère d'action des règles du jeu du CAEM qui sont recherchés. A cet égard, il faut souligner l'accroissement du nombre de partenaires africains aux sessions du CAEM. En 1976 et 1977, l'Angola participait aux travaux des sessions ; en 1978, on comptait en outre l'Ethiopie, en 1979 la Mozambique se joignait aux deux autres pays.

Globalement, il apparaît donc que la participation des pays du CAEM au marché mondial les entraîne à occuper une place intermédiaire dans la hiérarchie des systèmes productifs qui se met en place à l'Ouest.

L'analyse de l'évolution récente des échanges commerciaux entre l'Est et le Sud dont la structure tend à se rapprocher des échanges Ouest-Sud, confirme cette position

"intermédiaire" des pays du CAEM (142).

Si les considérations politiques et militaires paraissent encore l'emporter sur les aspects économiques dans les relations entre l'U.R.S.S. et le Tiers-Monde, le tournant opéré vers le milieu des années 60 a vu l'Union Soviétique passer d'une politique d'aide économique souvent spectaculaire et "politisée" à une politique plus modeste et réaliste fondée sur le principe des bénéfices "mutuels" qui ne se distingue guère, en dernière instance, de bien des interventions occidentales dans le Tiers-Monde.

2) AU DEPENS DE QUI SEMBLE S'EFFECTUER CETTE DIVISION
DES TACHES A L'EST

Pour André Gunder Frank, le multilatéralisme croissant

(142) Cf. Richard Portes : "Est-Ouest : le rôle des économies centralement planifiées dans l'économie internationale". Vol 10, n° 3 - 1979 (C.N.R.S.)

des relations Est-Sud et leur insertion dans la D.I.T. (Division Internationale du Travail) tendent à accroître globalement le déficit, la dette et la dépendance des pays sous-développés (143).

Ce que paraît confirmer l'examen des accords de coopération Est-Ouest-Sud dit de "Coopération Industrielle Tripartite" (C.I.T.), la division des tâches qui s'opère alors entre l'Est et l'Ouest semble en effet s'effectuer au dépens du Sud.

Le développement de la C.I.T est surtout le fait de la Pologne et de la Hongrie, mais c'est un révélateur de la volonté de participation des pays de l'Est à la D.I.T. occidentale.

3) LES PERSPECTIVES

En ce qui concerne les perspectives d'une D.I.T.,

(143) Cf. André Gunder Frank : "Long live transideological enterprise the socialist economies in the capitalist international division of labour". Revue vol. I, n°1, 197

Est-Ouest-Sud, on peut avancer l'hypothèse qu'à long terme, la structure des échanges perdra son caractère complémentaire : l'Ouest sera spécialisé dans la fourniture de biens techniquement avancés ainsi que sa technologie, l'Est dans les produits essentiels à l'industrie lourde et dans les biens de consommation moins élaborés et le Sud dans les autres produits.

Ainsi une coopération Est-Ouest-Sud bien menée peut conduire à l'introduction de technologies intermédiaires moins coûteuses et mieux adaptées aux besoins courants du Tiers-Monde.

Cette nouvelle approche devrait permettre à la fois de résoudre en partie les difficiles problèmes de la vie communautaire dans l'Europe socialiste, de promouvoir un projet collectif (dans le programme complexe d'intégration) de poser enfin les bases d'un système socialiste international plus vaste, plus complet et plus efficace, susceptible d'aider l'U.R.S.S. dans la poursuite de son aide au Tiers-Monde, et dans la poursuite de sa compétition avec l'Ouest.

CONCLUSION

Il faut retenir de ce qui vient d'être dit que l'extension du rôle de l'U.R.S.S. en Afrique reste encore un phénomène fragile, car soumis pour une bonne part au bon vouloir des partenaires africains et du Tiers-Monde, et dépendant de bases matérielles pas plus convaincantes que par le passé. L'expérience soviétique dans le Tiers-Monde a montré à plusieurs reprises que l'opportunisme, l'emprise directe sur les cadres et les complémentarités ne constituaient pas des fondements véritablement solides à la pénétration. En effet, l'ajustement des intérêts réciproques sur la base de considérations politiques et militaires a permis sans doute la présence, mais pas la formation de liens durables. Partenaire essentiellement dissuasif, l'Union Soviétique dépend pour avoir un rôle à jouer du maintien de besoin de dissuasion et de la constance de l'intérêt des Etats à son égard. Cette réflexion, les dirigeants socialistes eux-mêmes l'ont faite au fur et à mesure de leurs déboires dans le Tiers-Monde, en Asie, dans le Monde arabe et même en Afrique (Somalie).

Et ils semblent s'efforcer depuis les premières années soixante-dix, d'asseoir leur présence sur les bases économiques plus fermes, de créer de véritables solidarités propres à limiter si non prévenir les risques de rupture, sans pour autant d'ailleurs abandonner tout projet d'emprise politique.

CHAPITRE VIII - LES REPERCUSSIONS AU NIVEAU INTERNE

§ 17 - LES CONTROVERSEES DU SYSTEME ECONOMIQUE SOVIETIQUE

Dans le contexte de variations répétées qui caractérisent le marché mondial, les pays du CAEM qui sont habitués aux formules d'inflexibilité de leur marché intérieur, éprouvent des difficultés croissantes à l'équilibre de leur commerce extérieur avec l'Ouest. Certes la politique officielle s'efforce partout et notamment en U.R.S.S., en fonction de chaque pays, de développer les relations économiques avec l'occident. Mais des taux élevés d'inflation,

liés à une conjoncture molle et à des déficits croissants des paiements dans les pays industriels d'Occident, ne permettent guère à la tendance antérieure du commerce Est-Ouest de se poursuivre.

Des difficultés se sont faites également jour dans la planification inter-CAEM. En principe, les prix applicables aux échanges intérieurs de la zone sont déterminés, avec un décalage dans le temps, par l'évolution des cours des marchés occidentaux. On y applique en effet des "prix contractuels", fixés sur la base des prix mondiaux pour une période convenue de référence qui coïncide généralement avec celle du plan ; dans le cas du plan 1971-1975, on avait choisi comme base, les prix mondiaux moyens des années 1965 à 1969. Ajoutons que les prix mondiaux retenus, sont, non pas des prix bruts, mais des prix corrigés des variations conjoncturelles et spéculatives.

Dans ces conditions, les relations économiques entre l'Est et l'Ouest n'ont pas manqué d'être touchés par les perturbations de la crise qui caractérisent les marchés occidentaux. La plupart des économies d'Europe Orientale s'efforcent grâce au monopole qu'exerce l'Etat sur le com-

merce extérieur, de préserver leur marché intérieur de la conjoncture. Mais le coût global de cette politique anti-inflationniste est difficile à qualifier. La planification des échanges extérieurs des pays du CAEM est rendue plus malaisée en raison non seulement des nouvelles incertitudes touchant l'évolution des marchés occidentaux, mais aussi parce que l'évolution des prix occidentaux affecte avec un certain décalage dans le temps le commerce entre les Etats du CAEM.

Il ressort bien de tout cela, que le système mis en place en Union Soviétique (et dans les autres pays socialistes) pour défendre l'économie est vulnérable aux variations des variables exogènes de l'économie mondiale, dont l'impact est ressenti comme un effet d'entraînement sur l'évolution économique interne de l'Union Soviétique : c'est ce qui constitue les controverses du système de l'économie soviétique, dont l'organisation comporte pourtant toute une série de défenses érigée contre les forces économiques aveugles. Ces défenses ont fondamentalement pour principe commun, la mise hors circuit des mécanismes marchands. On peut de ce fait se demander si l'économie soviétique ne s'expose pas à subir le contre-

coup de la crise actuelle. C'est en effet ce qui laisse supposer le paradoxe des mécanismes de défense économique.

1) L'ASPECT POSITIF DES MECANISMES DE DEFENSE ECONOMIQUE

Le système économique de type soviétique n'a certes pas été conçu avec la seule préoccupation de la rendre invulnérable aux crises endogènes et exogènes. Néanmoins, ce souci est incontestablement présent à l'esprit de ses dirigeants. En outre, il se trouve que certaines des caractéristiques dont ils ont doté l'organisation économique, même pour des raisons étrangères à la volonté de la placer à l'abri des crises, peuvent être considérées comme faisant partie d'un dispositif anti-crise.

On sait que de façon très générale, le système repose sur l'abolition des mécanismes marchands, ou pour le moins, sur une forte restriction de leur champ d'action interne. Ainsi la substitution d'un système de prix imposés et fer-

més aux prix flexibles du marché mondial est censé éliminer par définition, toute manifestation patente de tensions inflationnistes. De même, la garantie du plein emploi par la constitution, associée à l'idée que le travail n'est pas une marchandise, met hors circuit tout chômage apparent.

Par ailleurs certaines pratiques ou institutions ont pour effet ou ambition d'abriter également l'organisation économique du socialisme d'Etat contre des perturbations exogènes. Par exemple la planification centralisée tend à instaurer dans toute l'économie le plus haut niveau possible de préférence pour les ressources intérieures et pour l'utilisation interne des ressources disponibles. Et cette propension à l'autarcie réelle se trouve confrontée par une volonté d'autarcie fonctionnelle, visant à rendre les conditions d'activités économiques nationales les plus indépendantes possibles de celles prévalant dans l'environnement international. Il est bien connu ainsi que les systèmes des prix intérieurs de la plupart des pays de l'Est sont disjoints des prix internationaux, un sas analogue séparant la monnaie nationale des instruments de paiement utilisés à l'extérieur, et le marché intérieur du marché extérieur.

2) LE PARADOXE DU MECANISME DE DEFENSE ECONOMIQUE

On se rend cependant compte que les différents types de défense dont est bardé le système ne le rendent pas réellement invulnérable aux perturbations de l'économie mondiale ; sous certains aspects, elles se trouvent paradoxalement à l'origine même de la sensibilité de l'économie de type soviétique à de telles perturbations.

Ainsi, est-ce la singularité des systèmes de prix nationaux des socialismes d'Etat qui pratiquement exigé d'eux l'adoption pour leurs échanges mutuels d'un ensemble de prix internationaux dérivés des prix mondiaux. Du côté, par le jeu d'une sorte d'effets de résonance, les mouvements qui affectent ces derniers, retentissent nécessairement sur les prix pratiqués à l'intérieur du CAEM. Il est vrai que la "règle de Burearest" suivie en cette matière depuis son adoption en 1958 a été abandonnée, à la 70^{ème} réunion du Comité Exécutif du CAEM de janvier 1973 au profit de la règle de Moscou (*).

(*) Selon la première règle, notamment, les prix à pratiquer dans les échanges mutuels pour la période (généralement de 5 ans) à venir sont calculés en fonction de la moyenne des prix mondiaux de la période précédente et demeurent en principe inchangés à ce niveau; selon la seconde, les prix sont rétablis chaque année sur la base des prix mondiaux moyens de cinq années précédentes.

Le choix récent d'un mode de calcul des prix fondés sur une moyenne mobile a pour avantage de ne pas exposer une hausse trop brutale aux économies Est-Européennes les plus dépendantes vis-à-vis de l'U.R.S.S. en produits de base dont le prix a particulièrement augmenté sur les marchés mondiaux, cette hausse se trouvera relativement accélérée du fait d'un accord intérimaire pour 1975 et stipulant que les prix contractuels de cette année-là ont été déterminés en fonction des prix moyens des trois années 1971-1974. En outre l'étalement de la hausse n'ôte naturellement rien à son principe et pourrait même lui faire ultérieurement gagner en durée ce qu'elle perd actuellement en intensité.

Un autre paradoxe du système général de protection de l'économie contre les forces du marché a été de priver les appareils de production de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est d'un système de guidage endogène de leurs activités. Ainsi ne doit-on sans doute pas expliquer le transfert en provenance d'occident, de pans entiers d'une structure industrielle moderne vers l'U.R.S.S. et

les pays de l'Est uniquement par le moindre niveau de développement économique général de ces derniers (144). L'absence d'un mécanisme socio-économique moteur, qui produise sans cesse en les liant d'ailleurs indissolublement, innovations technologiques et productions nouvelles, semble devoir rendre compte de façon plus fondamentale de cette dépendance de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est vis-à-vis de l'Ouest. Du coup, la propension à l'autarcie réelle de la planification centralisée, déjà nécessairement limitée dans nombre de pays Est-Européens par l'exiguité de leur taille économique, se trouve battue en brèche. Et la volonté d'autarcie fonctionnelle des animateurs du système se trouve elle-même contrecarrée. L'ampleur des achats effectués en Occident a provoqué un endettement et des charges de remboursement suffisamment importants pour qu'il ne puisse guère être question de fermer immédiatement les économies de l'Est aux influences extérieures. Ne serait-ce que de simple fait, celles notamment de ces économies qui dépendent le plus de l'Occident

(144) Cf. Sokoloff : "La politique soviétique d'importation de biens d'équipement : motivations générales et raisons spécifiques de l'appel aux pays occidentaux". Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest: Vol 10/1979 pages 117 à 129.

se trouver exposées par le jeu d'un effet de contamination directe cette fois, à l'impact de la vie. Au niveau des prix comme à celui des quantités, elles ne peuvent en effet ne pas être tributaires des perturbations affectant l'activité économique mondiale.

On remarque enfin que si l'économie de type soviétique s'est finalement trouvée, tout à fait contre l'attente de ses organisateurs perméable aux effets exogènes du commerce extérieur, son organisation interne le rend peu propice à une lutte efficace contre de tels effets. On peut déjà constater actuellement en Occident à quel point, en tout état de cause, des politiques de régulation économique nationale sont peu opérantes face à un dérèglement des mécanismes économiques internationaux.

Ce qu'il convient de rappeler en outre à propos de la plupart des économies de l'Est, c'est que leurs dirigeants ayant voulu assurer le fonctionnement de l'économie de façon dirigiste, ont rendu ces économies fort opaques, y compris à leurs propres yeux.

§ 18 - L'IMPACT SUR LES EVOLUTIONS ECONOMIQUES INTERNES

Indépendamment des considérations précédentes ou de notre accord avec n'importe quelle interprétation de l'impact de la crise mondiale à l'Est, en regardant simplement les phénomènes les plus évidents - excès de capacité, inflation et chômage-, on voit clairement que les systèmes économiques des pays de l'Est sont très différents de ceux des autres pays, puisque leurs maux sont aussi tout autres. Tandis qu'à l'Ouest, le problème est la surproduction, à l'Est c'est la pénurie de bien sur le marché de la consommation ; tandis que le chômage s'accroît dans les pays capitalistes, quelques pays socialistes ont de sérieux problèmes de manque de main-d'oeuvre. Quant à l'inflation, bien que l'Est ait récemment connu des hausses de prix qui traditionnellement ne bougeaient pas, nous pensons qu'on ne peut appliquer le concept d'inflation de la même manière qu'à l'Ouest, puisque les processus économiques sous-jacents ne sont pas les mêmes : à l'Est on ne trouve ni des politiques monétaires expansives, ni le chenal propagateur salaires-prix.

notamment du point de vue de leur vulnérabilité relative à tel ou tel effet de la crise ; et cette diversité doit jusqu'à un certain point au moins être désormais mieux prise en compte.

- Un premier cas à considérer est d'abord celui de l'U.R.S.S., qui se distingue des autres pays socialistes par une très faible ouverture au commerce extérieur, par une planification centralisée de la production et du commerce extérieur, et par sa taille géographique dominante.

Dans ce cadre exceptionnel, l'observation de l'impact de la crise mondiale est très nuancée pour plusieurs raisons :

- l'effet-prix de la crise mondiale favorise l'U.R.S.S. en tant que producteur de pétrole et de plusieurs matières premières rares dont l'or et le diamant. - l'Union Soviétique n'en tire cependant pas le bénéfice maximum, puisque le pétrole vendu dans le cadre des accords du CAEM, tout comme les autres matières premières sont facturés à des prix moyens de cinq dernières années, prix qui sont nettement inférieurs aux prix courants du marché mondial. Cependant cette différence tend à se réduire et, par ail-

leurs, toutes les livraisons supplémentaires doivent être payées aux prix mondiaux et en devises convertibles (145). Il en est à plus forte raison de même du pétrole vendu aux pays occidentaux dont la part dans les exportations soviétiques tend à s'accroître.

- Une partie du bénéfice que l'U.R.S.S. retire de la hausse du prix du pétrole est absorbée par la hausse des produits industriels qu'elle importe de l'occident.

- Le ralentissement des importations mondiales n'affecte pas significativement les exportations soviétiques dans la mesure où il s'agit essentiellement de sources d'énergie et de matières premières qui continuent à être très demandées.

Le système des prix intérieurs étant complètement isolé du monde extérieur, l'inflation externe n'exerce aucune influence sur les prix internes soviétiques. En revanche le coût des subventions utilisées pour arrêter l'infla-

(145) Cf. B. Csikos-Nagy, *Tropical Issues of Energy Economics, Case Study : Hungry*. Séminaire international du C.E.S.E.S., Milan 1980.

tion aux frontières est inqualifiable.

Tout compte fait la conjoncture mondiale actuelle n'est pas favorable à l'U.R.S.S. : l'apparition en U.R.S.S. d'une contrainte extérieure sur l'investissement, rend la capacité de l'économie soviétique tributaire de l'état de ses relations économiques avec les pays étrangers, occidentaux notamment ; en ce sens que les campagnes des plans quinquennaux qui ont lieu en U.R.S.S., riment avec les demandes soviétiques d'importation de biens d'équipement et de technologie occidentaux. - Dans ce cas, le ralentissement des exportations occidentales vers l'U.R.S.S., dû à la recession à l'Ouest, peut freiner la production en U.R.S.S. et par conséquent ralentir la croissance économique.

Il n'en reste pas moins que l'U.R.S.S. aurait pu tirer des bénéfices bien plus substantiels de la conjoncture mondiale si elle s'ouvrait davantage aux échanges avec les pays capitalistes industrialisés, si elle créait des conditions plus propices au développement économique, à l'innovation technique et surtout si elle rétablissait un climat de confiance politique indispensable à une plus large

contribution aux relations Est-Ouest-Sud.

Le deuxième cas concerne des pays Est-Européens tels que Roumanie, R.D.A., Tchécoslovaquie, dont les caractéristiques à l'ouverture sur l'extérieur, au système de planification de l'économie et du commerce extérieur sont voisines de celles de l'U.R.S.S., et qui du fait de leur forte dépendance vis-à-vis des fournitures de matières premières soviétiques, subissent une dégradation marquée de leurs termes d'échange. Des calculs effectués pour la Tchécoslovaquie et dont les résultats semblent assez transposables aux cas des deux autres pays, indiquent que la charge supplémentaire qui découle pour l'économie du renchérissement des importations équivaut à un tiers de sa croissance annuelle. Une dernière conséquence de la crise serait notamment de modifier la structure de la croissance au détriment de la demande intérieure. Pour une progression générale du P.N.B. de 5 % l'an, l'augmentation annuelle de la demande intérieure ne serait que de 3,5 % environ. Si substantiels doivent être les prélèvements de ressources nécessaires au rééquilibrage de la balance commerciale suivant les nouveaux termes d'échange réels. Il est en outre vraisemblable qu'on tentera parallèlement de freiner

nettement les importations. Appliquée avec rigueur une telle politique affecterait naturellement la croissance dans son rythme même. Combinés, les deux facteurs d'altération de la croissance risquent surtout de freiner la progression des salaires réels.

La principale caractéristique qui distingue le 3^{ème} groupe des pays - Pologne, Roumanie, Hongrie, du deuxième groupe de pays (ci-dessus), c'est leur tendance plus "grande" à l'ouverture sur l'extérieur et à la planification "décentralisée".

Mais du point de vue des perturbations externes, le 3^{ème} groupe de pays tout comme le 2^{ème} groupe trouvent leur origine commune dans la taille réduite de leur dimension économique, géographique, et dans leur vulnérabilité directe aux perturbations économiques occidentales.

L'effet-prix de la crise mondiale frappe ces pays de deux façons :

- 1) par la hausse du prix du pétrole importé et la détérioration des termes de l'échange qui en résulte - 2) par le trouble qu'il introduit dans le système monétaire intérieur.

Le coût accru des importations de pétrole doit être payé par les exportations additionnelles gratuites vers l'U.R.S.S. et les autres pays à devises convertibles. Dans les deux cas, il s'agit d'un prélèvement sur les ressources disponibles pour la consommation et l'investissement intérieurs. Théoriquement la planification de type soviétique est capable d'opérer un tel transfert de ressources bien plus facilement que le mécanisme du marché. Il suffit de réduire la croissance planifiée des investissements ou de la consommation et d'ajuster convenablement le fonds des salaires ou augmenter les prix à la consommation. Mais en fait, aucun des pays socialistes n'a encore osé réduire les salaires nominaux et les révisions des prix à la hausse ne sont pratiquées que très exceptionnellement et donne lieu à des difficultés que l'on connaît. Le ralentissement de l'investissement, le plus facile à opérer, conduit à un ralentissement de la croissance, tandis qu'un ralentissement de la production ou des importations de biens de consommation, non accompagné d'un ajustement convenable des revenus ou d'une hausse des prix, aboutit à la création d'un pouvoir d'achat excédentaire qui pèsera sur le marché des biens de consommation.

En plus de la pression inflationniste due à l'écart qui se forme ainsi entre les revenus nominaux et les biens offerts à la consommation, une hausse massive des prix à l'importation perturbe profondément l'équilibre entre les flux monétaires et les flux réels. La balance commerciale des pays socialistes avec les pays capitalistes industrialisés étant négatives et les termes de l'échange en devises convertibles de façon négative, le compte d'égalisation des prix est déficitaire. L'Etat doit donc subventionner une partie considérable des importations ou, encore une fois recourir à la hausse des prix. Celle-ci est assez facile à appliquer et à faire admettre par l'opinion publique tant qu'il s'agit de biens de consommation finale à usage relativement restreint (par exemple l'essence vendue aux consommateurs individuels). Il n'en va pas de même de matières premières et de moyens de production dont la hausse devrait être repercutée sur le coût d'un nombre très élevé de produits. Aucun pays socialiste ne semble encore avoir incorporé dans son système des prix intérieurs, toutes les hausses intervenues depuis 1973, sur les produits importés. Il n'y a donc aucune incitation pour les entreprises de réduire, dans leurs combinaisons productrices, les inputs contenant directement ou indirectement des

facteurs dont les prix à l'importation augmentent, par des inputs moins rares, et il n'y a aucune incitation pour les entreprises exportatrices de choisir les créneaux les plus avantageux de la demande mondiale.

Il faut cependant dire que le renchérissement des importations en provenance de l'Ouest ne constitue d'ailleurs pas notons-le, un problème en soit, tant qu'il peut être compensé par une augmentation au moins égale des prix à l'exportation et qu'il n'aggrave pas une situation de déséquilibre extérieur ; en effet, dans un type d'organisation économique de type soviétique, où les instruments de paiement utilisés dans la transaction avec l'extérieur sont déconnectés du système monétaire intérieur, une augmentation, répartie à peu près également, des prix internationaux peut ne conduire finalement qu'à un accroissement de la masse d'instrument de paiement.

Cependant la question se présente sous un jour différent, si le renchérissement des prix à l'importation s'accompagne, malgré une stabilité ou même une amélioration des termes de l'échange, d'une aggravation du déficit commercial, c'est ce qui s'est déjà passé en 1975 avec une forte

poussée en volume comme en valeur des importations et une stagnation en volume des exportations de l'U.R.S.S. Cette stagnation est naturellement imputable à une régression de la demande dans les économies occidentales. Elle risque, pour l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, d'être une source de difficultés particulièrement marquées, dans la mesure où la structure de leurs exportations est peu évoluée et où la compétitivité spécifique du nombre de leurs produits, considérés individuellement, est faible.

Sur le plan interne, la stagnation d'un secteur d'exportation important peut évidemment constituer un frein à la croissance générale. La question la plus importante pourtant réside naturellement dans l'accroissement de l'endettement extérieur vis-à-vis de l'occident. On peut certes considérer que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est décideront de résoudre provisoirement cette question par les procédures de refinancement (en profitant opportunément des baisses de taux d'intérêt que les phases de récession entraîneront en occident), repoussant ainsi vers le futur, le plus gros des difficultés intérieures associées aux charges de remboursement des emprunts. Mais on doit également envisager l'hypothèse d'une restriction notable, par

ces pays, de leurs importations en provenance d'occident.

De telles restrictions auraient pour effets :

- de rendre à brève échéance les ressources générales disponibles ;
- de compromettre les possibilités de croissance à moyen terme de l'économie, en soustrayant de l'investissement intérieur les équipements occidentaux qui, selon certaines études sont justement ceux qui permettent d'obtenir une amélioration de l'efficacité marginale des investissements.
- d'inaugurer peut-être en U.R.S.S. et à l'Est une nouvelle phase de repli sur soi, aux implications multiples.

2) L'IMPACT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES
DU DEVELOPPEMENT

Parmi ces implications, on peut retenir principalement le risque d'une orientation de la croissance de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est. Bien que freinée en tout état de cause, la croissance a pu dans cette région du

monde continuer de progresser, durant les années 1976-1980, à des taux apparents fort honorables. Mais on est en droit de se demander si les progressions prévues par les plans, à supposer qu'elles se réalisent effectivement, ne seraient pas assez largement illusoire, car conduites suivant une structure de production arbitrairement imposée. Il en serait ainsi notamment s'il se créait une rupture suffisamment profonde avec l'économie occidentale pour faire perdre à cette dernière son rôle de boussole extérieur du développement oriental. Un tel égarement de la croissance peut conduire au renforcement du système de défense de l'économie : les autorités risquent en effet d'exiger de ce système de défense, la plus grande efficacité des prix intérieurs et le maintien d'un taux d'activité élevé au moment même où les circonstances s'y prêtent le moins bien. Agissant ainsi, elles ne feraient qu'accroître davantage encore la divergence entre les orientations qu'elles imprimeront autoritairement à l'activité de production, et celles que commanderait une expression plus libre des nécessités économiques réelles.

Bien évidemment, les perspectives pessimistes qui viennent d'être exposées sont en partie du moins, tributaire

d'hypothèses supposant une nouvelle rupture économique avec l'Ouest comme une incapacité du socialisme d'Etat à se reformer. Or, on ne manque pas d'indication en sens contraire. On peut imaginer par exemple que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est resteront ouverts en dépit des difficultés affectant leurs balances des paiements, grâce à la mise en place de politique permettant de mieux filtrer ces flux, pour en capter les éléments informationnels les plus indispensables au guidage de leur développement : mais à condition, naturellement, qu'une réforme interne parallèle incite les acheteurs orientaux à assurer la responsabilité de trier, au sein d'un projet complet de transfert de technologie, ce qu'il est véritablement nécessaire d'acquérir, d'une part, ce qui peut être réalisé par les producteurs nationaux d'autre part. Plus près des faits, il est à souligner que les pays de l'Est les plus engagés sur la voie des réformes, Hongrie et Pologne, tentent actuellement de lutter contre les transferts d'inflation à l'aide de politiques actives de change, relativement originales (c'est-à-dire des politiques qui consistent à jouer sur les taux de conversion permettant de passer des prix du commerce extérieur aux prix internes) ; pour éviter la contagion inflationniste des premiers sur

les seconds, on relève le taux de conversion en fonction de l'augmentation des prix extérieurs, exprimés en roubles transférables en dollars, cela a pour effet de maintenir constant le rapport prix intérieurs/prix extérieurs (146). Il convient surtout d'en retenir ici qu'elles visent à l'opposé des techniques plus traditionnelles de compensation budgétaire, à essayer de maintenir un certain niveau de transparence de l'économie face à la crise.

Des politiques d'une telle inspiration, même si elles peuvent nous paraître frustrées, ont le mérite de vouloir sauver ce qui peut être des programmes de réforme intérieure, de maintenir ainsi une certaine liaison entre les conditions d'activités économiques internes et celles prévalant dans l'environnement international. A ce titre elles paraissent mieux aptes que d'autres à résoudre, par exemple, certains des délicats problèmes que risquent de poser à l'U.R.S.S. et aux pays de l'Est l'adaptation de leur politique économique extérieure à l'évolution cyclique des

(146) Cf. G. Sokoloff : "Les incidences de la crise mondiale à l'Est", problèmes économiques. N° 1486.

économies occidentales au cours des prochaines années.

La progression de la crise mondiale vers l'U.R.S.S. et les pays de l'Est pose incontestablement bien d'autres problèmes que ceux examinés dans ces quelques pages par exemple, celui des charges additionnelles que font peser sur l'U.R.S.S. les relations qu'elle a noué avec les pays en voie de développement.

- Dans l'ensemble il apparait que les effets de la crise seront nettement plus diffusés à l'Est qu'à l'Ouest. Bienque cette caractéristique ne soit pas, comme on l'a laissé entendre, véritablement positive, il est vraisemblable qu'elle sera politiquement exploitée comme une forte présomption en faveur de la supériorité du système socialiste.

- A court ou moyen terme du moins, c'est la détérioration pour certains pays Est-Européens, de leur terme de l'échange vis-à-vis de l'U.R.S.S. qui constitue le problème le plus aisément prévisible et le plus préoccupant de la zone. Du fait de la place élevée que ces pays occupent dans la hiérarchie des niveaux de revenu par habitant

au sein du CAEM, un des premiers effets de la crise pouvait être accéléré, dans un premier temps du moins, le mouvement d'égalisation des niveaux de développement comparés dans cette région du monde.

Il serait sans doute peu aisé d'interpréter cette tendance comme le signe d'une cohésion accrue du système oriental. L'apparition de fortes tensions sur certains marchés nationaux de biens de consommation peut au contraire prélude à des soubresauts politiques au moins localisés. Il convient en effet de noter à ce propos que le ralentissement relatif de l'offre de biens de consommation, peut être associé dans les desseins des planificateurs soviétiques, à l'assurance de voir sensiblement augmenter les livraisons de marchandises tchécoslovaques, Est-allemandes et Hongroises ; cela tendrait à réduire à la marge, le volume des ressources disponibles pour l'ensemble des consommateurs soviétiques et orientaux. La zone orientale, pourrait dès lors bien être marquée par les effets d'une dispute pour une couverture de biens de consommation trop exigüe.

De toutes ces considérations, les hypothèses les plus

probantes qu'il convient de retenir sur l'avenir à long terme de l'économie de type soviétique et de la zone Est-européenne sont : 1) le déséquilibre des paiements de ces pays à l'égard de l'occident - 2) les risques de tensions politiques au sein du CAEM.

QUELQUES HYPOTHESES SUR L'AVENIR A LONG TERME

DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE ET DE LA ZONE EST-EUROPÉENNE

.I - LE DESEQUILIBRE DES PAIEMENTS EN DEVISES

La recession du monde occidental a sans doute un aspect positif, puisqu'elle relativise les déclinantes performances de l'U.R.S.S. et de ses partenaires du CAEM. Néanmoins, elle a pour conséquence importante de limiter les capacités d'exportation de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est et par conséquent les possibilités de modernisation des économies jusqu'alors offertes par l'achat des biens d'équipement occidentaux. Sans doute le niveau actuel de l'endettement n'est-il pas, du point de vue des banquiers occidentaux tout au moins excessif. Mais du point de vue soviétique et oriental, l'appréciation ne paraît pas être la même. D'une part, en effet, les responsables de l'économie soviétique qui avaient espéré voir leur situation en matière de paiement extérieur s'améliorer progressivement vers la fin des années soixante-dix, ont vu au contraire apparaître une tendance à l'aggravation qu'ils venaient de contrecarrer. A cet égard les réévaluations entreprises des dettes sont très significatifs aujourd'hui (147).

(147) Cf. M. Lavigne : "Economie Internationale des pays socialistes", p. 215 à 218.
A. Colin - Paris, 1985.

D'autre part, la dépendance financière structurelle à l'égard du monde occidental est une contrainte de politique économique difficilement acceptable dans le cadre de la gestion planifiée de l'économie. Une des évolutions majeures dans la vie économique soviétique et (Est-Européenne) au cours des années 1970-1985 a été sans doute, et surtout, l'irruption des problèmes posés par l'équilibre des paiements avec l'Ouest. A bien des égards, c'est à ce phénomène que ces pays doivent de ne pas avoir atteint les objectifs quinquennaux qu'ils s'étaient fixés en 1975.

Les années quatre-vingt-dix ne verront pas selon toute probabilité, s'améliorer la capacité de paiement de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est. La réduction de l'excédent énergétique (pour l'U.R.S.S.) et la nécessaire diversification des approvisionnements (pour l'Europe centrale et orientale) viendront au contraire accroître le poids de la contrainte extérieure dans la politique économique. Déjà d'ailleurs, les responsables soviétiques de la planification se voient assignés entre autres objectif pour 1990, la réduction des importations.

Cette dégradation des situations internes et externes

peut être à la base des risques de tension entre les partenaires du CAEM.

II - LES RISQUES DE TENSIONS POLITIQUES ET ECONOMIQUES
ENTRE LES PARTENAIRES DU CAEM

La dégradation des situations internes et externes a enfin des implications sensibles sur la vie collective des pays du CAEM. Le choix de l'U.R.S.S. concernant la répartition de ses excédents, l'accentuation de la concurrence entre pays socialistes pour l'accès au marché mondial, pour les exportations comme pour les importations, la fragilité des diverses économies nationales, mais surtout le caractère spécifique des difficultés rencontrées pousseront à des tensions politiques. En effet au-delà de la similitude d'ensemble des problèmes auxquels ils seront affrontés, les pays socialistes divergent sensiblement quant à leur capacité de résistance à ces difficultés, dans le domaine économique social et politique.

Bien entendu, un premier clivage s'impose entre l'U.R.S.S. d'une part et ses partenaires socialistes d'autre part. Ceux-ci du point de vue du potentiel de croissance, de la dépendance à l'égard du monde extérieur et de la stabilité du coût social apparaissent beaucoup plus fragiles que l'Union Soviétique. On doit se souvenir que les périodes de crises déjà traversées par le camp socialiste (du début des années cinquante et des années soixante) ont débouché sur un affaiblissement d'ensemble de la capacité de contrôle des évolutions internes de chacun des pays, que seuls les raidissements relativement brutaux de l'U.R.S.S. ont pu conjurer. L'inévitable période difficile qui s'annonce dans le domaine des approvisionnements énergétiques de l'Est-Européen tendront à réduire encore les bases physico-économiques de la solidarité socialiste.

En Europe Orientale même, les positions des pays sont assez contrastées. Ainsi la Pologne et la Roumanie qui disposent de ressources du sous-sol plus abondantes que les autres et dont les possibilités de transfert de main d'oeuvre en provenance de secteur rural sont objectivement supérieures, paraissent-elles moins armées que la R.D.A.,

la Tchécoslovaquie ou la Hongrie plus développées et dont les richesses naturelles sont peu abondantes. La hiérarchie des fragilités doit cependant être inversée lorsque le critère de capacité d'accès au marché extérieur est pris en référence. Les plus riches, cette fois-ci semblent mieux en mesure de pénétrer le marché occidental ou celui des pays en voie de développement dans le secteur manufacturier, tout en disposant à l'intérieur de biens d'investissement susceptibles d'être substitués aux biens importés.

Il serait vain de s'efforcer de préciser plus l'ordre des fragilités. Il suffit de constater combien les divergences d'intérêt, peuvent être accentuées par les difficultés qui s'annoncent. De nombreux faits récents ou anciens reflètent la tendance naturelle à favoriser le développement des reflexes "nationalistes" dans les périodes difficiles. Devant les mesures de politique économique à prendre qui auraient des repercussions négatives sur le niveau de vie des populations, les pouvoirs nationaux disposent de marges de manoeuvre très différenciées, susceptibles de conduire à la tension de situations politiques favorables à la diversification des systèmes internes, voire à des explosions mal maîtrisables. A cet égard on soulignera plus particu-

lièrement le cas de la Pologne, où les dirigeants sont contraints à déployer les forces contre les populations civiles. Et si les hausses des prix en Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie et Bulgarie paraissent relativement bien acceptées par les peuples de ces pays, on peut s'interroger sur leur capacité future d'absorption, pour que de telles mesures soient renouvelées périodiquement.

Pourtant les pays socialistes s'efforcent de mettre en oeuvre des politiques économiques concertées, visant à asseoir la vie collective sur des bases matérielles de plus en plus concrètes. Ceci est vrai bien sûr dans le domaine des matières premières, et surtout de l'énergie où un programme concerté pour 1990 a été élaboré dans le cadre institutionnel du CAEM, une attention toute particulière étant portée au secteur de l'énergie nucléaire. Mais c'est également vrai pour les produits manufacturés, notamment le secteur des constructions mécaniques où les efforts de spécialisation se sont accélérés au cours des dernières années.

Mais le moins qu'on puisse dire est que jusqu'alors le projet socialiste d'intégration n'a avancé très lente-

ment, freiné précisément par la difficulté d'ajuster de façon satisfaisante pour tous, les intérêts nationaux.

Ainsi l'avenir sera dominé par l'accentuation de la contradiction entre les luttes nationales contre les difficultés économiques de cours terme et de moyen terme, le développement de bases concrètes de cohésion, dont l'effet ne se fera que lentement, et pour l'essentiel dans les années quatre-vingt-dix.

Compte tenu du poids de l'U.R.S.S. dans l'évolution économique de l'Europe socialiste, il faut dire que ce sont les dirigeants soviétiques en effet qui détiennent pour l'essentiel les réponses aux difficultés et la clef des choix stratégiques.

Mais quels dirigeants ? - En effet depuis un long moment, on pouvait noter dans l'opinion des soviétiques, la nécessité d'une "néodestalinisation" et le besoin de la recherche d'un nouveau guide dont le profil en l'occurrence est proche de celui de Gorbatchev. Sans doute la prise en compte de variables de ce type ressort-elle plus de la "Kremlinologie" que de l'analyse prospective.

Mais il faut reconnaître que cette base de l'avenir a également des implications non négligeables sur le déroulement du futur, car la nécessité de l'amorce d'un processus de démocratisation et de modernisation de la société et de l'économie, tel que l'entreprind actuellement Gorbatchev (148), impose bien des sacrifices dont le prix social est d'autant plus lourd à payer que l'administration dans ce pays est la plus trainante du monde. Au-delà de l'analyse des équations personnelles qui détermineront pour partie la nature de la politique actuelle de transparence de Gorbatchev, l'événement donnera naissance selon toute vraisemblance à des débats dont les répercussions lointaines sur la société soviétique mériteraient mieux sans doute qu'une simple allusion. Passe encore pour la "débrennisation" qui est nécessaire pour assurer la promotion de la nouvelle politique actuelle de "Transparence" de Gorbatchev. Celle-ci après tout peut n'être que formelle et ne constituer qu'une contrainte mineure par rapport aux contraintes réelles qui pèsent sur l'avenir économique et social. Mais l'issue d'un éventuel débat sur le rôle respectif du Parti, de l'Etat et de l'Armée dans la conduite

(148) Cf. Journal "le matin" : "Gorbatchev va maintenant affronter ses apparatchiks".
P. 9, 1987.

des affaires auquel toute période de succession est favorable, n'est évidemment pas indifférente, non seulement pour une meilleure appréciation des orientations politiques mais aussi pour appréhender plus justement les risques de déséquilibres à l'intérieur de la classe dirigeante. Enfin, il est un point sur lequel l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir aura un impact évident : l'existence d'une période transitoire favorable à l'attentisme en matière de politique économique. L'expérience des successions en U.R.S.S. montre en effet qu'un délai de plusieurs années est nécessaire pour décider de la mise en oeuvre d'une éventuelle stratégie nouvelle. A moins donc que les tensions évoquées précédemment ne deviennent véritablement insupportables, on ne doit pas s'attendre à ce que les choix s'opèrent dans le cours des premières années quatre-vingt-dix.

Au demeurant des réponses qui peuvent être faites aux difficultés de la croissance, de la vie communautaire et l'insertion dans le monde sont multiples. Néanmoins, si on s'efforce de ne retenir des solutions d'avenir que celles qui présentent du triple point de vue du développement de la cohésion et des échanges Est-Ouest, une certaine cohérence, on est amené à en suggérer trois principales, a) celle du réformiste, b) de la fuite en avant, c) de la continuité ;

III - QUELQUES SOLUTIONS D'AVENIR

a) - On a pu croire au milieu des années soixante, que le camp socialiste s'engagerait pour répondre aux difficultés de développement qu'il rencontrait, sur la voie d'une remise en cause profonde des règles du jeu qui prévalent jusqu'alors. L'autonomie des entreprises, et la recherche d'une amélioration de leurs résultats d'exploitation - le profit devrait, semble-t-il favoriser la productivité par l'économie, l'adaptation de l'offre à la demande, une attention plus grande aux conditions externes de production et l'incitation à l'innovation. Vu la similitude des nécessités actuelles et prévisibles des économies socialistes, on peut se demander si le mouvement engagé il y a une quinzaine d'années, mais progressivement bloqué ne reprendra pas vie.

On ne cherchera pas à imaginer les mesures de détail qui correspondraient à l'hypothèse réformiste envisagée. La relance de la croissance passerait en tout cas - sans toucher évidemment à la propriété étatique des moyens sur les unités de production et l'acceptation pour celles-ci

de sanctions et de récompenses dépendant de la satisfaction des consommateurs, finals ou intermédiaires de leurs produits. L'assouplissement du système de planification, l'accroissement du rôle des prix et de réduction parallèle des incitations de caractère administratif prônés en 1945 mais quelque peu oubliés depuis, seraient également les bases d'une nouvelle politique économique dont l'adoption pourrait être cautionnée par quelques rappels historiques simples.

Une progression suffisamment rapide dans cette voie permettrait sans aucun doute de contrebalancer les effets négatifs de la réduction du potentiel de croissance. Elle aurait de surcroît l'avantage de rendre plus aisée l'utilisation des possibilités d'accélération de la croissance par transfert, vers les secteurs ou les régions à forte productivité. Ainsi, sans pour autant renoncer à une politique d'investissement favorable aux régions méridionales du pays, pourrait-on inciter les populations d'Asie Centrale d'une plus grande mobilité pour peu que se soient créés, dans le domaine des facteurs de production comme dans celui des produits, les conditions d'un meilleur ajustement de l'offre et de la demande.

Les conditions internes de la croissance seraient d'autant plus améliorées que le "libéralisme" interne aurait à terme les repercussions bénéfiques sur les relations extérieures. Celles-ci à leur tour influenceraient favorablement sur la croissance. En effet, la réussite d'une éventuelle réforme se traduirait pour l'U.R.S.S. par un accroissement notable de sa capacité de rayonnement économique et un affaiblissement relatif du besoin de militarisation de l'économie. De plus, mieux à l'aise désormais dans la compétition économique vis-à-vis du monde occidental, les dirigeants nouveaux joueraient sans craintes de dépendance unilatérale, le jeu de la coopération internationale.

Enfin vis-à-vis de l'Europe de l'Est, l'Union Soviétique pourrait, compte tenu d'un contexte international apaisé, et tout en s'efforçant de conserver des gages de sécurité dans cette région du monde, assouplir sa position à l'égard de l'évolution des systèmes internes et admettre une diversification poussée des modèles nationaux, qui n'exclurait en aucune manière le maintien des liens économiques étroits.

Cependant, dans les difficultés futures, la tentation

du radicalisme, et de la fuite en avant trouveraient également à se nourrir.

b) - L'histoire de l'U.R.S.S. a démontré que la contrainte, même prolongée, mais à la condition qu'elle soit suffisamment prononcée, pouvait constituer un élément non négligeable d'amélioration des performances économiques, de maintien de la cohésion, de promotion dans la hiérarchie mondiale.

Aussi, pour peu que le contexte international s'y prête, la mobilisation des ressources internes pourrait apparaître comme la seule voie à suivre.

En l'absence de sondage d'opinion, il est délicat d'apprécier la capacité réelle de résistance des travailleurs, des consommateurs, des minorités nationales vis-à-vis d'une évolution de ce type dont ils seraient les premières victimes. Mais la plus dangereuse de ces résistances, pour l'équilibre du pays, celle qui viendrait des minorités du Sud pourrait être efficacement contrebalancer par un renforcement contrôlé du niveau de puissance et de richesse de ces régions. Quant aux risques provenant des pays d'Europe centrale et orientale ils appelleraient inévita-

blement des réactions repressives qui iraient même jusqu'à une remise dans le droit chemin des deviants actuels. Au demeurant cette remise en ordre pourrait être appelée de leurs vœux par les dirigeants même de ces pays ayant à faire face à des pressions sociales difficiles à contenir. Sans doute le fossé déjà grand entre dirigeants et dirigés aurait-il tendance à s'y creuser, mais en U.R.S.S. au moins, la relance de l'anti-impérialisme, consacré par un repli sur soi-même de l'ensemble du camp socialiste de même que la manipulation nationaliste constituerait les éléments d'équilibre aux sacrifices imposés à l'intérieur. Appuyée sur des pays du Tiers-Monde de plus en plus ancrés dans la division internationale socialiste du travail - Cuba, Vietnam, Mongolie, Angola, voire un flambeau qu'elle avait eu tendance à relâcher quelque peu au cours des deux dernières décennies. Elle pourrait mieux faire face ainsi à ses difficultés économiques. Enfin dans un monde à nouveau dominé par le clivage Est-Ouest, le Sud étant scindé selon les critères idéologiques - elle redeviendrait un des deux pôles de la vie internationale.

Des deux stratégies extrêmes qui viennent d'être évoquées, la seconde aurait en définitive le grand avantage d'être moins destabilisante pour l'U.R.S.S., car en-

traînant moins de rupture par rapport à l'état présent de la société soviétique. Si les dirigeants soviétiques devraient tirer en effet une leçon de l'histoire de ces vingt dernières années, c'est que le relâchement libéral avait à l'intérieur comme à l'extérieur, des effets négatifs évidents. Après tout, les satisfactions internationales les plus évidentes ne sont elles pas celles qui sont dues au maintien d'un volume élevé de dépenses militaires plus qu'à l'ouverture de l'économie aux achats en provenance de l'Ouest à la constance de l'effort dans les industries stratégiques plus qu'à l'assouplissement de la politique des revenus. Cette stratégie a surtout pour principal avantage d'être une tendance de long terme compatible avec une stratégie de continuité.

c) - La stratégie dite de continuité ne saurait être assimilée d'un simple immobilisme. Tenant compte en effet des changements prévisibles au niveau national et international elle reviendrait à faire face à ces changements sans modifier en profondeur l'équilibre ambigu qui marque les relations entre dirigeants et dirigés d'une part, entre l'Etat soviétique et le reste du monde d'autre part. Ainsi en serait-il de l'attitude vis-à-vis de la croissance dont le ralentissement serait rendu acceptable par la mise évidence du caractère raisonnable de la gestion socialiste

des ressources naturelles. Des révisions périodiques des règles de la gestion économique vien~~x~~draient néanmoins accompagner le maintien du taux de croissance modérée préconisée par les planificateurs du système, institutionnaliser les résultats d'expériences diverses de rationalisation de la production, souligner à nouveau la double nécessité de la gestion centralisée et de l'autonomie des agents productifs. Le but du rapprochement des niveaux de développement régionaux, promu à nouveau comme une des lois principales du développement économique socialistes accompagné d'une politique d'investissement adaptée suffirait à prévenir les difficultés potentielles venant du Sud.

De la même manière dans les relations internationales, un effort de solidarité vis-à-vis des pays socialistes associé à une limitation de la progression des échanges avec l'occident satisferait le double besoin de la sécurité aux frontières occidentales et des achats de modernisation.

Enfin, le discours sur le développement des relations Est-Ouest resterait compatible avec le maintien d'un potentiel militaire élevé comme avec l'accentuation d'une attitude opportuniste vis-à-vis du Tiers-Monde, source d'une instabilité mondiale favorable à la valorisation des ressources naturelles du pays.

Cette version de l'avenir de l'U.R.S.S. paraît être celle qui prévaudrait dans la première moitié des années quatre-vingt-dix. Les délais nécessaires à l'appréciation d'un nouveau guide et à la maturation des décisions, l'incertitude générale qui plane sur l'avenir des relations internationales, les caractères supportables de la baisse prévisible du rythme de croissance pour les cinq années à venir, favorisent un attentisme prudent plus que des bouleversements aux repercussions mal maîtrisables.

Mais c'est également celle qui paraît plus probable à plus long terme. La période 1990-1995 sera certes cruciale : c'est là que se situeront la baisse de puissance la plus marquée des moteurs de la croissance et le renouvellement des cadres supérieurs du pays. Cependant, pour peu qu'elle se déroule sans explosion incontrôlée, à l'intérieur mais partout à l'extérieur de l'U.R.S.S., contraignant les dirigeants soviétiques à un véritable choix, les perspectives de la dernière décennie pourraient être de nature à accompagner le maintien d'une stratégie souple, sans modification sensible des trames d'évolutions caractérisant le système depuis le début des années soixante-dix. D'une part, en effet, les conditions internes du développement dans les années quatre-vingt-dix s'amélioreront quelque peu, parce que la situation agricole

aura pu être stabilisée. D'autre part, les efforts progressifs d'intégration socialiste auront pu donner leurs premiers fruits et fournir une base concrète au maintien d'une solidarité au demeurant perçue comme inévitable par les populations de la zone.

Enfin les investissements consentis auparavant dans la région riche en matière première associés, à un marché international en ces produits, qui se sera probablement stabilisé au profit des producteurs, permettront de ce point de vue là également, d'améliorer à la fois les conditions internes et externes du développement économique et commercial.

Il est de ce fait là évidemment possible, quoique peu probable, que les dirigeants actuels s'en remettent à des solutions qui appartiennent au passé. Selon certains observateurs, si l'économie s'enfonce encore plus dans les difficultés, et si la consommation doit être réduite, un recours à une solution est possible. On aurait donc la situation suivante : un leader fort, soutenu par les militaires (et peut-être même issu de leurs rangs), alliant le renforcement d'une discipline draconienne à d'ardents appels idéologiques et nationalistes à resserrer

les rangs. L'investissement serait accru et des sacrifices seraient imposés.

On imagine bien une telle éventualité associée à un appel à consentir un effort héroïque pour développer la Sibirie, pour résoudre le problème ~~du commerce~~ une fois pour toute, etc. La chose pourrait être calculée de façon à permettre le ralliement de ceux qui se souviennent avec une certaine nostalgie des certitudes simplistes de l'ère Stalinienne. Cela s'accompagnerait sans doute d'une aggravation de la tension internationale (la "menace d'un danger extérieur" pourrait bien venir à point), et les relations avec l'occident s'en trouveraient affectées. Il n'est pas sûr que cela gêne les transferts de technologie ou les octrois de crédits, si chacun s'est mis d'accord pour continuer à faire des affaires comme d'habitude. Une telle politique pourrait être couronnée de succès, du moins à court terme.

Les scénarios qui viennent d'être envisagés peuvent se produire sans changement fondamental dans la manière dont l'Union Soviétique est actuellement dirigée. D'aucun cependant parmi les conseillers économiques du gouvernement soviétique déclarent avec insistance que seules des

modifications fondamentales du système peuvent avoir un quelconque effet réel par rapport aux réformes actuelles.

De nombreux observateurs occidentaux sont également convaincus que des changements fondamentaux devront finalement s'opérer. C'est ce qui est appelé la solution radicale dont l'aboutissement serait nécessairement la mise en place d'une "économie socialiste de marché".

1) UNE ECONOMIE SOCIALISTE DE MARCHE ?

De ce point de vue là, il s'agit de savoir, non pas si, mais quand ces changements interviendront.

Il ne faut pas confondre un tel type de solution avec les réformes actuellement entreprises par Gorbatchev, ni avec les réformes périodiquement mises en route par les gouvernements précédents depuis les années cinquante. Car il y a d'abord eu une plus grande "centralisation" (sous Staline), puis une certaine "Décentralisation" sous

(Khrouchtchev et Brejnev) actuellement poursuivie par Gorbatchev.

Les usines et les secteurs d'activité industrielle ont été regroupés, puis séparés en plus petites unités ; de nouveaux systèmes de fixation des prix et l'idée de profit ont été mis à l'honneur. Tous ces efforts ont avorté, ce qui a incité les observateurs occidentaux à décrire l'économie soviétique comme étant enchaînée à une noria de réformes (148). Rien n'est venu, au cours de l'histoire de pays, desserrer le corset de la planification centralisée. Les prix continuent pour une large part d'être déconnectés de la demande c'est-à-dire ce qui devrait être produit.

Il n'y a toujours ni rémunération, ni licenciement. Le travailleur soviétique n'a pas de motivation pour améliorer sa productivité et le directeur d'usine n'a pas à souffrir d'insomnies en raison du manque d'efficacité de son établissement ou parce qu'il ne sait pas quels sont les besoins des consommateurs potentiels.

(148) Cf. Marczewski (Jean) : "Crise de la planification socialiste ?" P.U.F. 1973.

La solution radicale toucherait au système même, en rétablissant dans une large mesure le "libre jeu des forces du marché, sans aller jusqu'à revenir à l'entreprise privée". On considère qu'il est parfaitement possible de soumettre la propriété collective à la discipline d'une économie de marché : la demande détermine alors le niveau des prix, les biens qui doivent être produits ainsi que la valeur du travail; ce qui nous ramène alors au modèle Lange-Lerner (149).

Même en préservant la propriété collective, l'idée d'une "Economie Socialiste du Marché", reste un problème politique sensible. Cependant quelque part dans la mentalité soviétique il existe un "credo" selon lequel la planification est bonne et l'économie de marché mauvaise : on se rappelle, à ce sujet les travaux de Froumkine A. (150) et de Roginsky (151).

Une telle solution a pourtant ses modèles, qui sont la

-
- (149) Cf. Modèle Lange-Lerner : "On the economic theory of socialism" Reproduit pp,92-110
 Dans Alec Novek D.M. Nuti :
 "Socialist Economic" Selected
 reading, Penguin Education, En-
 gland, 2 ed. 1974, 526 p. Cité
- (150) Froumkin A : "L'inconstance de la théorie bourgeoise du
 commerce extérieur". Voprossi E.K. n°112,
 1959. Cité.
- (151) Roginsky G. et Froumkin A. : "Y a-t-il un fond réel
 dans la théorie bourgeoise
 du commerce extérieur".
 Vniechnaya Torgovlia, n°11
 1961. Cité.

Yougoslavie, et, plus acceptable sur le plan doctrinal, la Hongrie.

L'économie Hongroise est l'une de celles qui fonctionne le mieux parmi les pays du CAEM. La qualité des produits y est meilleure que dans les pays "frères" et l'on tient davantage compte du consommateur. Le pays n'a cependant pas connu de miracle économique.

Les dirigeants du système Hongrois expliquent ses limites par le fait que l'expérience n'a pas encore été menée à son terme logique. La raison vient de ce que les Hongrois se sont abstenus d'appliquer à la main d'oeuvre quelques principes de l'économie de marché. Comme partout ailleurs dans les pays de l'Est, les travailleurs ne sont pas licenciés et la productivité reste faible (elle est à peine la moitié de celle de l'Autriche, sa voisine). C'est dans la compétition pour les commandes des pays occidentaux que les Hongrois ont les plus grandes réussites. Ces performances à l'extérieur attendent toujours leur équivalent au plan intérieur. Mais pour l'U.R.S.S., il en va autrement, car l'U.R.S.S. n'est pas la Hongrie.

2) L'U.R.S.S. N'EST PAS LA HONGRIE

Si les Soviétiques se décident à appliquer le remède Hongrois à leur propre économie, ils devront substituer aux décisions centralisées et autoritaires un système basé sur la concurrence. Mais les hommes du Kremlin sont-ils prêts à couper eux-mêmes la branche sur laquelle ils sont assis ? Car dans le cas de la Hongrie, cette évolution est plus facile, compte tenu de la petite dimension de son économie qui fait qu'elle doit s'ouvrir aux échanges. Elle est, par suite, étroitement liée aux pays occidentaux. L'U.R.S.S., avec son gigantesque marché intérieur et ses colossales ressources, est en revanche bien moins affecté par les échanges internationaux. Plus fondamentalement encore, la réussite de toute transformation de l'économie soviétique dépendra de la volonté d'introduire la discipline et les incitations qui amélioreront la productivité. C'est là en fait, le problème épineux que les autorités actuelles du Kremlin devront affronter.

Il faudra une équipe dirigeante très sûre d'elle-même

pour imposer ces mesures. Gorbatchev, à ce qu'on constate, a déjà commencé à s'y employer. Il existe autour de lui, toute une génération de responsables et de cadres qui ont de forts intérêts dans le système actuel. Une éventuelle "révolte" des gens en place face au changement pourrait, dans un premier temps faire empirer les choses avant qu'elle n'aillent mieux. De plus la perspective de licenciement ne saurait séduire l'opinion. Enfin, on peut être assuré que les succès obtenus dans un pays puissent être transposés dans d'autres. Comme l'indique le Kremlinologue Joseph Berliner (152), "la Hongrie n'est certes pas le Japon, mais l'U.R.S.S. n'est pas non plus Hongrie".

Faute d'appliquer des remèdes globaux à l'économie, les autorités soviétiques pourraient néanmoins espérer obtenir plus rapidement des résultats en prenant des mesures comportant des incitations véritables à l'intention des milliers de paysans de l'U.R.S.S. Sans doute bouleverser le système des Kolkhozes et des Sovkhozes, ce qui est

(152) Berliner J. Cité par Camilio Tejera dans : "Stagflation mondiale et planification socialiste". Le cas de la Hongrie. R.E.C. Est-Ouest, p. 178 - n° 2, Juin, 1981.

politiquement impensable, la réforme pourrait permettre une augmentation rapide de la production de viande, de volailles, de lait, de légumes et de fruits provenant des parcelles exploitées individuellement par les paysans. Ces terres ne représentent que 3 % du total des terres cultivées, mais fournissent le quart de la production agricole, et presque le tiers de la viande, du lait des légumes et des oeufs. Les agriculteurs réussissent à exploiter leur lopin individuel malgré toutes sortes d'obstacles. Ne feraient-ils pas des miracles pour résoudre le problème alimentaire de l'Union Soviétique, s'ils avaient la possibilité d'acheter des engrais et de se rendre acquéreur de 1 ou 2 % de terres supplémentaires.

On leur a refusé engrais, fourrages, et semences. On ne trouve pratiquement pas de tracteurs adaptés à la production à petite échelle. A cet égard aussi, les soviétiques peuvent se référer au modèle Hongrois. Les autorités Hongroises fournissent aux paysans les moyens et les incitations nécessaires, à développer leurs initiatives. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la Hongrie est le seul pays d'Europe de l'Est à dégager un excédent agricole à l'exportation.

Face aux médiocres rendements des énormes investissements effectués dans les Kolkhozes et les Sovkhozes, les remèdes semblent évidents mais on touche là à un point délicat de l'histoire soviétique : le paysan, même si on ne lui laisse qu'une petite initiative personnelle, reste toujours un ennemi de classe potentiel. Depuis 1917, il a presque toujours été méprisé et maltraité et il faudra dans une certaine mesure le réhabiliter si on veut maintenant faire appel à lui, comme c'est le cas actuel des réformes en Chine.

Cette solution apparaît cependant la plus plausible actuellement, parmi les remèdes radicaux. Face à une pénurie alimentaire qui s'aggrave et à des abattages de bétail en catastrophe, la paysannerie se voit gratifiée de toute une série de faveurs incitatrices, et les directeurs de Kolkhozes et de Sovkhozes reçoivent l'ordre d'apporter leur aide. Tout à coup le lopin individuel devient à la mode.

Si ce tournant constitue plus qu'une solution provisoire au problème immédiat de la pénurie alimentaire, les conséquences pourraient en être considérables. Il reste à voir si un tel changement peut se produire en l'absence

d'autres réformes économiques, sans parler du difficile contexte international. Un problème potentiel se pose d'ailleurs : si les agriculteurs prennent l'initiative de développer l'élevage (ce dont ils ont été empêchés jusqu'ici par des mesures législatives), il faudra importer plus de produits agricoles. Cela risque de poser des problèmes, du fait de la baisse des revenus pétroliers à laquelle pourrait s'ajouter une reprise de l'embargo américain sur les livraisons de céréales. Et on retombe par là sur des questions telles que la situation en Pologne et la poursuite de la guerre en Afghanistan.

Il est possible, en légalisant les petits commerces et les petites entreprises privées, de faire jouer une autre soupape de sécurité : on pourrait de cette manière calmer une bonne partie du mécontentement des consommateurs, surtout localisés dans les classes moyennes, sans remettre en cause l'économie d'Etat qui reste essentielle. Dans ce domaine, c'est l'Allemagne de l'Est, par ailleurs très orthodoxe, qui, de façon surprenante, peut constituer un modèle pour l'Union Soviétique : d'aucuns attribuent en effet le succès relatif de la République Démocratique Allemande (pays le plus prospère du CAEM) à un pragmatisme de cet ordre. De plus, en U.R.S.S., de telles réformes ne

seraient en partie qu'une simple légalisation d'une réalité qui, bien que tout à fait officieux, existe sur une très grande échelle.

3) QUEL AVENIR POLITIQUE ?

L'U.R.S.S. choisira-t-elle la voie des réformes en profondeurs ou celles des expédients et du formalisme politique ? La succession de Brejnev et les réformes qui devraient être appliquées ont tellement trainé en longueur, qu'aujourd'hui beaucoup de soviétiques demeurent sceptiques face aux changements intervenus depuis l'ère "Gorbatchevienne".

Une question reste toujours posée dans l'avenir :
- l'élite soviétique acceptera-t-elle, comme un fait acquis, que l'Union Soviétique reste à jamais une société industrielle de troisième catégorie ?

Qu'advient-il en effet de l'image de l'U.R.S.S. lors-

que d'autres pays qui comptaient jusqu'ici parmi les plus pauvres de la planète, rejoignent le concert des nations les plus riches, et devancent l'Union Soviétique ? Une nouvelle génération de dirigeants est susceptible de se poser certaines questions qui font actuellement partie du domaine des tabous. Il ne faut pas croire que les difficultés qui menacent le pays ont quelque chose d'inéluctable. Cela dit, une renaissance économique de l'U.R.S.S. ne peut se concevoir sans des changements radicaux du système et d'importantes réductions de son énorme budget militaire.

Ces deux éléments sont peut-être même liés. - Une libéralisation du système économique est sans doute nécessaire pour instaurer un climat politique favorisant une attitude raisonnable en matière militaire. En retour, la revitalisation du secteur civil peut dépendre de l'apport des technologies de pointe et des capacités de gestion de haut niveau actuellement monopolisée par l'industrie militaire. En attendant, avec le ralentissement de la croissance, le budget de la défense soviétique exerce une pression décourageante sur le reste de l'économie. La perspective d'une nouvelle accélération de la course

aux armements pourrait déclencher une véritable crise économique dans le pays.

Les grandes questions militaires et stratégiques étant mises à part, l'U.R.S.S. continuera, selon toute vraisemblance, à avoir besoin de technologie, de produits alimentaires et sans doute également de crédits occidentaux. Pour le reste du monde, l'orientation de l'Union Soviétique dans les années qui viennent n'est pas une simple question de "quelques réformes" et d'offensive de séduction des occidentaux : - l'U.R.S.S. est dans une position de déséquilibre qui peut devenir très dangereuse pour tout le monde. L'attitude de l'occident pourra-t-elle influencer les choix de la direction Soviétique actuelle ? - l'occident doit-il chercher à exercer des pressions ? - les discussions vont encore bon train à ce propos.

Le dilemme des relations Est-Ouest-Sud est bel et bien là.

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES
 =====

I) TABLEAUX

- | | |
|--------------------|--|
| TABLEAU I | : Commerce extérieur russe et soviétique de 1900 à 1938. |
| TABLEAU II | : Structure des exportations soviétiques. |
| TABLEAU III | : La part de l'U.R.S.S et des pays de l'Est dans le commerce mondial. |
| TABLEAU IV | : Tableau (par la méthode simplexe) indiquant la prépondérance des liaisons verticales dans l'économie socialiste. |
| TABLEAU V | : Donnée sur les variations des quantités demandées et offertes en fonction des prix en économie de marché. |
| TABLEAUX VI et VII | : Processus de fixation centralisée ou directe du taux sur le chiffre d'affaires et du prix. |
| TABLEAU VIII | : L'écart des prix à l'exportation de l'U.R.S.S. vers la Tchécoslovaquie et vers les pays occidentaux. |
| TABLEAU IX | : Ecart de prix à l'importation vers l'U.R.S.S., en provenance de la Tchécoslovaquie et des pays occidentaux. |

- TABLEAU X : Commerce extérieur de la Tchécoslovaquie avec l'U.R.S.S. en million de DM.
- TABLEAU XI : Distorsion du commerce soviéto-tchécoslovaque (1966 en million de DM).
- TABLEAU XII : Solde des échanges entre le CAEM et les pays capitalistes développés (en milliard de dollars).
- TABLEAU XIII : Les échanges de l'U.R.S.S. et des pays Est-européens avec les économies de marché industrialisées (en million de dollars U.S., prix courants).
- TABLEAU XIV : Taux annuel de croissance des échanges de l'U.R.S.S. et des pays Est-européens avec les économies de marché industrialisées (en %).
- TABLEAU XV : Les importations en provenance des pays en voie de développement en % du total des importations.

.../.

II) GRAPHIQUES

- GRAPHIQUE I et II : Modèle du commerce international, le modèle statique à deux pays, deux facteurs, deux biens.
- GRAPHIQUE III : Schéma explicatif de la centralisation des décisions du commerce extérieur.
- GRAPHIQUE IV : Niveau d'équilibre du marché en économie de marché.
- GRAPHIQUE V : Mécanisme d'ajustement du marché en régime capitaliste par rapport au marché socialiste.
- GRAPHIQUES VI, VII, VIII, IX : Fixation des prix sur la base des coûts marginaux.
- GRAPHIQUE X : Détermination des taux de change d'équilibre.

.../.

B I B L I O G R A P H I
 =====

OUVRAGES PRINCIPAUX CONSULTES (cités ou non cités)

I) - SOURCES SOVIETIQUES :

Les bases du marxisme-Léninisme, Ed.
Gosspolitizdat, Moscou - 1960.

Les bases des connaissances politiques
marxistes, Ed. Gosspolitizdat, Moscou
1960.

Les bases de la philosophie marxiste,
Ed. Gosspolitizdat, Moscou - 1960.

P.I. Liachtchenko : "Histoire de l'économie nationale de
l'U.R.S.S.", tome III, le socialisme -
Ed. Gosspolitizdat, Moscou - 1960.

V. Lénine : "Oeuvres choisies", Ed. du Progrès,
Moscou - 1975.

J. Staline : "Problèmes économiques du socialisme e
U.R.S.S.", Ed. Société - 1952.

Alexandrov N. : Les principes de la théorie de l'Etat
et du droit", Ed. de la littérature
juridique, Moscou - 1960.

Economie Politique : "Le socialisme,
Ed. du progrès, Moscou - 1977.

Manuel d'économie Politique. 3ème édition Gosspolitizdat, Moscou - 1960.

L'économie nationale de l'U.R.S.S. Recueil n° 2, Ed. Gosspolitizdat, Moscou - 1961.

L'économie du commerce soviétique, Manuel Ed. Gosspolitizdat Moscou - 1959.

Le commerce extérieur de l'U.R.S.S., de 1918 à 1940. Recueil statistique, Vniéchtorgizdat, Moscou - 1960.

L'économie socialiste soviétique 1917 - 1957, Ed. Gosspolitizdat, Moscou - 1957.

S. Tureski : Ocherki planonovotsenoobrazovanija Vsssp, 1959, Ed. Moscou.
(Sur la formation des prix en U.R.S.S.)

II) SOURCES OCCIDENTALES :

A. Boltho et J. Viner : "Studies in the theory of international trade" .
Hper and Brother's, Ed. London and New York -
1937.

Laird Robbin : Soviet arms trade with the non communist Third
World, edited by Erik P. Hoffman, New York, 198.

Lambert L. : Un péril mortel : le dumping russe et le plan
quinquennal. Ce que les travailleurs doivent
savoir, Ed. Société Nouvelle des imprimeries
Parisiennes Réunies - 1931.

- Marczewski Jean : "Crise de la planification socialiste ?", PUF, 1973.
- Denis M. et Lavigne M. : "Le problème des prix en Union Soviétique", Ed. Cujas.
- Jeramec Jacques : Le monopole du commerce extérieur en Russie Soviétique - Origines - Organisation - Conséquences - Paris - Librairie générale de droit et de jurisprudence - 1928.
- Fichte J.G. : "L'Etat commercial fermé", Traduction française - Paris 1940.
- Wener Klatt : Aide et échange : aide économique de l'Ouest et de l'Est : un défi à l'occident. Ed. Levrault, 1959.
- Hélène Carrère d'E. : Ni paix ni guerre - l'U.R.S.S. à l'heure du Tiers-Monde, Ed. Flammarion 1986.
- Marx Karl : Oeuvres. Economie. Tome 1 et 2 - La pléiade - Gallimard - 1966.
- Boltho A. : Foreign trade criteria in socialist economies Cambridge - University press 1971.
- Lavigne M. : Economie Internationale des pays socialistes, Ed. A. Colin, Paris - 1985.

- W. Brus : Problèmes généraux du fonctionnement d'une économie socialiste, Paris, Maspero - 1968.
- Boucon B., Boules J., Lorenzi J.H et Rosier B. : Modèles de planification centralisée, Presses universitaires de Grenoble, 1973, 239 pages.
- Lerner A.P. : "Economics of control", New York, Mac Millan.
- Dickison : "Economics of socialism", Oxford, 1939.
- Dobb Maurice : "Economic theory and socialism", New York, 1955.
- Nove A. & Nuti D.M. : "Socialist economics" Selected Readings. Penguin Books, England, 1972, 526 pages.
- Brown Alan et Nenberger E. : International trade and central planning, an analysis of economic interactions", University of California Press - Beverly and Los Angeles, 1968.
- Bettetheim Charles : Problèmes théoriques et pratiques de la planification F. Maspero, Paris, 1970.
- Brady Andra : "Proportions, prices and planning" a mathematical restatement of the labor theory of value, 1970,, Noth - Holland Publishing Company, Amsterdam.
- Samir Amine : L'échange inégal et la loi de la valeur, Ed. Anthropol, idép. 145 p., Paris 1973.

- Lavigne M. : "Les économies socialistes soviétiques et européennes", Ed. Armand Colin, 1979.
- Mescheriakoff H. : "Inflation et politique monétaire dans les économies socialistes, p. 184, thèse d'Etat, Paris I, 1979.
- Trzeciakowski Witold : "System of indirect management in a planned economy", Lodz, 1973, 173 p.
- Raymond Barre : "Economie politique", tome II, 1965, PUF, 884. p
- Keynes John M. : La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Ed. Payot, Paris, 1949.
- Paul Bran : National economic planning, B.F. Haley, Ed. 1950
- Lavigne M. : Les relations économiques Est-Ouest, PUF, Paris 1979.
- Rapport sur le développement dans le monde, 1985, Banque Mondiale Washington D.C.
- Frantz Fanon : "Les damnés de la terre", Maspero, Paris, 1961.
- Alain Berger : Un milliard d'hommes qui ne veulent plus attendre, Esprit, 1956, Paris.
- Abdel - Iadil M. : "La planification des prix en économie socialiste", PUF 1975.

- Agoston : "Le marché commun communiste", Principes et politique de Comecon", 2ème éd., Genève, 1965
- Balassa Béla : "The theory of economic integration", London, George Allen & Unwin, LTD, 1962.
- Bognar Jozsef : "Economic policy and planning in developing countries". Akademiai Kiado, Budapest, 1969.
- "Les nouveaux mécanismes de l'économie socialiste en Hongrie", les Editions du pavillon Paris, 1969, 130 p.
- Babeau A. & Derycke P.M. : "Problèmes de planification", Paris, Ed.Sirey, 1967.
- Ausch Sandro : "Theory and practice of CMEA cooperation", Budapest, Akademiai Kiado, 1972, 279 p.
- Allan Maurice : "Libération des relations économiques internationales", Gourthier-Villar, 1972.
- Ellman Michael : "Soviet planning today, proposals for an optimally functioning economic system" - Cambridge University Press, 1971.
- Falkowski Mieczyslaw : "Les problèmes de la croissance du Tiers-Monde vus par les économistes des pays socialistes" Payot, Paris, 1968.
- Feiwel George R. : "The Soviet quest for economic efficiency, issues, controversies and reforms" Praeger, New York, 1972.

- Gelard P. : "Les systèmes politiques des Etats socialistes
Paris Cujas, 1975, Tome 2.
- Földi T. Kiss T. (Eds.) : "Socialist World market prices". Akademia,
Budapest, 1969, 205 p.
- Gregory Paul R. Stuart Robert c. : "Soviet economic Structure and perfor-
mance", Haper & Row publisher,
New York, 1974.
- Harrod Roy & Hague D.C. (Eds) : "International trade theory in a deve-
lopping World". London. Mc Millan and
C° LTD, 1963 .
- Katz Abraham : "The ploitics of economic reforms in the So-
viet Union" Praeger Pub. New York, 2ème
édition, 1974, 230 p.
- Kirschen DS (ED) : "Economic policies Compared West and Eart",
Vol. I, General theory, 1974, North-Holland
Publishing Company, Amsterdam.
- Kiss Tibor : "International division of labor in open
economies, with special regard to the CMEA",
Akademia Kiado, Budapest, 1971, 322 p.
- Köhler Heinz : "Welfave and planning, an analysis of capita-
lism vesus socialism" John Wiley & Son,
New York, 1966.

- Kaser Michael : "Integration problems of the planned economies" , Oxford University Press, 1965, 215 p. (Ed).
 "Economic developpement for eastern Europe",
 Conférence de l'association économique internationale, 1968, Mc Millan, London, 329 p
- Kirschen E.S.(Ed) : "Economic policies compered, West and East, Vol. I General theory, 1974, North-Holland, Publishing Company, Amsterdam, 355 p.
- Ohlin Bertil : "La ppolitique du commerce extérieur", Dunod, Paris, 1960.
- Ottana Moïse : "La notion d'intégration économique socialiste Mémoire de D.E.S. - Université Paris I, UER ' 113p., 1975.
- Smith Elen Alden : Soviet foreign trade organisation operations and policy, 1918-1971, Praeger, New York, 1973, 250 p.
- Sdlogel Maurice : "Les relations économiques et financières internationales", Masson, Paris, 1972, 380 P
- Zorgbite Charles : "L'Europe de l'Est face au marché commun", Armand Colin, 1971, 103 p., Coll. Ur.
- Lorenzi J.H. : "Le marché dans la planification", PUF, Coll. Economie d'aujourd'hui, 1975, 372 p.
- Masnata Albert : "Le destin des échanges Ouest- Est, problèmes et solutions", A. La Baconnière, Neuchâtal, 1972, 173 p.

- Chambre Henri : "L'économie planifiée", Que sais-je n° 329, Paris PUF, 1966.
- Clark P.B : "Planning import substitution" North-Holland Publishing Company, 1970, Amsterdam, 315 p.
- Derycke P.M Bobe B. : "Projection des échanges extérieurs et balances des paiements", Economica, Paris 1975, 491 p.
- Dorfman R. Samuelson p;a; Solow R.M : "Programmation linéaire et gestion économique", 2ème éd. Dunod, Paris, 1962, 550 p.
- Cohn Stanley M. : "Economic development in the Soviet Union", Heath lexington, Mass, 1970, 135 p.
- Nurkso Ragner : "Problems of capital formation in underdeveloped Countries" 7 éd. Basil Blackwell Oxfort, 1960.
- Hutchings Raymond : "Sasonal inflences in Soviet industry", Oxfort University Press, London 1971.
- Byé Maurice : "Les relations économiques Internationales" Dalloz, Paris, 1965, 2ème éd. 1971.
- Caillot J. : "Le C.A.E.M." Paris 1971. Librairie du commerce international, 413 p.
- Wiles P.J.D. : "Communiste International economies", 1968, Blackwell, Oxfort, 566 p., "The prediction of communist economic performance", Cambridge University, Press, 1971, 300 p.
-

- Malanssena J.L : "Spécialisation internationale et développement", Economica Paris, 1975.
- Perroux François : "Autarcie et expansion, Empire ou Empires", Paris 1940, Librairie de Medicis, 67 p.
"Indépendance de l'économie nationale et inter-dépendance des nations", Coll. 10-18 - Union Générale d'Ed. Paris, 1969, 312 p.
- Pisar Samuel : "Les armes de la paix", l'ouverture économique vers l'Est, Denöel, Paris, 1970.
- Boucou B., Bourles J., Lorenzi J.H et Rosier B. : "Modèles de planification centralisée", Presse universitaire de Grenoble, 1973, 239p.
- Boukharine N., Preobrajensky E., Trotsky L. : "Le débat soviétique sur la loi de la valeur", Coll. critiques de l'économie politique, F. Maspero, Paris, 1972, 257 p
- Bornstein Morris : (Ed) : "Plan and market, economic reforms in Eastern Europe", New Haven and London, Yale, University Press, 1973, 416 p.
- Boukharine N.. : "Le socialisme dans un seul pays", Coll. 10-18, Union générale d'édition, Paris 1974, 437 pages.
- Van Branbant J.M.P. : "Bilateralism and structural liberalism intra - CMEA trade", Rotterdam University Press, 1973.
"Essays on planning, trade and integration in Eastern, Europe-New York and London, Yale University Paris, 1973
-

- Wilber Ch. : "The soviet model and under developped countries", University of North Caralina Press, 1969, 240 p.
- Wilozynski J. : "The economics and politics of East - West trade", London, Mc Millan. "The economics of socialism : principales governing the operation of centrally planned economies in the URSS and Eastern Europe under the new system", 1970, George Allen & Unwin. London, 233 p.
- Nurkse Roger : "Problems of capital formation in under developed countries". 7ème éd. Basil Blackwell, Oxfort, 1960.
- Berliner S. : "Soviet economic aid : the new aid and trade policy in under developed countries. Ed. Frederik A. Preager in New York, 1957.
- Chambre H. : "Prix, valeur et rationalité économique en URSS", Paris, Sirey, 1962.
- Pechoux Pierre : "La puissance économique de l'U.R.S.S.", Paris Ed. Duchène, 1945.
- Zeitebann (Salomon) : "La politique commerciale de l'U.R.S.S., thèse Paris recueil Sirey, 1934.
- Chambre H. : "Le marxisme en Union Soviétique ; idéologie et institutions, leur évolution de 1917 à nos jours, Paris, Ed. du Seuil, 1955.
- Kamenov (E.G.) : "Some problems in economics relations between socialist and capitalist countries. Economic developmment for Eastern Europe", Ed. by M. Kasser, London, Mc Millan, 1968.
-

- Golman (Marshal) : "Soviet foreign aid. New York, London Praeger, 1967".
- Bernard Philipp : Destin de la planification soviétique, Paris, Ed. ouvrière, 1963
- Bolrowski C. : "Formation du système soviétique de planification", Paris Moutn & C°, 1966.
- Stokk (B.R.) : Soviet and Eastern European trade and aid in Africa ? New York, Praeger, 1967.
- Chambre H., Saltiel (J.P.), Nowicki A. : Tiers-Monde et commerce des pays de l'Est, Paris, I.S.E.A., 1962.
- Kurkij A. : La planification en U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes, Paris, Mouton, 1969.
- Shiriaev J.S. : La division internationale socialiste du travail (question et théorie - Moscou Nauka 1977, en russe.
- Seurot François : Inflation et emploi dans les pays socialistes Paris, PUF, coll. "Libre échange".
- Rames : Rapport annuel mondial sur les systèmes économiques et les stratégies, 1981, 1982, 1983/ 1984, Paris Ifri, Economica.
- Quigley J. : "The soviet Foreign Trade Monopoly, Columbus", Ohio, 1974.
- Wiles P. : "Communist International Economics", Oxford 1969.
-

- Fedorowicz Z. : "Les problèmes actuels du rouble transférable" en Unités et Monnaies de compte" *Economica*, Paris, 1978.
- Peter Wiles : "The control of inflation in Hungary" *Economiae applicatae*, 1974, n° 27.
- Tardos M. : "The impact of Western inflation and Economic Procession in the Hungarian Economy", 1978, Budapest.
- T. Nagy : "Le système de prix hongrois dans régulation et division international du travail". *Travaux du colloque France-Hongrie, recherche Panthéon-Sorbonne, Université Paris I, Ed. Economica*, 1979.

ARTICLES ET REVUES LUS (cités ou non cités)

I) SOURCES SOVIETIQUES :

- Froumkine A : L'inconstance de la théorie bourgeoise du commerce extérieur. Voprossi Ekonomiki n° 12, 1959.
- Froumkine A : La théorie bourgeoise du commerce extérieur et les problèmes des pays sous-développés. Vniechnaya Torgovlia, n° 4, 1959.
- Roginsky G. et Froumkine A : Y a-t-il un fond réel dans la théorie bougeoise du commerce extérieur, Vniechnaya Torgovlia, n°11, 1961.
- F. Abramov : "Des analyses pseudo-scientifiques des économistes bourgeois", Vniechnaya Torgovlia n° 10, 1963, p. 13-17.
- Bredov et Lenin A. : Prévision de la demande de la population. Vop. EK, 1958, n° 7, traduit : "prob of Ec", Janvier 1968.
- A. Pchkov : "Lois générales et particulières dans le socialisme". Vop. EK, n° 9, 1960.
- A.J Liepiochkin : "Le programme du parti communiste de l'Union Soviétique et quelques questions théoriques relatives à l'Etat socialiste" dans Sovietskoyé Gossoudarstvo i Pravo n° 12, 1961
- Liberman : "Le budget de l'Etat U.R.S.S., dans le système de l'organisation économique du socialisme". Vop EK. n° 10, 1962.

- V. Lavrov : "Le budget de l'Etat: arme importante pour la direction de l'économie - Planovoyé Khozaïstvo, n°2, 1962.
- Youri Lioubovitch : "Qu'est-ce-qu'est la planification à l'intérieur de l'entreprise". Cours économiques de l'Ekonomist scheskaya Gazeta, fascicule n° 10, p. 2 - 6.
- B. Gotschalenko et Mayevski : "L'amélioration du système des indices du plan d'Etat - Vop EK. n° 3, 1962, p.22-26.
- I. Mayevski et A. Fomine : "De quelques questions en vue du perfectionnement de la planification de l'économie nationale", Vop.EK. n° 12, 1962, p. 38-45.
- V. Nemtchinov : "Les modèles de la planification de l'économie nationale, Vop. EK., n° 7, 1964
- Z. Atlas : "Le calcul économique et rentabilité. Vop. EK. n° 8, 1961, p. 112-124.
- N. Spiridonova : "Le calcul économique dans les conditions de la construction du communisme", Vop. EK. n° 6, 1961, p. 16-27.
- Z. Atlas : "La gestion commerciale et la rentabilité. Vop. EK. n° 8, 1961.
- A. Batchourine : "Problème de rentabilité des entreprises industrielles". Vop. EK, n° 11, 1959, p. 77.
- S.G. Stoliarov : "Des prix et de la formation des prix en U.R.S.S." Gossestatizdat - Moscou, 1960;
- J. Loukinov : "Améliorer la planification des prix d'achat (l'exemple de la Rép. Soviétique d'Ukraine). Planovoyé Khozaïstov, n° 11, 1963.

- Z. Atlas : "De la loi de la circulation monétaire dans le socialisme". Vop. EK, n° 11, 1965, p.69-85.
- A. Kronrod : "La loi du coût et le problème de la formation des prix en U.R.S.S.". Vop. EK, n° 2, 1957.
- Y. Orlov : "Le rôle du commerce extérieur soviétique dans la vie économique du pays". Sovietskaya Torgovlia, n° 118, 6 octobre 1960.
- M. Besspalov : "Questions concernant l'amélioration des biens entre industrie et commerce". Vop. EK n° 10, 1962.
- M. Lifitz : "De quelques questions relatives à la circulation des marchandises dans l'étape actuelle". Vop. EK, n° 11, 1959, p. 100-109.
- A.P Korotaiev : "Les formes juridiques des rapports économiques de l'U.R.S.S. avec les pays économiquement peu développés". Sovietskoyé Gossou-darstvo i Pravo, n° 12, 1962.
- Bystrov : "Les relations internationales de l'U.R.S.S. en matière de crédit". V. Vniechnaya Torgovlia, n° 9, 1961.
- I. Karpanov : La collaboration technique de l'U.R.S.S. avec des pays étrangers Vniechnaya Torgovlia, n° 6, 1961
- K. Popov : Le commerce entre l'Ouest et l'Est, une nécessité objective. Vniechnaya T; n°2, 1961
- A. Masnata : "Les échanges entre pays à systèmes économiques différents". Revue suisse de statistique et d'économie politique. Bâle Fascicul 2. 1953

- G. Smirnov : Estimation de l'efficacité économique du commerce extérieur de l'U.R.S.S.. Vop EK, 1965, n° 2.
- Karagedov R.G. et Kazakevic : Réforme économique et théorie en U.R.S.S. Problèmes économiques, n° 1750, 1981.
- Komsomolskaï Pravda - 1er Décembre 1967.
- Komsomolskaï Pravda - 14 Février 1968.
- Pawel Bozyk : Wspolpraca Gospodarcza. R.W.P.G. (La coopération économique des pays du CAEM), PWE Warszawa, 1970.
- Ekonomiceskie Svjazi Vostok, Zapad : Problemy i Vozmoznosti (Les relations économiques Est-Ouest : Problèmes et possibilités), ouvrage collectif publié par l'institut de l'Economie du Système Socialiste mondial, Moscou, 1976.
- Problemy Zazvitija Ekonomiceskih Otnosenij Mezdu Socialisticeskimi i Kapitalisticeskimi Stranami (Les problèmes du développement des relations socialistes et capitalistes), ouvrage collectif de l'Université d'Etat (M.G.U.), Moscou, 1974.
- A. Noinov, V. Iokhim, L. Lodina, : "Ekonomiceskie Otnosenija mez du Socialisticeskimi i Razvitymi Kapitalisticeskimi Stranami", (Les relations économiques entre les pays socialistes et les pays capitalistes développés), Moscou, 1975.
- Ju. Kapelinskij : "Na Vzaïmnovygodnoj Osnove" (Sur une base mutuellement favorable), Moscou, 1975.

- Ivcinnikov : "Ekonomiceskoe Sotrud ni Cestvo : effektivnost i perspektivy (La coopération économique : efficacité et perspectives), Moscou 1975.
- Materializacija Razrajadki Ekonomiceskie aspekty (La matérialisation de la détente : aspect économiques), Ouvrage collectif sous la rédaction de V. Senaev et Ju. Andreev, Moscou, 1978.
- V. Garbusov et al., Mezdunarodnaja Socialisticeskaja Valjuta Strancle-nov SEV. (La monnaie socialiste internationale des pays membres du CAEM), Moscou, 1972.
- J. Basink, Mjaroszynska et B. Krawczyk : Les prix du commerce extérieur des pays membres du CAEM, Varsovie, 1975.
- K. Pecsí, A. KGST termelési integráció Közgazdasági Kérdesei. (question économiques de l'intégration de la production au sein du CAEM), Budapest, 1977.
- J. Wesolowski : "Le cours du change en économie socialiste" Varsovie, 1975.
- J. Wesolowski : "Le système monétaire des pays membres du CAEM", Varsovie, 1977.

II) SOURCES OCCIDENTALES :

- Portes Richard : Est-Ouest-Sud - Le rôle des économies centralement planifiées dans l'économie internationale, vol. 10, n° 3, 1979, éd. C.N.R.S.S.

- Sokoleff Georges : L'économie de détente : l'U.R.S.S. et le capital occidental-Paris Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1983.
- Fisher A.G.B. : L'autarcie ... Oxford University Press.
- Vassilev Vassil : La nouvelle stratégie soviétique d'implantation en Amérique Latine, 1977;
Industrie lourde en Union Soviétique. Problèmes économiques, 6 mars 1969, n° 1105.
- Benjamin B. Camilio T. et M. Torsa V. : "Sur la théorie de la régulation financière et les prix". Revue d'Etude comparative Est-Ouest, 1981, p. 201, n° 2.
- Feteke J. : New Hungarian Quarterly, n° 63, automne 1976.
- Trzeciakowski Witold : "Evolution de la planification et de la gestion du commerce extérieur en Pologne, R.D.E. vol. 1, 1971
- Liska & Marias : "Optimal returns and international division of labour", traduit dans : United Nations Economic Commission of Europe. "Economic Survey of Europe, in 1954, pp.131-135. Genève 1955.
- Paul Craig Roberts : Oskar Lange's theory of socialist planning .P.E. n° 5-6, 1971.
- Jorn Henrik P. : Some further comments on Drenowski's theory on socialism. J.P.E. n° 2 1970.

- Field S. : L'interaction entre production et les besoins sociaux, dans le développement économique planifiée. Vop.EK, n° 12, 1969. Trad in probl. of E.D. Juillet 1970.
- A. Masnata : "Les échanges entre pays à systèmes économiques différents". Revue suisse de statistique et d'économie politique. Bâle fascicule 2, 1953.
- Hagelmay J. : "Internal.of external. inflation and of deterioration in the terme of trade" . Soviet and Etat European foreign trade. vol. XII, n° 4 1976-77.
- Renverzez F. et Lavigne M. : "Régulation et division internationale du travail - l'expérience hongroise - Economica. Paris 1979,pp. 44-66.
- Glattfieder P. : "Anti inflationary policy through the price system in Hungray". Communication présentéé au congrès de la IA : RIW New York, 1977.
- Field (s) : The interaction between production and social needs in palnned economic deve-lopment. Vop. EK, 1969, n° 12.
- Holzman Franklyn D. : "The operation of source traditional ajustement mechanisms in the foreign trade of centrally planned economies. Dans économies et société. T 11, n° 2, févr. 1968. Paris ISEA.
- International trade and central planning and analysis of economic interactions. Edited with an introduction, by Alan A. Brown - and Egon Neuberger... Berkelcy and Los Angeles University of California, 1968.

- Manson Philip : "U.R.S.S. : foreign trade implications of the 1976-80 plan-London, the Economist intelligence unit. Octobre 1976.
- A. Masnata : "Le commerce extérieur soviétique et ses incidences internationales. Cahiers de l'institut de sciences économiques appliquées, Série P, n° 7, 1962.
- Leontief Wassily : "Domestic production and foreign trade the american capital position re-examined" reproduit dans EI, févr. 1954.
"Factor proportions and the structure of american trade : Futher theoretical and empirical analysis". R.E.S, nov. 1956, pp. 386-407.
- Camilo Tereja : Stagflation mondiale et planification socialiste : les cas de la Hongrie. Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest - 1981, n° 2.
- Kalecky M. : "The principal of increasing risk" Economica, n° 4, nov. 1937.
- Viner Jacob : "International relations betwven state controled national economies". AER, supplement march 1944.
- Zalesky (Eugène) : Transfert de technologie, endettement e perspectives du commerce Est-Ouest, Revue d'étude comparative Est-Ouest, Vo. 10. 1979.
- Hagelmayer I. : "Internal effects of inflation and of deterioration in the trade" soviet and East European Trade. Vol. XII, n° 4, 1976-77. pp. 19-39.

- Kazimierz Laski : "Les importations de capitaux et d'équipements et la croissance dans les pays socialistes". Revue d'Etude Comparative Est-Ouest, vol. 10, n° 4, 4 déc. 1979 (CNRS).
- Un Economic Commission for Europe, "a statistical outline of Recent trends in industrial cooperation". 3 août 1976.
- Nagy B. Csikos : "Tropical Issues of Energy economies, case Study. Hungary. Seminaire International du CESES. Milan 1980.
- Sokoloff G. : "Les indices de la crise mondiale à l'Est". Problèmes économiques", n° 1486 Documentation française.
- Journal "Le Matin" : "Gorbatchev va maintenant affronter ses apparatchiks". Paris 1987.
- Le courrier des pays de l'Est : n° 235, déc. 1979, documentation Française.
- Holzman F.D. : "More on Soviet bloc discrimination" SE Vol. 17. pp. 44-65 .
"Soviet Foreign trade pricing and the question of discrimination". RES, vol. 44, n° 42, PP. 134-147.
"La théorie du commerce extérieur des économies centralement planifiées". RDE, vol. 3, n° 3, juillet 1972, pp. 5-59.
- Tiraspolosky A. : "Les relations économiques entre les pays socialistes européens du CAEM et les pays du Tiers-Monde : un tournant dans la politique d'aide économique ? Dans le courrier des pays de l'Est - 1980, n° 236

- O.C.D.E. : Développement Coopération, Paris, 1980
- Sokoloff G. : "La politique soviétique d'importation de biens d'équipement : motivations générales et raisons spécifiques de l'appel aux pays occidentaux. Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest, vol. 10, 1979.
- Coates W.P. : Is Soviet trade a menace ? Issued by the anglo-russian parliamentary committee. September, 1931.
- Problèmes économiques n° 1420 : L'or soviétique et le financement des importations, 1975.
- Anitrat Tiraspolsky : L'or soviétique - production et vente. Le courrier des pays de l'Est, n° 247, 1981.
- Rubinstein (M) : Le commerce extérieur de l'U.R.S.S., Revue Economique Internationale - Juillet 1937. Unctad-Handbook of international trade and development, New York, UN, 1976.
- André Gunder Frank : "Long live transideological enterprise: the socialist economies in the capitalist international division of labour" Revue, vol. I n° 7, 1977.
- Lemoine François : "La fixation des prix du commerce international dans les économies socialistes. Paris. Documentation française 3 Juil. 1973.
- A.J. MIKOJAN : "Le rapport de A.J. Mikoïan et les problèmes commerciaux en U.R.S.S." Notes et Etudes Documentaires, 27 nov. 1953.

- Nove Alec : "Market socialism and its critics" S.S. vol. 25, 1972/73, pp. 120-138.
- Osiecki Zoltislaw : "The international banks of Comecon countries". SFT vol 12, n°1, Spring 1976.
- Notel Rudolf : "The role of the United Nations in the sphere of East-West trade". EI nov. 1965, pp. 643-662. "Future development of East-West trade" EJ., nov. 1970.
- Nasy Andras : "Un modèle d'optimisation à court terme des exportations et son application". Economie appliquée, T. 16 - n° 3, 1963. "Approximation of the foreign trade optimum" AOE. T. 5 (4).
- J. Van Brabant : "Le rouble transférable et le commerce Est-Ouest" in Unités.
- Wilczyski J. : "The theory of comparative costs and centrally planned economies". EJ 1965 pp. 63-80. "Dumping in trade between market and centrally planned economies" EP, vol. 6, n° 3, 1966, pp. 211-227. "Strategic embargo in perspective". SS, vol, 19, 1967/68, pp. 74-86. "East-West trade a gate way to convergence ?" EP. vol. 8, n° 3, 1968, pp. 232-257. "Multilateralization of East-West trade" EI, vol. 21, n° 2, may 1968, pp. 301-319.
- S. Gomalka : "Growth and the import of technology Poland 1971-1981 - Cambridge journal of Economics, 1978, n° 2.
- Fallenbuchl Z.M. : "Comecon integration problems of communis" n° 2, 1973.

- Fallenbuchl Z.M. : "Recent Economic Developments in Eastern Europe", in A. Bromke and D. Novak (eds) 1979.
- Fallenbuchl Z.M. : "Comments in the URSS in the 1980's ; Economic growth and the role foreign trade". Bruxelles, OTAN, Direction des affaires économiques, 1978.
- Moskoff William, Benz G. : "The URSS and developing countries : politics and export prices" 1955-69. SS January - 1973.
- Mitrofanova N. : "Concerning interrelationship between internal and foreign trade pricing in european socialist countries" PE, vol 17, n° 1, mai 1974.
- Mercator : "East-West trade : prospects and limitations" EI, nov. 1954.
- Rosefield Steven : "Some observation on the concept of socialism - in contemporary economic theory" SS, vol: 25, 1973.
- Iska Wieslaw : "International and equalization of levels in economic development of member-countries of the council for mutual economic assistance CMEA". Congrès de Budapest, 1974.
- Liudina E. & Oleinik I. : "Structural changes in the economics of socialist countries". PE, march 73
- Junghans M. ; "Management problems of foreign trade enterprises". Soviet and Eastern European Foreign Trade. vol. 10, n° 2, Summer 1974.
- Krasnoglazov B. : "The international economic institute of Comecon", PE, janv. 75.

- Kaser Michael : "A volume index of soviet foreign trade". Soviet studies, vol. 20, n° 4, 1969.
"Le mécanisme des paiements internationaux dans l'Europe de l'Est". Economie appliquée, vol. 23, n° 1, 70.
- Katsenelinboigen A.J. : "On the various methods of describing the socialist economy". Matekon, 79/74 vol. 10, n°2.
- Karen Michael : "The new economic system in the GDR : an or bituary". SS, vol. 24, 1972/73.
- Goldman Josef : "Fluctuations and trend in the rate of growth in some socialist countries". Economics of planning, vol. 4 n° 2, 1964.
- Glowacki Jerzy : "Problems of optimizing the direction of international trade in a planned economy". Economics of planning, vol. 6 n° 1, 1966.
- Hoch R. ; : "Effects of change in the consumption patern on the growth rate of total consumption". Acta oeconomica. T. 4 (1) 1969.
"Roal processes and market processes" Acta oeconomica, vol. 8 (2-3), 1972.
- Giersch H. : "East-West economic relations and the international monetary problems". Acta oeconomica, vol. 9, n° 2, 1979.
- Hardt John P. : "Les relations commerciales soviétique et l'évolution politique en U.R.S.S." Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest. vol. 6, 1975, n° 2.

- Manson Ph. : " Soviet import of primary products : a case study of cocoa". Soviet studies, vol. 23, 1971/72.
- Grote Gerhard : "Problems of foreign trade in the German Democratic Republic". Economics of planning, vol. 6, n° 1, 1966.
- Bognar Josef : "La conception du commerce extérieur dans le nouveau mécanisme économique" Acta Oeconomica, vol. 2, 1967.
 "On the british-hungarian economic colloquium".
 Acte Oeconomica T. 5, 1970. The role of East-West economic relation in promoting european cooperation". Acte Oeconomic, 1971, vol. 6. The socio-political and institutional aspects of integration : contribution au congrès de Budapest, 1974.
- Bryson Philip J. : "Dynamic price planning in command systems : a partial equilibrium approach". Weltwirtschaftliches Archiv (W.A.) Band , 109, 1973, heft 3.
 "Socialiste international economics. A East European model of trade, decentralization and growth (W.A.) band III 1975, heft I"
- Adler- Karlson Gunnar : "A note on soviet foreign trade statistics", SS, vol. 10, 1958-59, n° 4.
 "The counel for Mutual Economics-Assistance", Economics of planning, vol. n° 2, Sept. 1963.
- Cabannes Michel : "Les possibilités de transition vers une nouvelle spécialisation entre l'Est et l'Ouest" cahier de l'ISEA, série G, n° 30.

Csikos-Nagy-Bela

- : "Prix et rationalité des échanges Est-Ouest, les systèmes des prix et de change de deux pays à régimes différents". Cahiers de l'ISEA. série G, n° 30.
- "First experiences gained in the implementation of the economic reform in Hungary". Acta oeconomica. T 4 (1) 1969 : "Major problems of improving the Hungarian economic mechanism". Acta oeconomica T 5 (3). 1970.
- "Incidence de la réforme économique sur le commerce extérieur Hongrois" Revue d'Etudes comparatives Est/Ouest, vol. 12, n° 2, 1970 .

Zielinski Janusz G

- : "An attempt to construct a realistic theory of socialist economy", Economics of planning, vol. 2, 1962.
- "Centralisation and decentralisation in decision making". EP, vol. 3, 1963.
- "Economic tools of plan fulfillment". Economics of planning, vol. 4, n° 3, 1964.
- "On the theory of economic reforms and their optimal sequence". EP, vol. 8, n° 3, 1968.

Voinov A.

- : "Long-range economic collaboration between socialist and industrially developed capitalist countries". Problem economic, vol. 17, n° 9, janv. 1975.

Saltiel J.P.

- : "Commerce extérieur et industrialisation. L'expérience des années 1930-31". Les cahiers de l'ISEA. Série G, n° 13, 1962.

- Seiffert W. Kampo Otto, Rüster L : Current legal problems of socialist economic integration - S.F.T., vol. 10, n° 2, summer 1974.
- Zielinski Janus G. : "An attempt to construct a realistic theory of socialist economy. EP, vol. 2, 1962.
Centralisation and decentralisation indecisive making. EP, vol. 3, 1963.
Economic tools of plan reforms and their optimal sequence" EP, vol. 8, n°3, 1968.
- Vajda Imre : "External equilibrium, neo-techniques and economic reform". Acta oeconomica, vol. 2, 1967.
"The problems of East-West trade". Acta oeconomica, vol.3, 1968.
"New trends in world economy and world trade" Acta oeconomica T 5 (1-2), 1970.
- Jean Weiller : Firmes transnationales, problèmes de coopération économique internationale et déséquilibre actuel du système des échanges et des paiements internationaux.
Revue d'Etudes comparative. Est-Ouest. vol. 10, 1979. 1204.
- Zbigieww Fallenbuchl : Les changements récents dans la structure industrielles et leur impact sur le potentiel d'exportation des pays du CAEM dans le commerce Est/Ouest - Vol. 10 , 1979.
- Z.M. Fallenbuchl : The commodity composition of Intra-Comecon Trade and the Industrial Structure of the Member Countries, In Comecon : Progress and Perspectives, Bruxelles - Nato - Directorate of Economic Affaires, 1977.

- Henri Dunajewski : Quelques observations sur la fonction internationale des monnaies des pays de l'Europe de l'Est. R.E.C. EST-OUEST, vol. 10, n° 4, 1979.
- E.A. Hewett : "Most Favored Nations Treatment in trade under Central Planning". Slavic Review, 37, 1, mars 1975.
- Allen J. Lenz : Potential 1980 - 1985 Hard Currency Debt of URSS and Eastern Europe under Selected Hypotheses - in : issues in East-West commercial Relations Joint Economic Committee - Washington, 1979, pp. 191 - 192.
- E.A. Hewett : "A gravity Model of CMEA Trade" in J.E. Brada, quantitative and Analytical Studies in East - West Economic Relations, Bloomington Indiana University Press, 1976.
- UNTAD, Handbook of international trade and Development Statistics, Supplement 1977 - pp. 54 - 55.
- Jozef Popkiewicz : Les raisons de développer la coopération Est - Ouest. R.E.C. EST - OUEST, vol 10, n°2 1979.
- M. Borntein : "Economic Reform in Eastern Europe", in J.P. Hardt (ed). East European Economies Post - Helsinki. Washington, D.C. joint Economic committee, 1977.
- Z. M Fallenbuchl : "Recent Economic Development in Eastern Europe", in A Bromkand D. Novak (eds), the communist in the Era of Detente, Oakville, Ontario, Mosaic Presse, 1979.

- Janez Stanownik : "Les tendances de la Coopération Economique en Europe", Handel Zagraniczny, n° 5 - 6, 1978
- Peter Wiles : Les taux de change et les parités de pouvoir d'achat dans les pays du CAEM. Revue d'Etudes Comparatives EST - OUEST, vol. X, n° 4, 1979.
- Benjamin Bastida : Sur la théorie de la régulation financière et les prix. Revue d'Etude Comparative EST -OUEST Vol. 12, n° 2 , 1981.
- Z.M. Fallenbuchl : "Comment" in the URSS in the 1980's : Economic growth and the role of Foreign Trade, Bruxelles OTAN, Direction des affaires Economiques, 1978
- Z.M. Fallenbuchl : "Industrial Structure and the Intensive Pattern of Development in Poland", Jhar buch der Wirtschaft Osteuropas, n° 4, 1973 ; et du même auteur, "La croissance économique et les échanges extérieurs de l'Union Soviétique et de l'Europe de l'Est, 1971 - 1975. Revue de l'Est, vol. IV, n° 1, 1973.
- Michael Kaser : La politique du taux de change dans les pays membres de la Banque Internationale Economique. Revue d'Etudes Comparatives EST - OUEST, vol 10 n° 4 , 1979.
- Z. M. Fallenbuchl : "Comecon Integration problems of Communism", n° 2 - 1973, réédité dans M.Bornstein and D.F. Fusfeld (eds), the Soviet Economy : A book of Readings, Homewood : Irwin, 4ème ed, 1974 et "East European Integration : Comecon", in J.P. Hardt (ed) . Réorientation and Commercial Relations in the Economies of Eastern Europe, Washington, D.C. joint Economic Committee, 1975
- J. Wilczynski : Comparative Monetary Economics, Mc Millan, London, 1978.

- C. McMillan : "Forms and Dimension of East - West Inter-Firm cooperation" INC. Saunders (ed), East - West. Cooperation in Business : inter-firm studies, Viennes Springer, 1977.
- P. Marer "Foreign Trade", in C. Mesa - Lago and C. Bek (eds) Comparative Socialist Systems, Pittsburg, University Center for International Studies 1975.
- B. Kostinsky, V. Trembl : "Foreign Trade Pricing in the Soviet Union : Export and Import - Output Table" Foreign Economic Reports n° 8, U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis, mars 1976.
- J. Wilczynski : "Multilateralization of East-West Trade" *Economia Internazionale*, 21, 2, 1968.
- C. McMillan : "The Bilateral Character of Soviet and Eastern European foreign Trade", *Journal of Common Market Studies* XIII, 1 - 2, 1975.
- P. Kenenl. Tyson : "The International Transmission of Disturbances : A Framework for comparative Analysis", rapport préparé pour la conférence on the Impact of International Economic Disturbances in the Soviet Union and Eastern Europ, Washington D.C. 24, 26, Sept. 1978.
- Zdzilaw Fedorowicz : La convertibilité du rouble transférable. *Revue d'Etudes Comparatives Est/Ouest*, vol 12, n° 2, 1981.
- Agota Dezenyi Gueullette : Taux de change prix extérieur et efficacité du commerce extérieur Hongrois depuis 1968 - Marge de manoeuvre de la politique Hongroise. *Revue de l'Est* vol 12 n° 2, 1981.
- Bela Csikos-Nagy : Les pris et le commerce Est - Ouest. *Revue de l'Est*, vol. 12 n° 2, 1981.

- Robert Tartarin : "Planification et régulations dans les économies socialistes : pour une théorie de la valeur comptable. R.E.C. esat - Ouest, vol 12, n° 2, 1981.
- Gerard Duchène : Du nouveau et de l'ancien chez les économistes soviétiques. R.E.C. Est - Ouest. Vol 12, n° 2, 1981.
- Alec Nove : L'économie soviétique et les économistes soviétiques - Quelques observations - R.E.C. Est-Ouest Vol. 12, n° 2, 1981.
- K. Köver : "The Market of socialist Integration, Budapest' 1973.
- E. A. Hewett : Foreign trade Prices in the Council for Mutual Economic Assistance, Cambridge, 1974, (chap. IV sur les calculs d'efficacité du commerce extérieur).
- M. Lavigne : Le programme du Comecon et l'intégration socialiste, Paris, 1973. (chap. II, sur les rapports monétaires et financiers).
- J. Wilczynski : "Comparative Monetary Economics, London, 1978. (chap. XI sur les taux de change et la convertibilité).
- J. Kleer : L'intégration économique au sein du CAEM, Varsovie, 1978.
- A. Z. Arnold : Banks, Credit, and Money in Soviet Russia, New York, 1937.
- J. Fekete : Monetary and Financial Problems in East and West Rapport de la 4ème "Work shop" de l'institut d'Economie Mondial près de l'académie Hongroise des Sciences. Budapest, 1977.

- Zsuzsa Gal : The key to the convertibility of the forint - Nepszara, 1977.
- Robinson Joan V. : "The foreign Exchange", in Essays on the theory of Employment, Londres, 1937.
- Ausch Sandor : Theory and Praticice of CMEA Cooperation, 1972.
- Thomas Wolf : "On the Adjustment of Centrally Planned Economies to external Economic Disturbances", 1976, rapport présenté à la conférence "East-European Integratic and East - West Trade".
- Thomas Wolf : "Exchange Rate Adjustment in the small Market and Centrally Planned Economies", 1977.
- A. Brown and M. Tardes : "The impact of global Stagflation on the Hungarian Economy", 1978.
- Peter Wiles : "The control of inflation in Hungary", Economie appliquée, 1974, n° 27.
- P. Havas : Les prix et les rapports de valeur dans le système des prix Hongrois actuel. K. Sz, n° 5, 1962.
- Balassa Bela : "An empirical demonstration of classical comparative cost theory". Review of economics and statistics, August 1963. "The dynamic efficiency of Soviet economy". American economic review, papers and procecdings, 1964.
"Planning in a open economy kkklos, 1966".
- Problèmes économiques n° 1825 : Situation économique de l'URSS de 1983 - 1985.
- Problèmes des pays socialistes, n° 471 (URSS n° 76), Youri Andropov et l'héritage brejnevien - Sortir de la crise 1985

Courrier des pays de l'Est n° 265 : L'endettement de l'URSS et des pays de l'Est. 1982.

Courrier des pays de l'Est n° 297 : L'inflation soviétique 1985.

Problèmes des pays socialistes n° 334 : Les insuffisances du système de gestion-budget et plan de 1978 - bilan du plan économique de 1977-1978.

Notes et documentations n° 4633 : L'URSS et l'Europe de l'Est en 1980-1981. Les suites de Gdansk. Le monde socialiste face à la crise polonaise. Les événements de Pologne et les médias des pays de l'Est.

Notes et documentations n° 4633-34 : L'URSS et l'Europe de l'Est en 1980-81. Les perspectives du XIème plan quinquennal soviétique.

Courrier des pays de l'Est n° 259 : L'URSS en 1981 : flou statistique sur les échecs économiques - Un plan mal parti (1982).

Courrier des pays de l'Est n° 221 : le commerce extérieur de l'URSS en 1977 (78).

Courrier des pays de l'Est n°226-27 : panorama de l'URSS en 1979.

Courrier des pays de l'Est n°232 : URSS commerce extérieur en 1978-79.

Courrier des pays de l'Est n° 241 : le commerce extérieur de l'URSS 1980.

Courrier des pays de l'Est n°245 : les entreprises statliennes et les marchés soviétiques, 1980

Economie des pays industrialisés, n° 6 : ... de la compensation Est-Ouest au retour du bilatéralisme d'Etat 1981.

Courrier des pays de l'Est n°252 : après l'embargo : perspectives de ventes de céréales à l'URSS, 1981.

- Economie des pays industrialisés n° 7 : l'URSS et l'Ouest : la fin d'un grand cycle d'ouverture (1981).
- Courrier des pays de l'Est n° 225 : le commerce extérieur de l'URSS en 1981, par produit. 1981.
- Courrier des pays de l'Est n° 257 : Les achats soviétiques d'usine clef en main à l'occident (1982).
- Courrier des pays de l'Est n° 259 : la balance des paiements courants à l'horizon 1982-85.
- Courrier des pays de l'Est n° 260 : commerce extérieur de l'URSS en 1981-82.
- Courrier des pays de l'Est n° 264 : aperçu général sur le commerce extérieur de l'URSS en 1981-82.
- Courrier des pays de l'Est n° 275 : le commerce extérieur de l'URSS en 82-83.
- Economie des pays industrialisés n° 16 : l'équilibre commercial soviétique 1983.
- Courrier des pays de l'Est n° 286 : le commerce extérieur de l'URSS en 1983-84.
- Courrier des pays de l'Est n° 297 : le commerce extérieur de l'URSS en 1984-85.
- Problèmes économiques n°1586 : Evolution du système économique hongrois et développement des échanges avec l'Ouest. 1978.
- Courrier des pays de l'Est n° 218 : les termes de l'échanges à l'Est de 1970 à 1977 (1978)
- Courrier des pays de l'Est n° 225 : la structure et les mécanismes des crédits occidentaux dans les échanges Est-Ouest. Le cadre institutionnel des relations commerciales et économiques entre E.U. et l'URSS 1979.

- Courrier des pays de l'Est n° 237 : la commercialisation des licences dans les échanges Est-Ouest (1980)
- Courrier des pays de l'Est n° 232 : la dynamique des échanges Est-Ouest pour les années 80. Marketing Est-Ouest et coopération interfirmes; 1979.
- Courrier des pays de l'Est n° 239 : une analyse du commerce Est-Ouest à travers les statistiques des monnaies de facturation (1980).
- Courrier des pays de l'Est n° 243 : le commerce Est-Ouest dans les années. Les échanges Est-Ouest en 1979-80.
- Courrier des pays de l'Est n° 257 : dix ans de commerce Est - Ouest - 1970 - 80 (1981).
- Courrier des pays de l'Est n° 1865 : commerce Est/Ouest. La stagnation après l'expansion. 1984.
- Problèmes économiques dans les relations Est-Ouest - Les organisations internes nationales de gestion : des multinationales à l'Est 1984.
- Problèmes économiques 1985 : l'analyse bilatérale des échanges extérieurs : quelques aspects méthodologiques. 1984.
- Notes et documentations n° 4268-69-70 : l'intégration économique à l'Est : le CAEM. 1976.
- Courrier des pays de l'Est n°222 : les relations CEE-CAEM. 1979.
- Economie des pays industrialisés, n° 4 : trois cas de relations Nord-Sud, URSS, Afrique septentrionale. 1980.
- Problèmes des pays socialistes n°442 : l'URSS et le Tiers-Monde 1982.

Courrier des pays de l'Est n° 236 : relations économiques entre les pays du CAEM et les pays du Tiers-Monde 1980.

Courrier des pays de l'Est n° 248 : CAEM-Moyen-Orient. Le déséquilibre des échanges. 1981.

Courrier des pays de l'Est n°274 : le CAEM et ses partenaires privilégiés du Tiers-Monde-Angola-Mozambique, Yémen du Sud. Afghanistan. 1983.

S O M M A I R E
=====

introduction

première partie

LES PROBLEMES DE CONCEPTION ET DE THEORIE DU COMMERCE
EXTERIEUR DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE

Chapitre I : LE ROLE DU COMMERCE EXTERIEUR DANS LE SYSTEME SOVIETIQUE.

- § 1 - La position du problème.
- § 2 - L'autarcie et le recours aux échanges extérieurs.
- § 3 - Les raisons d'existence du commerce extérieur soviétique.
 - a) Les mobiles politiques et les constantes depuis 1917.
 - b) Les mobiles économiques.
 - c) Le début du développement du commerce extérieur soviétique.
 - 1) Première constatation.
 - 2) Deuxième constatation.

Chapitre II : LA SPECIFICITE DU COMMERCE EXTERIEUR SOVIETIQUE PAR
PAR RAPPORT A L'ECONOMIE DU MARCHE

§ 4 - Quelques approches théoriques du commerce extérieur dans le système soviétique.

A) La position théorique

a) La polarisation géographique des concepts du commerce extérieur soviétique.

1) Le concept du commerce de l'URSS avec les pays socialistes.

2) Le concept du commerce de l'URSS avec les pays capitalistes.

3) Le concept du commerce de l'URSS avec les pays sous-développés.

b) Quelques observations.

B) Existe-t-il une théorie socialiste ou marxiste du commerce extérieur ?

c) La position du problème.

d) L'approche marxiste du commerce extérieur : - Le recours à la théorie de la valeur-travail.

1) La valeur d'une marchandise.

2) Le prix d'une marchandise.

3) Les critiques adressées à la théorie.

4) Les difficultés d'une évaluation commune.

- e) Le modèle théorique Lange-Lerner.
 - 1) L'hypothèse du modèle.
 - 2) L'application du modèle au commerce extérieur soviétique.
 - 3 L'apport du modèle.
 - 4) Les critiques adressées au modèle.

Conclusion

Deuxième partie

LA RIGIDITE DU SYSTEME ET L'ABSENCE DE
MECANISMES AUTOREGULATEURS INTERNES ET EXTERNES

Chapitre III : L'ABSENCE DE MECANISMES AUTOREGULATEURS INTERNES

§ 5 - La gestion centralisée du commerce et les freins de l'économie.

a) Le rôle de l'Etat monopole dans l'activité commerciale.

1) L'influence politique de l'Etat.

2) La planification centralisée du commerce extérieur

3) La place et les limites de l'entreprise dans l'économie nationale.

Conclusion

§ 6 - L'impact sur l'équilibre des prix intérieurs.

a) Les problèmes de l'ajustement des prix

1) Rappel du principe d'ajustement des prix en économie de marché.

2) L'ajustement centralisé des prix.

3) L'évolution de la notion de prix d'équilibre.

4) Persistance des problèmes de déséquilibre.

- b) L'ajustement centralisé des quantités.
- 1) Les difficultés de mise en oeuvre de l'ajustement.
- 2) L'insuffisance fondamentale.

Chapitre IV : L'ABSENCE DE MECANISMES AUTOREGULATEURS EXTERNES

- § 7 - Le déséquilibre entre les marchés intérieurs et les marchés extérieurs.
 - a) L'aspect politique de la question.
 - b) L'aspect économique de la question.
 - 1) Les problèmes de l'inconvertibilité du rouble.
 - 2) L'inadaptation des prix et du taux de change aux marchés extérieurs.
 - 3) Quelques exemples des écarts des prix du commerce - URSS-Tchécoslovaquie - Pays occidentaux.
 - 4) L'endettement de l'URSS à l'égard de la Tchécoslovaquie.
 - c) Quelques observations.

Chapitre V : LES PROBLEMES D'OPTIMISATION DES ECHANGES EXTERIEURS

- § 8 - Les critères d'efficacité du commerce extérieur.
 - a) Caractéristiques générales des critères.
 - 1) L'indice global.
 - 2) L'indice partiel.

b) Les difficultés liées aux conditions d'application.

1) Le problème de l'évaluation du calcul.

2) Le paradoxe de Léontief.

3) Le prix des matières brutes importées.

§ 9 - Les insuffisances des critères d'efficacité.

1) Le caractère statique des indices.

2) Le caractère partiel de la méthode.

§ 10 - Les améliorations de la technique.

1) Le taux de change d'équilibre

2) Les indices d'efficacité plus élaborés.

Conclusion

Troisième partie

L'IMPACT DE LA GESTION CENTRALISEE ET
DIRECTIVE DE L'ECONOMIE SUR LE NIVEAU GLOBAL DU COMMERCE
EXTERIEURChapitre VI : LES CONSEQUENCES SUR LE NIVEAU D'EQUILIBRE
DU COMMERCE EXTERIEUR

- § 11 - Une telle politique conduit-elle à un optimum ?
- § 12 - Le système modifie-t-il le niveau d'équilibre du commerce par rapport à une économie de marché
- A) La réticence à l'égard du commerce extérieur.
- a) L'augmentation des coûts implicites.
- 1) Les considérations non économiques.
- 2) Les problèmes liés à la planification et au contrôle.
- b) La réduction des bénéfices du commerce extérieur.
- 1) La centralisation excessive et directive de l'administration et du plan.
- 2) Des incitations matérielles inadaptées.
- B) L'attraction pour le commerce extérieur.
- a) La priorité accordée à la croissance industrielle rapide.
- b) Le commerce extérieur, source de flexibilité;

- § 13 - Le système permet-il d'atteindre un équilibre dans le niveau et la composition du commerce extérieur.
- A) Le degré de priorité accordé au commerce extérieur.
- a) L'évolution des importations.
- 1) L'accroissement des importations fortement prioritaires.
 - 2) La diminution des importations non essentielles.
- b) L'évolution des exportations.
- 1) L'ambiguïté du système de priorité.
 - 2) La détérioration des termes de l'échange.
 - 3) La détérioration des termes de l'échange par facteur.
 - 4) L'influence du multiplicateur du commerce extérieur.
- B) Flexibilité ou rigidité du commerce extérieur.
- a) Elle a tendance à créer des crises.
- b) Elle suscite de nouvelles difficultés.

Chapitre VII : L'IMPACT SUR LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE
DU COMMERCE EXTERIEUR

- § 14 - Les importations en provenance de l'Ouest.
- a) Importations et déficit du commerce de l'URSS et des pays de l'Est à l'égard des économies de marché.
- 1) L'origine du déficit.
 - 2) Les explications possibles des déséquilibres.

b) Compensation et équilibre du solde des échanges extérieurs.

- 1) La nature de la compensation.
- 2) Les insuffisances de la formule de la compensation.

c) Compensation et équilibre des termes de l'échange.

- 1) Le problème des termes de l'échange.
- 2) Les mécanismes de protection (ou d'ajustement) des termes de l'échange.
- 3) Les inconvénients de la méthode.
- 4) Quelques solutions possibles.

§ 15 - La réorientation graduelle d'une proportion croissante des échanges vers les autres économies planifiées.

a) L'attitude ambivalente des dirigeants vis-à-vis du commerce extérieur.

b) Les inconvénients d'une telle politique.

- 1) Les problèmes d'instabilité du commerce extérieur.
- 2) L'impact de l'absence de relations monétaires marchandes.
- 3) A quelle stratégie sert l'absence de relations monétaires marchandes ?

§ 16 - Les relations de l'URSS avec les pays en voie de développement.

a) L'URSS et les problèmes des relations Nord-Sud.

- 1) La position du problème.
- 2) La position de l'URSS face au sous-développement.
- 3) La contribution de l'URSS au développement du Tiers-Monde.

- 4) La concentration de l'aide.
 - 5) Les insuffisances et les controverses de l'aide soviétique au développement.
- b) L'avenir de la présence soviétique dans les pays en voie de développement.
- 1) La formation d'un réseau efficace d'intervention communautaire.
 - 2) Au dépens de qui semble s'effectuer cette division des tâches à l'Est ?
 - 3) Les perspectives.



Chapitre VIII : LES REPERCUSSIONS AU NIVEAU INTERNE

- § 17 - Les controverses du système économique soviétique.
- 1) L'aspect positif du mécanisme de défense économique.
 - 2) Le paradoxe du mécanisme de défense économique.
- § 18 - L'impact sur les évolutions économiques internes.
- 1) L'impact sur le rythme et sur les structures de la croissance.
 - 2) L'impact sur les orientations générales du développement.

QUELQUES HYPOTHESES SUR L'AVENIR A LONG TERME DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE ET DE LA ZONE EST-EUROPEENNE

- I) Le déséquilibre des paiements en devises.
- II) Les risques de tensions politiques et économiques entre les partenaires du C.A.E.M.
- III) Quelques solutions d'avenir.